

DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE PLEYBEN-CHATEAULIN-PORZAY



**ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À  
L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL  
DE L'HABITAT  
ET À L'ABROGATION DE 3 CARTES COMMUNALES**

Arrêté de Madame La Présidente de la CCPCP n° 05/2024 du 19 juillet 2024  
Dossier E 24000071/35

Dates de l'enquête : 26 août au 27 septembre 2024

**PARTIE 1 / ANNEXES DU RAPPORT**

**Commission d'enquête :**

Présidente                      Anne RAMEAU  
Membres titulaires :    Sylvie CABARET  
                                      Didier COULOMBEL



# ARRÊTÉ ET AVIS D'ENQUÊTE

**Arrêté n°05/2024 du 19 juillet 2024 organisant l'enquête publique unique portant sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat et l'abrogation des cartes communales de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal.**

**La Présidente de la Communauté de Communes de Pleyben- Châteaulin-Porzay,**

- VU le code de l'Urbanisme et notamment l'article L.153-19 et R.153-8 ;
- VU le code de l'Environnement et notamment les articles R.123-7 à R.123-23 ;
- VU la délibération du 6 novembre 2018 définissant les modalités de collaboration avec les communes ;
- VU la délibération du 6 novembre 2018 prescrivant l'élaboration du PLUI-H, définissant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de concertation ;
- VU le débat sur les orientations du PADD du 1<sup>er</sup> mars 2022 ;
- VU la délibération du 6 février 2024 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLUi-H ;
- VU la délibération du 9 juillet 2024 relative au deuxième arrêt du PLUi-H ;
- VU l'avis du Préfet et des différentes personnes publiques consultées sur le projet de plan local d'urbanisme ;
- VU l'avis de la MRAE n°2024AB27 du 25 avril 2024 ;
- VU les pièces des dossiers soumis à enquête publique ;
- VU la décision n°E24000071/35 en date du 23 avril 2024 du Tribunal Administratif de Rennes désignant les membres de la commission d'enquête;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet et dates de l'enquête publique**

Il sera procédé à une enquête publique unique portant à la fois sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H) et l'abrogation des cartes communales de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal pour une durée de 33 jours. Cette enquête se déroulera du **26 août 2024 à 9 h jusqu'au 27 septembre 2024 à 17 h**, afin d'informer le public et de recueillir ses observations –propositions.

Le siège de l'enquête est fixé à la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP), 9 rue Camille Danguillaume -CS 60043 -29150 Châteaulin.

### **Article 2 : Caractéristiques principales des projets**

Le PLUi-H est un document d'urbanisme qui, à l'échelle de la CCPCP, établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement durable du territoire et détermine en conséquence les règles d'utilisation du sol pour atteindre les objectifs fixés. Le PLUi-H est composé des pièces suivantes :

- Le rapport de présentation (et ses annexes) comprenant un diagnostic, un état initial de l'environnement, la justification des choix retenus et une évaluation environnementale. Il se compose de 3 tomes.
- Le projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui exprime le projet politique de la CCPCP.

- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles (OAP) qui précisent les modalités en termes d'aménagement et d'urbanisation de secteurs ou zones ; ainsi que trois OAP thématiques relatives à la trame verte et bleue, à l'équipement commercial, artisanal et logistique et aux paysages.
- Le Programme d'Orientations et d'Actions portant sur les questions d'habitat (ancien PLH).
- Le règlement, écrit et graphique, qui délimite les différentes zones du territoire et définit les règles qui s'y appliquent.
- Les annexes, dont les servitudes d'utilité publique.
- Les pièces de procédure.

Le recueil des avis émis par les communes, les personnes publiques associées et les organismes consultés, la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites (CDNPS) et de l'autorité environnementale (MRae) sont joints au dossier d'enquête publique.

Afin que le PLUi-H puisse être exécutoire sur les communes de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal, les cartes communales en vigueur doivent faire l'objet d'une procédure d'abrogation spécifique. Une enquête publique doit être réalisée pour mener à bien cette procédure.

### **Article 3 : Informations environnementales**

Une évaluation environnementale a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et intégrée dans le dossier soumis à enquête publique. L'avis de l'autorité environnementale est intégré au dossier d'enquête publique. Ces deux documents peuvent être consultés selon les mêmes modalités que l'entier dossier d'enquête publique.

### **Article 4: Désignation de la commission d'enquête**

Par décision en date du 23 avril 2024, le Tribunal Administratif de Rennes a désigné la commission d'enquête composée ainsi :

- Commissaire enquêtrice et Présidente de la commission : Madame Anne RAMEAU (Ingénieure agronome en retraite)
- Commissaires enquêteurs : Madame Sylvie CABARET (ingénieure en chef hors classe en retraite) et Monsieur Didier COULOMBEL (administrateur des finances publiques adjoint en retraite).

### **Article 5 : Consultation du dossier d'enquête publique**

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier sur support papier pourra être consulté par toute personne intéressée aux jours et heures habituels d'ouverture au siège de la Communauté de communes, 9 rue Camille Danguillaume 29150 Châteaulin et dans les mairies des communes membres désignées comme lieux d'enquête à savoir: Châteaulin, Pleyben, Plomodiern, Plonévez-Porzay.

Le dossier sera par ailleurs consultable :

- depuis un poste informatique au siège de la communauté de communes et dans l'ensemble des mairies désignées comme lieux d'enquête.
- sur le registre dématérialisé créé à cet effet à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/pluih-ccpcp>

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier papier d'enquête publique, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête auprès de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, autorité compétente pour ouvrir l'enquête, à l'adresse suivante : Communauté de Communes de

## Article 6 : Recueil des observations, propositions et contre-propositions

Les observations et propositions du public pourront être:

- consignées dans un registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par la commission d'enquête, tenu à disposition du public avec le dossier d'enquête publique, au siège de la communauté de communes aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que dans les mairies des communes désignées comme lieux d'enquête à savoir : Châteaulin, Pleyben, Plomodiern, Plonévez-Porzay ; par courrier à l'adresse suivante : Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9 rue Camille Danguillaume - CS 60043 - 29150 Châteaulin, en précisant la mention « *Enquête publique unique sur l'élaboration du PLUi-H* » à l'attention de « *Madame la Présidente de la commission d'enquête* » ;
- auprès du commissaire enquêteur au cours d'une permanence ;
- par voie électronique directement sur le registre dématérialisé ou à l'adresse électronique suivante : [pluih-ccpcp@mail.registre-numerique.fr](mailto:pluih-ccpcp@mail.registre-numerique.fr).

## Article 7 : Permanences de la commission d'enquête

Un ou plusieurs membres de la commission d'enquête se tiendront à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales, lors des permanences qu'ils tiendront en mairie de :

COMMUNE	ADRESSE	DATES ET HORAIRES
Châteaulin	15 quai Jean Moulin 29150 Châteaulin	28 août de 14h à 17h 5 septembre de 9h30 à 12h30 12 septembre de 9h30 à 12h30 21 septembre de 9h à 12h
Pleyben	Place Charles de Gaulle 29190 Pleyben	28 août de 9h30 à 12h30 5 septembre de 14h à 17h 12 septembre de 14h à 17h 20 septembre de 9h30 à 12h30
Plomodiern	20 rue du Docteur Vour'ch 29550 Plomodiern	27 août de 14h à 17h 3 septembre de 9h30 à 12h30 13 septembre de 14h à 17h 20 septembre de 14h à 17h
Plonévez-Porzay	50 allée du Stade 29550 Plonévez-Porzay	27 août de 9h30 à 12h30 3 septembre de 14h à 17h 14 septembre de 9h à 12h 19 septembre de 15h à 18h

Et au siège de la communauté de communes :

CCPCP	9 rue Camille Danguillaume 29150 Châteaulin	26 août de 14h à 17h 6 septembre de 9h30 à 12h30 27 septembre de 14h à 17h
-------	---	--

Toute personne peut se rendre à une ou plusieurs permanences quelle que soit sa commune de résidence.

## **Article 8 : Clôture de l'enquête publique, rapport et conclusions de la commission d'enquête**

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, les registres seront clos et signés par la Présidente de la commission d'enquête qui dressera dans les 8 jours après la clôture, un procès verbal de synthèse des observations qu'elle remettra à Madame la Présidente de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay ou à son représentant. Cette dernière disposera de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Sous réserve de prorogation conformément aux dispositions de l'article L.123-15 du Code de l'Environnement, la commission d'enquête disposera d'un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour transmettre à Madame la Présidente de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, les dossiers d'enquête, accompagnés des registres avec son rapport et ses conclusions motivées. La commission d'enquête adressera également simultanément une copie du rapport à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rennes.

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions de la commission d'enquête pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, au siège de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay et dans chacune des communes désignées comme lieux d'enquête, ainsi que sur le site internet de la Communauté de Communes : <https://ccpcp.bzh>

La Présidente de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay adressera une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur à Monsieur Le Préfet du Finistère.

## **Article 9 : Publicité de l'enquête publique**

Un avis au public faisant connaître l'objet de l'enquête publique et ses dates d'ouverture et de clôture est publié par voie de presse en caractères apparents, 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête dans les journaux diffusés dans le département : Ouest France, Le Télégramme. Il sera également procédé à l'affichage de cet avis au minimum 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête, au siège de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, dans les 17 mairies ainsi que sur des sites stratégiques de la communauté de communes. L'avis sera publié sur le site internet de la Communauté de Communes : <https://ccpcp.bzh>

L'accomplissement des mesures de publicité sera certifié par la Présidente de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay et par les Maires qui remettront, à l'issue de l'enquête, un certificat d'affichage.

## **Article 10 : Décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête publique**

A l'issue de l'enquête publique, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant programme local de l'habitat, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique et des avis des personnes consultées, et l'abrogation des cartes communales de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal, seront approuvés par délibération du conseil communautaire.

## **Article 11 : Personne responsable de l'enquête**

La personne responsable de l'enquête est la Présidente de la CCPCP. Toute information relative au projet ou à la présente enquête publique pourra être demandée :

- par voie postale à l'adresse suivante : Madame la Présidente -CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay-9 rue Camille Danguillaume-CS 60043-29150 CHATEAULIN
- par mail : [plui@ccpcp.bzh](mailto:plui@ccpcp.bzh)
- par téléphone : 02 98 16 14 00

## **Article 11 : Notification**

Madame la Présidente de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, les Maires des communes membres et la Présidente de la commission d'enquête sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification leur sera adressée, de même que pour information à Monsieur le Préfet du Finistère et Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à Châteaulin, le 19 juillet 2024

La Présidente,

Gaëlle NICOLAS

# AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

## DU 26 août 2024 au 27 septembre 2024

### RELATIVE A L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PLH ET L'ABROGATION DES CARTES COMMUNALES DE LOTHEY, SAINT-COULITZ ET SAINT-SEGAL

Par arrêté du 19 juillet 2024, la Présidente de la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP) a décidé l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur :

- l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant programme local de l'Habitat (PLUi-H) qui définit un projet global d'urbanisme et d'aménagement durable du territoire et détermine en conséquence les règles d'utilisation du sol pour atteindre les objectifs fixés ;
- l'abrogation des cartes communales de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal.

Une évaluation environnementale a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et intégrée dans le dossier soumis à enquête publique. L'avis de l'autorité environnementale est intégré au dossier d'enquête publique. Ces deux documents peuvent être consultés selon les mêmes modalités que l'entier dossier d'enquête publique.

Le Tribunal Administratif de Rennes a désigné la commission d'enquête par décision du 23 avril 2024 composée ainsi :

Présidente : Madame Anne RAMEAU (ingénieure agronome en retraite)

Membres titulaires : Madame Sylvie CABARET (ingénieure en chef hors classe en retraite) et Monsieur Didier COULOMBEL (Administrateur des Finances Publiques Adjoint en retraite).

L'enquête publique se déroulera du 26 août 2024 à 9 h au 27 septembre 2024 à 17 h soit une durée de 33 jours au siège de la CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay 9 rue Camille Danguillaume à Châteaulin et dans les mairies de Châteaulin, Pleyben, Plomodiern, Plonévez-Porzay

Le dossier d'enquête publique unique comprend :

- Le projet de PLUi-H arrêté comprenant une évaluation environnementale et son résumé non technique, le bilan de la concertation.

- Le recueil des avis émis par les communes, les personnes publiques associées et les organismes consultés, la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), la Commission Départementale de la Nature des Paysages et de Sites (CDNPS) et l'autorité environnementale (MRae)
- Les éléments relatifs à l'abrogation des cartes communales de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal.
- Les pièces de procédure comprenant les textes régissant l'enquête et la manière dont elle s'inscrit dans la procédure.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique pourra être consulté :

- Sur un support papier et informatique aux jours et heures habituels d'ouverture au public au siège de la CCPCP et dans les mairies des communes membres désignées comme lieux d'enquête à savoir : Châteaulin, Pleyben, Plomodiern, Plonévez-Porzay.
- Sur le registre dématérialisé créé à cet effet à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/pluih-ccpcp>

Le public pourra consigner ses observations selon les modalités suivantes :

- sur le registre papier prévu à cet effet au siège de l'enquête publique et dans les mairies des communes désignées comme lieu d'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture
- par courrier à l'adresse suivante : Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9 rue Camille Danguillaume -CS 60043 -29150 Châteaulin en précisant la mention « *Enquête publique unique sur l'élaboration du PLUi-H* » à l'attention de « *Madame la Présidente de la commission d'enquête* »
- auprès du commissaire enquêteur au cours d'une permanence
- par voie électronique directement sur le registre dématérialisé ou à l'adresse électronique suivante : [pluih-ccpcp@mail.registre-numerique.fr](mailto:pluih-ccpcp@mail.registre-numerique.fr)

La commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations dans le cadre des permanences:

Mairie de Châteaulin 15 quai Jean-Moulin : le 28 août de 14h à 17h, le 5 septembre de 9h30 à 12h30, le 12 septembre de 9h30 à 12h30, le 21 septembre de 9h à 12h

Mairie de Pleyben, place Charles de Gaulle : le 28 août de 9h30 à 12h30, le 5 septembre de 14h à 17h, le 12 septembre de 14h à 17h, le 20 septembre de 9h30 à 12h30

Mairie de Plomodiern 20 rue du Docteur Vourc'h : le 27 août de 14h à 17h, le 3 septembre de 9h30 à 12h30, le 13 septembre de 14h à 17h, le 20 septembre de 14h à 17h

Mairie de Plonévez-Porzay 5 allée du Stade : le 27 août de 9h30 à 12h30, le 3 septembre de 14h à 17h, le 14 septembre de 9h à 12h, le 19 septembre de 15h à 18h

Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay : le 26 août de 14h à 17h, le 6 septembre de 9h30 à 12h30, le 27 septembre de 14h à 17h

Toute personne pourra se rendre à une ou plusieurs permanences quelle que soit sa commune de résidence.

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête au siège de la CCPCP et dans chacune des communes désignées comme lieux d'enquête ainsi que sur le site internet de la CCPCP <https://ccpcp.bzh> pendant une durée de un an à compter de la date de clôture de l'enquête. A l'issue de l'enquête publique, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant programme local de l'habitat, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête et des avis des personnes consultées, et l'abrogation des cartes communales de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal, seront approuvés par délibération du conseil communautaire.

La personne responsable de l'enquête est la Présidente de la CCPCP. Toute information relative au projet ou à la présente enquête publique pourra être demandée par voie postale à l'adresse suivante : CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay 9 rue Camille Danguillaume-CS 60043- 29150 CHATEAULIN, par mail : [plui@ccpcp.bzh](mailto:plui@ccpcp.bzh), par téléphone : 02 98 16 14 00. Les personnes intéressées pourront obtenir communication du dossier d'enquête publique à leur demande et à leur frais.

**DEPARTEMENT DU FINISTERE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Séance du conseil communautaire du Mardi 6 novembre 2018.**

Le 6 novembre 2018 à 18h00, s'est tenue, dans la salle de la Roche du Feu, à Gouézec, une séance du conseil communautaire pour lequel les conseillers ont été légalement convoqués par courrier affranchi en date du 31 octobre 2018.

A l'ouverture de la séance, sur demande de la Présidente, les conseillers communautaires attestent à l'unanimité avoir reçu à leur domicile le pli contenant la convocation et la note synthétique de ce conseil communautaire.

♦ **Etaient présent(e)s**

CAST : M. Jacques GOUEROU, Mme Danielle CARIOU, M. Roger MAUGUEN

CHATEAULIN : Mme Gaëlle NICOLAS, Mme Martine FAGON, M. Michel QUEFFURUS, Mme Sylvie CHASSEREZ, M. Alain PARC, M. Jean-Pierre JUGUET, M. Jean-Paul URIEN (arrivé à 18h20)

DINEAULT : M. Philippe BITTEL, M. Michel CADIOU, Mme Hélène POULIQUEN

GOUEZEC : Mme Cécile NAY, M. Rémi MOAL

LE CLOITRE-PLEYBEN : Mme Dominique BILIRIT

LENNON : M. Jean-Luc VIGOUROUX

LOTHEY : Mme. Catherine LEPORCQ

PLEYBEN : M. Jean LE DU, Mme. Annie LE VAILLANT, M. Patrice PERSON, Mme Nathalie POULIQUEN, M. Paul GLEVAREC, M. Pascal CAM (arrivé à 18h25)

PLOEVEN : M. Didier PLANTE

PLOMODIERN : M. Claude BELLIN, M. Jean-François BIDEAU, Mme Anne-Marie BOUCHER

PLONEVEZ-PORZAY : M. Paul DIVANAC'H, M. Michel POULIQUEN

PORT-LAUNAY : M. Michel CARO

SAINT-COULITZ : M. Gilles SALAUN

SAINT-NIC : Mme Christine LELIEVRE, Mme Annie KERHASCOET

SAINT-SEGAL : M. André LE GALL, M. Armel LORCY

TREGARVAN : M. Jean-Claude FERREZOU

♦ **Procurations**

CHATEAULIN : M. Jean-Yves LE FLOC'H a donné procuration à M. Alain PARC

Mme Sylvie MOAL a donné procuration à M. Jean-Pierre JUGUET

M. Jean-Paul URIEN a donné procuration à Mme Martine FAGON (jusqu'à son arrivée)

PLOMODIERN : Mme Annick MARCHADOUR a donné procuration à M. Claude BELLIN

PLONEVEZ-PORZAY : Mme Sylviane PENNANEAC'H a donné procuration à M. Paul DIVANAC'H

♦ **Absence**

LANNEDERN : M. Georges POULIQUEN

LENNON : M. Ronan JEZEQUEL

♦ **Secrétaire de séance**

PLEYBEN : M. Patrice PERSON

♦ **Assistaient également à la réunion**

M. Yann BOTHOREL, Directeur général des services

Mme Géraldine GOULESCO, chargée d'accueil et de secrétariat

Rapporteur : Mme LE VAILLANT Annie

Il vous est rappelé la délibération n° 2017-199, séance du 26 septembre 2017, relative au transfert à la CCPCP de la compétence « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ».

Par arrêté préfectoral n°2017-362-008 du 28 décembre 2017, le Préfet a acté cette prise de compétence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les modalités de la collaboration avec les communes ont été examinées lors de la conférence intercommunale des maires réunie le 30 octobre 2018.

Il vous est rappelé la délibération du présent conseil communautaire relative à la détermination des modalités de concertation.

Afin de lancer de façon effective l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), le conseil communautaire doit délibérer pour :

- prescrire l'élaboration d'un PLUi couvrant l'intégralité de son territoire,
- définir les objectifs retenus pour cette élaboration
- fixer les modalités de concertation.

Au travers de l'élaboration du PLUi, la CCPCP souhaite construire son projet de territoire. Le PLUi sera ainsi un outil au service des projets, qui traduira les souhaits de développement et d'aménagements du territoire intercommunal durant les prochaines années. Le PLUi permettra de définir les grandes orientations de l'action publique pour répondre aux besoins liés à l'attractivité du territoire notamment en termes d'emplois, d'habitat, d'équipements publics et de déplacements.

Face à la transversalité des thématiques qui seront abordées il est proposé d'intégrer le Programme Local de l'Habitat (PLH) au PLUi et d'établir un Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant PLH (PLUiH). Cela permettra de traiter en synergie les politiques de l'aménagement et de l'habitat.

Le territoire est actuellement couvert par 10 documents d'urbanismes communaux : 7 PLU et 3 cartes communales. La mise en place du PLUiH permettra de disposer d'un document d'urbanisme transversal en adéquation avec les réalités économiques, environnementales et sociétales actuelles.

#### Objectifs poursuivis :

Conformément à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, le PLUiH déterminera les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1-L'équilibre entre :

- Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- Les besoins en matière de mobilité ;
- La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville.

2-La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

3-La sécurité et la salubrité publiques ;

4- La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Plus précisément le PLUi H devra répondre aux objectifs suivants :

➤ En matière d'aménagement de l'espace :

- Construire et décliner le projet de territoire de la Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay en se dotant d'un outil qui permette de poursuivre son développement démographique et économique ;
- Décliner les documents supra-communaux et notamment les orientations et objectifs du futur Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Brest en prenant en compte les spécificités du territoire ainsi que le Programme Local de l'Habitat ;
- Rechercher un développement du territoire de qualité pour le long terme en trouvant l'équilibre entre renouvellement et développement urbain, sauvegarde des milieux agricoles et naturels, prise en compte de l'environnement et de la qualité urbaine, architecturale et paysagère.

➤ En matière économique et touristique :

- Développer l'économie, accompagner les entreprises dans leur processus de développement et répondre à leurs besoins notamment en organisant le foncier économique ;
- Renforcer l'attractivité touristique du territoire et structurer l'accueil tout en préservant et mettant en valeur les sites emblématiques (plages du Porzay, canal de Nantes à Brest, sites naturels emblématiques du Ménez-Hom et de la Roche du Feu, patrimoine religieux...).

➤ En matière d'habitat :

- Mettre en œuvre une politique de l'habitat permettant de concilier développement de la communauté de communes et équilibres du territoire ;
- S'appuyer sur une stratégie foncière favorisant la vitalité des centres-bourgs et permettre un accès au logement pour tous grâce à la diversité de l'offre.

➤ En matière d'environnement et de paysage

- Préserver la richesse environnementale et paysagère du territoire et valoriser les ressources ;
- Prendre en compte les enjeux liés au développement durable, notamment ceux concernant la transition énergétique, la lutte contre le changement climatique et la préservation de la qualité de l'air ;
- Prendre en compte les risques de submersion marine, inondation et mouvement de terrain.

➤ En matière d'équipements et de mobilité

- Définir l'ensemble des besoins du territoire de manière globale et cohérente, notamment en termes d'équipements publics variés afin d'améliorer l'accès aux services et leur utilisation par les habitants ;
- Améliorer l'accessibilité et la desserte du territoire notamment en soutenant les initiatives en matière de déplacements tous types de transports confondus ;
- Accompagner le déploiement des technologies de l'information et de la communication (participation au programme Bretagne Très Haut Débit porté par Mégalis Bretagne).

➤ En matière d'agriculture

- Protéger durablement un espace agricole productif notamment en réduisant les besoins de prélèvement des terres agricoles ;
- Conforter les modes de production à l'échelle du territoire et rechercher le développement d'autres filières.

Modalités de la concertation :

Le projet de PLUiH ne peut se concevoir sans une participation active de l'ensemble des acteurs du territoire. Le code de l'urbanisme fixe les conditions d'associations des personnes publiques et notamment de l'Etat.

Au-delà et conformément à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, la communauté de communes s'attachera à ce que le PLUiH soit élaboré de façon concertée avec le monde professionnel, les associations, les structures représentatives de la société civile et l'ensemble de la population.

Les objectifs de la concertation sont de permettre, tout au long de l'élaboration du projet de PLUiH, et ce jusqu'à son arrêt par le conseil communautaire :

- d'avoir accès à l'information,
- d'alimenter la réflexion et de l'enrichir,
- de formuler des observations et propositions,
- de partager le diagnostic du territoire,
- d'être sensibilisé aux enjeux et à leur prise en compte par le projet,
- de s'approprier au mieux le projet de territoire,
- de bien utiliser le futur document et de suivre son évolution.

Ainsi, en matière de concertation, les actions suivantes seront menées :

- information dans la presse locale,
- diffusion d'informations sur tous supports de communication mis en œuvre par la communauté de communes,
- mise à disposition d'un registre ouvert au public pendant toute la durée de l'élaboration du projet, dans chaque commune et au siège de la communauté de communes,
- mise en place d'une adresse mail spécifique permettant au public d'adresser ses remarques, ses questions ou ses contributions à l'élaboration du projet,
- organisation de réunions publiques à minima lors de l'élaboration du projet d'aménagement et de développement durables et avant l'arrêt du projet.

Aussi, il vous est proposé au conseil communautaire :

- Prescrire l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat couvrant l'intégralité du territoire,
- D'approuver les objectifs poursuivis comme exposés précédemment,
- De mettre en place les modalités de concertation comme exposés précédemment,
- D'associer les services de l'Etat et les autres personnes publiques à l'élaboration du PLUiH, tel que prévu par la loi,
- De solliciter de l'Etat une dotation pour compenser les frais matériels et études nécessaires à cette élaboration,
- De solliciter auprès de tout autre partenaire les subventions liées à l'élaboration du PLUiH,
- De solliciter M. le Préfet du Finistère pour établir le « porté à connaissance » fixant le cadre législatif et réglementaire qui devra être respecté pour l'élaboration du PLUiH,
- D'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget,
- D'autoriser le lancement de la procédure de consultation, selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en vue de la sélection d'un groupement de bureaux d'études ;
- D'autoriser la Présidente à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la délibération sera notifiée au préfet du Finistère, au président du Conseil Régional, à la présidente du Conseil Départemental, au président du syndicat mixte du pays de Brest en charge du SCOT, aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture, à la présidente du PNRA, au président de la section régionale de la conchyliculture, aux présidents des EPCI voisins, aux maires des communes voisines.

Conformément à l'article R 153-6 du code de l'urbanisme, il sera également transmis pour information au président du centre national de la propriété forestière.

La délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la C.C.P.C.P. et dans chacune des communes durant un mois, d'une publication au recueil des actes administratifs et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Gouézec, le 06 novembre 2018

La Présidente,

Gaëlle NICOLAS



DEPARTEMENT DU FINISTERE

DELIBERATION N° 2022/012

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 1<sup>er</sup> mars 2022

Envoyé en préfecture le 10/03/2022

Reçu en préfecture le 10/03/2022

Affiché le

ID : 029-200067247-20220301-2022\_012-DE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du Conseil communautaire du mardi 1<sup>er</sup> mars 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 1<sup>er</sup> mars, à 14 heures, le Conseil communautaire de Pleyben Châteaulin Porzay Communauté s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Salle de l'Arvest, sur la commune de Pleyben, sous la présidence de Mme Amélie CARO (1<sup>ère</sup> Vice-Présidente).

Conseillers en exercice :	044
Conseillers présents : et Conseillers suppléés :	34
Conseillers représentés (pouvoirs) :	7
Date de convocation dématérialisée (via IdelibRE) :	<u>23/02/2022</u>

♦ Titulaires présent(e)s :

CAST : Danielle CARIOU, Jacques GOUEROU, Ronan HASCOET  
CHATEAULIN : Sylvie CHASSEREZ, Didier CHOPLIN, Hugues COENT, Jean-Pierre JUGUET, Marie-Pierre LE GOFF, Hervé ROLLAND,  
DINEAULT : Patrice HASCOET, Christian HORELLOU, Guy LE FLOC'H, Hélène POULIQUEN  
GUEZEC : Cécile NAY  
LANNEDERN : Pauline CARO  
LE CLOITRE-PLEYBEN : Dominique BILIRIT  
LENNON : Jean-Luc VIGOUROUX, Ronan JEZEQUEL  
LOTHEY : Aurélie MACACLIN  
PLEYBEN : Amélie CARO, Nicole JAOUEN, Roger LE SAUX, Patrice PERSON  
PLOEVEN : Didier PLANTE  
PLOMODIERN : Michelle AUTRET, Joël BLAIZE  
PLONEVEZ-PORZAY : Paul DIVANAC'H, Sylviane PENNANEAC'H, Alain PENNOBER  
PORT-LAUNAY : Gaël CALVAR  
SAINT-COULITZ : Gilles SALAUN  
SAINT-NIC : Annie KERHASCOET  
SAINT-SEGAL : Frédéric DRELON  
TREGARVAN : Rémi CARPENTIER

♦ Suppléant(e)s présent(e)s en remplacement des titulaires excusés :

♦ Titulaires absents et représentés, ayant donné pouvoir :

GUEZEC : Rémi MOAL (pouvoir à Cécile NAY)  
PLEYBEN : Christophe CERCLERON (pouvoir à Roger LE SAUX), Nathalie POULIQUEN (pouvoir à Amélie CARO),  
PLOMODIERN : Anne-Marie BOUCHER (pouvoir à Joël BLAIZE), Gilles FEREC (pouvoir à Joël BLAIZE)  
SAINT NIC : Emmanuel MAHO (pouvoir à Annie KERHASCOET)  
SAINT-SEGAL : Stéphanie LE GUILLOU (pouvoir à Frédéric DRELON)

♦ Titulaires absents et excusés :

CHATEAULIN : Gaëlle NICOLAS, Clarisse REALE, Sylviane TOUFFAIT

♦ Secrétaire de séance (désigné(e) en application des articles L 5211-1 et L 2121-15 du CGCT) :

Patrice PERSON

**OBJET : PLUI-H : Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-1 à L. 5211-6-3 et L. 5214-16

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-302-0001 du 28 octobre 2016 portant fusion des Communautés de Communes du Pays de Châteaulin et du Porzay et de la Région de Pleyben et portant création, au 1er janvier 2017, de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2021-07-12-00012 portant modification des statuts de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay,

**VU** la délibération n° 2020/106 du 15 juillet 2020 portant installation du Conseil Communautaire et élection de la Présidente,

**VU** le code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-12 ;

**VU** la délibération du 6 novembre 2018 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat ;

**VU** le rapport n°2022/012 du 1<sup>er</sup> mars 2022

**VU** le projet de PADD annexé à la présente délibération ;

**CONSIDERANT**

Le travail engagé par les élus de la CCPCP, depuis septembre 2019, en vue de l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H), qui offre aux 17 communes de l'intercommunalité l'occasion de se rassembler autour d'un projet fédérateur permettant une mise en cohérence des politiques des communes et de l'EPCI en matière d'habitat, de développement économique, de mobilité, de préservation des espaces naturels et agricoles.

L'ensemble du travail partenarial réalisé depuis l'élaboration du diagnostic, en association avec les communes invitées, tout au long de la démarche, dans le cadre des réunions du comité de pilotage, d'entretiens individuels avec les communes, de réunions annuelles avec les conseillers municipaux.

La présentation du diagnostic et du PADD aux personnes publiques associées lors de deux réunions de travail et l'organisation de deux réunions publiques pour échanger avec les habitants sur les enjeux issus du diagnostic de territoire et sur le projet de développement du territoire.

L'objectif du PADD de fixer les grandes orientations d'aménagement pour le court, moyen, et long terme et de constituer la feuille de route et le cadre dans lequel se produiront les transformations du territoire pour les 20 années à venir.

L'article L.151-5 du code de l'urbanisme qui précise le contenu du PADD, en vue de déterminer :

- les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- les orientations générales retenues en matière d'habitat, de transports et de déplacements, de réseaux d'énergie, de développement des communications numériques, d'équipement commercial, de développement économique et des loisirs, pour l'ensemble du territoire intercommunal ;
- et enfin les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Les dispositions de l'article L.153-12 du code de l'urbanisme, qui stipule que les orientations générales du PADD doivent être débattues au sein des conseils municipaux des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ainsi qu'au sein du conseil communautaire de cet établissement.

Le PADD lui-même, organisé autour de trois axes déclinés en 12 orientations, en vue de :

**1- Renforcer la dynamique économique au bénéfice du territoire et du Finistère**

Orientation 1 : Développer une offre de foncier économique et organiser son développement dans un objectif d'équilibre territorial

Orientation 2 : Soutenir l'activité agricole et accompagner les agriculteurs

Orientation 3 : Saisir les opportunités locales et mettre en place les conditions de l'attractivité économique de demain

**2- Mettre en place une armature conciliant attractivité, proximité et sobriété**

Orientation 4 : Conforter le pôle Châteaulin / Port-Launay

Orientation 5 : Assurer un rôle d'équilibre aux pôles d'appui dans l'armature territoriale

Orientation 6 : Maintenir une capacité d'accueil dans les bourgs ruraux

Orientation 7 : Avoir une plus grande maîtrise des opérations pour conforter la qualité du cadre de vie

Orientation 8 : Mieux répondre aux attentes des habitants

Orientation 9 : Assurer l'animation de la politique de l'habitat

**3- Promouvoir un aménagement du territoire vertueux et durable**

Orientation 10 : Protéger la trame verte et bleue

Orientation 11 : Gérer les risques et les ressources

Orientation 12 : Assurer la qualité des paysages construits

L'exposé du Vice-Président entendu, Madame la 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente invite les membres du Conseil communautaire à s'exprimer sur les orientations générales du PADD venant d'être présentées

A l'issue des échanges, le Conseil communautaire prend acte de la tenue du débat sur les orientations générales du PADD conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

La Présidente de la Communauté de communes  
Pleyben-Châteaulin-Porzay,

Gaëlle NICOLAS



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L 5211-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

Délais et voies de recours : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Rennes territorialement compétent, situé Hôtel de Bizien, 3, Contour de la Motte - CS 44416, 35044 RENNES CEDEX, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le Tribunal peut être saisi par courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <http://www.telerecours.fr>

Un recours gracieux peut également être exercé contre cet acte auprès de l'auteur de l'acte. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Toutefois, le silence gardé pendant 2 mois sur une réclamation vaut décision implicite de rejet.

# PUBLICITÉ DE L'ENQUÊTE

Parutions légales et publications dans la presse.

Affichage

COURS AGRICOLES - ANNONCES OFFICIELLES - FINISTÈRE

Melon : la production en repli de 10 %



Photo archives Emmanuel Schmitt.

● Estimée à 280 500 tonnes pour la campagne 2024, la production tricolore de melons a souffert des mauvaises conditions climatiques du printemps (pluies, faibles températures, ensoleillement déficitaire). Un volume en repli de 10 % par rapport à 2023, selon les chiffres d'Agreste, le service statistique du ministère de l'Agriculture. Mais légèrement supérieur (+ 1 %) à la moyenne quinquennale. En comparaison de la campagne 2023, la production de la campagne 2024 a été fortement déficitaire sur le printemps et jusqu'à mi-juillet. La météo a perturbé la pollinisation, la croissance, la nouai-

son et accru la pression sanitaire. En conséquence, la campagne 2024 est particulièrement atypique et le pic de production n'intervient qu'après mi-juillet. Sur le mois de juin, les prix en 2024 ont été inférieurs de 7 % à ceux de 2023 et supérieurs de 8 % à ceux de la moyenne 2019-2023.

**Surfaces en repli**  
Les surfaces nationales implantées en melon pour la campagne 2024 s'établiraient à 12 518 hectares. Elles diminueraient de 2 % sur un an et seraient inférieures de 3 % à la moyenne 2019-2023, selon les relevés d'Agreste.

NOUVELLES DES FLOTTILLES

**Le Guilvinec.** Prix moyen : lotte, taille 4, 5,94 €, taille 5, 5,61 €. Prix mini-maxi : merlu, tailles 1-2, 4,17-6,27 €. Tonnage : 4,2 t. Langoustine Sud : taille 1, 39,05 €, taille 2, 31,88 €, taille 4, 18,64 €. À la vente vendredi 9 août : Rose Of Sharon, Prolific ; lundi 12 : L'Ocelyja, L'Estran ; mardi 13 : La Houle, Bara Bihan. **Loctudy.** À la vente lundi 12 août : Ar Laeres ; mardi 3 : St-Alour, Connemara ; lundi 19 : Pax Vobis ; jeudi 22 : Laura.

COURS RÉGIONAUX

**Lamballe. Gros bovins.** MOL du 7 août. Cotations en € au kg vif. Jeunes bovins : R, 5,130-5,100 ; taureaux : O, 2,180-2,220, P, 1,780-2,080 ; boeufs : O, 2,370-2,430, P, 1,920-2,300 ; génisses : R, 3,060-3,080, P, 2,090-2,150 ; vaches : U, 2,980-3,020, R, 2,440-2,820, O, 2,220-2,280, P, 1,480-2,140. Synthèse : l'offre reste modeste avec 71 animaux vendus. Les tarifs sont stables en toute catégorie.

Immobilier

VENTE RÉGION BREST

Terrains

VENDEZ une partie de votre jardin sans dévaloriser votre maison. PARCELLIZ réalise les démarches : avant-projets, demandes d'autorisations et commercialisation. Estimation gratuite. RCS 753 295 765. 06 07 76 07 80

LOCATION RÉGION QUIMPER

Quimper loue T1 bis meublé proche Centre ville, résidence beau standing, grande pièce + cuisine + cave. 06 76 29 65 83

RECHERCHE

Achat

PARCELLIZ, aménageur et lotisseur achète des terrains à bâtir de petites et grandes surfaces. Nous étudions toutes les propositions et nous répondons dans un délai d'un mois maximum. 06.07.76.07.80.

Annonces officielles

Sur **bretagne-marchespublics.com**, retrouvez les marchés publics et privés et les autres annonces sur **regions-annonceslegales.com**  
Contact tél. 02 98 33 74 44 - E-mail : **annonceslegales@viamedia-publicite.com**. Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2023 (NOR : MICE2332581A), le tarif de référence des annonces judiciaires et légales pour l'année 2024 (article 1) est fixé à 0,183 € HT le caractère pour les départements du Finistère, des Côtes-d'Armor, du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine. Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale actulegales.fr conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012.

LEGALES ET JUDICIAIRES

Marchés publics - Procédure adaptée

MARCHÉ DE TRAVAUX

**Section 1 : identification de l'acheteur.**  
Nom complet de l'acheteur : ville de Penmarc'h (29760).  
Type et numéro national d'identification : SIRET 212 901 581 00018.  
Groupement de commandes : non.  
**Section 2 : communication.**  
Moyen d'accès aux documents de la consultation :  
Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.bretagne-marchespublics.com>  
Identifiant interne de la consultation : 2024BP00000004.  
L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui.  
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non.  
Contact : Marielle Bouleuz, tél. (+33) 2 98 58 60 19.  
E-mail : m.bouleuz@penmarch.fr  
**Section 3 : procédure.**  
Type de procédure : procédure adaptée ouverte.  
Conditions de participation :  
Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions/moyens de preuve : se référer au règlement de la consultation.  
Capacités économiques et financières - conditions/moyens de preuve : se référer au règlement de la consultation.  
Capacités techniques et professionnelles - conditions/moyens de preuve : se référer au règlement de la consultation.  
Technique d'achat : sans objet.  
Date et heure limites de réception des plis : **13/09/2024 à 12 h.**  
Présentation des offres par catalogue électronique : interdite.  
Réduction du nombre de candidats : non.  
Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) : oui.  
L'acheteur exige la présentation de variantes : non.  
Critères d'attribution : prix des prestations, 60 % ; valeur technique, 40 %.  
**Section 4 : identification du marché.**  
Intitulé du marché : **réfection de toitures 2024-2026.**  
CPV - objet principal : 45261900.  
Type de marché : travaux.  
Description succincte du marché : réfection de toitures sur les bâtiments communaux 2024-2026.  
Lieu principal d'exécution du marché : Penmarc'h.  
Durée du marché (en mois) : 12.  
Valeur estimée hors taxes du besoin : 250 000 € par an.  
La consultation comporte des tranches : non.  
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non.  
Marché alloti : non.  
Mot descripteur : couverture.  
**Section 6 : informations complémentaires.**  
Visite obligatoire : non.  
**Date d'envoi du présent avis** : 05/08/2024.

Enquêtes publiques

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE PLEYBEN-CHÂTEAULIN-PORZAY

ENQUÊTE PUBLIQUE

Avis d'enquête publique unique relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et à l'abrogation des cartes communales de Lohthey, Saint-Coulitz et Saint-Ségat

Par arrêté du 19 juillet 2024, la présidente de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP) a décidé l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur : l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H), qui définit un projet global d'urbanisme et d'aménagement durable du territoire et détermine, en conséquence, les règles d'utilisation du sol pour atteindre les objectifs fixés ; l'abrogation des cartes communales de Lohthey, Saint-Coulitz et Saint-Ségat.  
Une évaluation environnementale a été réalisée, dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal, et intégrée dans le dossier soumis à enquête publique. L'avis de l'autorité environnementale est intégré au dossier d'enquête publique. Ces deux documents peuvent être consultés selon les mêmes modalités que l'entier dossier d'enquête publique.  
Le tribunal administratif de Rennes a désigné la commission d'enquête, par décision du 23/04/2024, composée ainsi :  
Présidente : Mme Anne Rameau (ingénieure agronome à la retraite).  
Membres titulaires : Mme Sylvie Cabaret (ingénieure en chef hors classe à la retraite) et M. Didier Coulombel (administrateur des finances publiques adjoint à la retraite).  
L'enquête publique se déroulera du 26/08/2024, à 9 h, au 27/09/2024, à 17 h, soit une durée de 33 jours, au siège de la CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9, rue Camille-Danguillaume, à Châteaulin, et dans les mairies de Châteaulin, Pleyben, Plomodiern, Plonévez-Porzay.

Le dossier d'enquête publique unique comprend : le projet de PLUi-H arrêté, comprenant une évaluation environnementale et son résumé non technique, le bilan de la concertation ; le recueil des avis émis par les communes, les personnes publiques associées et les organismes consultés, la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), la Commission départementale de la nature, des paysages et de sites (CDNPS) et l'autorité environnementale (MRae) ; les éléments relatifs à l'abrogation des cartes communales de Lohthey, Saint-Coulitz et Saint-Ségat ; les pièces de procédure, comprenant les textes régissant l'enquête et la manière dont elle s'inscrit dans la procédure.  
Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique pourra être consulté : sur un support papier et informatique, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, au siège de la CCPCP et dans les mairies des communes membres désignées comme lieux d'enquête, à savoir Châteaulin, Pleyben, Plomodiern, Plonévez-Porzay ; sur le registre dématérialisé, créé à cet effet, à l'adresse suivante, <https://www.registre-numerique.fr/pluih-ccpcp>  
Le public pourra consigner ses observations selon les modalités suivantes : sur le registre papier prévu à cet effet, au siège de l'enquête publique et dans les mairies des communes désignées comme lieu d'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture ; par courrier à l'adresse suivante, Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9, rue Camille-Danguillaume, CS 60043, 29150 Châteaulin, en précisant la mention "Enquête publique unique sur l'élaboration du PLUi-H", à l'attention de Mme la Présidente de la commission d'enquête ; auprès du commissaire enquêteur, au cours d'une permanence ; par voie électronique, directement sur le registre dématérialisé ou à l'adresse électronique suivante : [pluih-ccpcp@mail.registre-numerique.fr](mailto:pluih-ccpcp@mail.registre-numerique.fr)  
La commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, dans le cadre des permanences :  
Mairie de Châteaulin, 15, quai Jean-Moulin : les 28/08/2024, de 14 h à 17 h ; 05/09/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 12/09/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 21/09/2024, de 9 h à 12 h.  
Mairie de Pleyben, place Charles-de-Gaulle : les 28/08/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 05/09/2024, de 14 h à 17 h ; 12/09/2024, de 14 h à 17 h ; 20/09/2024, de 9 h 30 à 12 h 30.  
Mairie de Plomodiern, 20, rue Docteur-Vourc'h : les 27/08/2024, de 14 h à 17 h ; 03/09/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 13/09/2024, de 14 h à 17 h ; 20/09/2024, de 14 h à 17 h.  
Mairie de Plonévez-Porzay, 5, allée du Stade : les 27/08/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 03/09/2024, de 14 h à 17 h ; 14/09/2024, de 9 h à 12 h ; 19/09/2024, de 15 h à 18 h.  
Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay : les 26/08/2024, de 14 h à 17 h ; 06/09/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 27/09/2024, de 14 h à 17 h.  
Toute personne pourra se rendre à une ou plusieurs permanences, quelle que soit sa commune de résidence.  
Le public pourra consulter le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête, au siège de la CCPCP et dans chacune des communes désignées comme lieux d'enquête, ainsi que sur le site internet de la CCPCP, <https://ccpcp.bzh>, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête. À l'issue de l'enquête publique, le plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête et des avis des personnes consultées, et l'abrogation des cartes communales de Lohthey, Saint-Coulitz et Saint-Ségat, seront approuvés par délibération du conseil communautaire. La personne responsable de l'enquête est la présidente de la CCPCP. Toute information relative au projet ou à la présente enquête publique pourra être demandée par voie postale, à l'adresse suivante : CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9, rue Camille-Danguillaume, CS 60043, 29150 Châteaulin, par mail à [plui@ccpcp.bzh](mailto:plui@ccpcp.bzh), par téléphone au 02 98 16 14 00. Les personnes intéressées pourront obtenir communication du dossier d'enquête publique, à leur demande et à leurs frais.

Vie des sociétés - Avis de constitution

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes. Forme sociale : société à responsabilité limitée. Dénomination sociale : **TAXI MASSE**. Siège social : 7, cité Saint-Laurent, 29290 Saint-Renan. Objet social : transport de voyageurs par taxi. Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. Capital social : 2 000 €. Gérance : M. Cédric Masse, demeurant au 7, cité Saint-Laurent, 29290 Saint-Renan, assure la gérance. Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Brest. Pour avis, la gérance.

Vie des sociétés - Formalités diverses

MODIFICATIONS MULTIPLES

VITASANTE

Société à responsabilité limitée au capital de 5 000 €  
Siège social : 20, avenue Yves-Thépôt, 29000 QUIMPER - RCS QUIMPER 892 181 587  
Suivant décisions du 19/06/2024, l'associé unique a pris acte de la démission de M. Jérémy Le Roi de ses fonctions de cogérant de la société, avec effet au 30/11/2023 rétroactivement, et a décidé d'étendre l'objet social aux activités de vente au détail de matériel de sport et accessoires, de mise à disposition ou sous-location du centre d'activité physique et d'organisation de séances d'activité physique en extérieur, à compter du 19/06/2024.  
Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis, le gérant

Vie des sociétés - Autres

CLÔTURE DE LA LIQUIDATION

EARL LANDURE

Exploitation agricole à responsabilité limitée en liquidation  
au capital social de 54 000 €  
Siège social et siège de la liquidation : Kervezeon, 29280 PLOUZANÉ  
RCS BREST 319 282 240  
Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, en date du 18/04/2024, les associés, après avoir entendu le rapport de la liquidatrice, ont approuvé les comptes de la liquidation, ont donné quitus à la liquidatrice, l'ont déchargée de son mandat et ont prononcé la clôture des opérations de liquidation avec effet au 31/03/2023.  
Les actes, pièces et comptes définitifs de la liquidation sont déposés au greffe du tribunal de commerce de Brest.

Pour avis, la liquidatrice

Le portail des marchés publics en Bretagne

viamédia

02 98 33 74 44  
[www.bretagne-marchespublics.com](http://www.bretagne-marchespublics.com)

Un monde à redécouvrir...

EN VENTE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Télégramme

## Suite des obsèques

### Bohars, Groningen (Pays-Bas)

#### Levallois-Perret

C'est avec tristesse que nous vous annonçons le décès de

**Monsieur Christian CONGAR**

à l'âge de 78 ans.

De la part de :

son épouse, Annie;

Sören et Charles Davidson;

Christophe Congar;

ses petits-enfants chéris,

Julien-Ayméric, Paul-Aurélien,

Stéphane, Tim, Lize.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**samedi 10 août, à 14 h 30, en l'église de Bohars.**

Christian repose à la chapelle mortuaire de René Fortin à Bohars.

Des dons pour la Recherche médicale seront préférés aux fleurs.

La famille remercie le cabinet René Fortin.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PFCA, Brest, 02 98 34 18 00

### Plougonevel, Le Conquet

Nous avons la tristesse de vous annoncer le décès de

**Monsieur Pierre LE GUEN**

survenu à l'âge de 86 ans.

De la part de :

son épouse, Yvette;

ses filles et leurs maris,

ses petits-enfants,

ses arrière-petits-enfants

et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**samedi 10 août, à 14 h 30, en l'église de Plougonevel.**

Pierre repose au Centre funéraire, 180 Langue à Plougonevel. Visites de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

La famille remercie son médecin traitant, les infirmières, pour leur gentillesse et leur accompagnement.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PF de Mezeridon, Brest, 02 98 89 73 42

### Le Pouliguen, Orvault

#### La Chapelle-sur-Endre, Nantes

#### Brest, Vannes

Mme Anne Nicolas, née Dehorne,

son épouse,

Mme Annabelle et Fabrice Beaulieu,

Jean-Baptiste Nicolas

et Alexandra Béganton-Marchetti,

Martial Nicolas, ses enfants;

Margot, Don-Yves, Josephine,

ses petits-enfants;

les familles Marchac, Albert, Dehorne,

Nicolas, Brulin, Huguier et Olivier,

ont la tristesse de vous faire part du

décès de

**Monsieur Jean-Martial NICOLAS**

Ancien notaire

survenu à l'âge de 78 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**vendredi 9 août 2024, à 14 h 30, en l'église de Saint-Nicolas du Pouliguen,**

suivie de l'Inhumation au cimetière de Caden.

Jean-Martial repose au salon funéraire de La Maison des Obsèques, 3 rue du Pouliguen, à Batz-sur-Mer.

Remerciements au personnel du service de soins palliatifs de l'hôpital de Saint-Nazaire pour son

accompagnement attentionné et particulièrement humain.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La Maison des Obsèques, Batz-sur-Mer, 02 40 42 09 00

### Concarneau (Beuzec-Cong)

#### Molén-sur-Mer, Melven

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

**Madame Simone LE FLOCH**

née GERARD

survenue à l'âge de 93 ans.

De la part de :

ses enfants,

Christine et Véronique,

Gérard et Sylvie,

Valérie et Roger,

ses petits-enfants, Alban, Hugo, Brian,

Jeanne, Théo et leurs conjoints;

ses arrière-petits-enfants,

Mato, Maëly,

et toute la famille.

Une dernière pensée pour son époux, Lucien et son fils, Fabrice.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**vendredi 9 août, à 16 heures, en l'église de Beuzec-Cong.**

Simone repose au funérarium de Concarneau, rue St Jacques.

La famille remercie l'ensemble du personnel de la résidence Les Brisants pour sa gentillesse, son dévouement et son professionnalisme.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PF Mariné, Concarneau, 02 98 97 83 53

### Guipavas, Lannilis

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

**Monsieur André ROULON LINKÉ**

à l'âge de 86 ans.

De la part de :

sa sœur, Marie-Josée Toumallic;

ses neveux et ses nièces,

ses petits-neveux et petites-nièces,

sa grande amie, Yvonne,

et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**lundi 12 août, à 14 h 15, en l'église de Tourblin à Guipavas.**

André repose à la chapelle mortuaire de l'IMMO Georges Brasseur à Guipavas.

Fleurs interviewées à la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PFCA, Brest, 02 98 34 18 00

### Baud, Languidic, Pluméliau-Scary

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

**Monsieur Eugène LIGURIN**

Compagnon à Languidic

de 1973 à 2004

La vie de sa vie s'est terminée à la

page 76.

De la part de :

Mme Thérèse, née Le Rouic;

son époux;

Olivier et Carole, Hélène et Jacques,

ses enfants;

Emma, Chloé, Sébastien, Lisa, Maxime,

ses petits-enfants;

Anne-Marie Le Rouic, sa belle-mère;

sa sœur,

ses beaux-frères, et belles-sœurs,

meuses et nièces, et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**vendredi 9 août 2024, à 15 heures, en l'église de Baud,**

suivie de la l'Inhumation au cimetière de Caden.

Jean-Martial repose au salon funéraire de La Maison des Obsèques, 3 rue du Pouliguen, à Batz-sur-Mer.

Remerciements au personnel du service de soins palliatifs de l'hôpital de Saint-Nazaire pour son

accompagnement attentionné et particulièrement humain.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La Maison des Obsèques, Batz-sur-Mer, 02 40 42 09 00

### Lempaul-Ploudalmézeau

#### Saint-Pabu

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

**Monsieur Jean THOMAS**

survenu à l'âge de 87 ans.

De la part de :

son épouse, Béatrice, née Cabon;

son fils, Dominique,

et sa belle-fille, Hélène;

ses petits-enfants,

Emilie et Benoît, Maxime et Camille,

Auriane et Jean-Baptiste;

ses chers arrière-petits-enfants,

Nolan, Nora et Tino;

sa sœur, Philé;

ses beaux-frères et ses belles-sœurs,

et toute la famille.

Une pensée pour son fils, Christian (H).

La cérémonie religieuse sera célébrée

**samedi 10 août, à 10 heures, en l'église de Lempaul-Ploudalmézeau.**

La famille remercie l'ensemble des personnes qui l'ont soigné et entouré ces dernières années.

Merci aussi à tous pour leur aide.

Jean repose à l'Espace funéraire Lact, ZA de Saint-Roch à Ploudalmézeau.

Visites de 10 h à 12 h et de 15 h à 18 h.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PF Lact, Ploudalmézeau, 02 98 45 05 68

### Guipavas, Lannilis

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

**Monsieur Jean THOMAS**

Plé de Concarneau, ancien trésorier et

grand père de Maxime, vice-président.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**samedi 10 août, à 10 heures, en l'église de Lempaul-Ploudalmézeau.**

La famille remercie l'ensemble des personnes qui l'ont soigné et entouré ces dernières années.

Merci aussi à tous pour leur aide.

Jean repose à l'Espace funéraire Lact, ZA de Saint-Roch à Ploudalmézeau.

Visites de 10 h à 12 h et de 15 h à 18 h.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PF Lact, Ploudalmézeau, 02 98 45 05 68

### Guipavas, Lannilis

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

**Monsieur William SERRANO**

Compagnon à Languidic

de 1973 à 2004

La vie de sa vie s'est terminée à la

page 76.

De la part de :

Mme Thérèse, née Le Rouic;

son époux;

Olivier et Carole, Hélène et Jacques,

ses enfants;

Emma, Chloé, Sébastien, Lisa, Maxime,

ses petits-enfants;

Anne-Marie Le Rouic, sa belle-mère;

sa sœur,

ses beaux-frères, et belles-sœurs,

meuses et nièces, et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**vendredi 9 août 2024, à 15 heures, en l'église de Baud,**

suivie de la l'Inhumation au cimetière de Caden.

Jean-Martial repose au salon funéraire de La Maison des Obsèques, 3 rue du Pouliguen, à Batz-sur-Mer.

Remerciements au personnel du service de soins palliatifs de l'hôpital de Saint-Nazaire pour son

accompagnement attentionné et particulièrement humain.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La Maison des Obsèques, Batz-sur-Mer, 02 40 42 09 00

### Baud, Languidic, Pluméliau-Scary

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

**Monsieur Eugène LIGURIN**

Compagnon à Languidic

de 1973 à 2004

La vie de sa vie s'est terminée à la

page 76.

De la part de :

Mme Thérèse, née Le Rouic;

son époux;

Olivier et Carole, Hélène et Jacques,

ses enfants;

Emma, Chloé, Sébastien, Lisa, Maxime,

ses petits-enfants;

Anne-Marie Le Rouic, sa belle-mère;

sa sœur,

ses beaux-frères, et belles-sœurs,

meuses et nièces, et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**vendredi 9 août 2024, à 15 heures, en l'église de Baud,**

suivie de la l'Inhumation au cimetière de Caden.

Jean-Martial repose au salon funéraire de La Maison des Obsèques, 3 rue du Pouliguen, à Batz-sur-Mer.

Remerciements au personnel du service de soins palliatifs de l'hôpital de Saint-Nazaire pour son

accompagnement attentionné et particulièrement humain.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La Maison des Obsèques, Batz-sur-Mer, 02 40 42 09 00

### Baud, Languidic, Pluméliau-Scary

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

**Monsieur Eugène LIGURIN**

Compagnon à Languidic

de 1973 à 2004

La vie de sa vie s'est terminée à la

page 76.

De la part de :

Mme Thérèse, née Le Rouic;

son époux;

Olivier et Carole, Hélène et Jacques,

ses enfants;

Emma, Chloé, Sébastien, Lisa, Maxime,

ses petits-enfants;

Anne-Marie Le Rouic, sa belle-mère;

sa sœur,

ses beaux-frères, et belles-sœurs,

meuses et nièces, et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**vendredi 9 août 2024, à 15 heures, en l'église de Baud,**

suivie de la l'Inhumation au cimetière de Caden.

Jean-Martial repose au salon funéraire de La Maison des Obsèques, 3 rue du Pouliguen, à Batz-sur-Mer.

Remerciements au personnel du service de soins palliatifs de l'hôpital de Saint-Nazaire pour son

accompagnement attentionné et particulièrement humain.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La Maison des Obsèques, Batz-sur-Mer, 02 40 42 09 00

### Baud, Languidic, Pluméliau-Scary

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

**Monsieur Eugène LIGURIN**

Compagnon à Languidic

de 1973 à 2004

La vie de sa vie s'est terminée à la

page 76.

De la part de :

Mme Thérèse, née Le Rouic;

son époux;

Olivier et Carole, Hélène et Jacques,

ses enfants;

Emma, Chloé, Sébastien, Lisa, Maxime,

ses petits-enfants;

Anne-Marie Le Rouic, sa belle-mère;

sa sœur,

ses beaux-frères, et belles-sœurs,

meuses et nièces, et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée

**vendredi 9 août 2024, à 15 heures, en l'église de Baud,**

suivie de la l'Inhumation au cimetière de Caden.

Jean-Martial repose au salon funéraire de La Maison des Obsèques, 3 rue du Pouliguen, à Batz-sur-Mer.

Remerciements au personnel du service de soins palliatifs de l'hôpital de Saint-Nazaire pour son

accompagnement attentionné et particulièrement humain.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La Maison des Obsèques, Batz-sur-Mer, 02 40 42 09 00

### Baud, Languidic, Pluméliau-Scary

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

**Monsieur Eugène LIGURIN**

Compagnon à Languidic

de 1973 à 2004

ANNONCES OFFICIELLES - FINISTÈRE

Annonces officielles

Sur [bretagne-marchespublics.com](https://bretagne-marchespublics.com), retrouvez les marchés publics et privés et les autres annonces sur [regions-annonceslegales.com](https://regions-annonceslegales.com)  
 Contact tél. 02 98 33 74 44 - E-mail : [annonceslegales@viamedia-publicite.com](mailto:annonceslegales@viamedia-publicite.com).  
 Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2023 (NOR : MICE2332581A), le tarif de référence des annonces judiciaires et légales pour l'année 2024 (article 1) est fixé à 0,183 € HT le caractère pour les départements du Finistère, des Côtes-d'Armor, du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine. Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale actulegales.fr conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012.

Mémo des marchés publics et privés

22 - CÔTES-D'ARMOR

Travaux

**CIAS Loudéac Communauté**  
 Réaménagement du rez-de-chaussée du pôle Sainte-Anne de Merdrignac pour la création d'une ludothèque • Clôture le 23/9/2024, 12 h.

29 - FINISTÈRE

Fournitures

**Communauté de communes du Pays des Abers**  
 Location de deux véhicules de collecte des ordures ménagères en porte-à-porte sur le territoire du Pays des Abers • Clôture le 5/9/2024, 12 h.

Services

**BCRM Brest - ESID Brest**  
 Entretien des espaces verts de divers sites de Landivisiau au moyen de l'écopâturage • Clôture le 2/10/2024, 12 h.  
**Commune de Crozon**  
 Réalisation d'une étude de colorimétrie pour la mise en couleur des façades du cœur de bourg de Crozon • Clôture le 11/9/2024, 12 h.  
**Communauté de communes du Haut Pays Bigouden**  
 Mission de programmation pour l'extension de la résidence La Trinité à Plozévet • Clôture le 10/9/2024, 12 h.

**Commune de Plonéour-Lanvern**  
 Marché de maîtrise d'œuvre pour le renforcement de la charpente et le remplacement de la toiture de la salle omnisports de Plonéour-Lanvern par une toiture isolée • Clôture le 30/9/2024, 12 h.

Travaux

**Brest Métropole aménagement SPL**  
 Travaux relatifs à l'extension du Centre d'exploitation et de maintenance (CEMt) et construction du Centre de remisage et d'exploitation de La Cavale Blanche (CRE) dans le cadre du projet « Mon réseau grandit » à Brest. Relance du lot 6, panneaux photovoltaïques, suite à infructuosité • Clôture le 4/10/2024, 12 h.

**Commune de Milizac-Guipronvel**  
 Réaménagement de l'aire de jeux du Ponant • Clôture le 23/9/2024, 12 h.

Entreprises, simplifiez vos recherches en consultant chaque mercredi le Mémo des marchés parus la semaine précédente  
 Contact : 02 98 33 74 44

LEGALES ET JUDICIAIRES

Marchés publics - Procédure formalisée



MARCHÉ DE FOURNITURES

Système d'acquisition dynamique (SAD) pour l'achat de véhicules utilitaires d'occasion et neufs

**Section 1 : identification de l'acheteur.**  
 Nom complet de l'acheteur : Mme Jocelyne Poitevin, maire, 16, rue Berthelot, 29174 Douarnenez.  
 Type et numéro national d'identification : SIRET 212 900 468 00019.  
 Groupement de commandes : non.  
**Section 2 : communication.**  
 Moyen d'accès aux documents de la consultation :  
 Lien vers le profil acheteur : <https://megalis.bretagne.bzh>  
 Identifiant interne de la consultation : 2024.11.  
 L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil acheteur : oui.  
 Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non.  
**Section 3 : procédure.**  
 Type de procédure : appel d'offres restreint.  
 Conditions de participation :  
 Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions/moyens de preuve : voir le règlement de la consultation.  
 Capacités économiques et financières - conditions/moyens de preuve : voir le règlement de la consultation.  
 Capacités techniques et professionnelles - conditions/moyens de preuve : voir le règlement de la consultation.  
 Technique d'achat : système d'acquisition dynamique (SAD).  
 Date et heure limites de réception des candidatures : **23/07/2027 à 12 h.**  
 Présentation des offres par catalogue électronique : interdite.  
 Réduction du nombre de candidats : non.  
 Nombre maximum de candidats : pas de maximum.  
 Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) : oui.  
 L'acheteur exige la présentation de variantes : non.  
 Critères d'attribution : le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.  
**Section 4 : identification du marché.**  
 Intitulé du marché : **système d'acquisition dynamique (SAD) pour l'achat de véhicules utilitaires d'occasion et neufs.**  
 Code CPV principal : 34100000.  
 Type de marché : fournitures.  
 Description succincte du marché : aménagement du quartier des Sables-Blancs à Douarnenez.  
 Lieu principal d'exécution du marché : commune de Douarnenez.  
 Durée du marché (en mois) : 36.  
 Valeur estimée du besoin : 800 000 € HT.  
 La consultation comporte des tranches : non.  
 La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non.  
**Section 5 : catégorie.**  
 Marché alloti : oui.  
 Catégorie A : véhicules utilitaires type fourgons neufs. CPV : 34100000. Montant maximum hors taxes : 50 000 €.  
 Lieu d'exécution : commune de Douarnenez.  
 Catégorie B : véhicules utilitaires type fourgons d'occasion. CPV : 34100000. Montant maximum hors taxes : 400 000 €.  
 Lieu d'exécution : commune de Douarnenez.  
 Catégorie C : véhicules légers et fourgonnettes neufs. CPV : 34100000. Maximum hors taxes : 50 000 €.  
 Lieu d'exécution : commune de Douarnenez.  
 Catégorie D : véhicules légers et fourgonnettes d'occasion. CPV : 34100000. Maximum hors taxes : 300 000 €.  
 Lieu d'exécution : commune de Douarnenez.  
**Section 6 : informations complémentaires.**  
 Visite obligatoire : non.



MARCHÉ DE FOURNITURES

Fourniture de titres-restaurant dématérialisés

**Section 1 : identification de l'acheteur.**  
 Nom complet de l'acheteur : SPL Eau du Ponant, 210, bd F.-Mitterrand, CS 30117, 29802 Brest cedex 9.  
 Type et numéro national d'identification : SIRET 529 268 633 00078.  
 Groupement de commandes : non.  
**Section 2 : communication.**  
 Moyen d'accès aux documents de la consultation :  
 Lien vers le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>  
 Identifiant interne de la consultation : Edp-44-2024.  
 L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui.  
 Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non.  
 Contact : Cécile Cadec, tél. 02 29 00 77 52.  
 E-mail : [cecile.cadec@eauduponant.fr](mailto:cecile.cadec@eauduponant.fr)  
**Section 3 : procédure.**  
 Type de procédure : appel d'offres ouvert.  
 Procédure de passation : articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.  
 Conditions de participation :  
 Capacités économiques et financière - conditions/moyens de preuve : selon le règlement de la consultation (preuve par tout moyen).  
 Technique d'achat : sans objet.  
 Date et heure limites de réception des plis : **24/09/2024 à 12 h.**  
 Présentation des offres par catalogue électronique : interdite.  
 Réduction du nombre de candidats : non.  
 L'acheteur exige la présentation de variantes : non.  
**Section 4 : identification du marché.**  
 Intitulé du marché : **fourniture de titres-restaurant dématérialisés.**  
 CPV - objet principal : 66131000-7.  
 Type de marché : fournitures et services.  
 Lieu principal d'exécution du marché : Brest Guipavas.  
 Durée du marché (en mois) : 48.  
 La consultation comporte des tranches : non.  
 La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non.  
 Marché alloti : non.  
 Mots descripteurs : cartes tickets-restaurant.  
**Section 5 : informations complémentaires.**  
 Visite obligatoire : non.

Enquêtes publiques



AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Projet de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Spernot sur la commune de Brest

Brest métropole organise une Participation du public par voie électronique (PPVE) relative au projet d'aménagement de la future ZAC du Spernot, en vertu notamment des articles L.123-2, L.123-19, L.123-19-1 et R.123-46-1 du Code de l'environnement.  
 La participation du public par voie électronique se déroule pendant 39 jours, soit du 08/08/2024 au 15/09/2024.  
 Pendant toute la durée de la participation, un dossier est mis à disposition du public via le site Internet <https://jeparticipe.brest.fr> ou directement par le lien suivant :  
<https://jeparticipe.brest.fr/project/le-parc-dactivites-du-spernot-a-rest/presentation/le-parc-dactivites-du-spernot-a-brest>  
 Le dossier mis à disposition, à compter de l'ouverture de la participation, comprend les documents suivants :  
 - L'étude d'impact du projet de ZAC du Spernot et son résumé non technique.  
 - L'avis favorable de l'autorité environnementale - la mission régionale de l'autorité environnementale - émis sur l'étude d'impact (d'ores et déjà consultable à l'adresse suivante : <https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-projets-de-la-mrae-bretagne-en-a1316.html>).  
 - Une note de présentation du dossier mis à la consultation.  
 - Une notice explicative de la procédure comportant notamment la mention des textes qui la régissent.  
 - L'avis du préfet du Finistère sur la compensation agricole.  
 - Le bilan de la concertation préalable.  
 Sur demande, ces documents peuvent être mis en consultation sur support papier.  
 Pour ce faire, la demande doit être effectuée par mail à l'adresse suivante : [coherenceterritoriale@brest-metropole.fr](mailto:coherenceterritoriale@brest-metropole.fr) qui vous contactera pour convenir d'un rendez-vous, au plus tard le 4<sup>e</sup> jour ouvré précédant l'expiration du délai de consultation. Les documents sont mis à disposition du demandeur à l'hôtel de métropole, aux heures qui lui sont indiquées au moment de sa demande. Cette mise à disposition intervient au plus tard le 2<sup>e</sup> jour ouvré suivant celui de sa demande.  
 La PPVE est organisée par Brest métropole, domiciliée au 24, rue Coat-ar-Guéven, 29238 Brest cedex (Direction aménagement et équipements métropolitains, service cohérence territoriale, 02 98 33 54 62), compétente pour approuver la création de la ZAC.  
 Les observations relatives au projet sont à adresser par courrier électronique à l'adresse suivante : [coherenceterritoriale@brest-metropole.fr](mailto:coherenceterritoriale@brest-metropole.fr) ou sur le site je participe (<https://jeparticipe.brest.fr/project/le-parc-dactivites-du-spernot-a-rest/presentation/le-parc-dactivites-du-spernot-a-brest>).  
 Les demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées, par courrier postal à Brest métropole, Direction aménagement et équipements métropolitains, 29238 Brest cedex, ou à l'adresse mail suivante : [coherenceterritoriale@brest-metropole.fr](mailto:coherenceterritoriale@brest-metropole.fr)  
 Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique, par les moyens susvisés, ou qui sont formulées après le 15/09/2024, ne sont pas prises en considération.  
 La décision pouvant être adoptée au terme de la PPVE est une délibération du conseil de Brest métropole approuvant la création-réalisation de la ZAC du Spernot.  
 Au terme de la participation, la délibération susvisée ne pourra être adoptée avant l'expiration du délai permettant la prise en considération des observations et des propositions du public. Ce délai ne peut être inférieur à 4 jours à compter de la date de la clôture de la participation.  
 La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur le site "Je participe" du projet, au plus tard à la date du conseil de métropole présentant le projet de délibération et pendant une durée minimale de trois mois.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE PLEYBEN-CHÂTEAULIN-PORZAY

ENQUÊTE PUBLIQUE

Avis d'enquête publique unique relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et à l'abrogation des cartes communales de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal

Par arrêté du 19 juillet 2024, la présidente de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP) a décidé l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur : l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H), qui définit un projet global d'urbanisme et d'aménagement durable du territoire et détermine, en conséquence, les règles d'utilisation du sol pour atteindre les objectifs fixés ; l'abrogation des cartes communales de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal.  
 Une évaluation environnementale a été réalisée, dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal, et intégrée dans le dossier soumis à enquête publique. L'avis de l'autorité environnementale est intégré au dossier d'enquête publique. Ces deux documents peuvent être consultés selon les mêmes modalités que l'entier dossier d'enquête publique.  
 Le tribunal administratif de Rennes a désigné la commission d'enquête, par décision du 23/04/2024, composée ainsi :  
 Présidente : Mme Anne Rameau (ingénieure agronome à la retraite).  
 Membres titulaires : Mme Sylvie Cabaret (ingénieure en chef hors classe à la retraite) et M. Didier Coulombel (administrateur des finances publiques adjoint à la retraite).  
 L'enquête publique se déroulera du 26/08/2024 à 9 h, au 27/09/2024 à 17 h, soit une durée de 33 jours, au siège de la CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9, rue Camille-Danguillaume, à Châteaulin, et dans les mairies de Châteaulin, Pleyben, Plomodiern, Plonévez-Porzay.  
 Le dossier d'enquête publique unique comprend : le projet de PLUi-H arrêté, comprenant une évaluation environnementale et son résumé non technique ; le bilan de la concertation ; le recueil des avis émis par les communes, les personnes publiques associées et les organismes consultés, la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), la Commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS) et l'autorité environnementale (MRae) ; les éléments relatifs à l'abrogation des cartes communales de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal ; les pièces de procédure comprenant les textes régissant l'enquête et la manière dont elle s'inscrit dans la procédure.  
 Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique pourra être consulté : sur un support papier et informatique, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, au siège de la CCPCP et dans les mairies des communes membres désignées comme lieux d'enquête à savoir, Châteaulin, Pleyben, Plomodiern, Plonévez-Porzay ; sur le registre dématérialisé créé à cet effet, à l'adresse suivante, <https://www.registre-numerique.fr/pluih-ccpcp>  
 Le public pourra consigner ses observations selon les modalités suivantes : sur le registre papier prévu à cet effet au siège de l'enquête publique et dans les mairies des communes désignées comme lieu d'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture ; par courrier, à l'adresse suivante, Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9, rue Camille-Danguillaume, CS 60043, 29150 Châteaulin, en précisant la mention "Enquête publique unique sur l'élaboration du PLUi-H", à l'attention de Mme la Présidente de la commission d'enquête ; auprès du commissaire enquêteur, au cours d'une permanence ; par voie électronique, directement sur le registre dématérialisé ou à l'adresse électronique suivante, [pluih-ccpcp@mail.registre-numerique.fr](mailto:pluih-ccpcp@mail.registre-numerique.fr)  
 La commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, dans le cadre des permanences :  
 Mairie de Châteaulin, 15, quai Jean-Moulin : les 28/08/2024, de 14 h à 17 h ; 05/09/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 12/09/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 21/09/2024, de 9 h à 12 h.  
 Mairie de Pleyben, place Charles-de-Gaulle : les 28/08/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 05/09/2024, de 14 h à 17 h ; 12/09/2024, de 14 h à 17 h ; 20/09/2024, de 9 h 30 à 12 h 30.  
 Mairie de Plomodiern, 20, rue Docteur-Vourc'h : les 27/08/2024, de 14 h à 17 h ; 03/09/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 13/09/2024, de 14 h à 17 h ; 20/09/2024, de 14 h à 17 h.  
 Mairie de Plonévez-Porzay, 5, allée du Stade : les 27/08/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 03/09/2024, de 14 h à 17 h ; 14/09/2024, de 9 h à 12 h ; 19/09/2024, de 15 h à 18 h.  
 Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay : les 26/08/2024, de 14 h à 17 h ; 06/09/2024, de 9 h 30 à 12 h 30 ; 27/09/2024, de 14 h à 17 h.  
 Toute personne pourra se rendre à une ou plusieurs permanences, quelle que soit sa commune de résidence.  
 Le public pourra consulter le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête, au siège de la CCPCP et dans chacune des communes désignées comme lieux d'enquête, ainsi que sur le site internet de la CCPCP, <https://ccpcp.bzh> pendant une durée d'un an, à compter de la date de clôture de l'enquête. À l'issue de l'enquête publique, le plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête et des avis des personnes consultées, et l'abrogation des cartes communales de Lothey, Saint-Coulitz et Saint-Ségal, seront approuvés par délibération du conseil communautaire. La personne responsable de l'enquête est la présidente de la CCPCP. Toute information relative au projet ou à la présente enquête publique pourra être demandée par voie postale, à l'adresse suivante : CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9, rue Camille-Danguillaume, CS 60043, 29150 Châteaulin ; par mail à [pluih@ccpcp.bzh](mailto:pluih@ccpcp.bzh) ; par téléphone au 02 98 16 14 00. Les personnes intéressées pourront obtenir communication du dossier d'enquête publique, à leur demande et à leurs frais.

Vie des sociétés - Avis de constitution

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte signé électroniquement en date du 23/08/2024, il a été constitué une société unipersonnelle à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes. Dénomination : **LE FUMOIR DES DUNES**. Objet : la fumaison de produits de la mer, le négoce de produits de la mer. Siège social : 15, Kerjean Vras, 29233 Cléder. Capital social : 5 000 € (apport en numéraire). Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS. Gérant : M. Pascal Salaün, demeurant 15, Kerjean Vras, 29233 Cléder, est nommé gérant sans limitation de durée. Inscription au registre du commerce et des sociétés de Brest. Pour avis, le gérant.

Vie des sociétés - Jugements tribunaux

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BREST

Dans l'instance ouverte à l'égard de la **SAS LOAEC** (RCS Brest 380 180 265), 6, Kergouesnou, 29260 Kernilis, un état de collocation a été déposé le 22/07/2024 au greffe du tribunal judiciaire de Brest, par le mandataire liquidateur.  
 La parution de l'état du passif initial au BODACC est datée du 03/11/2017 pour l'état du passif numéro 1 et des 18 et 19/02/2019 pour l'état du passif numéro 2 (créances nées après l'ouverture de la procédure).  
 Les contestations sont formées dans le délai de trente jours à compter de l'insertion au BODACC avisant du dépôt de l'état de collocation. Elles sont faites par déclaration au greffe du juge de l'exécution du tribunal judiciaire devant lequel s'est déroulée la procédure de liquidation judiciaire ou dans le ressort duquel la procédure s'est déroulée.

Le greffier

R E N D E Z - V O U S S U R **letelegramme.fr**

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : [centraledesmarchés.com](http://centraledesmarchés.com)

Pour faire paraître une annonce légale :  
**Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute)  
e-mail : [annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr) - Internet : [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)  
Tarif de référence stipulé dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023, soit 0,183 € HT le caractère ou tarif forfaitaire à titre dérogatoire pour certaines annonces légales.  
Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernés et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actu.legales.fr](http://www.actu.legales.fr).

## Avis administratifs

Communauté de communes  
de PLEYBEN CHÂTEAULIN PORZAY  
**Élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal  
valant programme local de l'habitat et à l'abrogation  
des cartes communales de Lohéy, Saint-Coulitz et Saint-Ségal**

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Par arrêté du 19 juillet 2024, la présidente de la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP) a décidé l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUH) qui définit un projet global d'urbanisme et d'aménagement durable du territoire et détermine en conséquence les règles d'utilisation du sol pour atteindre les objectifs fixés ; l'abrogation des cartes communales de Lohéy, Saint-Coulitz et Saint-Ségal.

Une évaluation environnementale a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal et intégrée dans le dossier soumis à enquête publique. L'avis de l'autorité environnementale est intégré au dossier d'enquête publique. Ces deux documents peuvent être consultés selon les mêmes modalités que l'entier dossier d'enquête publique.

Le tribunal administratif de Rennes a désigné la commission d'enquête par décision du 23 avril 2024 composée ainsi :

Présidente : Mme Anne Rameau (ingénieure agronome en retraite).  
Membres titulaires : Mme Sylvie Cabaret (ingénieure en chef hors classe en retraite) et M. Didier Coulombel (administrateur des finances publiques adjoint en retraite).

L'enquête publique se déroulera du 26 août 2024 à 9 h 00 au 27 septembre 2024 à 17 h 00 soit une durée de 33 jours, au siège de la CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9, rue Camille-Danguillaume à Châteaulin et dans les mairies de Châteaulin, Pleyben, Plomodiern, Plonévez-Porzay.

Le dossier d'enquête publique unique comprend : le projet de PLUH-H arrêté comprenant une évaluation environnementale et son résumé non technique, le bilan de la concertation. Le recueil des avis émis par les communes, les personnes publiques associées et les organismes consultés, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), la commission départementale de la nature des paysages et de sites (CDNPS) et l'autorité environnementale (MRAE). Les éléments relatifs à l'abrogation des cartes communales de Lohéy, Saint-Coulitz et Saint-Ségal. Les pièces de procédure comprenant les textes régissant l'enquête et la manière dont elle s'inscrit dans la procédure.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique pourra être consulté : sur un support papier et informatique aux jours et heures habituels d'ouverture au public, au siège de la CCPCP et dans les mairies des communes membres désignées comme lieux d'enquête à savoir : Châteaulin, Pleyben, Plomodiern, Plonévez-Porzay ; sur le registre dématérialisé créé à cet effet à l'adresse suivante : <https://www.registrenumerique.fr/pluh-ccpcp>

Le public pourra consigner ses observations selon les modalités suivantes : sur le registre papier prévu à cet effet au siège de l'enquête publique et dans les mairies des communes désignées comme lieu d'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture ; par courrier à l'adresse suivante : communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9, rue Camille-Danguillaume, CS 60043, 29150 Châteaulin en précisant la mention « enquête publique unique sur l'élaboration du PLUH-H » à l'attention de Mme la Présidente de la commission d'enquête ; auprès du commissaire enquêteur au cours d'une permanence ; par voie électronique directement sur le registre dématérialisé ou à l'adresse électronique suivante : [pluh-ccpcp@mail.registre-numerique.fr](mailto:pluh-ccpcp@mail.registre-numerique.fr)

La commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations dans le cadre des permanences :

Mairie de Châteaulin, 15, quai Jean-Moulin : le 28 août de 14 h 00 à 17 h 00, le 5 septembre de 9 h 30 à 12 h 30, le 12 septembre de 9 h 30 à 12 h 30, le 21 septembre de 9 h 00 à 12 h 00.

Mairie de Pleyben, place Charles-de-Gaulle : le 28 août de 9 h 30 à 12 h 30, le 5 septembre de 14 h 00 à 17 h 00, le 12 septembre de 14 h 00 à 17 h 00, le 20 septembre de 9 h 30 à 12 h 30.

Mairie de Plomodiern, 20, rue du Docteur-Vourc'h : le 27 août de 14 h 00 à 17 h 00, le 3 septembre de 9 h 30 à 12 h 30, le 13 septembre de 14 h 00 à 17 h 00, le 20 septembre de 14 h 00 à 17 h 00.

Mairie de Plonévez-Porzay, 5, allée du Stade : le 27 août de 9 h 30 à 12 h 30, le 3 septembre de 14 h 00 à 17 h 00, le 14 septembre de 9 h 00 à 12 h 00, le 19 septembre de 15 h 00 à 18 h 00.

Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay : le 26 août de 14 h 00 à 17 h 00, le 6 septembre de 9 h 30 à 12 h 30, le 27 septembre de 14 h 00 à 17 h 00. Toute personne pourra se rendre à une ou plusieurs permanences quelle que soit sa commune de résidence.

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête au siège de la CCPCP et dans chacune des communes désignées comme lieux d'enquête ainsi que sur le site internet de la CCPCP : <https://ccpcp.bzh> pendant une durée de un an à compter de la date de clôture de l'enquête. À l'issue de l'enquête publique, le Plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête et des avis des personnes consultées, et l'abrogation des cartes communales de Lohéy, Saint-Coulitz et Saint-Ségal, seront approuvés par délibération du conseil communautaire. La personne responsable de l'enquête est la présidente de la CCPCP. Toute information relative au projet ou à la présente enquête publique pourra être demandée par voie postale à l'adresse suivante : CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay, 9, rue Camille-Danguillaume, CS 60043, 29150 Châteaulin, par mail : [pluh@ccpcp.bzh](mailto:pluh@ccpcp.bzh) par téléphone 02 98 16 14 00. Les personnes intéressées pourront obtenir communication du dossier d'enquête publique à leur demande et à leur frais.

## Santé

### En psychiatrie, on ne discute pas du traitement devant le juge

Le patient qui conteste son hospitalisation forcée en psychiatrie a droit à un recours au juge des libertés mais il ne s'agit pas de discuter du traitement imposé.

La justice vérifie si l'hospitalisation paraît nécessaire mais n'engage pas de discussion sur la qualité ou l'intérêt du traitement médical et un patient qui ne consentait pas au traitement imposé n'a pas obtenu d'être remis en liberté.

Les médecins avaient reconnu à l'auteur de violences conjugales, hospitalisé d'office par arrêté du maire puis du préfet et qui avait saisi le juge pour obtenir d'être libéré, un syndrome d'irritabilité, de méfiance pathologique et d'idées délirantes de persécution.

Le patient reprochait au juge de ne pas avoir vérifié si ce traitement était bien le mieux adapté et s'il n'en existait pas d'autres. Mais le juge n'a pas à porter d'appréciation médicale sur le traitement ni à rechercher s'il est le plus approprié, a répondu la Cour de cassation. Il lui suffit de constater que le patient discute le traitement, et donc qu'il ne l'accepte pas.

(Cass. Civ 1, 15.11.2023, B 23-14.928).

## Immobilier

### Un logement squatté doit être entretenu par le propriétaire

Il est indispensable d'entretenir un local même s'il est occupé par une personne sans aucun droit car, en cas d'accident, la responsabilité du propriétaire est engagée.

Un ancien locataire, qui aurait dû avoir quitté le logement depuis deux ans et auquel le tribunal avait ordonné un an plus tôt de libérer les lieux, était tombé par la fenêtre parce que le garde-corps avait cédé. Ayant été blessé, il réclamait plusieurs dizaines de milliers d'euros au propriétaire.

Ce dernier rejetait toute responsabilité. Si le locataire n'avait pas commis une faute en se maintenant dans les lieux après la fin du bail, après avoir reçu un congé et malgré une décision de justice, il ne serait pas tombé par la fenêtre, disait-il, de sorte que cette occupation sans droit est la cause principale de l'accident.

Mais pour les juges, c'est le défaut d'entretien du garde-corps, qui incombait au propriétaire, qui est la cause principale, voire exclusive de l'accident. En conséquence, aucune faute, de nature à réduire ou supprimer son droit à indemnisation, ne peut être reprochée au locataire.

(Cass. Civ 2, 15.9.2022, Z 19-26.249).

## Banque

### Pour le surendettement, mieux vaut ne pas avoir de mauvaises dettes

Pour bénéficier de la procédure de traitement du surendettement, il est très préférable qu'aucune des dettes ne soit due, à l'origine, à une faute, a jugé la Cour de cassation.

Un entrepreneur, dont la situation financière catastrophique avait été en partie créée par des « manquements délibérés » comme le non-respect d'obligations fiscales, n'a pas pu obtenir l'admission de son dossier.

Même si un tiers des dettes n'est pas lié à l'origine à des fautes volontaires qui ont notamment conduit à un redressement fiscal et à une condamnation, le juge a pu estimer que ce débiteur endetté n'était pas de bonne foi et que la commission de surendettement avait eu raison de ne pas admettre qu'il bénéficie de remises, rééchelonnements ou effacement de dettes.

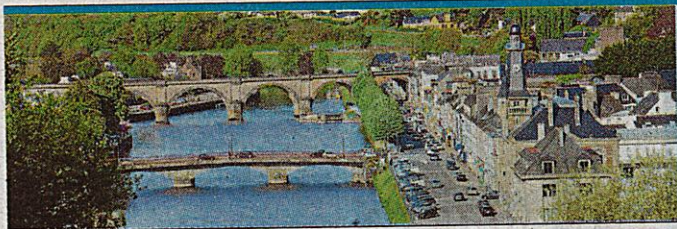
Au sujet de la bonne foi, la Cour a déjà jugé en février 2011 qu'il ne fallait pas notamment avoir multiplié les chèques sans provision. Elle a ajouté en mars 2013 qu'il ne fallait pas avoir multiplié non plus les crédits à la consommation, et en octobre 2015 qu'il fallait avoir appliqué les premières mesures imposées par la commission de surendettement.

(Cass. Com, 29.6.2023, T 21-18.454).

## Vie pratique

### Sans péril imminent, pas d'intervention du juge dans la SCI

Dans une société civile immobilière confrontée à des difficultés ou à des mécontentes, un associé ne peut obtenir un titre de



09 69 36 05 29, n° lecteurs et abonnés (prix d'un appel local)

La rédaction de Châteaulin

chateaulin@letelegramme.fr

twitter.com/telegchateaulin

facebook.com/letelegramme.chateaulin

# Châteaulin

Les membres de la commission d'enquête publique pour le PLUi (Didier Coulombel, Anne Rameau et Sylvie Cavaret), Murielle Glehen, chargée de mission à la communauté de communes, et Joël Blaize, vice-président chargé de l'aménagement du territoire.



## L'enquête publique sur le plan d'urbanisme intercommunal démarre

Depuis ce lundi, les documents du PLUi sont consultables à Châteaulin, Pleyben, Plomodiern et Plonévez-Porzay. Il est possible d'émettre un avis jusqu'au 27 septembre.

Anaëlle Larue

● C'est le dernier moment pour donner son avis sur le plan d'urbanisme intercommunal (PLUi), lancé en 2019 par la communauté de communes Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP). Les documents sont disponibles dans les mairies de Châteaulin, Pleyben, Plomodiern et Plonévez-Porzay, ainsi qu'au siège de la communauté de communes. Ils sont aussi consultables sur le site de la CCPCP. Cette enquête publique, lancée ce lundi, durera jusqu'au 27 septembre.

### Que va devenir ma parcelle ?

Le plan d'urbanisme intercommunal dresse les grandes orientations d'aménagement et de développement durable de la communauté de communes pour les prochaines années. Le volet environnemental est au cœur de ce plan d'urbanisme

intercommunal, qui détermine les règles d'utilisation des sols. « Concrètement, cette enquête concerne toute personne qui souhaite construire sur le secteur, informe Anne Rameau, présidente de la commission d'enquête. Les propriétaires peuvent aussi être informés sur le devenir de leur parcelle, sera-t-elle encore constructible dans dix ans ? ». Ce PLUi permet d'unifier les règles à l'échelle du territoire et de

*« La participation de chacun est essentielle pour construire un territoire qui nous ressemble et nous rassemble »*

supprimer les anciennes cartes communales des communes de Saint-Coulitz, Lothey et Saint-Ségal.

### Des permanences assurées

Les intéressés peuvent déposer des observations dans n'importe quel point où les documents sont consultables, peu importe la commune de résidence. Des affiches jaunes seront placardées à l'entrée des mairies pour informer de la présence des documents. « Il est possible de faire remonter autant d'avis qu'on le sou-

haite. Il est possible de rester anonyme, sauf s'il s'agit d'une demande très particulière ». Des permanences (1) sont assurées par les commissaires enquêteurs pour guider les habitants de la communauté de communes dans ce dossier.

« Il n'y aura pas de réponses individuelles apportées, prévient Anne Rameau. Chacun pourra consulter les rapports et les conclusions issues de cette enquête publique ». Ces conclusions seront remises fin octobre à la CCPCP et le rapport final devrait être rendu en fin d'année. « La participation de chacun est essentielle pour construire un territoire qui nous ressemble et nous rassemble », ont conclu les membres de la commission d'enquête publique.

### Pratique

**Permanences :** mairie de Châteaulin, le 28 août de 14 h à 17 h, le 5 et le 12 septembre de 9 h 30 à 12 h 30, le 21 septembre de 9 h à 12 h ; mairie de Pleyben, le 28 août de 9 h 30 à 12 h 30, le 5 et le 12 septembre de 14 h à 17 h, le 20 septembre de 9 h 30 à 12 h 30 ; mairie de Plomodiern : le 27 août de 14 h à 17 h, le 3 septembre de 9 h 30 à 12 h 30 ; le 13 et le 20 septembre de 14 h à 17 h ; mairie de Plonévez-Porzay : le 27 août de 9 h 30 à 12 h 30, le 3 septembre de 14 h à 17 h, le 14 septembre de 9 h à 12 h, le 19 septembre de 15 h à 18 h ; communauté de communes : le 26 août de 14 h à 17 h, le 6 septembre de 9 h 30 à 12 h 30 et le 27 septembre de 14 h à 17 h.

## Une affluence timide et 40 exposants au vide-greniers de la Grand'Rue

● Malgré une affluence qu'ils qualifient « d'assez timide », Marie-Françoise Feillant et Yves Le Goff, les organisateurs du vide-greniers de la Grand'Rue à Châteaulin, sont en revanche très satisfaits du nombre d'exposants qui ont répondu à l'appel et occupé l'ensemble de l'espace dédié, hier.

### Une septième édition annoncée

Profitant d'une météo favorable ce dimanche 25 août, la matinée

avait bien démarré, avec comme le précise Marie-Françoise Feillant, avec « un déambulement de visiteurs relativement conséquent avec présence de touristes étrangers notamment ».

Puis, à partir de 13 h, le calme est revenu. Mais pas de quoi refroidir l'ardeur des organisateurs, qui donnent d'ores et déjà rendez-vous pour une septième édition le dimanche 24 ou 31 août 2025, un événement qui a aussi pour but initial d'animer la rue et le quartier le temps d'une journée.



Ce vide-greniers rappelle à Yves Le Goff, organisateur de l'événement, les grands déballages des années 1950, qui avaient lieu dans la Grand'Rue à Châteaulin.

### DINÉAULT

## 400 convives à la soirée moules frites et concerts du comité des fêtes



Une salle pleine, une file d'attente impressionnante, des convives conquis : un franc succès pour le comité des fêtes de la commune.

● Le comité des fêtes de Dinéault, qui avait été mis en sommeil entre 2022 et 2023, peut se targuer d'une nouvelle belle réussite, avec l'édition 2024 du repas moules frites avec concerts gratuits qui s'est déroulée ce vendredi 23 août en soirée.

### 100 repas de plus qu'en 2023

400 convives se sont réunis dans la salle La Tour d'Auvergne, lieu de repli choisi pour tenir compte des conditions météorologiques aléatoires. La

file d'attente impressionnante, débordant allègrement à l'extérieur de la salle, en témoignait. François Poetras, coprésident du comité des fêtes, était très satisfait de cette soirée, dont c'était la deuxième édition : « Nous sommes très heureux de cette réussite, avec 100 repas de plus par rapport à l'an passé et les deux groupes musicaux qui ont animé cette soirée ont conquis les convives. Nous remercions chaleureusement l'ensemble des participants pour leur venue et leur confiance ».

## Pays de Châteaulin

# Donnez votre avis sur l'urbanisme de demain



Didier Coulombel, commissaire enquêteur ; Murielle Giéhen, chargée de mission à la CCPCP ; Joël Blaize, vice-président délégué à l'aménagement du territoire ; Anne Rameau, présidente de la commission d'enquête, et Sylvie Cabaret, commissaire enquêtrice.

(Photo : Ouest-France)

### Trois questions à...

#### Joël Blaize,

vice-président de l'intercommunalité Playben - Châteaulin - Porzay (CCPCP) et délégué à l'aménagement du territoire.

#### Qu'est-ce que le Plan local d'urbanisme intercommunal ?

Le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) s'agit d'un document stratégique qui fixe les grandes orientations d'aménagement et de développement de notre territoire pour les prochaines années. Il donne les orientations générales en termes d'économie, d'habitat, en prenant en compte la protection de l'environnement. Les villes dotées jusqu'à présent d'une carte communale la verront substituée par le PLUI, soit Saint-Coulitz, Lothey et Saint-Ségal.

#### Quels sont les objectifs de cette enquête publique ?

L'enquête publique est une procédure réglementaire pour garantir la transparence et l'implication citoyenne dans les décisions publiques. Elle permet aux habitants de s'informer sur les projets et de formuler des

observations, des suggestions ou des objections. C'est le moment de formuler des remarques précises sur une parcelle, sur des règles de construction, sur le zonage...

#### Comment se déroule l'enquête publique ?

Encadrée par trois commissaires enquêteurs, l'enquête se déroule du 26 août au 27 septembre. Durant cette période, les documents du projet sont consultables au siège de la CCPCP, dans les mairies de Châteaulin, Playben, Plomodiern et Plonévez-Porzay. Des registres y permettront de déposer des observations. Dix-neuf permanences se tiendront en présence des commissaires enquêteurs, sans rendez-vous, pour recevoir des observations. On peut aussi donner son avis de façon dématérialisée sur le site internet ([www.registre-numerique.fr](http://www.registre-numerique.fr)) ou envoyer un mail à l'adresse : [pluih-ccpcp@mail.registre-numerique.fr](mailto:pluih-ccpcp@mail.registre-numerique.fr).

Les commissaires enquêteurs traiteront toutes les observations. Leur rapport sera consultable fin octobre. Une fois validé par la préfecture et les élus, le rapport définitif devrait être rendu en fin d'année.

Châteaulin, du 26 août

appel local)  
Châteaulin  
gramme.fr  
gchateaulin  
e.chateaulin

**Le panel des lecteurs**  
La Télégramme  
Cette fois, c'est vous qui nous lisez !

**Rejoignez le panel  
des lecteurs du  
Télégramme !**

Donnez régulièrement votre  
avis pour faire évoluer  
Le Télégramme.

**Inscrivez-vous  
dès maintenant**

Rendez-vous sur  
[panel-letelegramme.fr](https://panel-letelegramme.fr)  
ou scannez ce QR Code



## PLUi : on peut donner son avis jusqu'au 27 septembre

● Dans le cadre de l'enquête publique démarrée le 26 août, il est possible de donner son avis jusqu'au 27 septembre sur le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), lancé en 2019 par la communauté de communes Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP). Les documents sont disponibles dans les mairies de Châteaulin, Pleyben, Plomodiern et Plonévez-Porzay, ainsi qu'au siège de la communauté de communes, à Châteaulin. Ils sont aussi consultables en ligne, sur le site de la CCPCP. Pour rappel, le plan local d'urbanisme intercommunal dresse les grandes orientations d'aménagement et de développement durable de la communauté de communes pour les prochaines années. Le volet envi-

ronnemental est au cœur de ce plan local d'urbanisme intercommunal, qui détermine les règles d'utilisation des sols.

### Il reste des permanences

À noter que des permanences sont organisées en mairie de Châteaulin, le 12 septembre de 9 h 30 à 12 h 30, le 21 septembre de 9 h à 12 h ; en mairie de Pleyben, le 12 septembre de 14 h à 17 h, le 20 septembre de 9 h 30 à 12 h 30 ; en mairie de Plomodiern : le 13 et le 20 septembre de 14 h à 17 h ; en mairie de Plonévez-Porzay : le 14 septembre de 9 h à 12 h, le 19 septembre de 15 h à 18 h ; et à la communauté de communes : le 27 septembre de 14 h à 17 h.



Il est encore possible de donner son avis dans le cadre de l'enquête publique sur le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) à Châteaulin. Photo d'illustration Le Télégramme



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

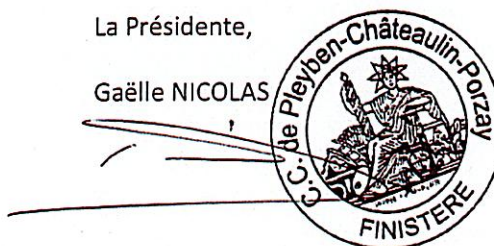
Je soussignée Gaëlle NICOLAS, Présidente de la CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay, certifie avoir procédé à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales du 29 juillet 2024 au 27 septembre 2024 inclus,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales au siège de la Communauté de Communes du 5 août 2024 au 27 septembre 2024 inclus,
- la publication de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales sur le site internet de la Communauté de Communes du 6 août 2024 au 27 septembre 2024 inclus.

Fait à Châteaulin, le 30 septembre 2024

La Présidente,

Gaëlle NICOLAS



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Jacques Gouven, Maire de la commune de Cast, certifie avoir procédé du 9/8/2024 au 28/9/2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,

- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :

- Df - Roc de Boul or saf
- Genic
- Df - Le Pen or Prat
- Place St Hubert - Genic
- Roc de Boul or Jean
- 16 Roc D'4g.

Fait à Cast, le 30 SEP. 2024

Le Maire,

Jacques Gouven



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Gaëlle NICOLAS, Maire de la commune de Châteaulin, certifie avoir procédé du 9 août 2024 au 10 octobre 2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUI-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :
- Sur la porte d’entrée de la Mason France Services, 33 quai Robert Alba
- Devant la porte d’entrée de la déchetterie, lieu-dit Péren
- A la porte d’entrée de la piscine, 1050, rocade de Parc Bihan
- A la porte d’entrée des Halles, place du marché
- Sur la vitre du foyer, 6 rue de l’Eglise
- A la bibliothèque
- A la Mairie
- A l’angle de la D 887 et de la route de Penfeunteun
- Sur la D 770
- A l’angle de la D 887 et de la D 7
- A hauteur du 58 Quai Charles de Gaulle

Fait à Châteaulin, le 4 octobre 2024

Le Maire, Gaëlle NICOLAS

Pour le Maire, l’adjoint délégué,

Sylviane TOUFFAIT





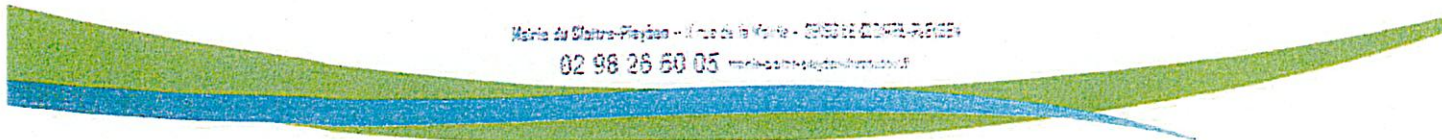
## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussignée Madame BILIRIT Dominique, Maire de la commune de LE CLOÎTRE-PLEYBEN, certifie avoir procédé du 29/07/2024 au 27/09/2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUI-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :
- Route départementale 48 : rue de Pleyben & rue de Plonévez-du-Faou,
- Porte entrée Mairie
- 2 Panneaux extérieurs Mairie
- 
- 
- 

Fait à Le Cloître-Pleyben, le 30/09/2024

Le Maire,



MAIRIE  
DE  
DINÉAULT



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Cristian HORELLOU, Maire de la commune de Dinéault, certifie avoir procédé du 5 août 2024 au 27 septembre 2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants (voir plan ci-joint) :

1. Boulangerie
2. Salle communale
3. Epicerie
4. WC public
5. Salle multifonction
6. Parc Garrec
7. Ty Huré
8. Demi rond-point du Guilly
9. Rue de la tour d’auvergne
10. Mairie

Fait à Dinéault, le 27 septembre 2024

Le Maire,



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Béatrice NAY, Maire de la commune de GOUFZEC, certifie avoir procédé du 05 Août 2024 au 28 Septembre 2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUI-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :

- Rue Sainte-Barbe - Pont-Cabpent
- Place de La Mairie - Bourg
- rue Kroz ar Bleon - Entrée de Bourg
- Keryann - Entrée de Bourg
- Penn An Vern - Entrée de Bourg
- Kerclet - Entrée de Bourg
- Lerkuz - Entrée Pont-Cabpent
- RD 783 Entrée Pont-Cabpent, "rue de DUUMPER", en provenance de Laburet
- RD 783 Entrée Pont-Cabpent en provenance de Pleyben.

Le Maire,

Béatrice NAY

C NAY



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Pauline CARO, Maire de la commune de Lannédern, certifie avoir procédé du 05/08 2024 au 27/09 2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,

- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :

- Salle polyvalente
- Entrées du bourg
- Mairie

-  
-  
-

Fait à Lannédern, le 27/09/24

Le Maire,



## **CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je soussigné Jean Luc VIGOUROUX , Maire de la commune de LENNON, certifie avoir procédé du

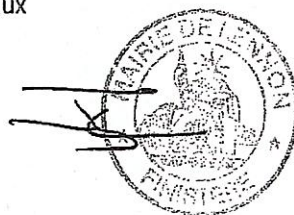
5 août 2024 au 27 septembre 2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUI-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :
  - Panneau d’affichage entrée de bourg
  - 15, rue du stade
  - Place de l’église
  - Parking de Ty-Blaise

Fait à LENNON, le 30 septembre 2024

Le Maire,

J.L. Vigouroux



**MAIRIE DE LOTHEY**

8, place de la Mairie - 29190

**Tél : 02 98 73 32 79**

E.Mail : [mairie.de.lothey@wanadoo.fr](mailto:mairie.de.lothey@wanadoo.fr)

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je soussigné Aurélie MACACLIN, Maire de la commune de LOTHEY, certifie avoir procédé du 08 août 2024 au 27 septembre 2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,

- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :

- Mairie
- Salle polyvalente
- Bibliothèque municipale
- Panneau d’affichage, rue de la mairie
- Lieu-dit Kerabri
- Le Vieux Bourg
- Rue de l’école

Fait à Lothey, le 27 septembre 2024

Le Maire,

Aurélie MACACLIN



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussignée Amélie CARO, Maire de la commune de Pleyben, certifie avoir procédé du 9 août 2024 au 27 septembre 2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :

- Moulin du Chantre
- Rue de la gare
- Parking des écoles publiques
- Rue de Carhaix
- Route de Pont Coblant
- A la sortie du parking Intermarché
- Sur la RD en venant de Châteaulin à l’arrêt des cars juste après le Lidl
- Sur la RD en niveau du gymnase de Kervern
- Kroaz Ar Gorret
- Place Charles de Gaulle : en face de la pharmacie et de la boulangerie LOAS
- Le Vernig
- Parking de l’école Saint Joseph
- A l’entrée et à la sortie de Pont Coblant
- En mairie : sur la porte d’entrée et sur l’affichage extérieur

Fait à Pleyben, le 15 OCT. 2024

Le Maire,



Pour le Maire,  
L’Adjoint délégué,

Patrice Person

## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Didier PLANTÉ, Maire de la commune de Ploéven, certifie avoir procédé du 06 août 2024 au 07 octobre 2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :
- Panneau d’affichage Place de la mairie
- Entrée d’agglomération D63 dans le sens Plomodiern vers Ploéven
- Entrée d’agglomération Rue du menhir dans le sens Cast vers Ploéven
- Entrée d’agglomération D63 dans le sens Plonevez Porzay vers Ploéven
- Début de la rue des mouettes dans le sens plage de Ty Anquer vers le centre bourg

Fait à Ploéven, le 7 octobre 2024

Le Maire,

Didier PLANTÉ



-----  
**MAIRIE**  
DE  
**PLONEVEZ-PORZAY**  
-----

**Monsieur Alain PENNOBER,**  
**Maire de Plonévez-Porzay**



## **CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je soussigné Alain PENNOBER, Maire de la commune de Plonévez-Porzay, certifie avoir procédé du 9 août 2024 au 27 septembre 2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,

- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :

- sur les bâtiments publics communaux : mairie, salle communale, bibliothèque, salle omnisports, école communale, maison de l’enfance, entrée de la déchetterie
- affichage en bord de route : rue de Cornouaille, entrée de bourg à Kerviahet, entrée du bourg à Carn Ar Hoat, entrée du bourg rue de la presqu’île, entrée du bourg rue de la Clarté, carrefour croix de la clarté, Trezmalaouen, Kervel à l’entrée de l’agglomération, Kervel au niveau du parking de la plage, Tréfeuntec aux deux entrées de l’agglomération, Saint Anne La Palud au niveau du carrefour du Bon Coin, au niveau de l’hôtel de la plage, au niveau de la chapelle, lieu dit Tréguer.

Fait à Plonévez-Porzay, le 27/09/2024

Le Maire,

Alain PENNOBER



Mairie de Plonévez-Porzay  
5, allée du Stade – 29550 PLONEVEZ-PORZAY  
Tél. 02.98.92.50.23 / fax 02.98.92.57.47 - Courriel : mairie-plonevez-porzay@wanadoo.fr

## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Gaël CALVAR, Maire de la commune de PORT LAUNAY, certifie avoir procédé du 06/08/2024 au 27/09/2024 inclus à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,

- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :

- Aux entrées de la Commune : Route de Brest, Rue du Four à Chaux, Quai J. Pouliquen & Rue de Guilly Glaz,

- sur la porte de l’ancienne Mairie

- et sur la porte du Foyer Communal

Fait à PORT LAUNAY le 28/09/2024

Le Maire,



G. CALVAR.



Mairie

19 Place François Mitterrand

29150 SAINT-COULITZ

Tél : 02 98 86 17 65

Fax : 02 98 86 20 16

[mairie.saint-coulitz@orange.fr](mailto:mairie.saint-coulitz@orange.fr)

<http://www.saint-coulitz.fr/>

## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Gilles SALAÛN, Maire de la commune de Saint-Coulitz, certifie avoir procédé du 08 août 2024 au 27 septembre 2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUI-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants : cf. plan annexé

Fait à Saint-Coulitz, le 30 septembre 2024

Le Maire, Gilles SALAÛN

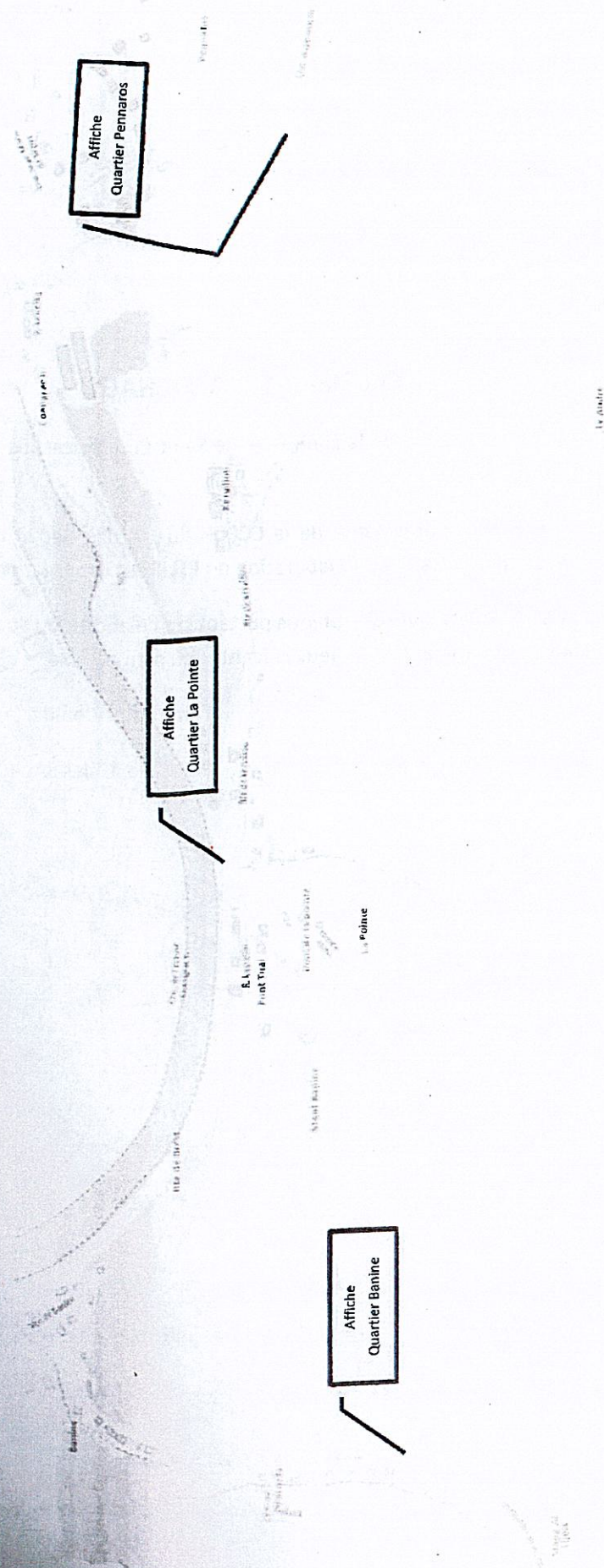


## PLUIH Communauté de Communes de Pleyben, Châteaulin et du Porzay

Commune de Saint-Coulitz

**affichage avis enquête publique en place au 5 août 2024**

**6 positions**







## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussignée Annie KERHASCOËT, Maire de la commune de SAINT-NIC, certifie avoir procédé du 09 août 2024 au 30 septembre 2024 à :

- L’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales ;
- L’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUI-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :
  1. entrée de l’agence postale,
  2. portail du cimetière
  3. entrée de la salle communale de Pentrez
  4. bibliothèque
  5. panneaux communaux :
    - entrée bourg est (RD 108)
    - entrée bourg nord (RD 63)
    - croisement RD 108 et route de Bernal
    - entrée nord de Pentrez rue de la Presqu’île
    - entrée sud de Pentrez chemin des Dunes

Fait à SAINT-NIC, le 01 octobre 2024

Annie KERHASCOËT,  
Maire.



Mairie | 12, rue du Ménez-Hom | 29550 Saint-Nic  
Tél : 02 98 26 50 36  
mairie@saint-nic.fr  
<http://www.saint-nic.fr>

## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Fabrice DRELON, Maire de la commune de SAINT-SEGAL, certifie avoir procédé du 05/08/2024 au 30/09/2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUI-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :

- Salle AR GALON
- Arrêt de bus (bourg)
- Lavoir (Route de la gare)
- Entrée de bourg (Menez Bos)
- Entrée de bourg (côté Lophec)
- Entrée de bourg (Rue des Fleurs)

- Entrée de bourg (Ty Douar)
- Entrée de bourg (Route de Pont de Buis)

Fait à ST SEGAL, le 30/09/24

Le Maire,



MAIRIE  
DE  
TRÉGARVAN



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Rémi CARPENTIER, Maire de la commune de TREGARVAN certifie avoir procédé du 9/08/2024 au 27/09/2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUi-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :
- Route de l’Aulne - Mairie
- Kergantic
- Kerfréval
- Brigneun (2)
- La Cale
- Goulenez
- Carrefour du Musée
- Stanquelen

Fait à TREGARVAN, le 30/09/2024

Le Maire, Rémi CARPENTIER



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Joël BLAIZE, Maire de la commune de PLOMODIERN, certifie avoir procédé du 10/08/2024 au 27/09/2024 à :

- l’affichage de l’arrêté de la présidente de la CCPCP du 19 juillet 2024 relatif à l’organisation de l’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUIH et l’abrogation des cartes communales,
- l’affichage de l’avis d’enquête publique unique portant sur l’élaboration du PLUI-H et l’abrogation des cartes communales à la mairie et sur les lieux suivants :

- Mairie
- Place de l'Eglise
- Rue Ker Ys
- Rue de la Plage (carrefour)
- Rue de la Presqu'île
- Résidence Saint Kaurintin
- Liskobet
- Menez Kerineg
- Moulin Vert
- Gare de Kerhillig
- Liaven (Départementale)
- St Marie du Menez Hom
- Rue des Anciens Combattants
- Rue de l'Ecole
- Chemin de la Gare
- Keraleon
- Porz ar Vag
- Lestrevet
- Kervijen
- Les Trois Canards

Fait à PLOMODIERN, le 27/09/2024

Le Maire, **Le Maire de PLOMODIERN**  
Joël BLAIZE



# PROCÈS VERBAL DE SYNTHÈSE

DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE PLEYBEN-CHATEAULIN-PORZAY



**ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À  
L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL  
DE L'HABITAT  
ET À L'ABROGATION DE 3 CARTES COMMUNALES**

Arrêté de Madame La Présidente de la CCPCP n° 05/2024 du 19 juillet 2024  
Dossier E 24000071/35

Dates de l'enquête : 26 août au 27 septembre 2024

**PROCÈS VERBAL DE SYNTHÈSE**

**Commission d'enquête :**

Présidente                      Anne RAMEAU  
Membres titulaires :    Sylvie CABARET  
                                     Didier COULOMBEL





## Table des matières

1- Compte-rendu du déroulement de l'enquête.....	6
2- Observations par ordre chronologique.....	12
3- Observations par thématiques.....	58
DOSSIER.....	58
PROCEDURE.....	58
CHANGEMENT DE DESTINATION.....	58
CONSTRUCTIBILITE LITTORAL.....	63
CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N.....	68
CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL).....	69
ENERGIES RENOUVELABLES.....	73
HABITAT.....	73
OAP THEMATIQUES.....	74
REGLEMENT ECRIT.....	74
REGLEMENT GRAPHIQUE.....	79
STECAL.....	93
ZONES ECONOMIQUES.....	95
RISQUES.....	96
ASSAINISSEMENT.....	96
AUTRES.....	96
4- Questions de la commission d'enquête.....	101
4-1 Le dossier.....	101
4-2 La compatibilité avec les documents supra communaux.....	101
4-3 Les projections démographiques.....	101
4-4 L'habitat.....	102
4-5 La consommation foncière.....	103
4-6 Le règlement graphique.....	103
4-7 Le règlement écrit.....	104
4-8 Les STECAL.....	106
4-9 Les changements de destination.....	106
4-10 Les activités économiques.....	106
4-11 L'environnement.....	107
4-12 La mobilité.....	107
4-13 Les énergies renouvelables.....	108
4-14 La communication sur le PLUiH.....	108



## 1- Compte-rendu du déroulement de l'enquête

L'enquête s'est déroulée du **26 août au 27 septembre 2024, soit une durée de 33 jours, sur cinq lieux d'enquête** : la communauté de communes siège de l'enquête, les mairies des quatre pôles identifiés au regard de l'importance de la population et des enjeux soit Châteaulin, Pleyben, Plomodiern et Plonévez-Porzay.

Dossier et registres étaient accessibles aux heures d'ouvertures des lieux d'enquête et de façon permanente sur le registre numérique.

Nous avons tenu **17 permanences** avec une répartition sur la durée de l'enquête, sur les différents jours de la semaine et deux permanences le samedi.

Chaque pôle a accueilli 4 permanences, et le siège de la CCPCP en a accueilli trois, dont l'ouverture et la fermeture de l'enquête.

Les permanences ont été assurées par un binôme de commissaires enquêteurs afin de gérer l'affluence et d'être disponibles pour répondre aux interrogations des visiteurs.

La commission remercie Madame GLEHEN chargée de mission CCPCP qui a notamment assuré la coordination de l'enquête, les services de la CCPCP et des mairies qui ont assuré l'accueil et l'information du public, les élus qui ont mis tous les moyens pour assurer le bon déroulement et ont été disponibles pour répondre à nos sollicitations.

Dans les cinq lieux de permanence, les locaux mis à disposition étaient très bien adaptés à l'accueil du public et à la consultation des documents.

Nous avons également pu constater l'affichage généralisé dans tous les lieux de fréquentation des communes concernées.

Les permanences ont connu une fréquentation très variable (de quelques unités à 32 personnes) mais même en cas de forte affluence, les visiteurs ont pu être accueillis avec de très courts délais d'attente. La fréquentation a également été variable suivant les lieux d'enquête : 30 visiteurs à la CCPCP, 25 à Châteaulin, 62 à Pleyben, 46 à Plonévez-Porzay, 92 à Plomodiern.

Au total, **255 visiteurs ont été comptabilisés** avec **90 observations déposées dans les registres** : 17 à la CCPCP, 13 à Châteaulin, 17 à Pleyben, 8 à Plonévez-Porzay, 35 à Plomodiern.

Les visites hors permanences ont été également comptabilisées : 3 au siège de la CCPCP, quelques unités à Châteaulin, 16 à Pleyben, 14 à Plonévez-Porzay, 38 à Plomodiern.

La CCPCP a reçu **7 courriers**.

Le registre numérique a enregistré 358 visiteurs pour 857 visites. Il y a eu 1213 visualisations de documents et 1979 téléchargements.

**89 contributions y ont été déposées et validées : 63 sous forme d'E-contributions et 26 par mail.**

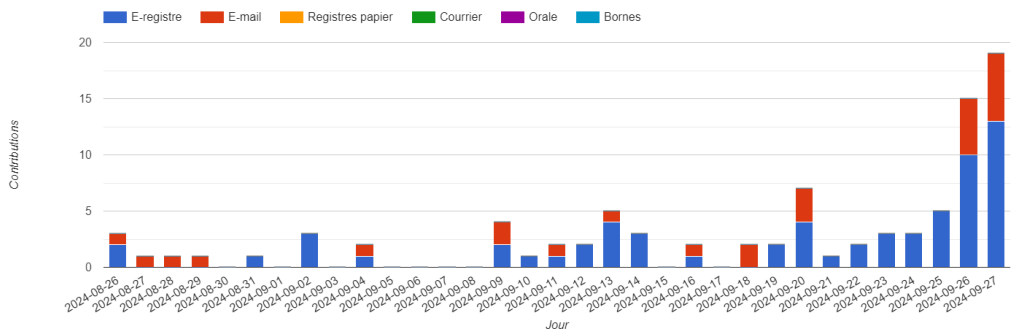
**Au total, 186 observations ont été déposées.**

**4 observations ont été déposées hors délais.**

Tableau récapitulatif :

	Lieu de permanence	Visites permanences	Registre	Courrier	Mail	Web
	CCPCP	30	17	7		
	Châteaulin	25	13			
	Pleyben	62	17			
	Plomodiern	92	35			
	Plonévez-Porzay	46	8			
	registre DEMAT				26	63
	Total	255	90	7	26	63
	Total observations	186				

Evolution des dépôts d’observations sur le registre numérique



Les 186 observations traitées émanent principalement de particuliers, d’une association (Liberté Environnement Bretagne), de structures associatives médico-sociale (ESAT) et culturelle (Run ar Puns), d’entreprises (carrières de Cast, entreprise BTP à Dinéault) et de 3 cabinets d’avocats défendant des intérêts particuliers.

Les élus de Châteaulin, Gouézec, Pleyben, Ploéven, Port-Launay, Trégarvan et Saint-Nic ont également déposé des observations.

Nous avons signalé parmi ces observations une dizaine de doublons, certains contributeurs ayant déposé leurs observations par plusieurs moyens. Ces doublons ont été signalés dans les tableaux mais conservés par souci d’exhaustivité.

L’abrogation des cartes communales de Lothey, Saint Coulitz et de Saint Ségall n’a pas fait l’objet d’observations.

**La commission a classé les observations selon les thématiques suivantes :**

○ Dossier et procédure : un contributeur a salué la qualité du dossier, un contributeur a déploré la trop courte durée de l'enquête.

○ Règlement écrit : demandes de précision ou de modification de la rédaction du règlement, généralement en lien avec des cas précis.

21 observations.

○ Règlement graphique : demandes de modification des éléments de zonages (hors constructibilité)

- Linéaires bocagers : demandes de suppression de linéaires qui n'existent plus ou de modification du tracé (11 remarques).

- Espaces Boisés Classés : demande de déclassement car l'espace ne répond pas aux caractéristiques, n'existe plus ou est mal localisé (5 remarques).

- Emplacements réservés : contestation de projets ou de leur délimitation (5 remarques). A noter que l'observation DEMAT-@-45 apporte des suggestions de créations de liaisons douces qui pourraient abonder la liste des ER.

- Contestation du zonage (11 remarques).

- Demande de modification du zonage pour activités spécifiques (16 remarques) : il s'agit de projets dont la destination n'est pas autorisée dans la zone.

Certains sont portés par les municipalités : projet d'équipement à Châteaulin sur les parcelles C 730, 733 et 734, relocalisation du camping de Ty Anquer à Ploéven, construction d'un atelier communal à Trégarvan (ZA63), commerce et golf à Saint Nic (YA 73).

Sont également concernés les projets de l'ESAT les Genêts d'Or pour une activité d'hébergement en zone AE, la poursuite d'activités économiques dans des hangars existants (Obs CHATE-R-7 à Port-Launay dans les hangars DOUX, CCPCP-R-6 à Châteaulin), les projets d'aires de loisirs (DEMAT-@-22 à Plomodiern, DEMAT-@-35 campings), le projet de salle de spectacle Run Ar Puns à Châteaulin (DEMAT-M- 25), plateforme de traitement des déchets du BTP à Dinéault (CCPCP-C-7).

Ces demandes peuvent éventuellement être reclassées en demandes de STECAL.

○ Changement de destination : demande de rajout d'un bâtiment au recensement. (30 remarques)

○ STECAL (Secteur de taille et de capacité d'accueil limité) en zone A : demandes explicites ou identification de cette possibilité dans le cadre des échanges (9 remarques).

Les demandes concernent la mise en place d'hébergements légers (DEMAT-@-1 à CAST, DEMAT-M-21 à Dinéault), un aménagement de loisirs à Port-Launay (Guilly Glas) présenté par la municipalité, la création d'un golf à Saint Nic, la création d'une activité de production d'ENR à Pleyben (SAS Lezalain), l'hôtel du Manoir de Moellien à Plonevez-Porzay,

○ Constructibilité en distinguant :

- Les demandes de remise en constructibilité de parcelles en lisière de secteurs urbanisés (souvent constructibles dans les derniers PLU). 15 observations

- Les demandes de mise en constructibilité en zones A et N. 9 observations

- Les demandes de remise en constructibilité dans la zone littorale, de parcelles en lisière de SDU, souvent constructibles dans les derniers PLU ou de parcelles en secteurs A ou N. 26 observations

Les thématiques liées à l'environnement ont été peu évoquées : un contributeur a déposé 3 observations sur la généralisation de l'enterrement des lignes électriques pour préserver les espaces boisés, et la représentante de l'association ERB a demandé la mise en place de zones blanches pour les électrosensibles.

L'habitat n'est pas abordé.

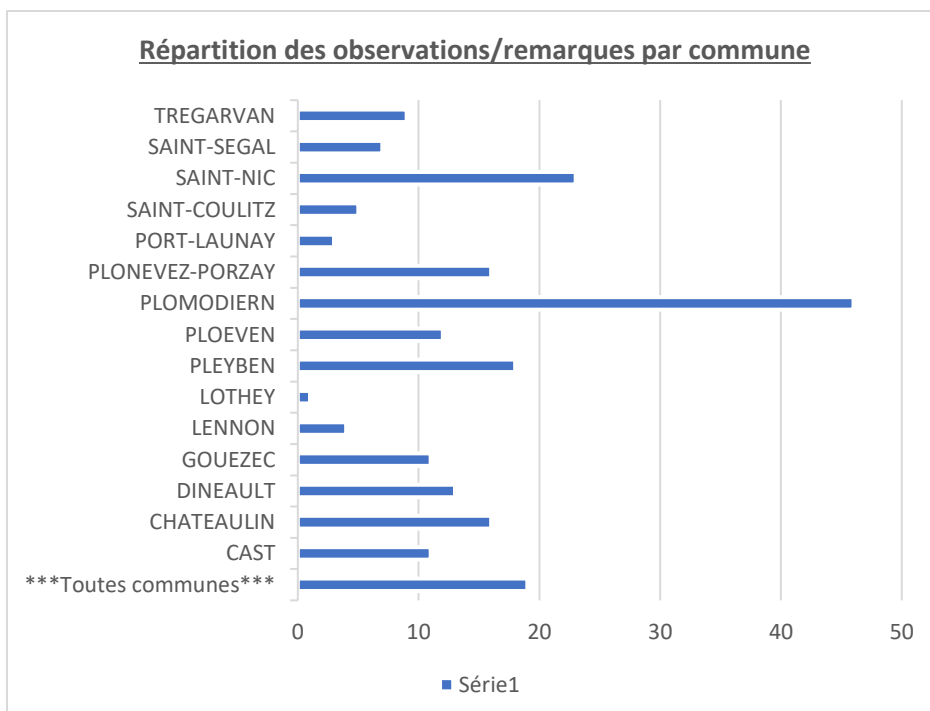
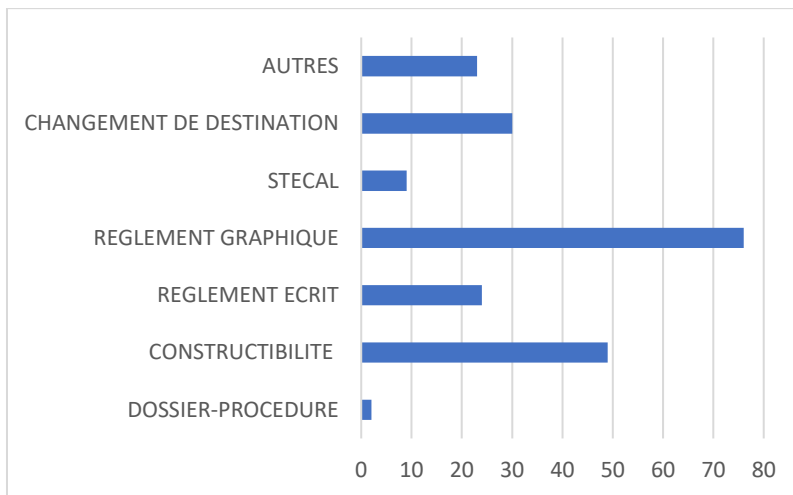
La consommation d'espace est abordée indirectement par la constructibilité et le patrimoine par le changement de destination ou le petit patrimoine local.

Les activités économiques sont également peu évoquées hormis les questions relatives aux campings à la restriction des zones d'activités à Pleyben et aux installations de la carrière de Cast.

Nous avons été particulièrement attentifs à la contribution DEMAT-@-45 qui développe le thème des mobilités douces avec des propositions précises.

Les contributions peuvent aborder plusieurs thèmes, elles ont été scindées en remarques et **214 remarques ont fait l'objet d'un classement.**

#### **Répartition par thèmes :**



THEMES ET SOUS-THEMES	Nb remarques
<b>DOSSIER</b>	<b>1</b>
<b>PROCEDURE</b>	<b>1</b>
<b>CONSTRUCTIBILITE LITTORAL</b>	<b>27</b>
<b>CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N</b>	<b>8</b>
<b>CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)</b>	<b>15</b>
<b>REGLEMENT ECRIT</b>	<b>24</b>
<i>COMPLEMENT</i>	<i>1</i>
<i>HABITAT LEGER</i>	<i>2</i>
<i>RESEAUX</i>	<i>3</i>
<i>TOUTES ZONES</i>	<i>1</i>
<i>ZONE A</i>	<i>7</i>
<i>ZONE N</i>	<i>4</i>
<i>ZONE U</i>	<i>1</i>
<i>ZONES A ET N</i>	<i>2</i>
<i>Autres</i>	<i>3</i>
<b>REGLEMENT GRAPHIQUE</b>	<b>77</b>
<i>AUTRES</i>	<i>10</i>
<i>EMPLACEMENT RESERVE</i>	<i>6</i>
<i>ESPACE BOISE CLASSE Déclassement</i>	<i>5</i>
<i>LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction</i>	<i>12</i>
<i>ZONAGE Contestation</i>	<i>12</i>
<i>ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques</i>	<i>18</i>
<i>ZONAGE Modification délimitation</i>	<i>11</i>
<i>ZONE BLANCHE</i>	<i>1</i>
<i>ZONE HUMIDE</i>	<i>2</i>
<b>STECAL</b>	<b>9</b>
<b>CHANGEMENT DE DESTINATION</b>	<b>30</b>
<b>RISQUES</b>	<b>1</b>
<b>ZONES ECONOMIQUES</b>	<b>2</b>
<b>ENERGIES RENOUVELABLES</b>	<b>1</b>
<b>HABITAT</b>	<b>1</b>
<b>OAP THEMATIQUES</b>	<b>1</b>
<b>AUTRES</b>	<b>17</b>
<i>COMMERCE</i>	<i>1</i>
<i>CONSULTATION SANS OBS</i>	<i>1</i>
<i>ENR</i>	<i>2</i>
<i>HORS PERIMETRE</i>	<i>4</i>
<i>MOBILITES DOUCES</i>	<i>1</i>
<i>PATRIMOINE</i>	<i>1</i>
<i>VOIRIE</i>	<i>4</i>
<i>VOISINAGE</i>	<i>3</i>
<b>Total général</b>	<b>216</b>

## Répartition des thématiques par commune

COMMUNE ET THEME	Nb remarques	COMMUNE ET THEME	Nb remarque
<b>***Toutes communes***</b>	<b>19</b>	<b>PLOEVEN</b>	<b>12</b>
AUTRES	2	AUTRES	3
CHANGEMENT DE DESTINATION	2	CHANGEMENT DE DESTINATION	2
OAP THEMATIQUES	1	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)	1
PROCEDURE	1	DOSSIER	1
REGLEMENT ECRIT	10	REGLEMENT GRAPHIQUE	5
REGLEMENT GRAPHIQUE	2	<b>PLOMODIERN</b>	<b>47</b>
STECAL	1	ASSAINISSEMENT	1
<b>CAST</b>	<b>11</b>	AUTRES	1
CHANGEMENT DE DESTINATION	3	CHANGEMENT DE DESTINATION	5
CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N	1	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL	10
REGLEMENT ECRIT	2	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N	4
REGLEMENT GRAPHIQUE	3	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)	5
STECAL	2	REGLEMENT ECRIT	3
<b>CHATEAULIN</b>	<b>16</b>	REGLEMENT GRAPHIQUE	18
AUTRES	1	<b>PLONEVEZ-PORZAY</b>	<b>17</b>
CHANGEMENT DE DESTINATION	3	AUTRES	2
CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)	3	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL	3
REGLEMENT ECRIT	1	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N	1
REGLEMENT GRAPHIQUE	7	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)	1
RISQUES	1	REGLEMENT GRAPHIQUE	9
<b>DINEAULT</b>	<b>13</b>	STECAL	1
AUTRES	1	<b>PORT-LAUNAY</b>	<b>3</b>
CHANGEMENT DE DESTINATION	2	REGLEMENT GRAPHIQUE	1
HABITAT	1	STECAL	2
REGLEMENT GRAPHIQUE	8	<b>SAINT-COULITZ</b>	<b>5</b>
STECAL	1	CHANGEMENT DE DESTINATION	1
<b>GOUEZEC</b>	<b>11</b>	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N	1
AUTRES	1	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)	2
CHANGEMENT DE DESTINATION	1	REGLEMENT GRAPHIQUE	1
CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N	1	<b>SAINT-NIC</b>	<b>23</b>
REGLEMENT ECRIT	1	AUTRES	1
REGLEMENT GRAPHIQUE	7	CHANGEMENT DE DESTINATION	1
<b>LENNON</b>	<b>4</b>	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL	8
CHANGEMENT DE DESTINATION	2	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)	2
REGLEMENT ECRIT	1	ENERGIES RENOUVELABLES	1
REGLEMENT GRAPHIQUE	1	REGLEMENT ECRIT	2
<b>LOTHEY</b>	<b>1</b>	REGLEMENT GRAPHIQUE	7
CHANGEMENT DE DESTINATION	1	STECAL	1
<b>PLEYBEN</b>	<b>18</b>	SAINT-SEGAL	7
AUTRES	1	AUTRES	4
CHANGEMENT DE DESTINATION	3	CHANGEMENT DE DESTINATION	3
CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)	1	<b>TREGARVAN</b>	<b>9</b>
REGLEMENT ECRIT	4	CHANGEMENT DE DESTINATION	1
REGLEMENT GRAPHIQUE	6	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL	6
STECAL	1	REGLEMENT GRAPHIQUE	2
ZONES ECONOMIQUES	2	<b>Total général</b>	<b>216</b>

## 2- Observations par ordre chronologique

Date	N°	NOM	COMMUNE	THEME	SOUS-THEME	Contenu
26/08/2024	DEMAT-@-2	CORMIER Olivier Rue du Château 29190 GOUZEC	GOUZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Propriétaire de la parcelle 88 constructible et 89 non constructible. Demande modification des limites pour pouvoir construire abri de jardin et garage. Décaler vers le nord dans la continuité parcelle 86 et 87. Plan joint.
26/08/2024	CCPCP-R-1	Peysonnerie Sylvie/Le Coz 65 impasse beg ar palu Tregarvan	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Parcelle ZB 388 inconstructible. Demande reclassement constructible car dent creuse entre 2 bâtis et non exploité par un agriculteur.
26/08/2024	DEMAT-@-1	Anonyme	CAST	STECAL		Demande de STECAL avec modification du zonage Section ZM 0022 au 46 rue Saint Gildas à Cast. Propriétaire sur cette parcelle d'une maison d'habitation, d'une bâtisse en ruine, d'un poulailler désaffecté et terrain. Projet d'installation d'un chalet et de deux roulottes et abris dans un espace arboré avec accès gravillonné ; d'un verger et d'un potager avec modification du zonage dans la zone grise. Plan en PJ
26/08/2024	DEMAT-M-1	Madame Véronique FEREC Quimper	CAST	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de repérage « changement de destination » Bâtiment situé sur la parcelle ZE 109, lieu-dit Kernezet à CAST. Bâtiment de 130 m2, ancienne laiterie et salle de traite des années 70, entouré d'habitations. PJ : courrier de demande, plan cadastral, photos du bâtiment concerné et des bâtiments voisins
27/08/2024	PLOMO-R-1	Madame ROLLAND. 21 Route de Chateaulin. PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de déclassement de « linéaire bocager à protéger » sur la parcelle n°67 en zone U. Il s'agit d'une haie artificielle de laurier palme espèce considérée invasive.
27/08/2024	PLOMO-R-4	Monsieur et Madame BOULET Serge. Meilh Pont Ar	PLOMODIERN	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Parcelle 318 en zone N. Demande de précisions sur les possibilités et conditions d'aménagement de la parcelle 318 (partie haute hors ZH) pour recevoir occasionnellement un camping-car : approvisionnement

		Mor PLOMODIERN				en eau, électricité, respect des règles d'évacuation des eaux usées, consolidation du sol par une dalle).
27/08/2024	PLOMO-R-5	Monsieur J KERSALE 3 Lestrevet PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Parcelles 197/198/205 au lieudit Ti Job (zone agricole) . Contestation du classement en zone A (2AUc au PLU précédent). Demande de constructibilité. Les parcelles sont entourées de constructions, constituent une dent creuse et ne sont pas exploitables en agriculture
27/08/2024	PLOMO-R-3	Monsieur BLOUET Germain. Kerharo. PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Parcelle YH0155 (+ YH0143 et YH0136) en ZA dans le hameau de Kerharo. Demande de construction de logement dans des bâtiments repérés « changement de destination » et précisions sur les possibilités de destinations autres que le logement. La demande concerne les bâtiments 60-61-62. Un projet d'habitation avait été déposé en 1992 pour le bâtiment 61. La parcelle est alimentée en eau, raccordable à l'électricité et reliée à l'assainissement collectif
27/08/2024	PLOMO-R-2	Monsieur GUIDAL Jacques. Maner ar Vern. PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de « changement de destination » d'un ancien corps de ferme sur la parcelle ZL 77. La demande porte sur 2 longères anciennes constituant des éléments de patrimoine à préserver. PJ Photo
27/08/2024	PLONE-R-1	VEIRMAN Michel 1 Keryado 29550 PLONEVEZ- PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Demande de constructibilité en zone A Parcelles 192-193- 194 à Keryado. Propriétaire des parcelles 192-193- 194 à Keryado constructibles avant 2015. Demande la possibilité de construire considérant qu'il s'agit d'une dent creuse.
27/08/2024	PLONE-R-2	Indivision SIBERIL Chateaulin	PLONEVEZ- PORZAY	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité en zone A Parcelle 180 au Bon coin près de Sainte Anne La Palud à Plonevez-Porzay Parcelle située en zone constructible avant 2015. Demande la possibilité de construire considérant qu'il s'agit d'une dent creuse.
28/08/2024	PLEYB-R-1	Madame LE GALL Maryvonne 200, allée du Petit Kervao 29200 BREST	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Demande le classement en zone 1AUH de la parcelle XV 585 (actuellement en zone A) d'une superficie de 198 m2 pour l'intégrer à la parcelle XV 381 (zone 1AUH). Il s'agit de la même unité foncière et du même propriétaire. Plan joint

28/08/2024	PLEYB-R-2	LE SAUX Roger adjoint au maire urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Donne un avis favorable au nom de la commune à la demande de madame LE GALL s'agissant d'une erreur matérielle. Inclure la parcelle dans la zone 1AUH et dans l'OAP
28/08/2024	DEMAT-M-2	Monsieur Matthieu MOREAU Rozellig PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Demande de modification du règlement (p 87 du règlement écrit) pour pouvoir agrandir son annexe de 30m² située en zone agricole, à 50m². Demande que la surface maximale des annexes soit égale à la superficie d'une piscine soit 50 m2. PJ extrait du règlement
29/08/2024	DEMAT-M-3	Jean LE DU	PLEYBEN	ZONES ECONOMIQUES		Regrette que les surfaces disponibles pour l'implantation d'activités sur Pleyben soient insuffisantes pour pouvoir répondre à des opportunités d'installation ou d'extension d'entreprises existantes. Prends acte que le développement du tissu artisanal se fera sur Châteaulin.
30/08/2024	PLOMO-R-6	CORMIER Jean Louis 34 rue St Pol Roux 29000 QUIMPER	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Parcelle ZI 251 14-16 rue Pennale.. Les lineaires bocagers ne correspondent pas à la réalité.
30/08/2024	PLOMO-R-6	CORMIER Jean Louis 34 rue St Pol Roux 29000 QUIMPER	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Parcelle ZI 251 14-16 rue Pennale. Parcelle divisée en deux suite à un PA. N'apparaît pas au zonage. Le périmètre de centralité est à modifier
30/08/2024	PLONE-R-3	HENAFF Marc Tréfuntec PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Interdiction construction loi littoral. Sentiment de spoliation.
31/08/2024	DEMAT-@- 63	Anonyme	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Parcelles YA 302, 21 et 89 à Plonévez Porzay Contestation du classement en zone NI autorisant les hébergements, ce qui constitue un "cadeau et une plus-value à l'exploitant de ces terrains". Demande de reclassement en zone spécifique "interdit aux hébergements".
02/09/2024	<a href="#">DEMAT-@-3</a>	Monsieur Christophe COTTEN	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	RESEAUX	"Observations d'intérêt général » sur les réseaux électriques et de télécom. et leur non adaptation aux risques "aléas climatiques" Le PLUiH peut légalement résoudre cet état de fait."

		Kerandon CONCARNEAU				<p>Demande de modification du règlement écrit : il stipule que « les lignes et réseaux doivent être installés en souterrain chaque fois que les conditions techniques le permettent ». demande d'imposer l'enfouissement dans tous les contextes (zones boisées, voiries) pour éviter les risques tempêtes, préserver les arbres qui stockent le carbone et le paysage. Cet enfouissement doit être imposé pour tous les équipements : nouveaux, existants, et en renouvellement.</p> <p>PJ Courrier explicatif (17 pages)</p> <p>Article OF 2 avril 2021 : formation des salariés EDF sur le changement climatique (2 PJ)</p> <p>Arrêt Cour de cassation 19 juin 2002.</p> <p>Résumé du rapport du GIEC à l'intention des décideurs (3 PJ page de garde et pages 1 et 2)</p> <p>Cahier des charges RTE : dimensionnement géométrique des lignes aériennes HTB (4 PJ 4 pages)</p>
03/09/2024	PLOMO-R-7	LE BERRE Michele 2 lieu dit Treguer 29550 PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Parcelle ZA 7 - Demande rectification linéaire bocager. Les haies n'existent que sur la limite nord.
03/09/2024	PLOMO-R-9	SALAUN 54 résidence Ar Ven Vrick 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conteste un classement en 2AUh d'une partie de la parcelle 10. Souhaite un maintien en zone A. Perte de vue en cas de constructions et voisinage
03/09/2024	PLOMO-R-10	EUZEN Claudine lieu dit Keraléon 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Propriétaire de la parcelle 188 classée en zone 1AUe. Ne souhaite pas vendre son bien. Demande un maintien en zone agricole. Parcelle exploitée. Propose une extension de la zone artisanale sur parcelle 186
03/09/2024	PLOMO-R-8	PENNANEACH Alain lieu dit Keraleon 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Ne comprend pas pourquoi la zone 1 Aue s'étend sur la parcelle 188 plutôt que sur la parcelle 186 qui jouxte la zone artisanale existante

03/09/2024	PLONE-R-4	GARREC Jean Yves Bécherel PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Exploitant agricole de la parcelle ZK 76 classée pour partie en zone 1AUh et A. Zonage déjà existant au PLU actuel. Transmission à son fils. Demande modification de la limite zone A/zone 1AUh selon plan joint pour donner une parcelle plus facilement exploitable. Propriétaires auraient donné leur accord en 2023 et chambre d'agriculture soutiendrait la demande.
03/09/2024	PLOMO-R-8	PENNANEACH Alain lieu dit Keraleon 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Parcelle 19 : classé en A. Demande constructibilité. Terrain en agglomération et bordé de terrains constructibles
03/09/2024	PLOMO-R-11	LE BERRE Albin Kerrien PLOEVEN	PLOEVEN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande pastillage du bâtiment numéro 53 avec une étoile et non un rond.
04/09/2024	DEMAT-M-6	Anonyme	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Demande de précision sur la classification des parcelles YL0219(a,b,c), YL031, YL0220 et YL084. Sont-elles classifiées en zone humide ou en 1AUEc zone à urbaniser à court et moyen terme. Dans tous les cas, opposition à l'urbanisation.
04/09/2024	DEMAT-M-5	Anonyme	PLOMODIERN	AUTRES	HORS PERIMETRE	Quatre dépendances situées sur la parcelle cadastrale YL0214 (numérotées 216,217,218 et 219), ne sont pas et ne seront pas à vendre.
04/09/2024	DEMAT-M-4	Anonyme	PLONEVEZ- PORZAY	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Parcelles 82/83 au bourg de PLONEVEZ-PORZAY Demande de classement d'une partie de la parcelle 2AUh en Uh ou au moins 1AUh Ces deux parcelles ont un accès sur la voie publique, sont reliées au tout à l'égout, et distribuée par l'électricité et l'eau et constituent une "dent creuse". Projet de construction d'au moins une maison pour sa fille handicapée sur la partie 2AUh. Nous demandons donc dans le cadre de cette enquête publique PJ : Extraits du règlement graphique ; du document OAP p124 et de l'échéancier prévisionnel p 125 ; agrandissement sur la parcelle et fléchage de la partie concernée.
04/09/2024	CCPCP-C-1	Madame Anne- Marie BLOUET Kerroc'h CAST	SAINT- COULITZ	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Demande de constructibilité Parcelle ZA10 au lieudit Kerroc'h Vihan à saint COULITZ. PJ : extrait cadastral

05/09/2024	PLEYB-R-3	Monsieur Yoann PAVEC. Penno'ch. PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Demande de reclassement de la parcelle XA-42-43 (classée EBC) en parcelle agricole pour y installer une prairie permanente plus adaptée. M BOICHARD de l'EPAGA confirme qu'elle ne correspond pas aux caractéristiques de l'EBC (friche suite à une déprise agricole avec saules) et qu'une prairie favoriserait la biodiversité. PJ 2 photos végétation.
05/09/2024	CHATE-R-1	Ty HornerBras DINEAULT	DINEAULT	CHANGEMENT DE DESTINATION		Parcelle ZC 12 Ty HornerBras DINEAULT Demande d'étoilage (changement de destination) du bâtiment en face de la maison d'habitation, ce bâtiment n'apparaît pas sur le plan graphique et était précédemment étoilé.
05/09/2024	CHATE-R-2	Indivisions CAMUS et COCAIGN	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité en zone A Intégration des parcelles 358 et 359 à l'OAP n°1 (proximité du bourg, des réseaux, éloignement du bâtiment agricole). PJ Plan cadastral
05/09/2024	CHATE-R-3	Indivisions CAMUS et COCAIGN	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité en zone N Partie Nord de la parcelle proche des habitations PJ Extrait PLUI H avec indication de la partie demandée.
05/09/2024	PLEYB-R-4	Monsieur Jean LE DU	PLEYBEN	ZONES ECONOMIQUES		DOUBLON DE DEMAT-M-003 Regrette que les surfaces disponibles pour l'implantation d'activités sur Pleyben soient insuffisantes pour pouvoir répondre à des opportunités d'installation ou d'extension d'entreprises existantes. Prends acte que le développement du tissu artisanal se fera sur Châteaulin.
06/09/2024	PLOMO-R-12	Madame Muriele LE DOARE 2 impasse de l'Iroise PLOMODIERN	PLOMODIERN	ASSAINISSEMENT	ASSAINISSEMENT	Conteste la construction sur Pors Ar Vag sans la mise en place de structures adaptées pour un assainissement correct
09/09/2024	DEMAT-@-4	Madame AUTRET	PLOMODIERN	REGLEMENT ECRIT	HABITAT LEGER	Questions relatives au règlement écrit (habitat léger) 1 : Le règlement du PLUIH permet-il d'installer un habitat léger (type tinyhouse mobile), et si oui sous quelles conditions : 1) sur un terrain constructible et viabilisé ? 2) sur un terrain constructible et non viabilisé ? 3) sur un terrain non constructible et non viabilisé. 2 : les habitats légers déjà installés (sur terrain constructibles ou non constructibles au PLUIH) avant la mise en service du PLUIH

						<p>pourront-ils être maintenus à partir de la date de validité du PLUIH ?</p> <p>3 : Un habitat léger installé sur une zone A 2024 dans une commune soumise à la loi littoral à proximité d'une habitation existante, et situé à 20M de l'habitation existante et n'excédant pas 20 M2 de surface au sol peut-il être considéré comme une annexe autorisée par le règlement du PLUIH ?</p>
09/09/09	DEMAT-@- 26	Indivision BOURRET	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		<p>Demande de constructibilité. Parcelles YS 202 et YS 263 Chemin de Reluyen à Plomodiern.</p> <p>YS 263 : acquise en 2002 en terrain constructible. Projet de construction pour la retraite d'une maison pour deux couples.</p> <p>YS 202 : projet de construction de 3 maisons écologiques.</p>
10/09/2024	DEMAT-@-7	Anonyme	PLEYBEN	AUTRES	VOIRIE	<p>Salue les efforts d'accessibilité réalisés le long du canal et la qualité des pistes réservées aux vélos et piétons.</p> <p>Regrette l'absence de continuité vers les centres bourgs de Gouezec et de Pont-Coblanc notamment pour les voies piétonnes.</p> <p>Déplore la disparition de tous les commerces et le grand nombre de logements vides et plus entretenus. Comment y remédier ?</p> <p>Hors périmètre de l'enquête :</p> <p>Vitesse excessive dans la zone de circulation à 30Km/h à Pont Coblant, manque de visibilité du panneau quand on arrive de Gouezec. Problème de sécurité et de nuisance sonore avec le passage des poids lourds et tracteurs. Nécessité de collaboration à avoir avec Gouezec pour que la vitesse soit ralentie de manière efficace avant le pont.</p> <p>Suggestion d'amélioration de la signalétique pour mettre en valeur les lieux touristiques (Roche du feu).</p>

10/09/2024	DEMAT-M-7	Madame Gwenaëlle LE BOUDEC Kerdraon SAINT SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	VOISINAGE	Propriétaire d'une maison ancienne sur la commune de St Ségal, hameau de Kerdraon, inquiétudes concernant une parcelle voisine (Parcelle 275 entre le 2 et le 6) Elle comprend une maison à usage d'habitation et une grange agricole en ruine depuis plus de 25 ans, et pour laquelle le propriétaire tente une vente pour rénovation de la grange agricole en habitation principale et destruction de la maison actuelle (risque de mэрule avec demande d'attestation de conformité non reçue). Il n'y a ni eau ni électricité, ni assainissement, ni bornage, la végétation existante a bien poussé et des travaux de remise en état seraient très complexes pour nos propriétés actuelles. PJ dans le corps de l'observation : courrier envoyé début juillet à la CCPCP NDLR : le bâtiment fait partie du recensement changement de destination. (n°21)
10/09/2024	DEMAT-@-6	Mairie de PORT- LAUNAY Monsieur Gaël CALVA	PORT-LAUNAY	STECAL		Afin de pouvoir installer des activités ludiques, un commerce ambulant ou saisonnier ou une activité d'hôtellerie de plein air, il est nécessaire de prévoir un STECAL sur la parcelle AB60 à Guilly Glaz à Port-Launay.
10/09/2024	DEMAT-@-19	Mairie de PORT- LAUNAY Monsieur Gaël CALVA	PORT-LAUNAY	STECAL		Afin de pouvoir installer des activités ludiques, un commerce ambulant ou saisonnier ou une activité d'hôtellerie de plein air, il est nécessaire de prévoir un STECAL sur la parcelle AB60 à Guilly Glaz à Port-Launay
11/09/2024	DEMAT-@-5	Michaël DECODTS 46 rue St Gildas 29150 CAST	CAST	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Demande d'ajout de zone constructible sur la parcelle ZM0022
11/09/2024	DEMAT-@-8	Marie Claude HERVE 142 Route de Bel Air 29560 TREGARVAN	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité des parcelles ZB 214 et ZB 215 les considérant comme faisant partie intégrante du hameau de Goulénez et à ce titre étant dans le périmètre du centre urbain de celui-ci.

12/09/2024	CHATE-R-11	Annaig TREGUER Jahez L'HARIDON Runs ar Puns CHATEAULIN	CHATEAULIN	AUTRES	CONSULTATIO N SANS OBS	Consultation des règlements graphiques et écrits
12/09/2024	PLEYB-R-11	Monsieur Jean- Noël CAM Arc'hann PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conteste le classement en zone humide des parcelles 110-111-131 rue de la Gare à PLEYBEN. Demande que les zones indiquées sur le plan en PJ soient remises en zone constructible comme à l'origine afin d'avoir accès à la parcelle 131.
12/09/2024	CHATE-R-9	ESAT Les Genêts d'Or Jean Paul URIEN 114, impasse du vieux bourg 29150 CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande à revoir le zonage et le règlement car la zone AE ne correspond pas d'une part à l'activité présente sur le site (hébergements, séminaires, restauration) et d'autre part à la dimension touristique qui est un axe de développement du site (hébergement touristique et de loisirs). Souhait de conserver la constructibilité existante et d'avoir une extension sur les parcelles AM 97 et 98 (carrières équestres). Souhait de conserver la vocation hébergement (projet de résidence pour personnes âgées autonomes, structures d'accueil à caractère Medico social). Deuxième remarque sur les conditions d'accès au site. Envisager un second accès par la parcelle AM94 et AM91 au niveau du site dit du Lentocho.
12/09/2024	CHATE-R-7	Monsieur Loïc PERROT 17 Rue de Guilly Glaz PORT-LAUNAY	PORT-LAUNAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de changement de zonage (classement en zone Ae) Propriétaire des parcelles 132-133 à Port-Launay et 265-350 à Saint Segal. Demande de classement en zone AE pour permettre une activité économique. Ces parcelles correspondent à l'ancienne usine DOUX. Terrains artificialisées (bitumés et bétonnés) avec un hangar. Demande de modification du zonage des parcelles 265, 350, 132 et moitié de 133, pour permettre une activité de stockage dans le bâtiment existant
12/09/2024	CHATE-R-6	CORNIC Bernard Roslan 29150 CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Parcelle ZB 67. Demande pourquoi la parcelle n'est pas classée entièrement en zone d'activités économiques mais seulement une bande.

12/09/2024	PLEYB-R-5	Indivision YAOUANC- JACQ GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Propriétaires indivis des parcelles 956-957 à GOUEZEC. 3 bâtiments sont étoilés sur cette parcelle (135-136-137). Projet de rénovation sur le bâtiment 135 (certificat d'urbanisme 029 062 24 00016 du 29 juillet 2024). Demande de confirmation de la possibilité de réaliser une extension de la surface existante et d'ouvrir fenêtres et portes à l'arrière (cf plan). Demande d'information sur les démarches à réaliser.
12/09/2024	CHATE-R-4	DREAU Dominique Kerascoet 29590 St SEGAL	SAINT-SEGAL	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande confirmation usage habitation maison du fermier inhabitée depuis 1983 demande que la longère sous broussailles soit "étoilée" changement de destination. Deux pièces jointes
12/09/2024	CHATE-R-8	VELLY Johann HICHER Gwenaëlle 1 Kermorvan LENNON	LENNON	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'"étoiler" un penty actuellement à usage de garage sur parcelle E 1050 à LENNON. Plan cadastral et photos jointes.
12/09/2024	CHATE-R-10	MIOSSEC Jacques Linrer 29150 St Coulitz	SAIN-COULITZ	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoiler 2 bâtiments sur la parcelle 205 (pièces jointes). Serait acté par la commune mais ne figure pas sur les plans.
12/09/2024	CHATE-R-5	Monsieur Erwan MAHE Kergudon CHATEAULIN	CHATEAULIN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Parcelle ZE0172 n°1 à CHATEAULIN Propriétaire sur cette parcelle d'un bâtiment étoilé pour lequel il a un projet de construction. Les raccordements eau et électricité (+fibre) sont faits. Quelles sont les démarches à effectuer pour réaliser ce projet ?
12/09/2024	DEMAT-@-9	Association IZELLA	SAINT-SEGAL	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'inscription au cadastre de bâtiments au lieudit Traou Izella à Saint Segal (NDLR : plutôt une mise en conformité du plan avec la présence des bâtiments ?).  L'association est propriétaire des parcelles (zone N) et des bâtiments dont un ancien gîte de halage construit au 19ème siècle), situé sur la parcelle 000 ZA 2 et 3 cadastré. Un ensemble de bâtiments anciens en pierre (ancienne ferme, antérieure au 19ème) situé sur la parcelle 000 ZA 05 quant à lui

						n'a pas été indiqué sur le nouveau PLUIH en cours. L'association projette de réhabiliter le hameau "Traon Izella" dans la commune de Saint-Ségal et d'y créer d'activités Le projet est exposé dans la PJ et appuyé par le maire de St Segal). NDLR : Demande d'étoilage des bâtiments ; le projet correspondrait éventuellement à une demande de STECAL
12/09/2024	PLEYB-R-6	SAS Lezalain Lieudit Lezalain PLEYBEN	PLEYBEN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Les parcelles 68-69-74-109 à PLEYBEN sont situées en zone AE (centre équestre). Demande d'étoilage des bâtiments 1-2-3-4-5 (cf plan et photos en pièces jointes). Les bâtiments 1 et 2 correspondent à un futur gîte, le bâtiment 3 à une annexe du gîte et les bâtiments 4-5-6 à des besoins fonctionnels.
12/09/2024	PLEYB-R-7	SAS Lezalain Lieudit Lezalain PLEYBEN	PLEYBEN	STECAL		Au lieu-dit Keryekel à PLEYBEN (zone A) : demande de changement de zonage pour une activité économique ; possibilité de zonage Ae ou de STECAL ? Projet de destruction/reconstruction d'un bâtiment agricole en vue de production d'énergies renouvelables (photovoltaïque et bois déchiqueté). Le projet a reçu le soutien des élus locaux. PJ : présentation du projet ; compte-rendu de la réunion avec les élus ;
12/09/2024	PLEYB-R-8	Indivision YAOUANC- JACQ GOUEZEC	GOUEZEC	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Au lieudit Menez Vrizet à GOUEZEC, demande de constructibilité des parcelles 629-630-631. Elles sont raccordées à l'assainissement, constituent une dent creuse dans le hameau et sont trop petites pour être exploitées.
12/09/2024	PLEYB-R-9	Indivision YAOUANC- JACQ GOUEZEC	GOUEZEC	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoilage de bâtiments sur les parcelles 357-363-358 au lieudit Kerhelvé à GOUEZEC.
12/09/2024	PLEYB-R-10	Madame Jeanne CAM Arc'hann PLEYBEN	PLEYBEN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoilage de la longère située sur la section n°170.à PLEYBEN.

12/09/2024	DEMAT-@-18	Monsieur Yves GUEDES CHATEAULIN	CHATEAULIN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité.</p> <p>Parcelle AB49 située en bordure de la rue des Genêts à Port-Launay.</p> <p>Cette parcelle est divisée en deux zones, une zone boisée en partie haute et une zone en herbe en partie basse, non cultivable. La partie basse, classée en zone UHc, est en bordure de la rue des Genêts et desservie en eau, électricité et assainissement. Elle se trouve dans l'alignement de trois maisons déjà existantes, et une nouvelle construction vient d'être réalisée sur la parcelle AB125 se trouvant en face de AB49. En conséquence il me paraît normal que la partie basse de cette parcelle soit en zone constructible.</p> <p>NDLR : il s'agit vraisemblablement de la parcelle 46 et non 49</p>
12/09/2024	CCPCP-C-4	Madame LE BERRE-AUDREN Au nom de la copropriété AUDRUN-BAUGUEN-LE ROUX	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		<p>Même sujet que CCPCP-0-3</p> <p>Statut de la copropriété des tennis du LEURE, à PENTREZ SAINT NIC.</p> <p>Demande de remise en constructibilité à PENTREZ-SAINT NIC des parcelles AB4 et AB190, terrain considéré comme une dent creuse, considérant l'importance des demandes de terrains constructibles sur la commune.</p> <p>PJ plan</p>
13/09/2024	DEMAT-M-11	Monsieur Cédric FERTIL 29 rue de Paris 29200 Brest	PLOEVEN	AUTRES	HORS PERIMETRE	<p>Le contenu du courrier (contentieux de succession) ne concerne pas l'enquête publique.</p> <p>Demande de suppression de la mention de l'exploitation de Monsieur René Chevalier à Coat Meur PLOEVEN dans la liste des ICPE (Tome 1 du rapport de présentation)</p>
13/09/2024	CCPCP-C-2	Monsieur et Madame PENNANEAC'H 3 Bécherel PLONEVEZ-PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	AUTRES	VOIRIE	<p>Demande de l'aménagement de l'entrée du bourg au niveau de leur domicile : sécurisation de la vie notamment pour les piétons, réduction de la vitesse</p>

13/09/2024	DEMAT-@-11	Monsieur Alexis CHRISTEL Ty Anquer PLOEVEN	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	<p>Demande d'explication sur les zonages zone humide, N , NL, Ns sur des parcelles situées sur les communes de PLOEVEN et de PLONEVEZ-PORZAY</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Délimitation de la zone humide du lieudit Ty Anquer à Ploéven. Pourquoi contourne-t-elle les parcelles 1139 et 1150 à Plonévez Porzay ?</li> <li>- Classement N de la parcelle 180 (Plonévez Porzay) alors qu'elle est rattachée au Camping de la mer à Ploéven classé NL. Serait-il possible que l'ensemble des parcelles appartenant au camping ait la même classification ?</li> <li>- Classement NS des parcelles de 260 à 264 et 253 (PLOEVEN) alors qu'elles sont utilisées en parkings publics. Le seul effet de la classification de ces parcelles en Ns est d'interdire tout travaux d'entretiens.</li> </ul>
13/09/2024	PLOMO-R-21	Thierry PELLO, Domoina ANDRIAMANAN A, Didier ROSPARS, Françoise ROSPARS Moulin de Lézaff DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	<p>Observation sous forme de courrier avec plans.</p> <p>Demande un classement en zone N des parcelles YE 3,4,5,6,7,8,9,10,11,64,70,72,74 et 130 au lieu de la zone NS pour permettre des travaux et extension limitée sur les bâtiments du moulin de Lézaff.</p> <p>Demande suppression de la zone humide et de l'EBC sur la parcelle au sud des batiments.(plans joints)</p>
13/09/2024	PLOMO-R-18	Consorts LAROUR Porsmorean SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	<p>Observation sous forme de courrier</p> <p>Prennent acte du classement de la parcelle 358 en 1Auh mais informe d'un contentieux en cours avec la propriétaire riveraine sur la surface exacte de la parcelle et sa vraie limite. Souhait que l'ensemble de la parcelle soit bien en 1AUh, une fois le contentieux terminé.</p>
13/09/2024	DEMAT-@-10	Madame Michelle AUTRET PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	<p>Possibilité d'installation d'un mobilhome en zone A2024</p> <p>L'installation d'un mobilhome (isolé, non compris dans un établissement de camping) est-elle possible en zone A 2024 ?</p> <p>Au cas où un mobilhome aurait été installé en zone précédemment constructible au regard des documents d'urbanisme en vigueur avant la mise en place du PLUIH, celui-ci devra-t-il être enlevé à partir de la mise en vigueur du PLUIH ?</p>

13/09/2024	DEMAT-@-13	Hélène HUGUENIN LENNON	LENNON	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Souhaite s'assurer que le classement EBC de la parcelle 571 lieu-dit Kermargon est compatible avec les activités "Cirque en forêt" proposées sur ce site. Le but de cette pratique va dans le sens d'un respect de l'espace naturel et boisé. Il est nécessaire de pouvoir procéder à l'entretien du site (débroussaillage, abris...)
13/09/2024	DEMAT-@-12	Mr et Mme SEVERE JEAN LENNON	LENNON	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de changement de destination. Parcelles 0054, 0055 et 0544. Hameau de Quenecadec à LENNON. Bâti est aujourd'hui vacant ou utilisé en annexe de l'exploitation agricole, par le passé utilisé à usage d'habitation. 2J : Vue aérienne et extrait cadastre
13/09/2024	PLOMO-R-13	Monsieur et Madame SAUTRON 3 lieu dit Kérégard PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Observation sous forme de courrier. Propriétaires des parcelles YP 135 et 188 à Plomodiern. Demande le reclassement de leurs parcelles en zone constructible comme aujourd'hui. Pas de vocation agricole du terrain. Habitation sur la parcelle YP 135 et épandage sur la parcelle YP 188. Ont acquis en 2020 un terrain constructible. Souhait de construire une habitation principale neuve plus écologique sur la parcelle YP 188 et rénovation ultérieure de la maison peu économe en énergie de la parcelle YP 135 et la proposer en location à l'année pour une famille. Le chemin qui sépare la future zone constructible de la zone A est entretenu par eux et ne constitue pas une séparation physique avec le village.
13/09/2024	PLOMO-R-17	Monsieur et Madame THEOTEC Louis 5 Ruyen SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Observation sous forme de courrier avec plans. Demande le classement de la parcelle 230 en zone urbaine car elle se situe dans un lotissement. Ne comprend pas le classement de la parcelle 20 à proximité en zone U.
13/09/2024	DEMAT-@-16	MEYER Stéphane et Emilie ST SEGAL	SAINT-SEGAL	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoiler un ancien four à pain sur parcelle 709 en vue d'un éventuel changement de destination
13/09/2024	PLOMO-R-15	LASTENENET Geneviève 2, rue de la Chartreuse 63770 Les Ancizes comps	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande la constructibilité du lot ZK 120 devenu inconstruitible car en ZA. Parcelle viabilisée et assainissement collectif

13/09/2024	PLOMO-R-16	LASTENENET Geneviève 2, rue de la Chartreuse 63770 Les Ancizes comps	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande la réintégration en zone constructible des parcelles 108 à 111 sur Plomodiern
13/09/2024	PLOMO-R-19	M. Mme DEWAEGHEMAE CKER Kerdamoy 29550 St NIC	SAINT-NIC	STECAL		Création d'un golf 9 trous sur une partie des 23 ha de terres autour de la propriété au lieudit Kerdamoy sur la commune de St NIC. Parcelles en zone agricole (ZE 108, AK 61, AI 61 et 3) à mettre en zone NL
13/09/2024	PLOMO-R-20	FEREZOU Jean- Claude 126, route du Ster 29560 TREGARVAN	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande d'intégration d'une quinzaine de terrains constructibles pour le village de Goulénez, sur une commune qui ne compte qu'une habitation nouvelle depuis les années 70, 80 et un bourg d'une dizaine d'habitants à l'année.
13/09/2024	PLOMO-R-22	TREANTON Guy Plomodiern	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Constructibilité de la parcelle 84 (700 m2) viabilisée et située entre deux maisons.
13/09/2024	PLOMO-R-23	LE GOFF André 48, Ave de l'école Navale 29200 BREST	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Constructibilité de la parcelle (3700 m2) YR 218 (à Croaz Diben), actuellement en zone agricole.
14/09/2024	PLONE-R-6	Hervé L'HELGOUALC'H Ty Moal 29180 QUEMENEVEN	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Précise qu'il n'est pas vendeur de la parcelle 120 classée en 1AUh dont il est propriétaire indivis avec son frère. Succession au tribunal judiciaire.
14/09/2024	PLONE-R-5	Jean Claude GIRARD 22 rue de l'Argoat PLONOVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	AUTRES	COMMERCES	Constate la fermeture de nombreux commerces (garage, restaurants) sur Plonevez Porzay et le manque de services en informatique. Propose que la commune s'implique dans la recherche de repreneurs.

14/09/2024	DEMAT-@-15	MEYER Stéphan et Emilie ST SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	PATRIMOINE	Bâtiment d'habitation (parcelle 708) classé comme élément de patrimoine à protéger. Souhaite avoir des informations sur la nature de la protection et les raisons qui ont conduit à cette identification. Souhaite connaître les incidences par rapport à d'éventuels travaux sur le bâtiment.
14/09/2024	DEMAT-@-14	MEYER Stéphan et Emilie ST SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	VOISINAGE	Inquiétudes sur projet de construction du voisin (nuisances travaux, propagation mûre et fibres amiantées).
14/09/2024	PLONE-R-8	LE PAPE Jacques	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conseiller municipal et agriculteur, M.Le Pape ne comprend pas le classement en zone naturelle d'une partie d'une parcelle située "en bas de la Chapelle de St Nicodème" sur Plonevez, laquelle est "travaillée" et cultivée depuis 40 ans !
14/09/2024	PLOMO-R-14	Corentin ROGNANT 4 Ty Nevez Guénané 29460 DIRINON	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande que son terrain n° 169 hameau de Pentrez, commune de St Nic redevienne constructible. Constate la constructibilité près du château d'eau de pentrez. Estime donc que la constructibilité peut s'étendre jusqu'à la route de Manoir Leuré permettant le comblement de plusieurs dents creuses. Réseaux existants.
14/09/2024	PLONE-R-7	LE GAC Yves 1 chemin de Kernafren PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Souhait de l'ancien maire de voir achevé le lotissement créé sous son mandat, lequel a fait l'objet d'une action en justice.
16/09/2024	DEMAT-M-8	Madame Anne LOUSSOUARN	CHATEAULIN	RISQUES		Alerte et demande de dispositifs de protection contre les inondations. Propriétaire de la maison, située au 212 route du Moulin de Kerguestec à CHATEAULIN, à la limite de Saint Ségat et Port Launay (ancien moulin qui jouxte le ruisseau et passe sous la D770 en amont de Port Launay). Maison et jardin inondés lors de fortes précipitations. Le bassin versant de Saint Ségat, a été fortement artificialisé du fait de la construction de la zone d'activité qui ci va s'étendre. Demande de renforcer les dispositifs de protection tels que les bassins de rétention en amont.

16/09/2024	DEMAT-@-17	Indivision BEULLIER	PLEYBEN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité parcelle YE 142 (Zone A) à PLEYBEN La Parcelle YE 142, quartier de la Gare, est passée de « constructible » à « agricole » lors de la dernière révision du PLU de Pleyben.</p> <p>L'exploitation agricole de cette parcelle n'apparaît ni probable, ni possible et nous demandons le retour de cette parcelle YE 142 en zone constructible.</p> <p>PJ « situation générale » 1 et 2 ; photo « Accès », cadastre, photo aérienne</p>
18/09/2024	DEMAT-M-9	Me DOUERIN pour époux DECODTS	CAST	STECAL		<p>Doublon DEMAT--01 Parcelle cadastrée ZM 0022 située 46 rue Saint Gildas à CAST.</p> <p>Contestation du classement en EBC et en zone naturelle et demande de reclassement en zone constructible ou en STECAL.</p> <p>Me DOUERIN rappelle les articles du code de l'urbanisme ainsi que la jurisprudence</p> <p>Classement EBC : la parcelle ZM 022 ne comprend pas de plantations et de végétations de qualité méritant une protection de type EBC : il s'agit d'un terrain essentiellement enherbé comportant quelques plantations et arbres. (cf photos):</p> <p>Classement en zone N :</p> <p>A été jugé illégal le classement en zone naturelle d'une parcelle desservie par différents réseaux publics, située dans le voisinage d'autres constructions (cf jurisprudence citée), ses caractéristiques ne justifient pas un classement en zone naturelle.</p> <p>Les constructions situées sur la parcelle cadastrée ZM 22 (notamment les roulottes et le chalet) sont modestes et ne portent nullement atteinte au caractère naturel du secteur.</p> <p>Madame et Monsieur DECODTS sollicitent la suppression de l'espace boisé classé identifié sur la parcelle ZM 0022 ; l'identification d'un STECAL sur la parcelle ZM 0022 ou son classement en zone urbaine.</p>
18/09/2024	DEMAT-M-10	Mr Mme Dewaeghemaeker Kerdamoy ST NIC	SAINT-NIC	CHANGEMENT DE DESTINATION		<p>Demande de changement de destination d'un bâtiment en complément des demandes antérieures. L'« Ex porcherie » n'avait pas été pris en compte.</p> <p>PJ Plan des bâtiments</p>

19/09/2024	DEMAT-@-21	Monsieur Christophe COTTEN Concarneau	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	RESEAUX	<p>Complément de l'observation DEMAT-@-003</p> <p>Dans l'article du 3 Juin Ouest France(En PJ) le groupe EDF prévoit 200Mds d'€ d'investissement sur les réseaux, il n'y a donc aucun problème pour satisfaire les demandes de l'observation DEMAT-@-003.</p> <p>NDLR : enterrement des réseaux.</p> <p>La demande de la Pref29, de supprimer des EBC des bandes bien plus larges que n'imposent les règlements nationaux est à l'exact opposé des enjeux cités dans l'enquête RTE de juillet dernier (S3REN Bretagne cf PJ) de Juillet. Ces demandes de déclassement n'ont d'autre but que la déforestation de ces EBC, plus simple et plus économique que de modifier les lignes.</p> <p>2 PJ : article OF et évaluation environnementale du S3REN Bretagne).</p>
19/09/2024	DEMAT-@-20	Anonyme	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	<p>Dans le cadre du développement d'un camping, est-il possible d'installer/construire librement des zones de jeux (de types : terrain pétanque, minigolf, jeux gonflables, toboggan, etc..) en zone A ?</p>
20/09/2024	PLEYB-R-13	Monsieur Hubert YAOUANC Kerhervé GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	<p>Parcelles 116-119-120 au lieu-dit Tréguron à GOUEZEC.</p> <p>Parcelles actuellement en friche. Souhaite réaliser un boisement</p>
20/09/2024	PLEYB-R-14	Indivision YAOUANC GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	<p>Demande de modification de la délimitation de l'espace réservé 70 (parcours VTT) au lieudit Menez Vrised.</p> <p>La parcelle 640 est en limite de l'ER et les VVTistes ne respectent pas le limite de propriété et abîment le muret. Demande de décalage vers le sud de la limite de l'ER afin de préserver le bien et ne pas de créer de servitude.</p> <p>La parcelle 637 est un chemin privé en copropriété avec servitude vers la parcelle 620. Elle doit être retirée de l'ER.</p> <p>Parcelles 636-620-632-633 : elles sont exploitées en boisement cultivé et doivent être retirées de l'ER.</p> <p>PJ : Extrait du PLUiH avec indication des parcelles à retirer de l'ER.</p>

20/09/2024	PLOMO-R-28	Anne Marie ROIGNANT 17 place de la mairie PLOEVEN Marie Paule ROIGNANT 164 Hent Lesvern 29170 FOUESNANT	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	Demande d'information sur l'emplacement réservé sur la parcelle ZC 516. Nature de l'équipement, délais de réalisation. Faute d'avoir ces éléments, défavorable à l'ER qui bloque le devenir du terrain et demande sa suppression.
20/09/2024	PLOMO-R-29	Madame LE JOLLEC-TANGUY PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Demande de déclassement de l'espace boisé sur les parcelles ZC 72 et ZC 15 à PLOMODIERN et de classement de la zone en N. Ces boisements ont été réalisés en 1997 pour une exploitation forestière, opération préconisée alors par le CRPF et financée par le fonds forestier national. Lors d'une réunion de la CDNPS en 2013 la représentante de la DDTM a confirmé la mauvaise qualité du peuplement réalisé et le fait que ce peuplement s'est révélé une erreur. Les pins se sont révélés inadaptés au sol et ont été ravagés par la dernière tempête. PJ : Courrier explicatif, compte-rendu de la réunion de la CDNPS Dépôt d'un courrier de 5 pages
20/09/2024	DEMAT-M-14	Monsieur Cédric FERTIL	PLOEVEN	AUTRES	HORS PERIMETRE	En doublon des observations DEMAT- @-025, DEMAT-M-015, Hors périmètre de l'enquête publique
20/09/2024	DEMAT-@-26	Monsieur Cédric FERTIL	PLOEVEN	AUTRES	HORS PERIMETRE	En doublon des observations DEMAT- @-025, DEMAT-M-015, Hors périmètre de l'enquête publique
20/09/2024	PLEYB-R-12	Monsieur Hubert YAOUANC Kerhervé GOUZEC	GOUZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de correction du linéaire bocager sur les parcelles 332-333-334, lieudit Kerhervé : les talus n'existent plus ; PJ : extrait du PLUiH avec indication des linéaires à supprimer.
20/09/2024	PLEYB-R-15	Société CMGO Olivier Guillou Responsable foncier 56 390 GRAND CHAMP	CAST	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression de linéaires bocagers à l'intérieur et au voisinage de la carrière du Hinguer. Les haies n'existent plus (Plan joint)

20/09/2024	PLOMO-R-28	Anne Marie ROIGNANT 17 place de la mairie PLOEVEN Marie Paule ROIGNANT 164 Hent Lesvern 29170 FOUESNANT	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression de la haie bocagère à protéger parcelle ZC 514 car ce sont quelques vieux pommiers. Demande de suppression de la haie bocagère à protéger parcelles ZC 9 et 10 car c'est un simple taillis.
20/09/2024	DEMAT-@-22	Madame Julie-Mary BOEZENNEC 9bis Rue du Porzar Vag PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Parcelles YS 487 et YS 181 à PLOMODIERN Ces parcelles sont classées en zone N (zone naturelle à protéger) dans le projet de PLUIH. Elles sont déjà aménagées en tant que terrain de loisirs (terrain multisports, aire de jeux pour enfants, terrain de pétanque, restauration). Bien que la majorité des installations soient sur la parcelle YS 531, ce terrain fait partie intégrante du camping et est nécessaire à notre activité. Demande de revoir le classement des parcelles YS 487 et YS 181 en zone NI (zone naturelle à vocation d'activités sportives, touristiques et de loisirs). PJ Plan cadastral Géoportail
20/09/2024	DEMAT-M-13	Mesdames Anne CENTUR et Marie-Claire BLOUIN SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification du zonage pour la parcelle AD 138 au lieudit BENIEL à PENTREZ, SAINT NIC : passage d'un zonage NL à un zonage UL comme la parcelle voisine 137. PJ : courrier explicatif et extrait PLU St Nic
20/09/2024	PLEYB-R-15	Société CMGO Olivier Guillou Responsable foncier 56 390 GRAND CHAMP	CAST	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Demande de modification du règlement de la zone A qui autorise l'exploitation de la carrière mais pas celle de l'Installation de Stockage de Déblais Inertes (ISDI). Intégrer une disposition pour permettre les activités d'enfouissement, de dépôt, tri et recyclage de matériaux inertes. (Arrêtés préfectoraux du 2/11/2009 et 5/07/2012). Pièces jointes.

20/09/2024	DEMAT-@-23	Madame Sabrina HASCOUET 11 Kerharo PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité des parcelles YH 199 et 200. Bourg de PLOMODIERN</p> <p>Les parcelles YH 199 et 200 constituaient des zones constructibles dans le PLU de Plomodiern et sont devenues inconstructibles.</p> <p>Demande de constructibilité pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les parcelles sont proches du bourg et raccordées à l'assainissement collectif.</li> <li>- Elles jouxtent une zone 1AUE ouverte à l'urbanisation pour des logements et une zone 2AUE.</li> <li>- Elles sont en continuité d'urbanisation</li> <li>- La prise en compte de ces parcelles dans une zone urbanisable est cohérente avec les orientations du SCOT et du PADD de densifier les bourgs,</li> </ul> <p>Remise en cause de l'extension d'urbanisation (par artificialisation de terres agricoles) autorisée dans le "village" de Croas Diben, en zone d'assainissement non collectif et loin du bourg (zone jouxtant les espaces proches du rivage), alors que le dossier de notification du SCOT précise que "La sensibilité du site est très forte sur ce sujet de l'assainissement qui subit une pression importante en période estivale du fait de la présence de campings à proximité. Ainsi, le document d'urbanisme local devra s'assurer de la capacité épuratoire du secteur avant de prévoir son extension."</p> <p>PJ extrait de l'ancien PLU</p>
20/09/2024	DEMAT-@-24	Madame Sabrina HASCOUET 11 Kerharo PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Doublon de DEMAT-@-023

20/09/2024	DEMAT-M-12	Mesdames Anne CENTUR et Marie-Claire BLOUIN SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité des parcelles 249, 259, 251, 252, 254 (anciennement constructibles) à ST NIC. (SORTIE DU BOURG)</p> <p>Ces parcelles faisaient partie d'un ensemble de 10 lots issus d'une seule parcelle divisée pour un projet de lotissement en 2008. 5 lots repassent en ZA alors qu'ils sont en continuité de l'urbanisation. Ont le projet d'urbaniser à moyen-long terme et demandent la constructibilité.</p> <p>Interrogation sur le fait que des parcelles situées de l'autre côté de la D 63 soient restées constructibles alors qu'il n'y aucune habitation à cet endroit.</p> <p>Demande de modification de l'ER N°6 qui passe dans la parcelle 256 leur appartenant : souhait qu'il soit dévié le long de la « vieille route de Pentrez » ou le long de la parcelle 153 pour rejoindre l'ER n) 7.</p> <p>PJ : courrier explicatif, courrier au Maire et extrait PLU St Nic</p>
20/09/2024	DEMAT-@-25	Monsieur Patrice BOTHOREL Treuscoat Vihan CAST	CAST	CHANGEMENT DE DESTINATION		<p>Demande de changement de destination de 2 bâtiments au lieu-dit Treuscoat Vihan à CAST,</p> <p>PJ extrait du cadastre, photos des deux bâtiments concernés, relevé de biens, indication des parcelles.</p> <p>.</p>
20/09/2024	PLOMO-R-24	Monsieur et Madame DUFLOS 23 Ster an Alé PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité de la parcelle ZK 115 au lieudit Ster an Allé à PLOMODIERN (sortie de bourg)</p>
20/09/2024	PLOMO-R-25	Monsieur Christian LASTENNET 14 Rue de la Villemarqué 29 GUILERS	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		<p>Biens situés à SAINT NIC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande que le bâtiment situé sur la parcelle ZL 62 au 3 Porscarzin à Saint Nic (Pentrez) soit bien reconnu comme une maison d'habitation (taxes foncière et taxe d'habitation fournis ainsi que des photos, mail du centre des finances de Châteaulin confirmant l'imposition pour une maison). Le précédent PLU de Saint NIC n'en avait pas tenu compte.</li> <li>- Demande de constructibilité de la parcelle ZK 120 à Pentrez : elle est située dans le lotissement « les Korrigans » à PENTREZ et entourée de maisons. Le voisinage se plaint du défaut d'entretien</li> </ul>

20/09/2024	PLOMO-R-25	Monsieur Christian LASTENNET 14 Rue de la Villemarqué 29 GUILERS	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité de la parcelle YR 109, Ty Guen à PLOMODIERN
20/09/2024	PLOMO-R-26b	Monsieur et Madame LE BLEIS Yves Lanlean PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de changement de destination du bâtiment au sud-ouest (ancienne étable et porcherie). Parcelle YI 0063. Lieudit Lanlean à PLOMODIERN PJ : 2 Photos
20/09/2024	PLOMO-R-27	Monsieur et Madame MOSCOVITCH Maner Rib PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Demande de constructibilité de la parcelle 202 (521 m2) à Kreac'h Gwennou. PLOMODIERN.
20/09/2024	PLOMO-R-30	Madame LE JOLLEC-TANGUY PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de changement de destination pour une ancienne habitation en pierre sur la parcelle ZR 50 au lieudit Toulhead. L'occupation était effective dans les années 70.
20/09/2024	PLEYB-R-16	Anonyme	PLEYBEN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Le bâtiment repéré 430 ne correspond pas à la photo affichée ou inversement la photo ne correspond pas au plan. Demande de vérification.
20/09/2024	PLOMO-R-26	M. Mme JEGU Jean Francois	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Propriétaire du terrain YS 567. Refus de permis de construire le 23/03/24 sur la base du projet de PLU alors que le terrain est constructible au PLU actuel. Le projet prévoit un reclassement en zone A de l'ensemble du hameau. Sentiment d'injustice par rapport au terrain attenant pour lequel un permis a été obtenu. Recours en cours. Demande un reclassement en U (dent creuse)
20/09/2024	CCPCP-C-5	Bertrand PILLET 199 Rhunez CHATEAULIN	CHATEAULIN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande à retrouver constructibilité de la parcelle C 1056
21/09/2024	CHATE-R-12	Alain MIGNON	TREGARVAN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Propriétaire des parcelles 95-24 et 21. (lieudit Garrec Venn). Demande le classement de la parcelle 21 partiellement arborée en zone A comme actuellement.

21/09/2024	CHATE-R-13	Consorts ROIGNANT René, Michel, Anne PLOEVEN	PLOEVEN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Souhait que son terrain ZC 503 soit classé en zone 1AUH et non en 2AUH. Aujourd'hui entouré d'habitations, il est une contrainte pour l'exploitation agricole (exclu de l'épandage). Demande une constructibilité immédiate vu la situation cohérente avec l'enveloppe urbaine. Courrier d'une précédente demande de 2023 joint.
22/09/2024	DEMAT-@-27	Ronan PATROM 14 rue Neuve CHATEAULIN	CHATEAULIN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoilage de bâtiment parcelle 349 à Chateaulin, Le Gaouennec. Plan et photo joints
22/09/2024	DEMAT-@-28	Ronan MOREAU 94 rue de Varenne 75007 PARIS Anne MOREAU 32 Quai de Béthume 75004 PARIS	SAINT-COULITZ	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande le classement en zone 1AUH de la parcelle ZA 38 au lieudit Kerroch-Bihan enclavé dans une zone construite. Terrain de 2133 m2 équipé et en bordure de voie. Zone A au projet de PLUi.
22/09/2024	CCPCP-C-6	Ronan MOREAU 94 rue de Varenne 75007 PARIS Anne MOREAU 32 Quai de Béthume 75004 PARIS	SAINT-COULITZ	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Courrier de la demande portée au registre numérique @28. Demande le classement en zone 1AUH de la parcelle ZA 38 au lieudit Kerroch-Bihan enclavé dans une zone construite. Terrain de 2133 m2 équipé et en bordure de voie. Zone A au projet de PLUi.
23/09/2024	DEMAT-@-29	Franz PARYS 13 Résidence Kostez Ar Mor PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conteste le zonage 1AUh prévu sur la parcelle YP 22 secteur CROAS DIBEN (OAP/site n°8). Cette extension résulte du classement de ce secteur en "village" au SCoT. Or conteste ce classement (absences de commerces et services, absence de réseau d'assainissement collectif. Pourrait être un SDU permettant une densification mais pas une extension. En tant que riverains directs de la parcelle, conteste densité, impact visuel et la manque d'assainissement collectif.

23/09/2024	DEMAT-@-30	Francois CROZON 9 Domaine de l'ile Huric 56000 VANNES	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Propriétaire sur la commune de Chateaulin des parcelles C 730, 733 et 734. Suite au désir de la commune d'y réaliser de nouvelles installations, sollicite de modifier le zonage concernant ces 3 parcelles. Plans joints.
23/09/2024	DEMAT-@-31	Claude LARVOL Keryar CAST	CAST	CHANGEMENT DE DESTINATION		Parcelle YI 58. Dépendance étoilée. Or selon le demandeur, il s'agit d'une habitation. Demande la suppression de l'"étoilage" afin de faciliter un futur projet de rénovation. Photos Jointes.
23/09/2024	CCPCP-C-3	Indivision AUDRUN- BAUGUEN-LE ROUX PLOMODIERN	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité Copropriétaires des parcelles AB 4 et AB 190 (2719 m2). Terrain en zone 1NA et constructible dans le POS. Cabanon sur le terrain.
24/09/2024	DEMAT-@-34	Madame Nathalie RENARD 38 Yeun Grac PLEYBEN	***Toutes communes** *	AUTRES	ENR	L'encadrement de l'installation des différents dispositifs d'énergie renouvelable, existants ou à venir, est très peu développé.
24/09/2024	DEMAT-@-32	Laure HALNA du FRETAY Avocate Pour le compte de Cyrille ELMKAYES Sarl Manoir de Moellien PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Hotel du manoir de Moellien. Demande suppression de l'EBC qui bloque des projets d'aménagement du site (mini-golf, parcours santé). Demande suppression de la prescription terrain cultivé à protéger (accès, parkings et jardins des chambres). Courrier explicatif et plans.
24/09/2024	DEMAT-@-34	Madame Nathalie RENARD 38 Yeun Grac PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de modification du linéaire bocager. Entre Lost ar Yeun et Yeun Grac (Pleyben) une partie du linéaire bocager n'existe plus, dont une partie depuis très longtemps (signalé en jaune sur extrait de plan, et photos jointes) et l'autre partie (marquée en fuchsia sur l'extrait du plan) a été arrachée en juin 2024. Ces linéaires ont un rôle important à jouer, tant par la

						préservation de la biodiversité que par celle des sols en évitant l'érosion due à l'eau et au vent.
24/09/2024	DEMAT-@-33	Monsieur Jean-Baptiste HENRY Hameau de Kerdraon SAINT SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	VOISINAGE	<p>Opposition en tant que voisin au projet de changement d'affectation de la grange située sur la parcelle n°275 du plan cadastral de Kerdraon (Saint-Ségal) en une maison d'habitation et démolition d'une maison d'habitation sur la même parcelle.</p> <p>Raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- absence de diagnostic mэрule alors qu'il y a une forte probabilité de contamination par ce champignon. Risque de propagation si les travaux ne sont pas réalisés par des professionnels.</li> <li>- protection des maisons du patrimoine breton : La parcelle n°275 se trouve entre deux maisons classées comme maisons du Patrimoine Breton. La transformation de cette grange en habitation ainsi que la destruction de la maison d'habitation pourraient dénaturer le cadre architectural et historique de ce site, mettant en péril l'intégrité visuelle de ce hameau.</li> <li>- Impact sur l'activité locale : activité de chambres d'hôtes dans l'une des maisons adjacentes à la parcelle N°275 compromise par l'ampleur des travaux dans une propriété laissée à l'abandon depuis plus d'une quinzaine d'années.</li> </ul>
24/09/2024	DEMAT-@-32	Laure HALNA du FRETAY Avocate Pour le compte de Cyrille ELMKAYES Sarl Manoir de Moellien PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	STECAL		<p>Hôtel du Manoir de Moellien. Souhaitent la création d'un STECAL sur le périmètre de la zone NI pour d'une part déroger à la limite de 250 m2 sur les extensions (les bâtiments font tous plus de 200 m2) et d'autre part permettre un changement de destination. Si pas possible de créer un STECAL, demande une dérogation à la règle des 250 m2 et une identification des bâtiments pouvant faire faire l'objet d'un changement de destination.</p> <p>Courrier explicatif avec plans</p>

24/09/2024	DEMAT-@-34	Madame Nathalie RENARD 38 Yeun Grac PLEYBEN	***Toutes communes** *	CHANGEMENT DE DESTINATION		A l'heure de la diminution drastique de l'artificialisation des surfaces, pourquoi avoir établi une liste de bâtiments pouvant éventuellement changer de destination. Peut-être que le changement de destination pourrait-être étudié au cas par cas. Certains bâtiments, de caractère, à moins de 1,5 km du bourg de Pleyben, ont été écartés de cette liste (je ne suis pas concernée par la mesure, aucun de mes bâtiments ne peuvent prétendre à un changement de destination).
25/09/2024	DEMAT-@-36	Michel NEDELEC 22 rue Joséphine Pencalet 29100 DOUARNENEZ	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Concernant Lesvren Izella (parcelle 36), le bâtiment est incomplet sur le plan, il en manque la moitié. Photo jointe. Concernant le moulin de Lesvren (parcelle 46), le cours d'eau mentionné au PLU est en réalité plus éloigné des bâtiments (plus de 25 mètres). Photo jointe. La classification mériterait d'être mise à jour entre zone humide et zone boisée.
25/09/2024	DEMAT-@-38	Nathalie et David FALCHIER 11 Kroaz Dibenn PLOMODIERN Dominique LE DUFF Emmanuelle et Yannick TARDIVEL Sophie et Yann BOUCHER	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Contestent le zonage 1AUh prévu sur la parcelle YP 22 secteur CROAS DIBEN (OAP/site n°8). Cette extension résulte du classement de ce secteur en "village" au SCoT. Or contestent ce classement, selon eux contraire aux dispositions de la loi littoral (absences de commerces et services, absence de réseau d'assainissement collectif). Pourrait être un SDU permettant une densification mais pas une extension. En tant que riverains directs de la parcelle, contestent impact visuel et estiment que ce projet leur fait grief.
25/09/2024	<a href="#">DEMAT-@-35</a>	Didier PLANTE Mairie de PLOEVEN	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	A la demande de l'Etat une étude de renaturation de la zone humide de Ty Anquer est lancée par L'EPAD. Cette zone comprend le camping de la mer et des parkings. La commune demande le maintien de la zone NI prévue pour la relocalisation du camping et des parkings nécessaires à la réalisation du projet.
25/09/2024	DEMAT-@-37	Gildas L'HARIDON Dor Venez 29150 DINEAULT	DINEAULT	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'inscription en changement de destination 3 bâtiments lieu-dit Dor Venez, parcelles YI 44, 45 et 54. Demande déjà formulée en 2022. Le conseil municipal de Dinéault a accepté cette demande par délibération du 4 avril 2024. Des photos ont été transmises le 8 juillet 2024. Délibération jointe + courrier

25/09/2024	DEMAT-@-39	Albin LE BERRE Kerrien 29550 PLOEVEN	PLOEVEN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoiler parcelle ZK 31. Selon lui, bâtiment inscrit sur la liste transmise par la mairie lors de la révision du PLU de 2017. S'étonne qu'il ne soit pas reporté vu l'intérêt patrimonial. Rapport de 10 pages justifiant l'étoilage du bâtiment.
26/09/2024	DEMAT-@-40	Anonyme	***Toutes communes** *	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Demande de précision sur la procédure applicable au cas où, postérieurement à la mise en application du PLUiH, une commune souhaite obtenir une modification (y compris mineure) de son zonage.
26/09/2024	DEMAT-M-19	Maître JOSSELIN Conseil des consorts GUEGUENIAT SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Demande de correction du règlement graphique : Parcelles ZK 162, ZL 19, ZL 25 sur un élevage porcin sis Pors Ar Goff. SAINT NIC Demande d'indication des lagunes et équipements de la station d'épuration qui étaient indiqués au PLU de 2017. (Plans à l'appui).
26/09/2024	DEMAT-M-18	Madame Anne LAUMONNIER Atelier Lann LA ROCHE- BERNARD	SAINT-NIC	REGLEMENT ECRIT	COMPLEMENT	Concepteur paysagiste, membre de l'équipe de maîtrise d'œuvre mandatée par la mairie de Saint Nic pour les études de rénovation du Chemin des Dunes à Pentrez. La charte des terrasses et des devantures pour les commerces dont le pas de porte et la terrasse donne sur le chemin est en cours de finalisation. Demande que ce document soit mentionné dans le règlement du PLUi-h, sur le secteur de l'agglomération de Saint Nic.
26/09/2024	DEMAT-@-46	Monsieur Mickaël BOUGUYON PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Signalements et demandes de modifications du règlement graphique : EBC - Parcelle ZK 62 : elle est classée dans vos documents en zone boisée, or c'est une parcelle agricole ; lié à la tempête, le propriétaire fait du bois de chauffage avec les arbres tombés. Sur cette même parcelle, dans le cadre du programme d'action volontaire de la baie de Douarnenez, il a été stipulé qu'elle ne comprenait pas de zone humide ou de cours d'eau en date du 27/03/2024. - Pourquoi les parcelles ZK 59, ZK 63, ZK 65, qui sont limitrophes et non exploitées, ne sont-elles pas classées ? - Sur la parcelle YK 157, vous n'avez pas bien dissocié sur le plan le numéro 184 : celui-ci comprend une maison et une longère attenante qui devraient être distinguées.

26/09/2024	DEMAT-@-50	Monsieur Pierre BERNARD 1 Cosquinquis PLONEVEZ-PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Demande de rectification du règlement graphique : Une parcelle de 1 hectare à Keroutous est classée en tant que bois, alors qu'il s'agit d'une parcelle cultivée depuis toujours (photo en PJ).
26/09/2024	DEMAT-@-46	Monsieur Mickaël BOUGUYON PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Signalements et demandes de modifications du règlement graphique : Linéaires bocagers : - Entre ZI 227 et ZI 53 : la haie transversale en haut de parcelle n'existe plus - Entre YL 38 et YL 37 : la haie n'existe plus - Parcelle YK 117 : les arbres en périphérie ont été abattus pour raison de sécurité sur demande des services d'EDF - Parcelle YK 39 : la haie bocagère est du mauvais côté de la parcelle. Suite au passage de la tempête CIARAN, cette parcelle sera remise en herbe - Parcelle YK 03 : les arbres en périphérie ont été abattus pour raison de sécurité suite au passage de la tempête CIARAN
26/09/2024	CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression de linéaires bocagers des parcelles 268, 109, 162
26/09/2024	DEMAT-@-45	Monsieur Jean-Marie GUYADER PONT DE BUIS LES QUIMERCH	***Toutes communes** *	AUTRES	MOBILITES DOUCES	Mobilités douces. Le projet manque d'ambition et de projets concrets. Les mobilités douces sont évoquées à quelques reprises (pages 2, 10, 25, 28 du PADD) mais de façon insuffisante et avec une vision utilitariste. Il manque un réseau de cheminements doux à taille humaine pour les habitants et les visiteurs. Les indications sont trop floues et les emplacements réservés ne concernent que 6 communes et ne permettent pas des voies en site propre. Demande d'étudier les liaisons suivantes : entre le bourg de Plonévez-Porzay et le sud de la commune ainsi que vers Tréfeuntec, sur le secteur de Pont Réal à saint Segal, entre le bourg de Pleyben et la frange nord de la commune et également

						<p>le lien Lothey – Gouézec entre les villages de Poulhazeg et Lezvreac’h, la jonction du chemin de halage du canal de Nantes à Brest entre Saint-Ségal et Pont-de-Buis lès Quimerc’h (via Rospirion, Traon Izella et le bois du Roscoat), le lien entre le bourg de Ploéven et l’espace côtier de cette commune, le lien entre le sud de la commune de Gouézec et celle de Briec (secteur Kerlann vers Hellen).</p> <p>La création de nouvelles liaisons douces dans les secteurs ruraux où elles ont été détruites dans le courant du XXème siècle mériterait une attention toute particulière. Il conviendrait d’assurer une meilleure prise en compte des besoins en randonnée pédestre et cheminements doux à l’échelle de l’intercommunalité et vers les itinéraires existants dans les EPCI adjacents et de préciser les liens avec le plan départemental des itinéraires de randonnées pédestres (PDIPR).</p> <p>Proposition concrètes pour la traversée du canal de Nantes à Brest : passerelles au niveau des écluses, pont piéton sur le viaduc de la RN 165, passerelle mobile activée par les usagers.</p>
26/09/2024	DEMAT-M-15	Consorts QUERE Garlazan GOUEZEC	GOUEZEC	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Requête déposée au nom de l'avocate Estelle DOUERIN. Parcelle AC 249 rue du château cité de l'Aulne, lieudit Garlazan. Permis d'aménager délivré en avril 2022 pour 19 lots. Travaux démarrés et interrompus car la commune ne souhaite pas réaliser les travaux d'extension de réseau d'eau potable. Contestent le classement pour partie en zone UHc et l'autre en A. Erreur manifeste d'appréciation selon l'avocate. Prolongement zone urbanisée et absence de potentiel agricole. Demande retour en zone U. Courrier et plans.</p>
26/09/2024	DEMAT-@-50	Monsieur Pierre BERNARD 1 Cosquins PLONEVEZ- PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	<p>Demande d’inconstructibilité de parcelle Opposé au classement en terrain constructible de la parcelle limitrophe du bourg (voir photo parcelle bourg), qu’il exploite. (OAP n°3 en 2AU).</p>
26/09/2024	CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	<p>Demande d'explication du classement du haut des parcelles 9_10-11-12 à la Croix du Guilly DINEAULT en zone à protéger.</p>

		Lor 29150 DINEAULT				
26/09/2024	CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification de zonage de la parcelle 53 (zone N) à Kerricard DINEAULT : passage en zone 1AUe ou Ae pour une création de plateforme de valorisation des matériaux inertes issus du BTP
26/09/2024	CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification de zonage de la parcelle 268 (zone N) à DINEAULT : passage en zone 1AUe ou Ae car liée à son activité économique
26/09/2024	DEMAT-@-41	Monsieur Morgan LEBAUT ARGOL	CAST	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONE HUMIDE	Contestation de classement « zone humide » des parcelles ZK 60 et YI 20 à CAST. Pour preuve : ces terres sont exploitées en céréales, colza, féverole et pommes de terre, cultures incompatibles avec les zones humides Un consultant indépendant a réalisé des carottages sur ces zones et conteste le caractère ZH (numéro joint). PJ : Photo du carottage.
26/09/2024	DEMAT-M-19	Monsieur et Madame Miranda LACARIN 139 Gouesnarc'h SAINT COULITZ	SAINT- COULITZ	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONE HUMIDE	Approbation de la protection Zone humide Propriétaires au lieudit Gouesnarc'h à SAINT COULITZ de parcelles d'un total de 7ha23a58ca classées en zone humide dont certaines sont louées à un agriculteur. D'accord avec le fait que ces lieux ne sont pas appropriés pour un développement d'urbanisation. Remarque sur les conditions d'entretien : la Smatah intervient de façon ponctuelle et insuffisante côté canal ce qui a des conséquences sur la partie basse des parcelles.
26/09/2024	DEMAT-@-43	Anonyme	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Remarque sur le règlement écrit : - En zone N, la hauteur des extensions n'est pas précisée. Quelle règle appliquer ?

26/09/2024	DEMAT-@-42	Anonyme	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	ZONES A ET N	Remarques sur le règlement écrit : -Zone A et zone N : ne sont réglementées que les annexes non accolées à l'habitation. Qu'en est-il des annexes accolées à l'habitation ? -En zone A et en zone N, la rédaction de l'article relatif à l'emprise au sol (2.1.4) est ambiguë, car elle suggère que l'emprise au sol pourrait ne pas être réglementée. -En zone A et en zone N, le PLU de Saint-Nic dispose que pour les habitations de plus de 250m <sup>2</sup> de surface de plancher, une extension peut être autorisée si elle est réalisée dans les bâtiments existants, sans création de logement nouveau. Il pourrait être intéressant de reprendre cette règle dans le règlement du PLUiH.
26/09/2024	DEMAT-M-17	Jean Michel et Maryvonne TREANTON Magalie TREANTON Stéphanie TREANTON Creac'h Guennou PLOMODIERN Christophe TREANTON	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Contestent classement en zone agricole parcelle YS 524. Permis obtenu pour 3 maisons en 2004. Une seule a été bâtie. Transmission familiale. Souhait de poursuivre le projet de construction Terrain situé dans un hameau urbanisé et raccordé aux réseaux. Ne comprennent pas le projet de PLU qui classe des terrains agricoles en zone constructible (parcelle YE 9 citée en exemple) et à l'inverse des terrains constructibles en zone agricole qui sont inexploitable et situés dans des hameaux. Pourquoi ne pas utiliser des dents creuses plutôt que réaliser des extensions urbaines sur terres agricoles. Documents joints.
26/09/2024	DEMAT-@-44	Anonyme	TREGARVAN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Inventaire des bâtiments susceptibles de changer de destination. TREGARVAN. Numéro sur le plan : 20, Parcelles cadastrales ZC0251 et 0252 et pas seulement 0252. Les bâtiments susceptibles de changer de destination ne sont pas seulement ceux figurant sur la photo de votre plan, il y a en réalité 4 bâtiments concernés. Ce corps de ferme à la forme d'un U et il n'y a à l'heure actuelle aucun espace entre les bâtiments. L'emprise au sol totale de ces bâtiments est d'environ 370 m2. PJ photos des bâtiments concernés.

26/09/2024	DEMAT-@-45	Monsieur Jean-Marie GUYADER PONT DE BUIS LES QUIMERCH	***Toutes communes** *	PROCEDURE		Dossier et procédure Salue le travail engagé par les différents acteurs. Regrette la durée trop courte de l'enquête au vu de l'importance du dossier.
26/09/2024	DEMAT-M-19	Maître JOSSELIN Conseil des consorts GUEGUENIAT SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		<p>Demande de constructibilité des parcelles AD 0155, AD 1056, AD 0157 (ex 140) situées en front de mer, ZL 0355 et ZL 0356 situées en bordure de lotissement, dans le village de Pentrez à SAINT NIC. Ces parcelles étaient toutes classées en zone constructible dans le PLU de 2009 ; dans le PLU de 2012, les parcelles ZL 0355 et 356 faisaient partie d'une OAP dans le secteur de Pors Moreau ; en 2017, elles étaient classées en zone naturelle, restreignant toute possibilité d'urbanisation.</p> <p>Le projet de PLUiH maintient ce classement alors que les terrains voisins ont un classement plus avantageux.</p> <p>La demande de constructibilité s'appuie sur les arguments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Incohérence du classement avec l'environnement (continuité de Pentrez, constructions de part et d'autre) et l'équipement en réseau.</li> <li>- Situation d'enclaves dans des espaces urbanisables.</li> <li>- Le Scot du pays de Chateaulin-Porzay reconnaît la possibilité de construire dans la continuité de Pentrez défini comme agglomération et village.</li> </ul> <p>Indication d'un bâtiment qui n'existe plus sur une propriété voisine.</p>

26/09/2024	DEMAT-@-47	Monsieur Christophe TREANTON Kerherry CAST	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL	<p>Demande de constructibilité pour la parcelle YS524 à PLOMODIERN</p> <p>La parcelle YS524 a été classée en zone agricole alors qu'elle devait accueillir un projet de construction pour lequel une demande de permis de construire a été déposée le 24 décembre 2003 et acceptée le 23 janvier 2004. Les trois maisons prévues sur le terrain familial avaient pour objectif d'être transmises aux trois enfants de Monsieur et Madame TREANTON Jean-Michel mais à ce jour, une seule maison a été bâtie.</p> <p>En 2014, la maison existante et le terrain nous a été transmise aux enfants qui souhaitent reprendre projet. Ils contestent le classement en zone agricole pour les raisons suivantes : le terrain fait partie d'un hameau existant et urbanisé ; la voirie, l'accès direct au terrain et les raccordements divers (eau, téléphone, électricité) existent ; le projet ne nuira pas à la sécurité des habitations se trouvant à proximité, ni à la salubrité du hameau ; son impact environnemental ne sera pas plus important, voire moindre, que la construction qui se fait actuellement au bord de la plage de Porz Ar Vag (cf. plan de situation joint).</p> <p>Vouloir protéger le littoral et limiter l'urbanisation est parfaitement compréhensible mais certaines décisions sur le classement des parcelles sont complètement insensées et incohérentes : reclassement de parcelles agricoles exploitables (YE 009) en terrains constructibles à Plomodiern, et à l'inverse, classement de terrains constructibles en agricoles alors que non exploitables car trop petits et se situant dans des zones urbanisées.</p> <p>Pour lutter contre la réduction des terres agricoles, il faudrait laisser constructibles les terrains disponibles dans les hameaux et les lotissements, et proches des centres bourgs.</p> <p>PJ : vue aérienne, projet de construction, demande de permis de construire de 2003</p>
------------	------------	--	------------	------------------------------	--

26/09/2024	DEMAT-@-48	Monsieur Christian LASTENNET 3 Pors Carzic SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		<p>Demandes relatives aux parcelles ZK120, YR109, ZL62 et ZL233 à SAINT NIC</p> <p>Complément observation PLOMO-R-25</p> <p>Maison située 3 Pors Carzic (parcelle ZL62) : demande que ce bâtiment soit considéré comme une maison d'habitation conformément à sa situation fiscale et que la parcelle ZL233 soit associée à la parcelle ZL62 comme terrain bâti du fait qui s'y trouve le système d'assainissement de la maison.</p> <p>Terrain à Pentrez (parcelle ZK120) dans le lotissement des Korrigans : demande de constructibilité car situé entre deux maisons, viabilisé et prêt à la construction de plus problèmes de voisinage pour son entretien.</p> <p>Terrain à Plomodiern (parcelle YR109) : demande de constructibilité car la zone de Ty Gwen, à proximité de la parcelle, est déjà une zone urbanisée et ne semble pas subir la loi littorale.</p>
26/09/2024	DEMAT-@-49	Madame Odile LE BERRE PLOMODIERN	***Toutes communes** *	CHANGEMENT DE DESTINATION		<p>Changement de destination</p> <p>L'ambiguïté de la légende du règlement graphique entre étoile et rond laisse penser que seuls les "élément de patrimoine à protéger" peuvent changer de destination alors que de nombreux bâtiments dans les anciennes exploitations pourraient se transformer en logement. Le changement de destination permettra la valorisation touristique et diminuera l'artificialisation.</p>
26/09/2024	DEMAT-@-51	Monsieur Thierry PELLO DINEAULT	DINEAULT	HABITAT		<p>Réflexions sur les restrictions du PLUiH sur l'habitat et les activités économiques pour les communes rurales.</p> <p>Surpris de l'étendue des restrictions pour quasiment toutes les zones en dehors de la zone U du centre bourg. Où vont s'installer les repreneurs des exploitations agricoles ? Pourront-ils recruter des salariés prêts à accepter les contraintes du travail agricole sans pouvoir loger à proximité ? Avec toutes les restrictions imposées, compte tenu de la quasi impossibilité de faire évoluer le bâti existant, couplé à une pyramide des âges montrant une forte proportion de retraités, qui acceptera de vivre dans leurs maisons après leur départ ?</p> <p>Surpris des faibles surfaces prévues dans le PLUi-H, pour les</p>

						<p>activités économiques, du moins au niveau de Dinéault, et des restrictions qui s'y appliquent. Où implanter des activités génératrices d'emploi, y compris de transformation locale des productions agricoles ?</p> <p>La conservation du caractère rural et agricole est louable mais les restrictions aboutiront à l'abandon des maisons isolées dont la rénovation énergétique sera trop coûteuse, ce qui réduira d'autant l'offre de biens habitables, et ne fera qu'aggraver la crise du logement. Qui entretiendra les abords de ces maisons abandonnées ? Les personnes qui habitent en habitat dispersé ne sont pas de dangereux destructeurs de milieux naturels, ce sont dans leur grande majorité des « conservateurs du patrimoine » qui entretiennent celui-ci à leurs frais.</p> <p>Il faudrait au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettre que les exploitants agricoles puissent se loger à proximité immédiate de leur exploitation dans les zones et qu'il puisse exister, 2 voire 3 logements par exploitation pour permettre à deux générations d'exploitants de vivre sur leur exploitation.</li> <li>- Ne pas limiter autant les possibilités d'extensions mineures et d'aménagements pour les constructions existantes.</li> <li>- Faciliter la division de « grandes maisons » en plusieurs logements plus petits (ce qui ne consomme aucune surface...</li> </ul>
27/09/2024	CCPCP-R-14	Monsieur et Madame L'HARIDON Dor Venez DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Faire figurer sur les plans les bâtiments existants sur les parcelles Yi54 et Yi 45, et le bâtiment en rénovation sur la parcelle Yi 54 PJ : courrier explicatif, plan annoté, délibération du conseil municipal de Dinéault du 4 avril 2024.
27/09/2024	CCPCP-R-8	Morgane MENECE Conseillère municipale DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	<p>Manque certains batiments "étoilés", notamment à Dornevez et Ty Hornece.</p> <p>La limite des Espaces Proches du Rivage a été modifiée par rapport au PLU actuel.</p> <p>Supprimer ER n°61 car une construction est présente sur la parcelle et ne permet pas la réalisation du projet.</p>

						Intégrer l'Aire Terrestre Educative en zone US comme l'école et non dans l'OAP n°2 destinée pour du logement.
27/09/2024	DEMAT-@-58	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	S'interroge sur la classification A 2024 sur les transactions immobilières à savoir si il y a obligation d'une consultation de la SAFER sur une vente de maison individuelle située en zone agricole mais n'ayant pas d'activité en lien avec une exploitation.
27/09/2024	DEMAT-@-60	Marcel TOULGOAT 5 La Gare LENNON	LENNON	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Considère également que les hameaux dont l'artificialisation est déjà faite pourraient être urbanisables sur les dents creuses en dehors du simple inventaire des bâtiments susceptibles de changer de destination.
27/09/2024	CCPCP-R-12	Madame Danielle LE PANN Monsieur Gérard LE BRIS 12 Menez Vrised GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT T RESERVE	Opposition à l'espace réservé « VTT » Propriétaire de la parcelle 618 située dans cet ER et desservie par une servitude sur la parcelle 617, riveraine de l'activité (maison sur la parcelle 674 en lisière du GR 34). Le projet d'espace VTT représente des nuisances pour les riverains, la dégradation des lieux par les passages, et contraires à l'objectif de protection des milieux et de la biodiversité.
27/09/2024	CCPCP-R-9	Aurélien HUGAIN Kermerien PLOEVEN	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT T RESERVE	Concernant l'emplacement réservé n°20 porté sur la parcelle 46, et n'ayant pas été informés, souhaitent avoir des précisions sur cet ER et sont défavorables à la destination prévue. (Aménagement d'un espace public paysagé)
27/09/2024	DEMAT-M-23	Annie KERHASCOET Maire 12 rue du Menez Hom SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT T RESERVE	La commune de Saint Nic demande : - la suppression de l'ERV2 existant réalisé et inscription d'un ERV2 du chemin des Dunes à la route de Bénél quartier Menez Bichen (voie verte). - la création d'un ERV4 du chemin des Dunes quartier Dour Vrut à la route de Bénél (voie verte) - la transformation du tracé ERV7 du bourg à Cosquérou.
27/09/2024	DEMAT-@-52	Madame Cécile NAY Maire de la commune de GOUEZEC	GOUEZEC	AUTRES	ENR	Règlement A l'heure de la loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables qui fait de la planification territoriale des énergies renouvelables une priorité, la commune de Gouézec déplore que les zones de protection de captages à faible potentiel agricole ne

						puissent être utilisées pour implanter des panneaux photovoltaïques.
27/09/2024	DEMAT-@-59	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	HABITAT LEGER	Apporte une proposition de règlement adapté aux habitats légers ou réversibles en complément à l'observation @ 54
27/09/2024	PLOMO-R-31	Monsieur et Madame Jean-Christophe MARCHADOUR May Goug PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression linéaire bocager en bordure de route sur la parcelle ZB 101 (arbres détruits par la maladie).
27/09/2024	PLOMO-R-34	Madame Sylvie HENAFF Keravel-ar-Goulit PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression du linéaire bocager sur la parcelle YS 464 O2. Ce linéaire n'est pas en bordure mais au milieu de la parcelle et a été décimé par la tempête Ciaran.
27/09/2024	DEMAT-@-57	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande modification du linéaire bocager à Maez Gouez entre parcelles ZB 118/121 et ZB 82 car disparu en partie. Plan et photos joints.
27/09/2024	DEMAT-@-53	Monsieur Christophe COTTEN Kerandon CONCARNEAU	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	RESEAUX	Complément observations DEMAT-@-3 et DEMAT @-21 Ni EDF, (Enedis, RTE) pas plus que les opérateurs télécom n'ont pris la peine d'émettre la moindre contestation à mes observations du 2 et du 19 Septembre, elles en avaient la possibilité. Il n'y a donc pas d'obstacle pour en tenir compte Nous payons déjà la facture de l'inaction par le biais de tous nos contrats d'assurance, sans omettre les coûts publics de réparation ou d'aménagement des infrastructures. PJ la Une d'Ouest France de Patrice MOYON du 25 Septembre 2024
27/09/2024	CCPCP-R-8	Morgane MENEC Conseillère municipale DINEAULT	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	TOUTES ZONES	Fait état d'un certain nombre de remarques sur le règlement. (Zones UH, UE, US, A, N et UL)

27/09/2024	CCPCP-R-15	Olivier LAUTROU Ty Gamevet DINEAULT	DINEAULT	AUTRES	VOIRIE	En tant que riverain, soulève une vitesse excessive sur la VC5 et souhaite des aménagements de sécurité. Souligne un problème sur le seul point de collecte des eaux de ruissellement se situant à 800 mètres du centre bourg.
27/09/2024	DEMAT-@-61	Pierre COMBAZ SAINT NIC	SAINT-NIC	AUTRES	VOIRIE	Circulation sur la route du bord du mer : propose de limiter seulement ponctuellement les stationnements pour laisser 1,20 mètres à la circulation des piétons. (GR 34). Préférable à l'aménagement de stationnement sur les zones naturelles. Met en avant des difficultés de circulation en été sur la route littorale entre Pentrez et Plonevez Porzay et des problèmes de sécurité. La réflexion et les aménagements ne devraient t'ils pas être portés par la CCPCP ?
27/09/2024	DEMAT-@-52	Madame Cécile NAY Maire de la commune de GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Demande de modification du zonage : La parcelle AC 162, située 1, rue Park an Dour est située à proximité d'une cavité ardoisière située sur la parcelle AC 163. Nous préconisons de ne pas ouvrir à la construction la partie Sud de la parcelle A162 ainsi qu'une bande à proximité immédiate de la parcelle AC 163 à l'Est de la parcelle AC 162. Il s'agit d'un problème de sécurité car la cavité est profonde. Nous émettons un doute sur la constructibilité de la parcelle AC 27 à Pont-Coblant. Cette parcelle est constituée d'un apport ardoisier et surplombe un accès au bord du canal.
27/09/2024	CCPCP-R-4	Monsieur Rémi CARPENTIER Maire de TREGARVAN	TREGARVAN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification du zonage Inclure dans le projet du bourg, une partie de la parcelle ZA63 qui sera achetée par la commune pour la construction d'un atelier communal. PJ : Plan de la commune avec indication de la parcelle concernée, vue Géoportail, relevé de biens.
27/09/2024	CCPCP-R-5	Monsieur Mikaël NICOLAS SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification de zonage pour la parcelle ZB 233 à SAINT NIC. Monsieur NICOLAS exerce une activité artisanale sur cette parcelle depuis 2013 et demande son classement en zone AE (et non N). Demande appuyée par Madame la Maire de Saint Nic. PJ : courrier explicatif, plan cadastral et dossier de vente.

27/09/2024	CCPCP-R-6	Monsieur Raymond FEILLANT CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	<p>Demande de modification de zonage des parcelles ZB 210, ZB 212 et ZB 213 à CHATEAULIN.</p> <p>Demande de classement de ces parcelles en zone AE (et non A). Monsieur FEILLANT dans la suite de son activité agricole exerce sur ces parcelles et dans ses bâtiments une activité de stockage et de prestation de services aux entreprises voisines depuis 2006. Cette activité profite aux nouveaux arrivants et bénéficie à la CCPCP.</p> <p>Le classement en zone A dans le précédent POS n'est plus adapté, la restructuration des bâtiments étant indispensable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bâtiment 2 : construction de bureaux en dur en remplacement d'un Algeco</li> <li>- Bâtiment 3 : nécessité de division de la surface</li> <li>- Bâtiment 4 : doit être rasé et reconstruit.</li> </ul> <p>A noter l'arrêt définitif de l'activité agricole voisine (élevage de porcs).</p> <p>PJ : Courrier explicatif et plan des bâtiments.</p>
27/09/2024	CCPCP-R-2	Gaëlle NICOLAS Maire de Châteaulin	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	<p>Reprend les mentions inscrites dans la délibération du conseil municipal du 11 avril 2024.</p> <p>Souhaite la création d'une zone US sur les parcelles C 730,733 et 734 pour l'implantation d'un équipement public et y interdire la construction de logements, d'hébergements et d'entrepôts.</p> <p>Demande à identifier arbres classés, talus plantés et alignements d'arbres et espaces verts au titre des éléments naturels à protéger. (Article L 151-23)</p> <p>Demande la rectification du zonage du PPRI au niveau der la ville Jouan.</p>
27/09/2024	CCPCP-R-13	Jean GUEGUENIAT Pors Ar Goff ST NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	<p>Dépôt du courrier de son avocat transmis par mail . M-19</p> <p>Demande le report des deux lagunes sur les plans. (parcelles ZK 172, ZL 19 et 25).</p>
27/09/2024	DEMAT-@-56	Anthony NORMANT Normant Agencement	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification	<p>Demande le classement de la parcelle YA 73 Pont Ars Goff correspondant à son activité artisanale compte tenu du permis de construire accordé en janvier 2024 pour un changement de destination d'un bâtiment agricole pour un bâtiment de</p>

		171 rue de la Croix SAINT COULITZ			pour activités spécifiques	menuiserie et bureaux. Demande également une adaptation pour pouvoir développer un projet de logements pour personnes âgées pour les personnes de la commune et en lien avec la mairie.
27/09/2024	DEMAT-M-23	Annie KERHASCOET Maire 12 rue du Menez Hom SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	La commune de Saint Nic demande : - le changement de zonage de la parcelle ZB 233 pour un commerce situé en zone N. Classement en AE. - le classement en zone NL des terrains de Kerdamoy pour un golf de 9 trous et une construction légère pour le club house.
27/09/2024	DEMAT-M-24	Alain SCHLESSER	CAST	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande le classement des terres du Grannec en zone A au lieu de N. Le Grannec est devenu siège d'exploitation en 2019 avec reconquête de terres agricoles et des terres cultivées aux alentours toutes éligibles à la PAC. De même les parcelles ZN 8, 35, 41, 60, 62, 63 sont à vocation agricole (vergers, jardins de thé). Demande également le classement de la parcelle ZN 2 en A et le déclassement de la partie en EBC car elle ne contient pas d'arbres et leur réexploitation est envisagée en verger et jardin de thé.
27/09/2024	DEMAT-M-25	Run Ar Puns Association Vendero Fonds de dotation Annaik MORVAN Stéphane MONTEL Jakez L'HARIDON	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Run Ar Puns est un café-concert basé à Chateaulin. Le fonds de dotation Vendero assure le portage foncier et immobilier et met à disposition son patrimoine à Run Ar Puns pour la mise en œuvre d'un projet culturel et social (concerts, création, partenariats, café bar, éco restaurant). Site classé en zone NL. Demande que le zonage reprenne les contours naturels de la parcelle C 484. Demande d'intégrer la parcelle C779 à la zone NL (projet d'une zone atelier nécessaire à la maintenance du site). Demande à vérifier si possibilité d'installer un hangar nécessaire à la culture maraîchère sur parcelle ZE 363. Souhait d'identifier les bâtiments de valeur patrimoniale comme éléments de patrimoine bâti à protéger. (C 772,773 et 780)
27/09/2024	PLOMO-R-33	Monsieur Gillian MORE GAEC ARMOR et GFA ARMOR	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Demande le maintien des parcelles ZE 36 et 37 en zone agricole protégée pour pérenniser l'outil de production. Parcelles exploitées en élevage laitier et polyculture.

		Sainte Marie du Ménez Hom PLOMODIERN				
27/09/2024	CCPCP-R-11	Jean Yves NICOLAS 840 rocade Parc Bihan CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Propriétaire de la parcelle 14 au lieudit Parc Bihan Bras. Demande la suppression de sa parcelle de la zone 1AUS car elle constitue le jardin de son habitation. Demande à ce qu'elle soit zonée comme sa maison.
27/09/2024	PLOMO-R-32	Madame Odile LE BERRE	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Complément de l'observation DEMAT-@-47 PJ : Rapport de la Chambre d'Agriculture, règlement zone A, contenu de l'observation DEMAT-@-47.
27/09/2024	DEMAT-@-60	Marcel TOULGOAT 5 La Gare LENNON	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	S'interroge sur le règlement de la zone A qui interdit le développement de petites activités de services en annexe ou dans les habitations, notamment la non possibilité d'exercer sa propre activité d'architecte. Selon lui, ne compromet pas l'activité agricole, la distance au tiers étant déjà établie dans des espaces déjà urbanisés.
27/09/2024	CCPCP-R-17	Madame Isabelle LEFORT Pour l'Association LEB Liberté, Environnement, Bretagne PLONEVEZ PORZAY	***Toutes communes** *	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONE BLANCHE	Zonage Demande d'intégration de zones blanches dans la PLUiH pour servir de refuge aux EHS (Electro Hyper Sensibles) et d'abaissement des émissions. Les symptômes et contraintes sont rappelés. Demande de suspendre la campagne de détection des zones blanches et d'installation systématique d'antennes relais.
27/09/2024	DEMAT-@-61	Pierre COMBAZ SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Fait part d'observations sur le règlement de la zone NS sur les aires de stationnement (protection des zones humides).
27/09/2024	CCPCP-R-2	Gaelle NICOLAS Maire de Châteaulin	CHATEAULIN	REGLEMENT ECRIT	ZONE U	Reprend les mentions inscrites dans la délibération du conseil municipal du 11 avril 2024. Demande gestion des eaux pluviales à la parcelle. Reprendre la formulation du règlement du PLU de 2017. Demande à revoir les dispositions concernant le stationnement en zone UHc.

						Demande à modifier le règlement de la zone UE (zone de Lospars) pour exclure les restaurants avec dérogation pour les restaurants d'entreprises uniquement.
27/09/2024	DEMAT-M-24	Alain SCHLESSER	CAST	REGLEMENT ECRIT	ZONES A ET N	Signale des bâtiments qui n'apparaissent pas sur le plan (serre et hangar sur ZN 60, abri voiture sur ZN 52). Souhaite que les zones éoliennes classées en zone N ne permettent pas leur renouvellement. Aimerait avoir l'ancien zonage NCp, NC et ND antérieur au PLU pour voir l'évolution. Souhaiterait savoir s'il est possible de réaliser des forages ou des bassins d'eau libre dans ces zones A et N.
27/09/2024	CCPCP-R-3	Madame Sylvie MONJOUR	CHATEAULIN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande de constructibilité des parcelles E 921,E-179,E-181 à CHATEAULIN au lieudit Le Vastil, considérant leur proximité avec le centre de Châteaulin.
27/09/2024	CCPCP-R-7	Famille LE MAO 7 Chemin de Reluyen PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité des parcelles Ys 364, Ys 25, Ys 571, Ys 572 à Reluyen, PLOMODIERN Cette demande a été déposée par le passé sans résultat alors que des dizaines de parcelles du secteur ont été construites. Demande d'équité de traitement. Objectif : une maison neuve pour une famille monoparentale sur les parcelles Ys 364, Ys 25 ; une maison pour une personne âgée sur les parcelles Ys 571 ou Ys 572. PJ : courrier explicatif et plan géoportail.
27/09/2024	CCPCP-R-10	Madame FERTIL 516 Route du Vieux Bourg LOTHEY	LOTHEY	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de « changement de destination » du penty situé sur la parcelle 0A 201.
27/09/2024	CCPCP-R-16	Monsieur Cédric FERTIL Douarinou PLOEVEN	PLOEVEN	DOSSIER		Demande de correction de l'inventaire des ICPE (Tome 1 du rapport de présentation, p 207) : suppression de l'ICPE de Monsieur René CHEVALIER Coatmeur à PLOEVEN qui n'est plus en activité depuis plusieurs années.
27/09/2024	PLOMO-R-34	Madame Sylvie HENAFF	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité pour la parcelle YS 464 ; elle assurerait la continuité entre 2 zones urbanisées comme dans l'ancien PLU.

		Keravel-ar-Goulit PLOMODIERN				
27/09/2024	PLOMO-R-34	Madame Sylvie HENAFF Keravel-ar-Goulit PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de changement de destination d'un deuxième bâtiment sur la parcelle YS 508. PJ Photo
27/09/2024	CCPCP-R-8	Morgane MENEC Conseillère municipale DINEAULT	***Toutes communes** *	OAP THEMATIQUES		Les OAP thématiques sont très louables mais elles demandent une sensibilisation des particuliers pour une meilleure prise en compte. Envisager des réunions d'information.
27/09/2024	CCPCP-R-13	Jean GUEGUENIAT Pors Ar Goff ST NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande classement en zone UL des parcelles AD 155, 156, 157 et en zone UHc les parcelles ZL 355, 356. Courrier de plusieurs pages développant argumentaire extension zone urbaine en continuité de Pentrez
27/09/2024	DEMAT-@-54	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	***Toutes communes** *	STECAL		Trouve que l'habitat réversible n'est pas abordé dans le PADD alors qu'il permet d'attirer des jeunes et des familles à revenus modestes, d'accueillir de nouvelles activités économiques souvent agricoles, de réduire l'empreinte écologique et d'offrir à des personnes ce nouveau choix de mode de vie. Demande d'allouer un ou plusieurs STECAL pour résidences démontables ou faire une OAP pour réserver une zone constructible à des résidences démontables (en zone littorale par exemple). Exemple de Combrit cité.
27/09/2024	DEMAT-@-55	Séverine LE PESANT Michel DELAUNAY Camping Le Kergorz PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Propriétaires du camping le Kergorz. Demandent à modifier le classement de la parcelle 297 appartenant au camping en UL au lieu de NS dans l'objectif de réaliser 8 à 10 emplacements nus sans électricité et sans eau pour campeurs, randonneurs. Demandent la constructibilité de la parcelle 119 appartenant au camping pour installer leur résidence principale de type chalet HLL de manière à assurer le gardiennage et l'entretien du camping toute l'année. Plan joint.
27/09/2024	DEMAT-M-20	Julie FAVENNEC Stanguivin CHATEAULIN	CHATEAULIN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'"étoilage" de la parcelle ZC 160 lieudit Stanguivin. Demande formulée en mairie en 2022 avec courrier de confirmation en réponse.

27/09/2024	DEMAT-M-21	Nathalie KERVENNIC 148 Gwarem Vras DINEAULT	DINEAULT	STECAL		Demande le classement d'un terrain agricole en zone constructible (parcelle ZY 76 Cast Tous Banel) pour projet de tiny houses et locations insolites (roulottes, tipis,...) et aire de camping-car. Courrier et plan joints
27/09/2024	DEMAT-M-22	Marie Claude HERVE 142 Route de Bel Air 29560 TREGARVAN	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Complément à l'observation @8 du 9 septembre. Apporte des photos et plans pour illustrer sa demande de constructibilité.
27/09/2024	DEMAT-@-61	Pierre COMBAZ SAINT NIC	SAINT-NIC	ENERGIES RENOUVELABLES		En zone A, propose de répertorier les anciens bâtiments agricoles et d'encourager la création de fermes solaires sur les bâtiments ou au sol après démolition. Opportunité de résorption d'anciennes toitures en amiante-ciment.
27/09/2024	DEMAT-@-62	Suzanne LECH 1 Danziger Strabe 71638 LUDWIGSBURG	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande la constructibilité de la parcelle YS 450 devenue 582 pour de l'habitat. Continuité entre deux zones urbanisées. Comblerait une dent creuse. Plan cadastral joint.
27/09/2024	PLEYB-R-17	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONES U ET UE	Demande de clarification du règlement sur les "commerces à protéger et linéaire commercial" (P 26 §11). "Le changement de destination [...] est interdit à partir de l'approbation du présent PLUiH ou à partir de la cessation de la dernière activité (7 ans à Châteaulin et Port-Launay, 5 ans ailleurs). Sujet à interprétation quand la cessation d'activité a eu lieu avant l'approbation du PLUiH.
27/09/2024	PLEYB-R-18	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONES U ET UE	Règlement zone UE L'extension des constructions existantes (artisanat et commerce) est autorisée dans la limite de 15%. Cette limite est trop restrictive. Demande de réévaluation de ce pourcentage.
27/09/2024	PLEYB-R-19	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONES A ET N	Zone A Des propriétaires de constructions en zones agricoles souhaiteraient les utiliser pour une activité artisanale et se voient

		urbanisme PLEYBEN				opposer un refus, ce qui condamne ces locaux à l'abandon. Cette règle est-elle intangible ?
27/09/2024	PLEYB-R-20	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	La commune de Pleyben souhaite acquérir la parcelle YN 170 (Zone A) pour une zone de stationnement naturelle, non imperméabilisée. Est-ce possible ?

### 3- Observations par thématiques

N° enregistrement	NOM	COMMUNE	THEME	SOUS-THEME	Contenu
<b>DOSSIER</b>					
CCPCP-R-16	Monsieur Cédric FERTIL Douarinou PLOEVEN	PLOEVEN	DOSSIER		Demande de correction de l'inventaire des ICPE (Tome 1 du rapport de présentation, p 207) : suppression de l'ICPE de Monsieur René CHEVALIER Coatmeur à PLOEVEN qui n'est plus en activité depuis plusieurs années.
<b>PROCEDURE</b>					
DEMAT-@-45	Monsieur Jean-Marie GUYADER PONT DE BUIS LES QUIMERCH	***Toutes communes***	PROCEDURE		Dossier et procédure Salue le travail engagé par les différents acteurs. Regrette la durée trop courte de l'enquête au vu de l'importance du dossier.
<b>CHANGEMENT DE DESTINATION</b>					
DEMAT-@-34	Madame Nathalie RENARD 38 Yeun Grac PLEYBEN	***Toutes communes***	CHANGEMENT DE DESTINATION		A l'heure de la diminution drastique de l'artificialisation des surfaces, pourquoi avoir établi une liste de bâtiments pouvant éventuellement changer de destination. Peut-être que le changement de destination pourrait-être étudié au cas par cas. Certains bâtiments, de caractère, à moins de 1,5 km du bourg de Pleyben, ont été écartés de cette liste (je ne suis pas concernée par la mesure, aucun de mes bâtiments ne peuvent prétendre à un changement de destination).
DEMAT-@-49	Madame Odile LE BERRE PLOMODIERN	***Toutes communes***	CHANGEMENT DE DESTINATION		Changement de destination L'ambiguïté de la légende du règlement graphique entre étoile et rond laisse penser que seuls les "élément de patrimoine à protéger" peuvent changer de destination alors que de nombreux bâtiments dans les anciennes exploitations pourraient se transformer en logement. Le changement de destination permettra la valorisation touristique et diminuera l'artificialisation.
DEMAT-@-31	Claude LARVOL Keryar CAST	CAST	CHANGEMENT DE DESTINATION		Parcelle YI 58. Dépendance étoilée. Or selon le demandeur, il s'agit d'une habitation. Demande la suppression de l'"étoilage" afin de faciliter un futur projet de rénovation. Photos Jointes.

DEMAT-M-1	Madame Véronique FEREC Quimper	CAST	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande de repérage « changement de destination » Bâtiment situé sur la parcelle ZE 109, lieu-dit Kernezet à CAST. Bâtiment de 130 m2, ancienne laiterie et salle de traite des années 70, entouré d'habitations. PJ : courrier de demande, plan cadastral, photos du bâtiment concerné et des bâtiments voisins
DEMAT-@-25	Monsieur Patrice BOTHOREL Treuscoat Vihan CAST	CAST	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande de changement de destination de 2 bâtiments au lieu-dit Treuscoat Vihan à CAST, PJ extrait du cadastre, photos des deux bâtiments concernés, relevé de biens, indication des parcelles. .
DEMAT-M-20	Julie FAVENNEC Stanguivin CHATEAULIN	CHATEAULIN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande d'« étoilage » de la parcelle ZC 160 lieudit Stanguivin. Demande formulée en mairie en 2022 avec courrier de confirmation en réponse.
CHATE-R-5	Monsieur Erwan MAHE Kergudon CHATEAULIN	CHATEAULIN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Parcelle ZE0172 n°1 à CHATEAULIN Propriétaire sur cette parcelle d'un bâtiment étoilé pour lequel il a un projet de construction. Les raccordements eau et électricité (+fibre) sont faits. Quelles sont les démarches à effectuer pour réaliser ce projet ?
DEMAT-@-27	Ronan PATROM 14 rue Neuve CHATEAULIN	CHATEAULIN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande d'étoilage de bâtiment parcelle 349 à Chateaulin, Le Gaouennec. Plan et photo joints
DEMAT-@-37	Gildas L'HARIDON Dor Venez 29150 DINEAULT	DINEAULT	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande d'inscription en changement de destination 3 bâtiments lieu-dit Dor Venez, parcelles YI 44, 45 et 54. Demande déjà formulée en 2022. Le conseil municipal de Dinéault a accepté cette demande par délibération du 4 avril 2024. Des photos ont été transmises le 8 juillet 2024. Délibération jointe + courrier
CHATE-R-1	Ty HornerBras DINEAULT	DINEAULT	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Parcelle ZC 12 Ty HornerBras DINEAULT Demande d'étoilage (changement de destination) du bâtiment en face de la maison d'habitation, ce bâtiment n'apparaît pas sur le plan graphique et était précédemment étoilé.
PLEYB-R-9	Indivision YAOUANC- JACQ GOUEZEC	GOUEZEC	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande d'étoilage de bâtiments sur les parcelles 357-363-358 au lieudit Kerhelvé à GOUEZEC.

DEMAT-@-12	Mr et Mme SEVERE JEAN LENNON	LENNON	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande de changement de destination. Parcelles 0054, 0055 et 0544. Hameau de Quenecadec à LENNON. Bâti est aujourd'hui vacant ou utilisé en annexe de l'exploitation agricole, par le passé utilisé à usage d'habitation. 2J : Vue aérienne et extrait cadastre
CHATE-R-8	VELLY Johann HICHER Gwenaëlle 1 Kermorvan LENNON	LENNON	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande d'"étoiler" un penty actuellement à usage de garage sur parcelle E 1050 à LENNON. Plan cadastral et photos jointes.
CCPCP-R-10	Madame FERTIL 516 Route du Vieux Bourg LOTHEY	LOTHEY	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande de « changement de destination » du penty situé sur la parcelle OA 201.
PLEYB-R-16	Anonyme	PLEYBEN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Le bâtiment repéré 430 ne correspond pas à la photo affichée ou inversement la photo ne correspond pas au plan. Demande de vérification.
PLEYB-R-10	Madame Jeanne CAM Arc'hann PLEYBEN	PLEYBEN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande d'étoilage de la longère située sur la section n°170.à PLEYBEN.
PLEYB-R-6	SAS Lezalain Lieudit Lezalain PLEYBEN	PLEYBEN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Les parcelles 68-69-74-109 à PLEYBEN sont situées en zone AE (centre équestre). Demande d'étoilage des bâtiments 1-2-3-4-5 (cf plan et photos en pièces jointes). Les bâtiments 1 et 2 correspondent à un futur gîte, le bâtiment 3 à une annexe du gîte et les bâtiments 4-5-6 à des besoins fonctionnels.
DEMAT-@-39	Albin LE BERRE Kerrien 29550 PLOEVEN	PLOEVEN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande d'étoiler parcelle ZK 31. Selon lui, bâtiment inscrit sur la liste transmise par la mairie lors de la révision du PLU de 2017. S'étonne qu'il ne soit pas reporté vu l'intérêt patrimonial. Rapport de 10 pages justifiant l'étoilage du bâtiment.
PLOMO-R-11	LE BERRE Albin Kerrien PLOEVEN	PLOEVEN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande pastillage du bâtiment numéro 53 avec une étoile et non un rond.

PLOMO-R-30	Madame LE JOLLEC-TANGUY PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande de changement de destination pour une ancienne habitation en pierre sur la parcelle ZR 50 au lieudit Toulhoad. L'occupation était effective dans les années 70.
PLOMO-R-34	Madame Sylvie HENAFF Keravel-ar-Goulit PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande de changement de destination d'un deuxième bâtiment sur la parcelle YS 508. PJ Photo
PLOMO-R-3	Monsieur BLOUET Germain. Kerharo. PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Parcelle YH0155 (+ YH0143 et YH0136) en ZA dans le hameau de Kerharo. Demande de construction de logement dans des bâtiments repérés « changement de destination » et précisions sur les possibilités de destinations autres que le logement. La demande concerne les bâtiments 60-61-62. Un projet d'habitation avait été déposé en 1992 pour le bâtiment 61. La parcelle est alimentée en eau, raccordable à l'électricité et reliée à l'assainissement collectif
PLOMO-R-26b	Monsieur et Madame LE BLEIS Yves Lanlean PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande de changement de destination du bâtiment au sud-ouest (ancienne étable et porcherie). Parcelle YI 0063. Lieudit Lanlean à PLOMODIERN PJ : 2 Photos
PLOMO-R-2	Monsieur GUIDAL Jacques. Maner ar Vern. PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande de « changement de destination » d'un ancien corps de ferme sur la parcelle ZL 77. La demande porte sur 2 longères anciennes constituant des éléments de patrimoine à préserver. PJ Photo
CHATE-R-10	MIOSSEC Jacques Linrer 29150 St Coulitz	SAIN-COULITZ	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande d'étoiler 2 bâtiments sur la parcelle 205 (pièces jointes). Serait acté par la commune mais ne figure pas sur les plans.
DEMAT-M-10	Mr Mme Dewaeghemaeker Kerdamoy ST NIC	SAINT-NIC	CHANGEME NT DE DESTINATIO N		Demande de changement de destination d'un bâtiment en complément des demandes antérieures. L'« Ex porcherie » n'avait pas été pris en compte. PJ Plan des bâtiments

DEMAT-@-9	Association IZELLA	SAINT-SEGAL	CHANGEMENT DE DESTINATION		<p>Demande d'inscription au cadastre de bâtiments au lieudit Traou Izella à Saint Segal (NDLR : plutôt une mise en conformité du plan avec la présence des bâtiments ?).</p> <p>L'association est propriétaire des parcelles (zone N) et des bâtiments dont un ancien gîte de halage construit au 19ème siècle), situé sur la parcelle 000 ZA 2 et 3 cadastré.</p> <p>Un ensemble de bâtiments anciens en pierre (ancienne ferme, antérieure au 19ème) situé sur la parcelle 000 ZA 05 quant à lui n'a pas été indiqué sur le nouveau PLUIH en cours.</p> <p>L'association projette de réhabiliter le hameau "Traon Izella" dans la commune de Saint-Ségal et d'y créer d'activités Le projet est exposé dans la PJ et appuyé par le maire de St Segal).</p> <p>NDLR : Demande d'étoilage des bâtiments ; le projet correspondrait éventuellement à une demande de STECAL</p>
CHATE-R-4	DREAU Dominique Kerascoet 29590 St SEGAL	SAINT-SEGAL	CHANGEMENT DE DESTINATION		<p>Demande confirmation usage habitation maison du fermier inhabitée depuis 1983</p> <p>demande que la longère sous broussailles soit "étoilée" changement de destination. Deux pièces jointes</p>
DEMAT-@-16	MEYER Stéphane et Emilie ST SEGAL	SAINT-SEGAL	CHANGEMENT DE DESTINATION		<p>Demande d'étoiler un ancien four à pain sur parcelle 709 en vue d'un éventuel changement de destination</p>
DEMAT-@-44	Anonyme	TREGARVAN	CHANGEMENT DE DESTINATION		<p>Inventaire des bâtiments susceptibles de changer de destination.</p> <p>TREGARVAN. Numéro sur le plan : 20, Parcelles cadastrales ZC0251 et 0252 et pas seulement 0252.</p> <p>Les bâtiments susceptibles de changer de destination ne sont pas seulement ceux figurant sur la photo de votre plan, il y a en réalité 4 bâtiments concernés.</p> <p>Ce corps de ferme à la forme d'un U et il n'y a à l'heure actuelle aucun espace entre les bâtiments. L'emprise au sol totale de ces bâtiments est d'environ 370 m2.</p> <p>PJ photos des bâtiments concernés.</p>

CONSTRUCTIBILITE LITTORAL					
CCPCP-R-7	Famille LE MAO 7 Chemin de Reluyen PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande de constructibilité des parcelles Ys 364, Ys 25, Ys 571, Ys 572 à Reluyen, PLOMODIERN Cette demande a été déposée par le passé sans résultat alors que des dizaines de parcelles du secteur ont été construites. Demande d'équité de traitement. Objectif : une maison neuve pour une famille monoparentale sur les parcelles Ys 364, Ys 25 ; une maison pour une personne âgée sur les parcelles Ys 571 ou Ys 572. PJ : courrier explicatif et plan géoportail.
DEMAT-M-17	Jean Michel et Maryvonne TREANTON Magalie TREANTON Stéphanie TREANTON Creac'h Guennou PLOMODIERN Christophe TREANTON	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Contestent classement en zone agricole parcelle YS 524. Permis obtenu pour 3 maisons en 2004. Une seule a été bâtie. Transmission familiale. Souhait de poursuivre le projet de construction. Terrain situé dans un hameau urbanisé et raccordé aux réseaux. Ne comprennent pas le projet de PLU qui classe des terrains agricoles en zone constructible (parcelle YE 9 citée en exemple) et à l'inverse des terrains constructibles en zone agricole qui sont inexploitable et situés dans des hameaux. Pourquoi ne pas utiliser des dents creuses plutôt que réaliser des extensions urbaines sur terres agricoles. Documents joints.
PLOMO-R-16	LASTENENET Geneviève 2, rue de la Chartreuse 63770 Les Ancizes comp	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande la réintégration en zone constructible des parcelles 108 à 111 sur Plomodern
PLOMO-R-26	M. Mme JEGU Jean Francois	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Propriétaire du terrain YS 567. Refus de permis de construire le 23/03/24 sur la base du projet de PLUi alors que le terrain est constructible au PLU actuel. Le projet prévoit un reclassement en zone A de l'ensemble du hameau. Sentiment d'injustice par rapport au terrain attenant pour lequel un permis a été obtenu. Recours en cours. Demande un reclassement en U (dent creuse)
PLOMO-R-34	Madame Sylvie HENAFF Keravel-ar-Goulit PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande de constructibilité pour la parcelle YS 464 ; elle assurerait la continuité entre 2 zones urbanisées comme dans l'ancien PLU.

PLOMO-R-25	Monsieur Christian LASTENNET 14 Rue de la Villemarqué 29 GUILERS	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande de constructibilité de la parcelle YR 109, Ty Guen à PLOMODIERN
DEMAT-@-47	Monsieur Christophe TREANTON Kerherry CAST	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		<p>Demande de constructibilité pour la parcelle YS524 à PLOMODIERN</p> <p>La parcelle YS524 a été classée en zone agricole alors qu'elle devait accueillir un projet de construction pour lequel une demande de permis de construire a été déposée le 24 décembre 2003 et acceptée le 23 janvier 2004. Les trois maisons prévues sur le terrain familial avaient pour objectif d'être transmises aux trois enfants de Monsieur et Madame TREANTON Jean-Michel mais à ce jour, une seule maison a été bâtie.</p> <p>En 2014, la maison existante et le terrain nous a été transmise aux enfants qui souhaitent reprendre projet. Ils contestent le classement en zone agricole pour les raisons suivantes : le terrain fait partie d'un hameau existant et urbanisé ; la voirie, l'accès direct au terrain et les raccordements divers (eau, téléphone, électricité) existent ; le projet ne nuira pas à la sécurité des habitations se trouvant à proximité, ni à la salubrité du hameau ; son impact environnemental ne sera pas plus important, voire moindre, que la construction qui se fait actuellement au bord de la plage de Porz Ar Vag (cf. plan de situation joint).</p> <p>Vouloir protéger le littoral et limiter l'urbanisation est parfaitement compréhensible mais certaines décisions sur le classement des parcelles sont complètement insensées et incohérentes : reclassement de parcelles agricoles exploitables (YE 009) en terrains constructibles à Plomodiern, et à l'inverse, classement de terrains constructibles en agricoles alors que non exploitables car trop petits et se situant dans des zones urbanisées.</p> <p>Pour lutter contre la réduction des terres agricoles, il faudrait laisser constructibles les terrains disponibles dans les hameaux et les lotissements, et proches des centres bourgs.</p> <p>PJ : vue aérienne, projet de construction, demande de permis de construire de 2003</p>
PLOMO-R-5	Monsieur J KERSALE	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		<p>Parcelles 197/198/205 au lieudit Ti Job (zone agricole) .</p> <p>Contestation du classement en zone A (2AUc au PLU précédent). Demande de</p>

	3 Lestrevet PLOMODIERN				constructibilité. Les parcelles sont entourées de constructions, constituent une dent creuse et ne sont pas exploitables en agriculture
DEMAT-@-55	Séverine LE PESANT Michel DELAUNAY Camping Le Kergorz PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Propriétaires du camping le Kergorz. Demandent à modifier le classement de la parcelle 297 appartenant au camping en UL au lieu de NS dans l'objectif de réaliser 8 à 10 emplacements nus sans électricité et sans eau pour campeurs, randonneurs. Demandent la constructibilité de la parcelle 119 appartenant au camping pour installer leur résidence principale de type chalet HLL de manière à assurer le gardiennage et l'entretien du camping toute l'année. Plan joint.
PLONE-R-3	HENAFF Marc Tréfuntec PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Interdiction construction loi littoral. Sentiment de spoliation.
PLONE-R-2	Indivision SIBERIL Chateaulin	PLONEVEZ- PORZAY	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande de constructibilité en zone A Parcelle 180 au Bon coin près de Sainte Anne La Palud à Plonévez-Porzay Parcelle située en zone constructible avant 2015. Demande la possibilité de construire considérant qu'il s'agit d'une dent creuse.
PLONE-R-7	LE GAC Yves 1 chemin de Kernafren PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Souhait de l'ancien maire de voir achevé le lotissement créé sous son mandat, lequel a fait l'objet d'une action en justice.
PLOMO-R-14	Corentin ROGNANT 4 Ty Nevez Guénané 29460 DIRINON	SAINT-NIC	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande que son terrain n° 169 hameau de Pentrez, commune de St Nic redevienne constructible. Constate la constructibilité près du château d'eau de pentrez. Estime donc que la constructibilité peut s'étendre jusqu'à la route de Manoir Leuré permettant le comblement de plusieurs dents creuses. Réseaux existants.
CCPCP-C-3	Indivision AUDRUN- BAUGUEN-LE ROUX PLOMODIERN	SAINT-NIC	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande de constructibilité Copropriétaires des parcelles AB 4 et AB 190 (2719 m2). Terrain en zone 1NA et constructible dans le POS. Cabanon sur le terrain.
CCPCP-R-13	Jean GUEGUENIAT	SAINT-NIC	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande classement en zone UL des parcelles AD 155, 156, 157 et en zone UHc les parcelles ZL 355, 356. Courrier de plusieurs pages développant argumentaire extension zone urbaine en continuité de Pentrez

	Pors Ar Goff ST NIC				
PLOMO-R-15	LASTENENET Geneviève 2, rue de la Chartreuse 63770 Les Ancizes comps	SAINT-NIC	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande la constructibilité du lot ZK 120 devenu inconstructible car en ZA. Parcelle viabilisée et assainissement collectif
CCPCP-C-4	Madame LE BERRE-AUDREN Au nom de la copropriété AUDRUN- BAUGUEN-LE ROUX	SAINT-NIC	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Même sujet que CCPCP-0-3 Statut de la copropriété des tennis du LEURE, à PENTREZ SAINT NIC. Demande de remise en constructibilité à PENTREZ-SAINT NIC des parcelles AB4 et AB190, terrain considéré comme une dent creuse, considérant l'importance des demandes de terrains constructibles sur la commune. PJ plan
DEMAT-M-19	Maître JOSSELIN Conseil des consorts GUEGUENIAT SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande de constructibilité des parcelles AD 0155, AD 1056, AD 0157 (ex 140) situées en front de mer, ZL 0355 et ZL 0356 situées en bordure de lotissement, dans le village de Pentrez à SAINT NIC. Ces parcelles étaient toutes classées en zone constructible dans le PLU de 2009 ; dans le PLU de 2012, les parcelles ZL 0355 et 356 faisaient partie d'une OAP dans le secteur de Pors Moreau ; en 2017, elles étaient classées en zone naturelle, restreignant toute possibilité d'urbanisation. Le projet de PLUiH maintient ce classement alors que les terrains voisins ont un classement plus avantageux. La demande de constructibilité s'appuie sur les arguments suivants : - Incohérence du classement avec l'environnement (continuité de Pentrez, constructions de part et d'autre) et l'équipement en réseau. - Situation d'enclaves dans des espaces urbanisables. - Le Scot du pays de Chateaulin-Porzay reconnaît la possibilité de construire dans la continuité de Pentrez défini comme agglomération et village. Indication d'un bâtiment qui n'existe plus sur une propriété voisine.
PLOMO-R-25	Monsieur Christian LASTENNET 14 Rue de la	SAINT-NIC	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Biens situés à SAINT NIC - Demande que le bâtiment situé sur la parcelle ZL 62 au 3 Porscarzin à Saint Nic (Pentrez) soit bien reconnu comme une maison d'habitation (taxes foncière et taxe d'habitation fournis ainsi que des photos, mail du centre des finances

	Villemarqué 29 GUILERS				de Châteaulin confirmant l'imposition pour une maison). Le précédent PLU de Saint NIC n'en avait pas tenu compte. - Demande de constructibilité de la parcelle ZK 120 à Pentrez : elle est située dans le lotissement « les Korrigans » à PENTREZ et entourée de maisons. Le voisinage se plaint du défaut d'entretien
DEMAT-@-48	Monsieur Christian LASTENNET 3 Pors Carzic SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demandes relatives aux parcelles ZK120, YR109, ZL62 et ZL233 à SAINT NIC Complément observation PLOMO-R-25 Maison située 3 Porz Carzic (parcelle ZL62) : demande que ce bâtiment soit considéré comme une maison d'habitation conformément à sa situation fiscale et que la parcelle ZL233 soit associée à la parcelle ZL62 comme terrain bâti du fait qui s'y trouve le système d'assainissement de la maison. Terrain à Pentrez (parcelle ZK120) dans le lotissement des Korrigans : demande de constructibilité car situé entre deux maisons, viabilisé et prêt à la construction de plus problèmes de voisinage pour son entretien. Terrain à Plomodiern (parcelle YR109) : demande de constructibilité car la zone de Ty Gwen, à proximité de la parcelle, est déjà une zone urbanisée et ne semble pas subir la loi littorale.
PLOMO-R-20	FEREZOU Jean- Claude 126, route du Ster 29560 TREGARVAN	TREGARVAN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande d'intégration d'une quinzaine de terrains constructibles pour le village de Goulénez, sur une commune qui ne compte qu'une habitation nouvelle depuis les années 70, 80 et un bourg d'une dizaine d'habitants à l'année.
CHATE-R-2	Indivisions CAMUS et COCAIGN	TREGARVAN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande de constructibilité en zone A Intégration des parcelles 358 et 359 à l'OAP n°1 (proximité du bourg, des réseaux, éloignement du bâtiment agricole). PJ Plan cadastral
CHATE-R-3	Indivisions CAMUS et COCAIGN	TREGARVAN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande de constructibilité en zone N Partie Nord de la parcelle proche des habitations PJ Extrait PLUi H avec indication de la partie demandée.
DEMAT-@-8	Marie Claude HERVE 142 Route de Bel Air 29560 TREGARVAN	TREGARVAN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande de constructibilité des parcelles ZB 214 et ZB 215 les considérant comme faisant partie intégrante du hameau de Goulénez et à ce titre étant dans le périmètre du centre urbain de celui-ci.

DEMAT-M-22	Marie Claude HERVE 142 Route de Bel Air 29560 TREGARVAN	TREGARVAN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Complément à l'observation @8 du 9 septembre. Apporte des photos et plans pour illustrer sa demande de constructibilité.
CCPCP-R-1	Peysonnerie Sylvie/Le Coz 65 impasse beg ar palu Tregarvan	TREGARVAN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Parcelle ZB 388 inconstructible. Demande reclassement constructible car dent creuse entre 2 bâtis et non exploité par un agriculteur.
DEMAT-M-26	Indivision BOURRET	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE LITTORAL		Demande de constructibilité. Parcelles YS 202 et YS 263 Chemin de Reluyen à Plomodiern. YS 263 : acquise en 2002 en terrain constructible. Projet de construction pour la retraite d'une maison pour deux couples. YS 202 : projet de construction de 3 maisons écologiques.
CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N					
DEMAT-@-5	Michaël DECODTS 46 rue St Gildas 29150 CAST	CAST	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR A et N		Demande d'ajout de zone constructible sur la parcelle ZM0022
PLEYB-R-8	Indivision YAOUANC- JACQ GOUEZEC	GOUEZEC	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR A et N		Au lieudit Menez Vrizet à GOUEZEC, demande de constructibilité des parcelles 629-630-631. Elles sont raccordées à 'assainissement, constituent une dent creuse dans le hameau et sont trop petites pour être exploitées.
PLOMO-R-23	LE GOFF André 48, Ave de l'école Navale 29200 BREST	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR A et N		Constructibilité de la parcelle (3700 m2) YR 218 (à Croaz Diben), actuellement en zone agricole.
PLOMO-R-27	Monsieur et Madame MOSCOVITCH Maner Rib PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR A et N		Demande de constructibilité de la parcelle 202 (521 m2) à Kreac'h Gwennou. PLOMODIERN.

PLOMO-R-13	Monsieur et Madame SAUTRON 3 lieu dit Kérégard PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Observation sous forme de courrier. Propriétaires des parcelles YP 135 et 188 à Plomodiern. Demande le reclassement de leurs parcelles en zone constructible comme aujourd'hui. Pas de vocation agricole du terrain. Habitation sur la parcelle YP 135 et épandage sur la parcelle YP 188. Ont acquis en 2020 un terrain constructible. Souhait de construire une habitation principale neuve plus écologique sur la parcelle YP 188 et rénovation ultérieure de la maison peu économe en énergie de la parcelle YP 135 et la proposer en location à l'année pour une famille. Le chemin qui sépare la future zone constructible de la zone A est entretenu par eux et ne constitue pas une séparation physique avec le village.
PLOMO-R-8	PENNANEACH Alain lieu dit Keraleon 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Parcelle 19 : classé en A. Demande constructibilité. Terrain en agglomération et bordé de terrains constructibles
PLONE-R-1	VEIRMAN Michel 1 Keryado 29550 PLONEVEZ-PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Demande de constructibilité en zone A Parcelles 192-193- 194 à Keryado. Propriétaire des parcelles 192-193- 194 à Keryado constructibles avant 2015. Demande la possibilité de construire considérant qu'il s'agit d'une dent creuse.
CCPCP-C-1	Madame Anne-Marie BLOUET Kerroc'h CAST	SAINT-COULITZ	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Demande de constructibilité Parcelle ZA10 au lieudit Kerroc'h Vihan à saint COULITZ. PJ : extrait cadastral
CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)					
CCPCP-C-5	Bertrand PILLET 199 Rhunez CHATEAULIN	CHATEAULIN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande à retrouver constructibilité de la parcelle C 1056
CCPCP-R-3	Madame Sylvie MONJOUR	CHATEAULIN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande de constructibilité des parcelles E 921,E-179,E-181 à CHATEAULIN au lieudit Le Vastil, considérant leur proximité avec le centre de Châteaulin.

DEMAT-@-18	Monsieur Yves GUEDES CHATEAULIN	CHATEAULIN	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité. Parcelle AB49 située en bordure de la rue des Genêts à Port-Launay. Cette parcelle est divisée en deux zones, une zone boisée en partie haute et une zone en herbe en partie basse, non cultivable. La partie basse, classée en zone UHc, est en bordure de la rue des Genêts et desservie en eau, électricité et assainissement. Elle se trouve dans l'alignement de trois maisons déjà existantes, et une nouvelle construction vient d'être réalisée sur la parcelle AB125 se trouvant en face de AB49. En conséquence il me paraît normal que la partie basse de cette parcelle soit en zone constructible. NDLR : il s'agit vraisemblablement de la parcelle 46 et non 49</p>
DEMAT-M-15	Consorts QUERE Garlazan GOUEZEC	GOUEZEC	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Requête déposée au nom de l'avocate Estelle DOUERIN. Parcelle AC 249 rue du château cité de l'Aulne, lieudit Garlazan. Permis d'aménager délivré en avril 2022 pour 19 lots. Travaux démarrés et interrompus car la commune ne souhaite pas réaliser les travaux d'extension de réseau d'eau potable. Contestent le classement pour partie en zone UHc et l'autre en A. Erreur manifeste d'appréciation selon l'avocate. Prolongement zone urbanisée et absence de potentiel agricole. Demande retour en zone U. Courrier et plans.</p>
DEMAT-@-17	Indivision BEULLIER	PLEYBEN	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité parcelle YE 142 (Zone A) à PLEYBEN La Parcelle YE 142, quartier de la Gare, est passée de « constructible » à « agricole » lors de la dernière révision du PLU de Pleyben. L'exploitation agricole de cette parcelle n'apparaît ni probable, ni possible et nous demandons le retour de cette parcelle YE 142 en zone constructible. PJ « situation générale » 1 et 2 ; photo « Accès », cadastre, photo aérienne</p>
CHATE-R-13	Consorts ROIGNANT René, Michel, Anne PLOEVEN	PLOEVEN	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Souhait que son terrain ZC 503 soit classé en zone 1AUH et non en 2AUH. Aujourd'hui entouré d'habitations, il est une contrainte pour l'exploitation agricole (exclu de l'épandage). Demande une constructibilité immédiate vu la situation cohérente avec l'enveloppe urbaine. Courrier d'une précédente demande de 2023 joint.</p>
DEMAT-@-23	Madame Sabrina HASCOUET 11 Kerharo PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité des parcelles YH 199 et 200. Bourg de PLOMODIERN Les parcelles YH 199 et 200 constituaient des zones constructibles dans le PLU de Plomodiern et sont devenues inconstructibles. Demande de constructibilité pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les parcelles sont proches du bourg et raccordées à l'assainissement collectif.</li> <li>- Elles jouxtent une zone 1AUE ouverte à l'urbanisation pour des logements et</li> </ul>

					<p>une zone 2AUE.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elles sont en continuité d'urbanisation</li> <li>- La prise en compte de ces parcelles dans une zone urbanisable est cohérente avec les orientations du SCOT et du PADD de densifier les bourgs, Remise en cause de l'extension d'urbanisation (par artificialisation de terres agricoles) autorisée dans le "village" de Croas Diben, en zone d'assainissement non collectif et loin du bourg (zone jouxtant les espaces proches du rivage), alors que le dossier de notification du SCOT précise que "La sensibilité du site est très forte sur ce sujet de l'assainissement qui subit une pression importante en période estivale du fait de la présence de campings à proximité. Ainsi, le document d'urbanisme local devra s'assurer de la capacité épuratoire du secteur avant de prévoir son extension." </li></ul> <p>PJ extrait de l'ancien PLU</p>
DEMAT-@-24	Madame Sabrina HASCOUET 11 Kerharo PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Doublon de DEMAT-@-023
PLOMO-R-24	Monsieur et Madame DUFLOS 23 Ster an Alé PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande de constructibilité de la parcelle ZK 115 au lieudit Ster an Allé à PLOMODIERN (sortie de bourg)
DEMAT-@-62	Suzanne LECH 1 Danziger Strabe 71638 LUDWIGSBURG	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande la constructibilité de la parcelle YS 450 devenue 582 pour de l'habitat. Continuité entre deux zones urbanisées. Comblerait une dent creuse. Plan cadastral joint.
PLOMO-R-22	TREANTON Guy Plomodiern	PLOMODIERN	CONSTRUCTI BILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Constructibilité de la parcelle 84 (700 m2) viabilisée et située entre deux maisons.

DEMAT-M-4	Anonyme	PLONEVEZ-PORZAY	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Parcelles 82/83 au bourg de PLONEVEZ-PORZAY Demande de classement d'une partie de la parcelle 2AUh en Uh ou au moins 1AUh Ces deux parcelles ont un accès sur la voie publique, sont reliées au tout à l'égout, et distribuée par l'électricité et l'eau et constituent une "dent creuse". Projet de construction d'au moins une maison pour sa fille handicapée sur la partie 2AUh. Nous demandons donc dans le cadre de cette enquête publique PJ : Extraits du règlement graphique ; du document OAP p124 et de l'échéancier prévisionnel p 125 ; agrandissement sur la parcelle et fléchage de la partie concernée.
DEMAT-@-28	Ronan MOREAU 94 rue de Varenne 75007 PARIS Anne MOREAU 32 Quai de Béthume 75004 PARIS	SAINT-COULITZ	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande le classement en zone 1AUH de la parcelle ZA 38 au lieu dit Kerroch-Bihan enclavé dans une zone construite. Terrain de 2133 m2 équipé et en bordure de voie. Zone A au projet de PLUi.
CCPCP-C-6	Ronan MOREAU 94 rue de Varenne 75007 PARIS Anne MOREAU 32 Quai de Béthume 75004 PARIS	SAINT-COULITZ	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Courrier de la demande portée au registre numérique @28. Demande le classement en zone 1AUH de la parcelle ZA 38 au lieu dit Kerroch-Bihan enclavé dans une zone construite. Terrain de 2133 m2 équipé et en bordure de voie. Zone A au projet de PLUi.
DEMAT-M-12	Mesdames Anne CENTUR et Marie-Claire BLOUIN SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande de constructibilité des parcelles 249, 259, 251, 252, 254 (anciennement constructibles) à ST NIC.(SORTIE DU BOURG) Ces parcelles faisaient partie d'un ensemble de 10 lots issus d'une seule parcelle divisée pour un projet de lotissement en 2008. 5 lots repassent en ZA alors qu'ils sont en continuité de l'urbanisation. Ont le projet d'urbaniser à moyen-long terme et demandent la constructibilité. Interrogation sur le fait que des parcelles situées de l'autre côté de la D 63 soient restées constructibles alors qu'il n'y aucune habitation à cet endroit. Demande de modification de l'ER N°6 qui passe dans la parcelle 256 leur

					appartenant : souhait qu'il soit dévié le long de la « vieille route de Pentrez » ou le long de la parcelle 153 pour rejoindre l'ER n) 7. PJ : courrier explicatif, courrier au Maire et extrait PLU St Nic
PLOMO-R-17	Monsieur et Madame THEOTEC Louis 5 Ruyen SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Observation sous forme de courrier avec plans. Demande le classement de la parcelle 230 en zone urbaine car elle se situe dans un lotissement. Ne comprend pas le classement de la parcelle 20 à proximité en zone U.
ENERGIES RENOUVELABLES					
DEMAT-@-61	Pierre COMBAZ SAINT NIC	SAINT-NIC	ENERGIES RENOUVELABLES		En zone A, propose de répertorier les anciens bâtiments agricoles et d'encourager la création de fermes solaires sur les bâtiments ou au sol après démolition. Opportunité de résorption d'anciennes toitures en amiante-ciment.
HABITAT					
DEMAT-@-51	Monsieur Thierry PELLO DINEAULT	DINEAULT	HABITAT		Réflexions sur les restrictions du PLUiH sur l'habitat et les activités économiques pour les communes rurales. Surpris de l'étendue des restrictions pour quasiment toutes les zones en dehors de la zone U du centre bourg. Où vont s'installer les repreneurs des exploitations agricoles ? Pourront-ils recruter des salariés prêts à accepter les contraintes du travail agricole sans pouvoir loger à proximité ? Avec toutes les restrictions imposées, compte tenu de la quasi impossibilité de faire évoluer le bâti existant, couplé à une pyramide des âges montrant une forte proportion de retraités, qui acceptera de vivre dans leurs maisons après leur départ ?  Surpris des faibles surfaces prévues dans le PLUi-H, pour les activités économiques, du moins au niveau de Dinéault, et des restrictions qui s'y appliquent. Où implanter des activités génératrices d'emploi, y compris de transformation locale des productions agricoles ?

					<p>La conservation du caractère rural et agricole est louable mais les restrictions aboutiront à l'abandon des maisons isolées dont la rénovation énergétique sera trop coûteuse, ce qui réduira d'autant l'offre de biens habitables, et ne fera qu'aggraver la crise du logement. Qui entretiendra les abords de ces maisons abandonnées ? Les personnes qui habitent en habitat dispersé ne sont pas de dangereux destructeurs de milieux naturels, ce sont dans leur grande majorité des « conservateurs du patrimoine » qui entretiennent celui-ci à leurs frais.</p> <p>Il faudrait au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettre que les exploitants agricoles puissent se loger à proximité immédiate de leur exploitation dans les zones et qu'il puisse exister, 2 voire 3 logements par exploitation pour permettre à deux générations d'exploitants de vivre sur leur exploitation.</li> <li>- Ne pas limiter autant les possibilités d'extensions mineures et d'aménagements pour les constructions existantes.</li> <li>- Faciliter la division de « grandes maisons » en plusieurs logements plus petits (ce qui ne consomme aucune surface...</li> </ul>
<b>OAP THEMATIQUES</b>					
CCPCP-R-8	Morgane MENEC Conseillère municipale DINEAULT	***Toutes communes***	OAP THEMATIQU ES		Les OAP thématiques sont très louables mais elles demandent une sensibilisation des particuliers pour une meilleure prise en compte. Envisager des réunions d'information.
<b>REGLEMENT ECRIT</b>					
DEMAT-M-18	Madame Anne LAUMONNIER Atelier Lann LA ROCHE- BERNARD	SAINT-NIC	REGLEMENT ECRIT	COMPLEMENT	<p>Concepteur paysagiste, membre de l'équipe de maîtrise d'œuvre mandatée par la mairie de Saint Nic pour les études de rénovation du Chemin des Dunes à Pentrez.</p> <p>La charte des terrasses et des devantures pour les commerces dont le pas de porte et la terrasse donne sur le chemin est en cours de finalisation. Demande que ce document soit mentionné dans le règlement du PLUi-h, sur le secteur de l'agglomération de Saint Nic.</p>
DEMAT-@-59	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	***Toutes communes***	REGLEMENT ECRIT	HABITAT LEGER	Apporte une proposition de règlement adapté aux habitats légers ou réversibles en complément à l'observation @ 54

DEMAT-@-4	Madame AUTRET	PLOMODIERN	REGLEMENT ECRIT	HABITAT LEGER	<p>Questions relatives au règlement écrit (habitat léger)</p> <p>1 : Le règlement du PLUIH permet-il d'installer un habitat léger (type tinyhouse mobile), et si oui sous quelles conditions : 1) sur un terrain constructible et viabilisé ? 2) sur un terrain constructible et non viabilisé ? 3) sur un terrain non constructible et non viabilisé.</p> <p>2 : les habitats légers déjà installés (sur terrain constructibles ou non constructibles au PLUIH) avant la mise en service du PLUIH pourront-ils être maintenus à partir de la date de validité du PLUIH ?</p> <p>3 : Un habitat léger installé sur une zone A 2024 dans une commune soumise à la loi littoral à proximité d'une habitation existante, et situé à 20M de l'habitation existante et n'excédant pas 20 M2 de surface au sol peut-il être considéré comme une annexe autorisée par le règlement du PLUIH ?</p>
<a href="#">DEMAT-@-3</a>	Monsieur Christophe COTTEN Kerandon CONCARNEAU	***Toutes communes***	REGLEMENT ECRIT	RESEAUX	<p>"Observations d'intérêt général » sur les réseaux électriques et de télécom. et leur non adaptation aux risques "aléas climatiques" Le PLUIH peut légalement résoudre cet état de fait."</p> <p>Demande de modification du règlement écrit : il stipule que « les lignes et réseaux doivent être installés en souterrain chaque fois que les conditions techniques le permettent ». demande d'imposer l'enfouissement dans tous les contextes (zones boisées, voiries) pour éviter les risques tempêtes, préserver les arbres qui stockent le carbone et le paysage. Cet enfouissement doit être imposé pour tous les équipements : nouveaux, existants, et en renouvellement.</p> <p>PJ Courrier explicatif (17 pages)</p> <p>Article OF 2 avril 2021 : formation des salariés EDF sur le changement climatique (2 PJ)</p> <p>Arrêt Cour de cassation 19 juin 2002.</p> <p>Résumé du rapport du GIEC à l'intention des décideurs (3 PJ page de garde et pages 1 et 2)</p> <p>Cahier des charges RTE : dimensionnement géométrique des lignes aériennes HTB (4 PJ 4 pages)</p>

DEMAT-@-21	Monsieur Christophe COTTEN Concarneau	***Toutes communes***	REGLEMENT ECRIT	RESEAUX	<p>Complément de l'observation DEMAT-@-003</p> <p>Dans l'article du 3 Juin Ouest France(En PJ) le groupe EDF prévoit 200Mds d'€ d'investissement sur les réseaux, il n'y a donc aucun problème pour satisfaire les demandes de l'observation DEMAT-@-003.</p> <p>NDLR : enterrement des réseaux.</p> <p>La demande de la Pref29, de supprimer des EBC des bandes bien plus larges que n'imposent les règlements nationaux est à l'exact opposé des enjeux cités dans l'enquête RTE de juillet dernier (S3RENr Bretagne cf PJ) de Juillet. Ces demandes de déclassement n'ont d'autre but que la déforestation de ces EBC, plus simple et plus économique que de modifier les lignes.</p> <p>2 PJ : article OF et évaluation environnementale du S3RENr Bretagne).</p>
DEMAT-@-53	Monsieur Christophe COTTEN Kerandon CONCARNEAU	***Toutes communes***	REGLEMENT ECRIT	RESEAUX	<p>Complément observations DEMAT-@-3 et DEMAT @-21</p> <p>Ni EDF, (Enédis, RTE) pas plus que les opérateurs télécom n'ont pris la peine d'émettre la moindre contestation à mes observations du 2 et du 19 Septembre, elles en avaient la possibilité. Il n'y a donc pas d'obstacle pour en tenir compte</p> <p>Nous payons déjà la facture de l'inaction par le biais de tous nos contrats d'assurance, sans omettre les coûts publics de réparation ou d'aménagement des infrastructures.</p> <p>PJ la Une d'Ouest France de Patrice MOYON du 25 Septembre2024</p>
CCPCP-R-8	Morgane MENEC Conseillère municipale DINEAULT	***Toutes communes***	REGLEMENT ECRIT	TOUTES ZONES	Fait état d'un certain nombre de remarques sur le règlement. (Zones UH, UE, US, A, N et UL)
DEMAT-@-20	Anonyme	***Toutes communes***	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Dans le cadre du développement d'un camping, est-il possible d'installer/construire librement des zones de jeux (de types : terrain pétanque, minigolf, jeux gonflables, toboggan, etc..) en zone A ?
PLOMO-R-32	Madame Odile LE BERRE	***Toutes communes***	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	<p>Complément de l'observation DEMAT-@-47</p> <p>PJ : Rapport de la Chambre d'Agriculture, règlement zone A, contenu de l'observation DEMAT-@-47.</p>
DEMAT-@-60	Marcel TOULGOAT 5 La Gare LENNON	***Toutes communes***	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	S'interroge sur le règlement de la zone A qui interdit le développement de petites activités de services en annexe ou dans les habitations, notamment la non possibilité d'exercer sa propre activité d'architecte. Selon lui, ne compromet pas l'activité agricole, la distance au tiers étant déjà établie dans des espaces déjà urbanisés.

PLEYB-R-15	Société CMGO Olivier Guillou Responsable foncier 56 390 GRAND CHAMP	CAST	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Demande de modification du règlement de la zone A qui autorise l'exploitation de la carrière mais pas celle de l'Installation de Stockage de Déblais Inertes (ISDI). Intégrer une disposition pour permettre les activités d'enfouissement, de dépôt, tri et recyclage de matériaux inertes. (Arrêtés préfectoraux du 2/11/2009 et 5/07/2012). Pièces jointes.
PLEYB-R-5	Indivision YAOUANC- JACQ GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Propriétaires indivis des parcelles 956-957 à GOUEZEC. 3 bâtiments sont étoilés sur cette parcelle (135-136-137). Projet de rénovation sur le bâtiment 135 (certificat d'urbanisme 029 062 24 00016 du 29 juillet 2024). Demande de confirmation de la possibilité de réaliser une extension de la surface existante et d'ouvrir fenêtres et portes à l'arrière (cf plan). Demande d'information sur les démarches à réaliser.
DEMAT-M-2	Monsieur Matthieu MOREAU Rozellig PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Demande de modification du règlement (p 87 du règlement écrit) pour pouvoir agrandir son annexe de 30m <sup>2</sup> située en zone agricole, à 50m <sup>2</sup> . Demande que la surface maximale des annexes soit égale à la superficie d'une piscine soit 50 m2. PJ extrait du règlement
DEMAT-@-10	Madame Michelle AUTRET PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Possibilité d'installation d'un mobilhome en zone A2024 L'installation d'un mobilhome (isolé, non compris dans un établissement de camping) est-elle possible en zone A 2024 ? Au cas où un mobilhome aurait été installé en zone précédemment constructible au regard des documents d'urbanisme en vigueur avant la mise en place du PLUIH, celui-ci devra-t-il être enlevé à partir de la mise en vigueur du PLUIH ?
DEMAT-@-43	Anonyme	***Toutes communes***	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Remarque sur le règlement écrit : - En zone N, la hauteur des extensions n'est pas précisée. Quelle règle appliquer ?
DEMAT-@-13	Hélène HUGUENIN LENNON	LENNON	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Souhaite s'assurer que le classement EBC de la parcelle 571 lieu-dit Kermargon est compatible avec les activités "Cirque en forêt" proposées sur ce site. Le but de cette pratique va dans le sens d'un respect de l'espace naturel et boisé. Il est nécessaire de pouvoir procéder à l'entretien du site (débroussaillage, abris...)
PLOMO-R-4	Monsieur et Madame BOULET Serge. Meilh Pont Ar	PLOMODIERN	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Parcelle 318 en zone N. Demande de précisions sur les possibilités et conditions d'aménagement de la parcelle 318 (partie haute hors ZH) pour recevoir occasionnellement un

	Mor PLOMODIERN				camping-car : approvisionnement en eau, électricité, respect des règles d'évacuation des eaux usées, consolidation du sol par une dalle).
DEMAT-@-61	Pierre COMBAZ SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Fait part d'observations sur le règlement de la zone NS sur les aires de stationnement (protection des zones humides).
CCPCP-R-2	Gaelle NICOLAS Maire de Châteaulin	CHATEAULIN	REGLEMENT ECRIT	ZONE U	Reprend les mentions inscrites dans la délibération du conseil municipal du 11 avril 2024. Demande gestion des eaux pluviales à la parcelle. Reprendre la formulation du règlement du PLU de 2017. Demande à revoir les dispositions concernant le stationnement en zone UHc. Demande à modifier le règlement de la zone UE (zone de Lospars) pour exclure les restaurants avec dérogation pour les restaurants d'entreprises uniquement.
DEMAT-@-42	Anonyme	***Toutes communes***	REGLEMENT ECRIT	ZONES A ET N	Remarques sur le règlement écrit : -Zone A et zone N : ne sont réglementées que les annexes non accolées à l'habitation. Qu'en est-il des annexes accolées à l'habitation ? -En zone A et en zone N, la rédaction de l'article relatif à l'emprise au sol (2.1.4) est ambiguë, car elle suggère que l'emprise au sol pourrait ne pas être réglementée. -En zone A et en zone N, le PLU de Saint-Nic dispose que pour les habitations de plus de 250m <sup>2</sup> de surface de plancher, une extension peut être autorisée si elle est réalisée dans les bâtiments existants, sans création de logement nouveau. Il pourrait être intéressant de reprendre cette règle dans le règlement du PLUiH.
DEMAT-M-24	Alain SCHLESSER	CAST	REGLEMENT ECRIT	ZONES A ET N	Signale des bâtiments qui n'apparaissent pas sur le plan (serre et hangar sur ZN 60, abri voiture sur ZN 52). Souhaite que les zones éoliennes classées en zone N ne permettent pas leur renouvellement. Aimerait avoir l'ancien zonage NCp, NC et ND antérieur au PLU pour voir l'évolution. Souhaiterait savoir si il est possible de réaliser des forages ou des bassins d'eau libre dans ces zones A et N.
PLEYB-R-19	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONES A ET N	Zone A Des propriétaires de constructions en zones agricoles souhaiteraient les utiliser pour une activité artisanale et se voient opposer un refus, ce qui condamne ces locaux à l'abandon . Cette règle est-elle intangible ?

	urbanisme PLEYBEN				
PLEYB-R-17	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONES U ET UE	Demande de clarification du règlement sur les "commerces à protéger et linéaire commercial" (P 26 §11). "Le changement de destination [...] est interdit à partir de l'approbation du présent PLUiH ou à partir de la cessation de la dernière activité (7 ans à Châteaulin et Port-Launay, 5 ans ailleurs). Sujet à interprétation quand la cessation d'activité a eu lieu avant l'approbation du PLUiH.
PLEYB-R-18	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONES U ET UE	Règlement zone UE L'extension des constructions existantes (artisanat et commerce) est autorisée dans la limite de 15%. Cette limite est trop restrictive. Demande de réévaluation de ce pourcentage.
REGLEMENT GRAPHIQUE					
DEMAT-@-40	Anonyme	***Toutes communes***	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Demande de précision sur la procédure applicable au cas où, postérieurement à la mise en application du PLUiH, une commune souhaite obtenir une modification (y compris mineure) de son zonage.
CCPCP-R-14	Monsieur et Madame L'HARIDON Dor Venez DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Faire figurer sur les plans les bâtiments existants sur les parcelles Yi54 et Yi 45, et le bâtiment en rénovation sur la parcelle Yi 54 PJ : courrier explicatif, plan annoté, délibération du conseil municipal de Dinéault du 4 avril 2024.
CCPCP-R-8	Morgane MENEC Conseillère municipale DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Manque certains bâtiments "étoilés", notamment à Dornevez et Ty Horneec. La limite des Espaces Proches du Rivage a été modifiée par rapport au PLU actuel. Supprimer ER n°61 car une construction est présente sur la parcelle et ne permet pas la réalisation du projet. Intégrer l'Aire Terrestre Educative en zone US comme l'école et non dans l'OAP n°2 destinée pour du logement.
PLEYB-R-13	Monsieur Hubert YAOUANC Kerhervé GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Parcelles 116-119-120 au lieu-dit Tréguron à GOUEZEC. Parcelles actuellement en friche. Souhaite réaliser un boisement

DEMAT-@-60	Marcel TOULGOAT 5 La Gare LENNON	LENNON	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Considère également que les hameaux dont l'artificialisation est déjà faite pourraient être urbanisables sur les dents creuses en dehors du simple inventaire des bâtiments susceptibles de changer de destination.
DEMAT-@-58	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	S'interroge sur la classification A 2024 sur les transactions immobilières à savoir s'il y a obligation d'une consultation de la SAFER sur une vente de maison individuelle située en zone agricole mais n'ayant pas d'activité en lien avec une exploitation.
DEMAT-M-6	Anonyme	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Demande de précision sur la classification des parcelles YL0219(a,b,c), YL031, YL0220 et YL084. Sont-elles classifiées en zone humide ou en 1AUEc zone à urbaniser à court et moyen terme. Dans tous les cas, opposition à l'urbanisation.
PLONE-R-6	Hervé L'HELGOUALC'H Ty Moal 29180 QUEMENEVEN	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Précise qu'il n'est pas vendeur de la parcelle 120 classée en 1AUh dont il est propriétaire indivis avec son frère. Succession au tribunal judiciaire.
DEMAT-@-36	Michel NEDELEC 22 rue Joséphine Pencalet 29100 DOUARNENEZ	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Concernant Lesvren Izella (parcelle 36), le bâtiment est incomplet sur le plan, il en manque la moitié. Photo jointe. Concernant le moulin de Lesvren (parcelle 46), le cours d'eau mentionné au PLU est en réalité plus éloigné des bâtiments (plus de 25 mètres). Photo jointe. La classification mériterait d'être mise à jour entre zone humide et zone boisée.
DEMAT-M-19	Maître JOSSELIN Conseil des consorts GUEGUENIAT SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Demande de correction du règlement graphique : Parcelles ZK 162, ZL 19, ZL 25 sur un élevage porcin sis Pors Ar Goff. SAINT NIC Demande d'indication des lagunes et équipements de la station d'épuration qui étaient indiqués au PLU de 2017. (Plans à l'appui).
PLEYB-R-14	Indivision YAOUANC GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	Demande de modification de la délimitation de l'espace réservé 70 (parcours VTT) au lieudit Menez Vrised. La parcelle 640 est en limite de l'ER et les VTTistes ne respectent pas le limite de propriété et abîment le muret. Demande de décalage vers le sud de la limite de l'ER afin de préserver le bien et ne pas de créer de servitude. La parcelle 637 est un chemin privé en copropriété avec servitude vers la parcelle 620. Elle doit être retirée de l'ER. Parcelles 636-620-632-633 : elles sont exploitées en boisement cultivé et

					doivent être retirées de l'ER. PJ : Extrait du PLUiH avec indication des parcelles à retirer de l'ER.
CCPCP-R-12	Madame Danielle LE PANN Monsieur Gérard LE BRIS 12 Menez Vrised GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	Opposition à l'espace réservé « VTT » Propriétaire de la parcelle 618 située dans cet ER et desservie par une servitude sur la parcelle 617, riveraine de l'activité (maison sur la parcelle 674 en lisière du GR 34). Le projet d'espace VTT représente des nuisances pour les riverains, la dégradation des lieux par les passages, et contraires à l'objectif de protection des milieux et de la biodiversité.
PLEYB-R-20	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	La commune de Pleyben souhaite acquérir la parcelle YN 170 (Zone A) pour une zone de stationnement naturelle, non imperméabilisée. Est-ce possible ?
PLOMO-R-28	Anne Marie ROIGNANT 17 place de la mairie PLOEVEN Marie Paule ROIGNANT 164 Hent Lesvern 29170 FOUESNANT	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	Demande d'information sur l'emplacement réservé sur la parcelle ZC 516. Nature de l'équipement, délais de réalisation. Faute d'avoir ces éléments, défavorable à l'ER qui bloque le devenir du terrain et demande sa suppression.
CCPCP-R-9	Aurélien HUGAIN Kermerien PLOEVEN	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	Concernant l'emplacement réservé n°20 porté sur la parcelle 46, et n'ayant pas été informés, souhaitent avoir des précisions sur cet ER et sont défavorables à la destination prévue. (Aménagement d'un espace public paysagé)

DEMAT-M-23	Annie KERHASCOET Maire 12 rue du Menez Hom SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	La commune de Saint Nic demande : - la suppression de l'ERV2 existant réalisé et inscription d'un ERV2 du chemin des Dunes à la route de Béniel quartier Ménez Bichen (voie verte). - la création d'un ERV4 du chemin des Dunes quartier Dour VROUT à la route de Béniel (voie verte) - la transformation du tracé ERV7 du bourg à Cosquérou.
PLEYB-R-3	Monsieur Yoann PAVEC. Penno'ch. PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Demande de reclassement de la parcelle XA-42-43 (classée EBC) en parcelle agricole pour y installer une prairie permanente plus adaptée. M BOICHARD de l'EPAGA confirme qu'elle ne correspond pas aux caractéristiques de l'EBC (friche suite à une déprise agricole avec saules) et qu'une prairie favoriserait la biodiversité. PJ 2 photos végétation.
PLOMO-R-29	Madame LE JOLLEC-TANGUY PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Demande de déclassement de l'espace boisé sur les parcelles ZC 72 et ZC 15 à PLOMODIERN et de classement de la zone en N. Ces boisements ont été réalisés en 1997 pour une exploitation forestière, opération préconisée alors par le CRPF et financée par le fonds forestier national. Lors d'une réunion de la CDNPS en 2013 la représentante de la DDTM a confirmé la mauvaise qualité du peuplement réalisé et le fait que ce peuplement s'est révélé une erreur. Les pins se sont révélés inadaptés au sol et ont été ravagés par la dernière tempête. PJ : Courrier explicatif, compte-rendu de la réunion de la CDNPS Dépôt d'un courrier de 5 pages
DEMAT-@-46	Monsieur Mickaël BOUGUYON PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Signalements et demandes de modifications du règlement graphique : EBC - Parcelle ZK 62 : elle est classée dans vos documents en zone boisée, or c'est une parcelle agricole ; lié à la tempête, le propriétaire fait du bois de chauffage avec les arbres tombés. Sur cette même parcelle, dans le cadre du programme d'action volontaire de la baie de Douarnenez, il a été stipulé qu'elle ne comprenait pas de zone humide ou de cours d'eau en date du 27/03/2024. - Pourquoi les parcelles ZK 59, ZK 63, ZK 65, qui sont limitrophes et non exploitées, ne sont elles pas classées ? - Sur la parcelle YK 157, vous n'avez pas bien dissocié sur le plan le numéro 184 : celui-ci comprend une maison et une longère attenante qui devraient être distinguées.

DEMAT-@-32	Laure HALNA du FRETAY Avocate Pour le compte de Cyrille ELMKAYES Sarl Manoir de Moellien PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Hotel du manoir de Moellien. Demande suppression de l'EBC qui bloque des projets d'aménagement du site (mini golf, parcours santé). Demande suppression de la prescription terrain cultivé à protéger (accès, parkings et jardins des chambres). Courrier explicatif et plans.
DEMAT-@-50	Monsieur Pierre BERNARD 1 Cosquiquis PLONEVEZ- PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Demande de rectification du règlement graphique : Une parcelle de 1 hectare à Keroutous est classée en tant que bois, alors qu'il s'agit d'une parcelle cultivée depuis toujours (photo en PJ).
PLEYB-R-15	Société CMGO Olivier Guillou Responsable foncier 56 390 GRAND CHAMP	CAST	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression de linéaires bocagers à l'intérieur et au voisinage de la carrière du Hinguer. Les haies n'existent plus (Plan joint)
CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression de linéaires bocagers des parcelles 268, 109, 162
PLEYB-R-12	Monsieur Hubert YAOUANC Kerhervé GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de correction du linéaire bocager sur les parcelles 332-333-334, lieudit Kerhervé : les talus n'existent plus ; PJ : extrait du PLUiH avec indication des linéaires à supprimer.
DEMAT-@-34	Madame Nathalie RENARD 38 Yeun Grac PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de modification du linéaire bocager. Entre Lost ar Yeun et Yeun Grac (Pleyben) une partie du linéaire bocager n'existe plus, dont une partie depuis très longtemps (signalé en jaune sur extrait de plan, et photos jointes) et l'autre partie (marquée en fuchsia sur l'extrait du plan) a été arrachée en juin 2024. Ces linéaires ont un rôle

					important à jouer, tant par la préservation de la biodiversité que par celle des sols en évitant l'érosion due à l'eau et au vent.
PLOMO-R-28	Anne Marie ROIGNANT 17 place de la mairie PLOEVEN Marie Paule ROIGNANT 164 Hent Lesvern 29170 FOUESNANT	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression de la haie bocagère à protéger parcelle ZC 514 car ce sont quelques vieux pommiers. Demande de suppression de la haie bocagère à protéger parcelles ZC 9 et 10 car c'est un simple taillis.
DEMAT-@-57	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande modification du linéaire bocager à Maez Gouez entre parcelles ZB 118/121 et ZB 82 car disparu en partie. Plan et photos joints.
PLOMO-R-6	CORMIER Jean Louis 34 rue St Pol Roux 29000 QUIMPER	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Parcelle ZI 251 14-16 rue Pennale. . Les lineaires bocagers ne correspondent pas à la réalité.
PLOMO-R-1	Madame ROLLAND. 21 Route de Chateaulin. PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de déclassement de « linéaire bocager à protéger » sur la parcelle n°67 en zone U. Il s'agit d'une haie artificielle de laurier palme espèce considérée invasive.
PLOMO-R-34	Madame Sylvie HENAFF Keravel-ar-Goulit PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression du linéaire bocager sur la parcelle YS 464 O2. Ce linéaire n'est pas en bordure mais au milieu de la parcelle et a été décimé par la tempête Ciaran.

PLOMO-R-31	Monsieur et Madame Jean- Christophe MARCHADOUR May Goug PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression linéaire bocager en bordure de route sur la parcelle ZB 101 (arbres détruits par la maladie).
DEMAT-@-46	Monsieur Mickaël BOUGUYON PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Signalements et demandes de modifications du règlement graphique : Linéaires bocagers : - Entre ZI 227 et ZI 53 : la haie transversale en haut de parcelle n'existe plus - Entre YL 38 et YL 37 : la haie n'existe plus - Parcelle YK 117 : les arbres en périphérie ont été abattus pour raison de sécurité sur demande des services d'EDF - Parcelle YK 39 : la haie bocagère est du mauvais côté de la parcelle. Suite au passage de la tempête CIARAN, cette parcelle sera remise en herbe - Parcelle YK 03 : les arbres en périphérie ont été abattus pour raison de sécurité suite au passage de la tempête CIARAN
PLOMO-R-7	LE BERRE Michele 2 lieu dit Treguer 29550 PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Parcelle ZA 7 - Demande rectification linéaire bocager. Les haies n'existent que sur la limite nord.
CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Demande d'explication du classement du haut des parcelles 9_10-11-12 à la Croix du Guilly DINEAULT en zone à protéger.
DEMAT-@-52	Madame Cécile NAY Maire de la commune de GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Demande de modification du zonage : La parcelle AC 162, située 1, rue Park an Dour est située à proximité d'une cavité ardoisière située sur la parcelle AC 163. Nous préconisons de ne pas ouvrir à la construction la partie Sud de la parcelle A162 ainsi qu'une bande à proximité immédiate de la parcelle AC 163 à l'Est de la parcelle AC 162. Il s'agit d'un problème de sécurité car la cavité est profonde. Nous émettons un doute sur la constructibilité de la parcelle AC 27 à Pont-Coblant. Cette parcelle est constituée d'un apport ardoisier et surplombe un accès au bord du canal.

PLEYB-R-11	Monsieur Jean-Noël CAM Arc'hann PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conteste le classement en zone humide des parcelles 110-111-131 rue de la Gare à PLEYBEN. Demande que les zones indiquées sur le plan en PJ soient remises en zone constructible comme à l'origine afin d'avoir accès à la parcelle 131.
DEMAT-@-11	Monsieur Alexis CHRISTEL Ty Anquer PLOEVEN	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	<p>Demande d'explication sur les zonages zone humide, N , NL, Ns sur des parcelles situées sur les communes de PLOEVEN et de PLONEVEZ-PORZAY</p> <p>- Délimitation de la zone humide du lieudit Ty Anquer à Ploéven. Pourquoi contourne-t-elle les parcelles 1139 et 1150 à Plonévez Porzay ?</p> <p>- Classement N de la parcelle 180 (Plonévez Porzay) alors qu'elle est rattachée au Camping de la mer à Ploéven classé NL. Serait-il possible que l'ensemble des parcelles appartenant au camping ait la même classification ?</p> <p>- Classement NS des parcelles de 260 à 264 et 253 (PLOEVEN) alors qu'elles sont utilisées en parkings publics. Le seul effet de la classification de ces parcelles en Ns est d'interdire tout travaux d'entretiens.</p>
PLOMO-R-10	EUZEN Claudine lieu dit Keraléon 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Propriétaire de la parcelle 188 classée en zone 1AUe. Ne souhaite pas vendre son bien. Demande un maintien en zone agricole. Parcelle exploitée. Propose une extension de la zone artisanale sur parcelle 186
DEMAT-@-29	Franz PARYS 13 Résidence Kostez Ar Mor PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conteste le zonage 1AUh prévu sur la parcelle YP 22 secteur CROAS DIBEN (OAP/site n°8). Cette extension résulte du classement de ce secteur en "village" au SCoT. Or conteste ce classement (absences de commerces et services, absence de réseau d'assainissement collectif. Pourrait être un SDU permettant une densification mais pas une extension. En tant que riverains directs de la parcelle, conteste densité, impact visuel et la manque d'assainissement collectif.
DEMAT-@-38	Nathalie et David FALCHIER 11 Kroaz Dibenn PLOMODIERN Dominique LE DUFF Emmanuelle et Yannick TARDIVEL Sophie et Yann BOUCHER	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Contestent le zonage 1AUh prévu sur la parcelle YP 22 secteur CROAS DIBEN (OAP/site n°8). Cette extension résulte du classement de ce secteur en "village" au SCoT. Or contestent ce classement, selon eux contraire aux dispositions de la loi littoral (absences de commerces et services, absence de réseau d'assainissement collectif). Pourrait être un SDU permettant une densification mais pas une extension. En tant que riverains directs de la parcelle, contestent impact visuel et estiment que ce projet leur fait grief.

PLOMO-R-9	SALAUN 54 résidence Ar Ven Vrick 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conteste un classement en 2AUh d'une partie de la parcelle 10. Souhaite un maintien en zone A. Perte de vue en cas de constructions et voisinage
PLONE-R-8	LE PAPE Jacques	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conseiller municipal et agriculteur, M. Le Pape ne comprend pas le classement en zone naturelle d'une partie d'une parcelle située "en bas de la Chapelle de St Nicodème" sur Plonevez, laquelle est "travaillée" et cultivée depuis 40 ans !
DEMAT-@-50	Monsieur Pierre BERNARD 1 Cosquinis PLONEVEZ- PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Demande d'inconstructibilité de parcelle Opposé au classement en terrain constructible de la parcelle limitrophe du bourg (voir photo parcelle bourg), qu'il exploite. (OAP n°3 en 2AU).
DEMAT-M-24	Alain SCHLESSER	CAST	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande le classement des terres du Grannec en zone A au lieu de N. Le Grannec est devenu siège d'exploitation en 2019 avec reconquête de terres agricoles et des terres cultivées aux alentours toutes éligibles à la PAC. De même les parcelles ZN 8, 35, 41, 60, 62, 63 sont à vocation agricole (vergers, jardins de thé). Demande également le classement de la parcelle ZN 2 en A et le déclassement de la partie en EBC car elle ne contient pas d'arbres et leur réexploitation est envisagée en verger et jardin de thé.
CHATE-R-9	ESAT Les Genêts d'Or Jean Paul URIEN 114, impasse du vieux bourg 29150 CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande à revoir le zonage et le règlement car la zone AE ne correspond pas d'une part à l'activité présente sur le site (hébergements, séminaires, restauration) et d'autre part à la dimension touristique qui est un axe de développement du site (hébergement touristique et de loisirs). Souhait de conserver la constructibilité existante et d'avoir une extension sur les parcelles AM 97 et 98 (carrières équestres). Souhait de conserver la vocation hébergement (projet de résidence pour personnes âgées autonomes, structures d'accueil à caractère medico social). Deuxième remarque sur les conditions d'accès au site. Envisager un second accès par la parcelle AM94 et AM91 au niveau du site dit du Lentoeh.
DEMAT-@-30	Francois CROZON 9 Domaine de l'île Huric 56000 VANNES	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Propriétaire sur la commune de Châteaulin des parcelles C 730, 733 et 734. Suite au désir de la commune d'y réaliser de nouvelles installations, sollicite de modifier le zonage concernant ces 3 parcelles. Plans joints.

CCPCP-R-2	Gaelle NICOLAS Maire de Châteaulin	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Reprend les mentions inscrites dans la délibération du conseil municipal du 11 avril 2024. Souhaite la création d'une zone US sur les parcelles C 730,733 et 734 pour l'implantation d'un équipement public et y interdire la construction de logements, d'hébergements et d'entrepôts. Demande à identifier arbres classés, talus plantés et alignements d'arbres et espaces verts au titre des éléments naturels à protéger. (article L 151-23) Demande la rectification du zonage du PPRI au niveau de la ville Jouan.
CCPCP-R-6	Monsieur Raymond FEILLANT CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification de zonage des parcelles ZB 210, ZB 212 et ZB 213 à CHATEAULIN. Demande de classement de ces parcelles en zone AE (et non A). Monsieur FEILLANT dans la suite de son activité agricole exerce sur ces parcelles et dans ses bâtiments une activité de stockage et de prestation de services aux entreprises voisines depuis 2006. Cette activité profite aux nouveaux arrivants et bénéficie à la CCPCP. Le classement en zone A dans le précédent POS n'est plus adapté, la restructuration des bâtiments étant indispensable : - Bâtiment 2 : construction de bureaux en dur en remplacement d'un Algeco - Bâtiment 3 : nécessité de division de la surface - Bâtiment 4 : doit être rasé et reconstruit. A noter l'arrêt définitif de l'activité agricole voisine (élevage de porcs). PJ : Courrier explicatif et plan des bâtiments.
DEMAT-M-25	Run Ar Puns Association Vendero Fonds de dotation Annaik MORVAN Stéphane MONTEL Jakez L'HARIDON	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Run Ar Puns est un café concert basé à Châteaulin. Le fonds de dotation Vendero assure le portage foncier et immobilier et met à disposition son patrimoine à Run Ar Puns pour la mise en œuvre d'un projet culturel et social (concerts, création, partenariats, café bar, éco restaurant). Site classé en zone NL. Demande que le zonage reprenne les contours naturels de la parcelle C 484. Demande d'intégrer la parcelle C779 à la zone NL (projet d'une zone atelier nécessaire à la maintenance du site). Demande à vérifier si possibilité d'installer un hangar nécessaire à la culture maraîchère sur parcelle ZE 363. Souhait d'identifier les bâtiments de valeur patrimoniale comme éléments de patrimoine bâti à protéger.(C 772,773 et 780)

DEMAT-@-56	Anthony NORMANT Normant Agencement 171 rue de la Croix SAINT COULITZ	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande le classement de la parcelle YA 73 Pont Ars Goff correspondant à son activité artisanale compte tenu du permis de construire accordé en janvier 2024 pour un changement de destination d'un bâtiment agricole pour un bâtiment de menuiserie et bureaux. Demande également une adaptation pour pouvoir développer un projet de logements pour personnes âgées pour les personnes de la commune et en lien avec la mairie.
CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification de zonage de la parcelle 53 (zone N) à Kerricard DINEAULT : passage en zone 1AUe ou Ae pour une création de plateforme de valorisation des matériaux inertes issus du BTP
CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification de zonage de la parcelle 268 (zone N) à DINEAULT : passage en zone 1AUe ou Ae car liée à son activité économique
PLOMO-R-21	Thierry PELLO, Domoina ANDRIAMANANA , Didier ROSPARS, Françoise ROSPARS Moulin de Lézaïff DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Observation sous forme de courrier avec plans. Demande un classement en zone N des parcelles YE 3,4,5,6,7,8,9,10,11,64,70,72,74 et 130 au lieu de la zone NS pour permettre des travaux et extension limitée sur les bâtiments du moulin de Lézaïff. Demande suppression de la zone humide et de l'EBC sur la parcelle au sud des bâtiments.(plans joints)
<a href="#">DEMAT-@-35</a>	Didier PLANTE Mairie de PLOEVEN	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	A la demande de l'Etat une étude de renaturation de la zone humide de Ty Anquer est lancée par L'EPAD. Cette zone comprend le camping de la mer et des parkings. La commune demande le maintien de la zone NI prévue pour la relocalisation du camping et des parkings nécessaires à la réalisation du projet.

DEMAT-@-22	Madame Julie-Mary BOEZENNEC 9bis Rue du Porzar Vag PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Parcelles YS 487 et YS 181 à PLOMODIERN Ces parcelles sont classées en zone N (zone naturelle à protéger) dans le projet de PLUIH. Elles sont déjà aménagées en tant que terrain de loisirs (terrain multisports, aire de jeux pour enfants, terrain de pétanque, restauration). Bien que la majorité des installations soient sur la parcelle YS 531, ce terrain fait partie intégrante du camping et est nécessaire à notre activité. Demande de revoir le classement des parcelles YS 487 et YS 181 en zone NI (zone naturelle à vocation d'activités sportives, touristiques et de loisirs). PJ Plan cadastral Géoportail
CHATE-R-7	Monsieur Loïc PERROT 17 Rue de Guilly Glaz PORT-LAUNAY	PORT-LAUNAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de changement de zonage (classement en zone Ae) Propriétaire des parcelles 132-133 à Port-Launay et 265-350 à Saint Segal. Demande de classement en zone AE pour permettre une activité économique. Ces parcelles correspondent à l'ancienne usine DOUX. Terrains artificialisées (bitumés et bétonnés) avec un hangar. Demande de modification du zonage des parcelles 265, 350, 132 et moitié de 133, pour permettre une activité de stockage dans le bâtiment existant
DEMAT-M-23	Annie KERHASCOET Maire 12 rue du Menez Hom SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	La commune de Saint Nic demande : - le changement de zonage de la parcelle ZB 233 pour un commerce situé en zone N. Classement en AE. - le classement en zone NL des terrains de Kerdamoy pour un golf de 9 trous et une construction légère pour le club house.
CCPCP-R-13	Jean GUEGUENIAT Pors Ar Goff ST NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Dépôt du courrier de son avocat transmis par mail . M-19 Demande le report des deux lagunes sur les plans. (parcelles ZK 172, ZL 19 et 25).
DEMAT-M-13	Mesdames Anne CENTUR et Marie-Claire BLOUIN SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification du zonage pour la parcelle AD 138 au lieudit BENIEL à PENTREZ, SAINT NIC : passage d'un zonage NL à un zonage UL comme la parcelle voisine 137. PJ :courrier explicatif et extrait PLU St Nic
CCPCP-R-5	Monsieur Mikaël NICOLAS SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification	Demande de modification de zonage pour la parcelle ZB 233 à SAINT NIC. Monsieur NICOLAS exerce une activité artisanale sur cette parcelle depuis 2013 et demande son classement en zone AE (et non N).

				pour activités spécifiques	Demande appuyée par Madame la Maire de Saint Nic. PJ : courrier explicatif, plan cadastral et dossier de vente.
CCPCP-R-4	Monsieur Rémi CARPENTIER Maire de TREGARVAN	TREGARVAN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification du zonage Inclure dans le projet du bourg, une partie de la parcelle ZA63 qui sera achetée par la commune pour la construction d'un atelier communal. PJ : Plan de la commune avec indication de la parcelle concernée, vue Géoportail, relevé de biens.
CHATE-R-6	CORNIC Bernard Roslan 29150 CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Parcelle ZB 67. Demande pourquoi la parcelle n'est pas classée entièrement en zone d'activités économiques mais seulement une bande.
CCPCP-R-11	Jean Yves NICOLAS 840 rocade Parc Bihan CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Propriétaire de la parcelle 14 au lieudit Parc Bihan Bras. Demande la suppression de sa parcelle de la zone 1AUS car elle constitue le jardin de son habitation. Demande à ce qu'elle soit zonée comme sa maison.
DEMAT-@-2	CORMIER Olivier Rue du Château 29190 GOUZEC	GOUZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Propriétaire de la parcelle 88 constructible et 89 non constructible. Demande modification des limites pour pouvoir construire abri de jardin et garage. Décaler vers le nord dans la continuité parcelle 86 et 87. Plan joint.
PLEYB-R-2	LE SAUX Roger adjoint au maire urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Donne un avis favorable au nom de la commune à la demande de madame LE GALL s'agissant d'une erreur matérielle. Inclure la parcelle dans la zone 1AUH et dans l'OAP
PLEYB-R-1	Madame LE GALL Maryvonne 200, allée du Petit Kervao 29200 BREST	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Demande le classement en zone 1AUH de la parcelle XV 585 (actuellement en zone A) d'une superficie de 198 m2 pour l'intégrer à la parcelle XV 381(zone 1AUH). Il s'agit de la même unité foncière et du même propriétaire. Plan joint
PLOMO-R-6	CORMIER Jean Louis 34 rue St Pol Roux 29000 QUIMPER	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Parcelle ZI 251 14-16 rue Pennale. Parcelle divisée en deux suite à un PA. N'apparaît pas au zonage. Le périmètre de centralité est à modifier

PLOMO-R-33	Monsieur Gillian MORE GAEC ARMOR et GFA ARMOR Sainte Marie du Ménez Hom PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Demande le maintien des parcelles ZE 36 et 37 en zone agricole protégée pour pérenniser l'outil de production. Parcelles exploitées en élevage laitier et polyculture.
PLOMO-R-8	PENNANEACH Alain lieu dit Keraleon 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Ne comprend pas pourquoi la zone 1 Aue s'étend sur la parcelle 188 plutôt que sur la parcelle 186 qui jouxte la zone artisanale existante
PLONE-R-4	GARREC Jean Yves Bécherel PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Exploitant agricole de la parcelle ZK 76 classée pour partie en zone 1AUh et A. Zonage déjà existant au PLU actuel. Transmission à son fils. Demande modification de la limite zone A/zone 1AUh selon plan joint pour donner une parcelle plus facilement exploitable. Prpriétaires auraient donné leur accord en 2023 et chambre d'agriculture soutiendrait la demande.
PLOMO-R-18	Consorts LAROUR Porsmorean SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Observation sous forme de courrier Prennent acte du classement de la parcelle 358 en 1AUh mais informe d'un contentieux en cours avec la propriétaire riveraine sur la surface exacte de la parcelle et sa vraie limite. Souhait que l'ensemble de la parcelle soit bien en 1AUh, une fois le contentieux terminé.
CHATE-R-12	Alain MIGNON	TREGARVAN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Propriétaire des parcelles 95-24 et 21. (lieudit Garrec Venn). Demande le classement de la parcelle 21 partiellement arborée en zone A comme actuellement.
CCPCP-R-17	Madame Isabelle LEFORT Pour l'Association LEB Liberté, Environnement, Bretagne PLONEVEZ PORZAY	***Toutes communes***	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONE BLANCHE	Zonage Demande d'intégration de zones blanches dans la PLUiH pour servir de refuge aux EHS (Electro Hyper Sensibles) et d'abaissement des émissions. Les symptômes et contraintes sont rappelés. Demande de suspendre la campagne de détection des zones blanches et d'installation systématique d'antennes relais.

DEMAT-@-41	Monsieur Morgan LEBAUT ARGOL	CAST	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONE HUMIDE	Contestation de classement « zone humide » des parcelles ZK 60 et YI 20 à CAST. Pour preuve : ces terres sont exploitées en céréales, colza, féverole et pommes de terre, cultures incompatibles avec les zones humides Un consultant indépendant a réalisé des carottages sur ces zones et conteste le caractère ZH (numéro joint). PJ : Photo du carottage.
DEMAT-M-19	Monsieur et Madame Miranda LACARIN 139 Gouesnarc'h SAINT COULITZ	SAINT-COULITZ	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONE HUMIDE	Approbation de la protection Zone humide Propriétaires au lieudit Gouesnarc'h à SAINT COULITZ de parcelles d'un total de 7ha23a58ca classées en zone humide dont certaines sont louées à un agriculteur. D'accord avec le fait que ces lieux ne sont pas appropriés pour un développement d'urbanisation. Remarque sur les conditions d'entretien : la Smatah intervient de façon ponctuelle et insuffisante côté canal ce qui a des conséquences sur la partie basse des parcelles.
DEMAT-@-63	Anonyme	PLONEVEZ-PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Parcelles YA 302, 21 et 89 à Plonévez Porzay Contestation du classement en zone NI autorisant les hébergements, ce qui constitue un "cadeau et une plus-value à l'exploitant de ces terrains". Demande de reclassement en zone spécifique "interdit aux hébergements".
STECAL					
DEMAT-@-54	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	***Toutes communes***	STECAL		Trouve que l'habitat réversible n'est pas abordé dans le PADD alors qu'il permet d'attirer des jeunes et des familles à revenus modestes, d'accueillir de nouvelles activités économiques souvent agricoles, de réduire l'empreinte écologique et d'offrir à des personnes ce nouveau choix de mode de vie. Demande d'allouer un ou plusieurs STECAL pour résidences démontables ou faire une OAP pour réserver une zone constructible à des résidences démontables (en zone littorale par exemple). Exemple de Combrit cité.
DEMAT-@-1	Anonyme	CAST	STECAL		Demande de STECAL avec modification du zonage Section ZM 0022 au 46 rue Saint Gildas à Cast. Propriétaire sur cette parcelle d'une maison d'habitation, d'une bâtisse en ruine, d'un poulailler désaffecté et terrain. Projet d'installation d'un chalet et de deux roulottes et abris dans un espace arboré avec accès gravillonné ; d'un

					verger et d'un potager avec modification du zonage dans la zone grise. Plan en PJ
DEMAT-M-9	Me DOUERIN pour époux DECODTS	CAST	STECAL		<p>Doublon DEMAT--01 Parcelle cadastrée ZM 0022 située 46 rue Saint Gildas à CAST.</p> <p>Contestation du classement en EBC et en zone naturelle et demande de reclassement en zone constructible ou en STECAL.</p> <p>Me DOUERIN rappelle les articles du code de l'urbanisme ainsi que la jurisprudence</p> <p>Classement EBC : la parcelle ZM 022 ne comprend pas de plantations et de végétations de qualité méritant une protection de type EBC : il s'agit d'un terrain essentiellement enherbé comportant quelques plantations et arbres. (cf photos):</p> <p>Classement en zone N :</p> <p>A été jugé illégal le classement en zone naturelle d'une parcelle desservie par différents réseaux publics, située dans le voisinage d'autres constructions (cf jurisprudence citée), ses caractéristiques ne justifient pas un classement en zone naturelle.</p> <p>Les constructions situées sur la parcelle cadastrée ZM 22 (notamment les roulottes et le chalet) sont modestes et ne portent nullement atteinte au caractère naturel du secteur. Madame et Monsieur DECODTS sollicitent la suppression de l'espace boisé classé identifié sur la parcelle ZM 0022 ; l'identification d'un STECAL sur la parcelle ZM 0022 ou son classement en zone urbaine.</p>
DEMAT-M-21	Nathalie KERVENNIC 148 Gwarem Vras DINEAULT	DINEAULT	STECAL		<p>Demande le classement d'un terrain agricole en zone constructible (parcelle ZY 76 Cast Tous Banel) pour projet de tiny houses et locations insolites (roulottes, tipis,...) et aire de camping-car. Courrier et plan joints</p>
PLEYB-R-7	SAS Lezalain Lieudit Lezalain PLEYBEN	PLEYBEN	STECAL		<p>Au lieu-dit Keryekel à PLEYBEN (zone A) : demande de changement de zonage pour une activité économique ; possibilité de zonage Ae ou de STECAL ?</p> <p>Projet de destruction/reconstruction d'un bâtiment agricole en vue de production d'énergies renouvelables (photovoltaïque et bois déchiqueté). Le</p>

					projet a reçu le soutien des élus locaux. PJ : présentation du projet ; compte-rendu de la réunion avec les élus ;
DEMAT-@-32	Laure HALNA du FRETAY Avocate Pour le compte de Cyrille ELMKAYES Sarl Manoir de Moellien PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	STECAL		Hotel du Manoir de Moellien. Souhaitent la création d'un STECAL sur le perimètre de la zone NI pour d'une part déroger à la limite de 250 m2 sur les extensions (les batiments font tous plus de 200 m2) et d'autre part permettre un changement de destination. Si pas possible de créer un STECAL, demande une dérogation à la règle des 250 m2 et une identification des batiments pouvant faire faire l'objet d'un changement de destination. Courrier explicatif avec plans
DEMAT-@-6	Mairie de PORT- LAUNAY Monsieur Gaël CALVA	PORT-LAUNAY	STECAL		Afin de pouvoir installer des activités ludiques, un commerce ambulant ou saisonnier ou une activité d'hôtellerie de plein air, il est nécessaire de prévoir un STECAL sur la parcelle AB60 à Guilly Glaz à Port-Launay.
DEMAT-@-19	Mairie de PORT- LAUNAY Monsieur Gaël CALVA	PORT-LAUNAY	STECAL		Afin de pouvoir installer des activités ludiques, un commerce ambulant ou saisonnier ou une activité d'hôtellerie de plein air, il est nécessaire de prévoir un STECAL sur la parcelle AB60 à Guilly Glaz à Port-Launay
PLOMO-R-19	M. Mme DEWAEGHEMAE CKER Kerdamoy 29550 St NIC	SAINT-NIC	STECAL		Création d'un golf 9 trous sur une partie des 23 ha de terres autour de la propriété au lieudit Kerdamoy sur la commune de St NIC. Parcelles en zone agricole (ZE 108, AK 61, AI 61 et 3) à mettre en zone NL
<b>ZONES ECONOMIQUES</b>					
DEMAT-M-3	Jean LE DU	PLEYBEN	ZONES ECONOMIQ UES		Regrette que les surfaces disponibles pour l'implantation d'activités sur Pleyben soient insuffisantes pour pouvoir répondre à des opportunités d'installation ou d'extension d'entreprises existantes. Prends acte que le developpement du tissu artisanal se fera sur Chateaulin.

PLEYB-R-4	Monsieur Jean LE DU	PLEYBEN	ZONES ECONOMIQUES		DOUBLON DE DEMAT-M-003 Regrette que les surfaces disponibles pour l'implantation d'activités sur Pleyben soient insuffisantes pour pouvoir répondre à des opportunités d'installation ou d'extension d'entreprises existantes. Prends acte que le développement du tissu artisanal se fera sur Chateaulin.
RISQUES					
DEMAT-M-8	Madame Anne LOUSSOUARN	CHATEAULIN	RISQUES		Alerte et demande de dispositifs de protection contre les inondations. Propriétaire de la maison, située au 212 route du Moulin de Kerguestec à CHATEAULIN, à la limite de Saint Ségal et Port Launay (ancien moulin qui jouxte le ruisseau et passe sous la D770 en amont de Port Launay). Maison et jardin inondés lors de fortes précipitations. Le bassin versant de Saint Ségal, a été fortement artificialisé du fait de la construction de la zone d'activité qui ci va s'étendre. Demande de renforcer les dispositifs de protection tels que les bassins de rétention en amont.
ASSAINISSEMENT					
PLOMO-R-12	Madame Muriele LE DOARE 2 impasse de l'Iroise PLOMODIERN	PLOMODIERN	ASSAINISSEMENT	ASSAINISSEMENT	Conteste la construction sur Pors Ar Vag sans la mise en place de structures adaptées pour un assainissement correct
AUTRES					
PLONE-R-5	Jean Claude GIRARD 22 rue de l'Argoat PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	AUTRES	COMMERCES	Constate la fermeture de nombreux commerces (garage, restaurants) sur Plonevez Porzay et le manque de services en informatique. Propose que la commune s'implique dans la recherche de repreneurs.
CHATE-R-11	Annaig TREGUER Jahez L'HARIDON Runs ar Puns CHATEAULIN	CHATEAULIN	AUTRES	CONSULTATION SANS OBS	Consultation des règlements graphiques et écrits

DEMAT-@-34	Madame Nathalie RENARD 38 Yeun Grac PLEYBEN	***Toutes communes***	AUTRES	ENR	L'encadrement de l'installation des différents dispositifs d'énergie renouvelable, existants ou à venir, est très peu développé.
DEMAT-@-52	Madame Cécile NAY Maire de la commune de GOUEZEC	GOUEZEC	AUTRES	ENR	Règlement A l'heure de la loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables qui fait de la planification territoriale des énergies renouvelables une priorité, la commune de Gouézec déplore que les zones de protection de captages à faible potentiel agricole ne puissent être utilisées pour implanter des panneaux photovoltaïques.
DEMAT-M-14	Monsieur Cédric FERTIL	PLOEVEN	AUTRES	HORS PERIMETRE	En doublon des observations DEMAT- @-025, DEMAT-M-015, Hors périmètre de l'enquête publique
DEMAT-@-26	Monsieur Cédric FERTIL	PLOEVEN	AUTRES	HORS PERIMETRE	En doublon des observations DEMAT- @-025, DEMAT-M-015, Hors périmètre de l'enquête publique
DEMAT-M-11	Monsieur Cédric FERTIL 29 rue de Paris 29200 Brest	PLOEVEN	AUTRES	HORS PERIMETRE	Le contenu du courrier (contentieux de succession) ne concerne pas l'enquête publique. Demande de suppression de la mention de l'exploitation de Monsieur René Chevalier à Coat Meur PLOEVEN dans la liste des ICPE (Tome 1 du rapport de présentation)
DEMAT-M-5	Anonyme	PLOMODIERN	AUTRES	HORS PERIMETRE	Quatre dépendances situées sur la parcelle cadastrale YL0214 (numérotées 216,217,218 et 219), ne sont pas et ne seront pas à vendre .
DEMAT-@-45	Monsieur Jean- Marie GUYADER PONT DE BUIS LES QUIMERCH	***Toutes communes***	AUTRES	MOBILITES DOUCES	Mobilités douces. Le projet manque d'ambition et de projets concrets. Les mobilités douces sont évoquées à quelques reprises (pages 2, 10, 25, 28 du PADD) mais de façon insuffisante et avec une vision utilitariste. Il manque un réseau de cheminements doux à taille humaine pour les habitants et les visiteurs. Les indications sont trop floues et les emplacements réservés ne concernent que 6 communes et ne permettent pas des voies en site propre. Demande d'étudier les liaisons suivantes : entre le bourg de Plonévez-Porzay et le sud de la commune ainsi que vers Tréfeuntec, sur le secteur de Pont Réal à saint Segal, entre le bourg de Pleyben et la frange nord de la commune et également le lien Lothey – Gouézec entre les villages de Poulhazeg et Lezvreac'h, la jonction du chemin de halage du canal de Nantes à Brest entre Saint-Ségal et Pont-de-Buis lès Quimerc'h (via Rospiriou, Traon Izella et le bois du Roscoat), le lien entre le bourg de Ploéven et l'espace côtier de cette commune, le lien entre le sud de la commune de Gouézec et celle de Briec

					<p>(secteur Kerlann vers Hellen).</p> <p>La création de nouvelles liaisons douces dans les secteurs ruraux où elles ont été détruites dans le courant du XXème siècle mériterait une attention toute particulière. Il conviendrait d'assurer une meilleure prise en compte des besoins en randonnée pédestre et cheminements doux à l'échelle de l'intercommunalité et vers les itinéraires existants dans les EPCI adjacents et de préciser les liens avec le plan départemental des itinéraires de randonnées pédestres (PDIPR).</p> <p>Proposition concrètes pour la traversée du canal de Nantes à Brest : passerelles au niveau des écluses, pont piéton sur le viaduc de la RN 165, passerelle mobile activée par les usagers.</p>
DEMAT-@-15	MEYER Stéphan et Emilie ST SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	PATRIMOINE	<p>Bâtiment d'habitation (parcelle 708) classé comme élément de patrimoine à protéger. Souhaite avoir des informations sur la nature de la protection et les raisons qui ont conduit à cette identification. Souhaite connaître les incidences par rapport à d'éventuels travaux sur le bâtiment.</p>
CCPCP-R-15	Olivier LAUTROU Ty Gamevet DINEAULT	DINEAULT	AUTRES	VOIRIE	<p>En tant que riverain, soulève une vitesse excessive sur la VC5 et souhaite des aménagements de sécurité.</p> <p>Souligne un problème sur le seul point de collecte des eaux de ruissellement se situant à 800 mètres du centre bourg.</p>
DEMAT-@-7	Anonyme	PLEYBEN	AUTRES	VOIRIE	<p>Salue les efforts d'accessibilité réalisés le long du canal et la qualité des pistes réservées aux vélos et piétons.</p> <p>Regrette l'absence de continuité vers les centres bourgs de Gouezec et de Pont-Coblanc notamment pour les voies piétonnes.</p> <p>Déplore la disparition de tous les commerces et le grand nombre de logements vides et plus entretenus. Comment y remédier ?</p> <p>Hors périmètre de l'enquête :</p> <p>Vitesse excessive dans la zone de circulation à 30Km/h à Pont Coblant, manque de visibilité du panneau quand on arrive de Gouezec. Problème de sécurité et de nuisance sonore avec le passage des poids lourds et tracteurs. Nécessité de collaboration à avoir avec Gouezec pour que la vitesse soit ralentie de manière efficace avant le pont.</p> <p>Suggestion d'amélioration de la signalétique pour mettre en valeur les lieux touristiques (Roche du feu).</p>

CCPCP-C-2	Monsieur et Madame PENNANEAC'H 3 Bécherel PLONEVEZ- PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	AUTRES	VOIRIE	Demande de l'aménagement de l'entrée du bourg au niveau de leur domicile : sécurisation de la vie notamment pour les piétons, réduction de la vitesse
DEMAT-@-61	Pierre COMBAZ SAINT NIC	SAINT-NIC	AUTRES	VOIRIE	Circulation sur la route du bord du mer : propose de limiter seulement ponctuellement les stationnements pour laisser 1,20 mètres à la circulation des piétons.(GR 34). Préférable à l'aménagement de stationnement sur les zones naturelles. Met en avant des difficultés de circulation en été sur la route littorale entre Pentrez et Plonevez Porzay et des problèmes de sécurité. La réflexion et les aménagement ne devraient t'ils pas être portés par la CCPCP ?
DEMAT-M-7	Madame Gwenaelle LE BOUDEC Kerdræon SAINT SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	VOISINAGE	Propriétaire d'une maison ancienne sur la commune de St Ségal, hameau de Kerdræon, inquiétudes concernant une parcelle voisine (Parcelle 275 entre le 2 et le 6) Elle comprend une maison à usage d'habitation et une grange agricole en ruine depuis plus de 25 ans, et pour laquelle le propriétaire tente une vente pour rénovation de la grange agricole en habitation principale et destruction de la maison actuelle (risque de mэрule avec demande d'attestation de conformité non reçue). Il n'y a ni eau ni électricité, ni assainissement, ni bornage, la végétation existante a bien poussé et des travaux de remise en état seraient très complexes pour nos propriétés actuelles. PJ dans le corps de l'observation : courrier envoyé début juillet à la CCPCP NDLR : le bâtiment fait partie du recensement changement de destination.(n°21)
DEMAT-@-14	MEYER Stéphan et Emilie ST SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	VOISINAGE	Inquiétudes sur projet de construction du voisin (nuisances travaux, propagation mэрule et fibres amiantées).

DEMAT-@-33	Monsieur Jean-Baptiste HENRY Hameau de Kerdraon SAINT SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	VOISINAGE	<p>Opposition en tant que voisin au projet de changement d'affectation de la grange située sur la parcelle n°275 du plan cadastral de Kerdraon ( Saint-Ségal) en une maison d'habitation et démolition d'une maison d'habitation sur la même parcelle.</p> <p>Raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- absence de diagnostic mэрule alors qu'il y a une forte probabilité de contamination par ce champignon. Risque de propagation si les travaux ne sont pas réalisés par des professionnels.</li> <li>- protection des maisons du patrimoine breton : La parcelle n°275 se trouve entre deux maisons classées comme maisons du Patrimoine Breton. La transformation de cette grange en habitation ainsi que la destruction de la maison d'habitation pourraient dénaturer le cadre architectural et historique de ce site, mettant en péril l'intégrité visuelle de ce hameau.</li> <li>- Impact sur l'activité locale : activité de chambres d'hôtes dans l'une des maisons adjacentes à la parcelle N°275 compromise par l'ampleur des travaux dans une propriété laissée à l'abandon depuis plus d'une quinzaine d'années.</li> </ul>
------------	---	-------------	--------	-----------	---

## 4- Questions de la commission d'enquête

### 4-1 Le dossier

La légende portée au plan de zonage pour l'identification des bâtiments pouvant changer de destination signalée par un rond rouge, est différente de celle portée sur les documents détaillés de recensement des bâtiments par commune identifiés par une étoile. Cet « étoilage » porte à confusion avec la légende distinguant les éléments de patrimoine bâti à protéger.

- Pouvez-vous revoir ces légendes pour d'une part harmoniser entre plan de zonage et documents détaillés des changements de destination et d'autre part éviter la confusion avec la protection de patrimoine bâti.
- Est-il possible de joindre au dossier une liste des éléments de patrimoine bâti à protéger en complément de leur inscription sur le règlement graphique qui ne donne pas la nature de l'élément identifié.

Les plans de zonage sont divisés en plusieurs secteurs selon la taille de la commune.

- Pour une meilleure lisibilité et identification du secteur concerné sur la commune, le cartouche pourrait faire apparaître le découpage de la commune par secteurs.

### 4-2 La compatibilité avec les documents supra communaux

Le dossier fait état du SDAGE 2016-2021. Le nouveau SDAGE 2022/2027 qu'il faut intégrer dans ce projet a été approuvé en 2022.

- Ce document apporte-t-il des modifications substantielles susceptibles de remettre en cause l'analyse présentée pour ce projet ?

De même, le PGRI cité est celui de la période 2016-2021. Le nouveau PGRI a été arrêté en mars 2022 pour la période 2022-2027.

- Pouvez-vous confirmer que ce nouveau document n'a pas d'incidence sur le projet arrêté ?

Le SCoT du pays de Brest auquel appartient la CCPCP est en cours d'élaboration. Il prendra d'autres critères de développement (hypothèses démographiques, consommation d'espace, densité, changement de destination de bâtiments agricoles ...)

- Quelles sont les conséquences prévisibles pour l'équilibre de ce projet de PLUiH?

### 4-3 Les projections démographiques

Le rapport de présentation fait état d'un ralentissement de la dynamique démographique par rapport à la période précédente qui semble se confirmer avec des données plus récentes. Les données détaillées du rapport sont très antérieures (2016) à la date prévisible d'entrée en vigueur du PLUiH même si celles-ci ont été partiellement complétées par des données plus récentes de 2020.

De même les données sur le marché de la construction datent de 2015 et ne prennent pas en compte des données plus récentes notamment marquées par la période Covid et après Covid. Cela risque d'affecter la fiabilité des prévisions.

La CCPCP a retenu une croissance annuelle à 0,45 % équivalente à la tendance observée entre 1999 et 2019 qui semble ambitieuse par rapport aux prévisions INSEE et au Scot du pays de Brest, et qui suppose un solde migratoire largement positif.

- La commission souhaite connaître les dernières informations, mêmes partielles ou pas encore officielles (recensements complémentaires, évolution des effectifs scolaires, nombre de mutations immobilières, permis de construire, demandes de logement en cours non satisfaites...), qui aideraient à justifier les prévisions démographiques et par conséquent les besoins de logements du projet de PLUiH.

- En l'absence de données plus précises, la commission souhaite savoir comment la CCPCP entend planifier ses secteurs ouverts à l'urbanisation ou faire évoluer si besoin son document d'urbanisme (à partir de quels indicateurs et dans quel délai).

#### 4-4 L'habitat

Le projet de PLUiH prévoit de produire en moyenne 125 logements par an.

- Le calcul du besoin en logements neufs peut-il être détaillé et explicité entre ce qui résulte des besoins liés à l'accroissement naturel, à l'accueil d'une population nouvelle et à ceux liés au desserrement des ménages ?

La proportion des résidences secondaires est jugée stable à échéance du PLUiH.

- Des actions sont-elles envisagées pour réduire la part des résidences secondaires ?

La réduction de la vacance fait partie des objectifs du POA.

- Les logements vacants remis sur le marché du logement sont-ils comptabilisés dans le nombre de logements à produire ?
- Pouvez-vous rappeler les actions mises en place pour réduire la proportion de logements vacants ?
- L'OPAH en cours à l'échelle de la CCPCP doit s'achever le 31 octobre 2025. Une suite est-elle envisagée ?

Dans la répartition du nombre de logements, certaines communes semblent avoir des potentiels importants au regard de leur poids démographique (Plonévez-Porzay, Cast, St Nic, Ploéven).

- Pouvez-vous préciser comment s'est effectuée la répartition entre le pôle structurant, les pôles d'appui et les bourgs ruraux.
- Y a-t-il une corrélation entre le poids démographique de la commune à l'échelle de la CCPCP, sa situation dans l'armature urbaine, son évolution démographique récente et le nombre de logements ?

L'accueil en hébergement temporaire pour les jeunes et les saisonniers apparaît être une problématique du territoire.

- Quelles sont les actions que la CCPCP entend mener pour proposer des solutions adaptées à ce public ?

Il ressort des observations du public un questionnement sur l'habitat léger ou réversible.

- Quelles suites entendez-vous donner à ces demandes ? Le projet de règlement du PLUiH dans sa rédaction actuelle permet-il d'y répondre ?

La proportion de logements sociaux est estimée à 5 % sur la durée du PLUiH (7 % sur la période du Programme d'Orientations et d'Actions). Ce pourcentage peut paraître faible au vu de la demande observée en locatif.

- Pouvez-vous préciser comment ont été déterminés les objectifs de production pour les quatre pôles identifiés (10% et 7%) et les autres communes (5% de la production totale) ? Sont-ils de nature à satisfaire la demande ?

#### 4-5 La consommation foncière

Pour la construction de logements, le projet prévoit la répartition suivante : 35 % par mobilisation de l'existant dont environ 20 % par des opérations en cours (entre 9 et 10 logements par an) et 80 % en renouvellement urbain (entre 33 et 34 logements par an).

- Pouvez-vous préciser ce que recouvre la notion d'opération en cours (autorisation accordée, travaux engagés) ? Intègre-t-elle des terrains situés en extension d'agglomération dans les documents en vigueur ou identifiés consommant de l'espace naturel ou agricole au MOS (Mode d'Occupation des Sols) ? Si oui, pour quelle surface ?

Le projet intègre la trajectoire ZAN de la loi Climat et Résilience sans la respecter totalement, notamment sur la période 2031-2041. L'obligation est fixée au 22 février 2028.

Aussi, la consommation foncière est présentée globalement à l'échelle de la CCPCP par grande masse habitat, activités économiques et autres.

- Il aurait été intéressant d'avoir des informations plus précises à l'échelon communal avec les enveloppes consommées sur chaque territoire et le potentiel foncier disponible en consommation d'espace naturel et agricole. Avez-vous ces informations ?
- La commission souhaiterait à minima qu'un tableau compare à l'échelle de la CCPCP la répartition des différentes zones U, AU, A et N entre les PLU communaux et les cartes communales actuellement en vigueur, le projet de PLUiH et le projet éventuellement modifié suite aux remarques des PPA.
- Par ailleurs pouvez-vous préciser le nombre total d'hectares prévus en 1AU et en 2AU pour le logement et pour l'économie ?

En matière de renouvellement urbain, le POA ne prévoit pas d'action pour encourager une densification douce type « BIMBY ».

- Pouvez-vous préciser si des actions sont envisagées dans ce sens ?

Les bâtiments agricoles désaffectés constituent des surfaces artificialisées en zone A qui ne sont pas recensées.

- Certains suggèrent de les "échanger" contre des surfaces UE contre renaturation. Qu'en pensez-vous ?
- Envisagez-vous une action dans le sens de l'orientation 12 du PADD (assurer la qualité des paysages construits) et de l'OAP Paysage ?

#### 4-6 Le règlement graphique

De nombreuses observations concernent le classement en zone constructible de parcelles en frange de la zone urbaine ou en dent creuse entre des habitations.

On constate sur certaines communes des parcelles non bâties le long des voies classées en zone urbaine (secteur Prateganned à Plomodiern, hameau Kergaradec à Cast) ou en 1 AUh en urbanisation linéaire (OAP 2 à Plomodiern, route de Dour Bihan).

- Pouvez-vous rappeler les critères qui ont conduit à délimiter les zones urbaines et zones agricoles et/ou naturelles dans les franges avec les zones urbaines (distance entre deux habitations, surface de la parcelle, existence de projets, réseaux, valeur agronomique...).

De même des observations contestent le classement en zone agricole de certains hameaux, alors qu'ils sont urbanisés et qu'ils ne disposent que de peu de parcelles « nues ». Ces parcelles enclavées sont d'ailleurs difficilement exploitables pour l'agriculture.

- Pouvez-vous préciser les critères qui ont conduit à délimiter certains hameaux en zone U et d'autres en zone A ou N. A titre d'exemples, des hameaux sont délimités en zone U sur les communes de St Ségal, St Coultitz, Plomodiern, Lennon, Cast et Gouazec.

- Sur l'extension urbaine envisagée sur le hameau de Croaz Diben à Plomodiern, pouvez-vous donner les éléments de justification à la création de cette zone 1 AUh ?
- Pouvez-vous également préciser les critères qui ont conduit à délimiter la zone 1AUe de Plomodiern en discontinuité de la zone d'activités existante.

#### 4-7 Le règlement écrit

##### Dispositions générales :

- Pouvez-vous compléter les définitions des zones (p 19) avec les « sous-zones » par ex UHc, UHcsdu, UHe etc ...telles qu'exposées dans le rapport de présentation (Tome 2 p 97).
- Pouvez-vous mettre en exergue les législations relatives à l'occupation et l'utilisation des sols notamment les prescriptions relatives aux zones inondables, littorales, EBC, zones humides ?

##### Dispositions en zones U et AU :

- Les sous-destinations industrie, entrepôt sont autorisées en zone 1AUH. Ne devraient-elles pas être réservées à la zone 1AUe ?
- Est-ce qu'une extension peut être autorisée pour une construction existante en zone 2AU, dès lors qu'elle ne compromet pas l'urbanisation future ?

Le règlement prend en compte les mesures de protection du paysage urbain.

- Les mesures définies pour la commune de Châteaulin (interdiction des toitures-terrasses et des toitures végétalisées, prescription pour les façades, bardages, garde-corps, menuiseries extérieures etc...) ne sont-elles pas à réserver au périmètre du centre historique et patrimonial ?
- Concernent-elles toutes les constructions (commerces, services, bureaux, bâtiments publics...) ?
- La même question se pose pour Ploéven, St Nic et Trégarvan avec l'interdiction de toitures terrasses et végétalisées.
- Ces mesures ne vont-elles pas à l'encontre d'une architecture mieux adaptée aux changements climatiques (constructions compactes, gestion des eaux pluviales au niveau des toitures, installation de panneaux solaires...) ?

Gestion des eaux pluviales :

« Toute construction neuve supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher doit comporter un dispositif destiné à la récupération et le stockage des eaux pluviales »

- Pourquoi ne pas imposer le dispositif de récupération et de stockage à toutes les constructions individuelles ?

En zone UHA, « 50 % de la superficie de l'unité foncière non affectée aux constructions doit être traitée en espaces végétalisés et de manière à rester perméable aux eaux pluviales, hormis pour les terrains d'une superficie inférieure à 150 m<sup>2</sup> »

- La mesure peut-elle être complétée par une limite de surface imperméabilisée pour les grandes parcelles ?
- En complément, peut-on inciter au recours aux revêtements perméables sur toutes les surfaces y compris les accès et abords de construction ?

Densité de logement

- Pouvez-vous préciser à chaque mention, si les densités mentionnées sont nettes ou brutes ?

Dispositions en zone UE :

Destination « Artisanat et commerce de détail » : (P 44)

- La limitation des possibilités d'extension des constructions existantes et des implantations concerne-t-elle toutes les activités ou seulement les surfaces commerciales ?

- Les activités artisanales pourraient-elles être autorisées à s'étendre suivant leurs besoins de développement, dans un objectif d'économie d'espace et de densification ?

#### Dispositions en zone A :

- Pouvez-vous rappeler les raisons de l'indice 2024 à la zone agricole ?
- Confirmez-vous l'interdiction de modifier ce zonage sur une durée de 20 ans ?

La définition de la zone agricole est très précise en ce qu'elle concerne la protection de l'activité agricole et sa pérennité. Elle ne correspond pas totalement à l'usage qu'il est fait des terrains en bordure de zones urbanisées ou situés en "dent creuse" de la zone urbaine.

- Pouvez-vous clarifier la définition pour lever toute ambiguïté sur le classement des terrains en bordure de zone urbaine qui n'ont pas un usage agricole lié à une exploitation ?

Article A1.1 Logement lié au siège d'une exploitation agricole (qualifié de logement de fonction) :

Les conditions ne paraissent pas claires et ne pas recouvrir toutes les situations :

- Différencier les exploitations individuelles (construction d'un seul logement) et les exploitations sociétaires (deux logements par site d'élevage en priorisant lorsque cela est possible l'utilisation de bâtiments existants ?) ;
- Ne pas accorder la construction à un exploitant à moins de 5 ans de la retraite ou spécifier que ce logement ne pourra être destiné à un logement de loisir ou à un autre usage.

#### Zone AC2024 :

Pour la sous-destination logement page 114, seule est autorisée « l'extension des constructions à usage d'habitation existantes » et les annexes ainsi que la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans.

- Pourquoi dans ce cas reprendre les prescriptions des « constructions à usage d'habitation » dans l'article AC2024 2.1.5, ce qui peut prêter à confusion.

#### Zone Ae

Dans les sous zones Ae (zone d'activité économique située dans l'espace agricole) dans laquelle seules les extensions de constructions existantes (industrie, entrepôts, bureaux) sont autorisées.

D'autres activités pourraient être localisées en zone A (activités et équipements sportifs de loisirs et culturels, activités de tourisme avec possibilité de logement et hébergements hôteliers et touristiques isolés (comme pour la zone NI), ainsi que des activités hors exploitation agricole nécessitant des espaces isolés ou une proximité avec le secteur agricole (centre équestre, pension canine...) ?

- Comment seront traitées les demandes de création de ce type d'activités ?

L'interdiction d'aire de camping-car n'est mentionnée que pour la zone AC 2024.

- Cela signifie-t-il qu'elle est autorisée dans toutes les autres zones ?

#### Dispositions en zone N

Les résidents ont de fortes interrogations sur les possibilités d'utilisation de leurs parcelles. Le règlement n'interdit pas et n'autorise pas explicitement les aménagements suivants : serres, terrain de loisir, stationnement de caravane ou camping-car, aire de jeux privée, hébergement léger (cabane, yourte...).

- Confirmez-vous que ces aménagements sont autorisés ?

#### Serres en zone A et N

- Les serres à usage privé sont-elles considérées comme des annexes ? Auquel cas, sont-elles extraites du décompte comme les piscines ?
- Si oui, peut-on revoir les règles de distance et de surface ?

#### 4-8 Les STECAL

Les 15 secteurs correspondent principalement à des installations d'intérêt public.

L'enquête a permis d'identifier des projets privés d'installations économiques type transformation, stockage, quelques projets d'hébergement en habitats légers, l'agrandissement d'une activité hôtelière, un aménagement de loisirs (golf).

- Comment seront traités les projets qui ressortent des observations du public ainsi que les futurs projets ? Quelles seront les démarches ?
- Est-il possible d'avoir une rubrique STECAL dans le règlement pour fixer les contenus possibles et définir leurs conditions ?

#### 4-9 Les changements de destination

Les critères mis en œuvre lors du recensement par les communes ont été les suivants : Intérêt architectural ou patrimonial ; ne pas être une ruine ; capacité à réaliser un assainissement individuel ; raccordement possible aux différents réseaux ; la construction ne doit pas être située en zone inondable, en zone humide, ou dans un secteur présentant des nuisances.

Le changement n'est possible qu'avec l'avis conforme de la CDPENAF ou de la CDNPS et en respectant les règles de réciprocité applicables aux exploitations agricoles.

- Pourquoi ne pas avoir retenu un critère de surface minimum ?

Le lexique du règlement définit la "ruine" : « un bâtiment présente le caractère d'une ruine dès lors que l'essentiel du gros œuvre est détruit. Pour qu'un bâtiment ne soit pas qualifié de ruine, il doit comporter à minima trois pans de murs entiers (pignons inclus). Une ruine ne peut pas être considérée comme une construction existante »

- Le recensement semble avoir outrepassé cette définition et qualifié des « ruines », certains n'apparaissant même plus sur le cadastre. Est-il possible de le revoir sur ce critère ?

La distance des bâtiments agricoles a semble-t-il été fixée à 100 m.

- Cette prescription correspond-elle à celle envisagée dans le cadre du SCoT du pays de Brest ?
- Si ce n'est pas le cas, comment sera prise en compte une distance plus grande qui de facto va exclure certains bâtiments "étoilés" ?
- Un changement de destination de bâtiments situés au siège d'une exploitation est-il possible au regard de la règle de distance de bâtiments d'élevages ?

Du fait de ces critères très larges, beaucoup de bâtiments sont recensés (2500 + une trentaine de demandes formulées dans le cadre de l'enquête), ce qui suscite beaucoup d'espoirs pour les demandeurs sans certitude de voir leur projet recevable.

- Le recensement sera-t-il revu compte-tenu de l'avis défavorable de la chambre d'agriculture, de la CDPENAF et de l'État ?
- Comment comptez-vous traiter les demandes supplémentaires ?
- Les habitations en état d'abandon depuis une longue période, peuvent-elles perdre leur destination initiale et leurs propriétaires devront-ils demander un "étoilage" pour les réhabiliter ?

#### 4-10 Les activités économiques

Le rapport de présentation (Tome 1 Page 82) mentionne la répartition des postes salariés par secteur en 2015.

- Pouvez-vous actualiser ces chiffres ?

Le tissu économique est décrit comme sous-dimensionné par rapport au nombre d'habitants avec en perspective une fragilisation des industries agroalimentaires. Le développement passe par des industries « innovantes ».

- Pouvez-vous préciser les projets en cours ou à venir ?
- De façon générale, quel lien établissez-vous entre le développement d'activités et l'évolution démographique ?

Vous mentionnez le fait que 30% des très petites entreprises (TPE), qui représentent environ 80 % des entreprises locales, pourraient être concernées par un problème de transmission, avec un risque élevé de fermeture faute de repreneurs.

- L'accompagnement mis en place comporte-t-il l'accessibilité à des terrains pour un transfert des ateliers ?

Le pôle du Pouillot/Lopars concentre les perspectives de développement.

- Comment s'est fait l'arbitrage avec la commune de Pleyben qui dispose également d'un bon positionnement par rapport aux axes routiers ?

#### 4-11 L'environnement

Un certain nombre de demandes portent sur le déclassement d'espaces boisés et de linéaires bocagers, considérant qu'ils ne répondent pas ou plus aux caractéristiques attendues.

- Comment ces demandes sont-elles prises en compte ?
- En dehors des campings, y-a-t-il d'autres constructions menacées par le recul du trait de côte ?

Les besoins en eau ne sont pas satisfaits localement avec un déficit entre 50 et 85 % que le nouveau captage prévu à Saint Coultz devrait réduire.

- L'augmentation de la population et des besoins industriels est-elle compatible avec ce déficit ?

6 communes sont placées en niveau prioritaire pour leur assainissement et certaines sont en risque de saturation notamment en période estivale ; la projection démographique retenue risque d'aggraver ces problèmes.

- Quel est l'échéancier des mises à niveau des stations d'épuration et quelles seront les conséquences sur la délivrance des permis de construire et d'aménager ?

A quelle échéance est prévu le Schéma directeur de gestion des eaux usées et pluviales à l'échelle de la CCPCP ?

Tri à la source des biodéchets :

- Comment la nouvelle réglementation sera-t-elle prise en compte ?
- Le document intègre-t-il ces nouvelles dispositions ?

#### 4-12 La mobilité

Le rapport de présentation mentionne 76 places de covoiturage au Pouillot et quelques aires dispersées. La liste des emplacements réservés ne mentionne pas explicitement de nouvelles aires.

- Les aires actuelles répondent-elles aux besoins ? Envisagez-vous de les développer ?
- Le projet d'extension de l'aire du Pouillot sera-t-il repris ?
- La plateforme OuestGo est-elle effective ?
- Quel est le bilan du transport à la demande ?

Les mobilités douces sont mises en avant et un certain nombre d'espaces sont réservés à leur développement.

- Avez-vous prévu des stationnements et des aménagements pour les vélos dans l'espace public ?

Le développement de Châteaulin comme « ville centre » est un axe fort du projet avec notamment la relocalisation des commerces.

- Les capacités de stationnement de la ville sont-elles suffisantes ?
- Avez-vous des projets pour résoudre les problèmes d'accessibilité de la ville ?

Les capacités de stationnement des véhicules de tourisme et des camping-cars sont insuffisantes près du littoral.

- Qu'avez-vous prévu pour y remédier ?
- Envisagez-vous la mise en place d'un Plan de Déplacement Urbain ou d'un Plan de Mobilité à l'échelle de la CCPCP ?

#### 4-13 Les énergies renouvelables

Les énergies renouvelables sont abordées comme un point de l'OAP thématique paysage.

- N'auraient-elles pas mérité une OAP spécifique compte tenu des enjeux climatiques ?
- La CCPCP a-t-elle procédé à une identification des zones d'accélération pour l'implantation d'installations de production d'énergie renouvelable ?
- Des secteurs préférentiels sont-ils identifiés pour le développement du photovoltaïque, de l'éolien et d'unités de méthanisation sur le territoire de la CCPCP ?

#### 4-14 La communication sur le PLUiH

Pour accompagner la mise en œuvre du projet et son appropriation par la population, quelle communication sera mise en place ?

- Communication sur la mise en ligne du rapport d'enquête et accessibilité du mémoire en réponse.
- Conséquences du classement des haies et des espaces boisés. Les propriétaires s'inquiètent des contraintes liées au classement : peut-on les utiliser pour le bois de chauffage, le reboisement est-il imposé après les dégâts de la tempête, quelle est la responsabilité du propriétaire en cas de chute d'arbres ?
- Procédure pour les changements de destination (éventuellement avertissement sur de possibles retraits de la liste suite aux prescriptions du SCoT)
- Motivation du zonage (notamment zonage agricole quand il est situé sur une parcelle jouxtant une zone U ou sur un hameau d'habitation).
- Plus globalement sur les objectifs de modération foncière et les prescriptions de la Loi Littoral qui peuvent aller à l'encontre d'intérêts particuliers.

# MÉMOIRE EN RÉPONSE



**ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À  
L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL  
DE L'HABITAT  
ET À L'ABROGATION DE 3 CARTES COMMUNALES**

Dates de l'enquête : 26 août au 27 septembre 2024

**MEMOIRE EN REPONSE AU PROCÈS VERBAL DE  
SYNTHÈSE**

## 1- Réponses aux observations par ordre chronologique

Date	N°	NOM	COMMUNE	THEME	SOUS-THEME	Contenu
26/08/2024	DEMAT-@-2	CORMIER Olivier Rue du Château 29190 GOUZEC	GOUZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Propriétaire de la parcelle 88 constructible et 89 non constructible. Demande modification des limites pour pouvoir construire abri de jardin et garage. Décaler vers le nord dans la continuité parcelle 86 et 87. Plan joint.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La commune est soumise au principe de l'urbanisation limitée. Le classement de la parcelle en zone urbaine nécessite une demande de dérogation, qu'il n'est pas envisagé de réaliser avant l'approbation du présent PLUiH (délai de prise en compte supérieur à 6 mois). Cette demande pourrait être intégrée ultérieurement lors d'une future évolution du PLUiH.						
26/08/2024	CCPCP-R-1	Peysonnerie Sylvie/Le Coz 65 impasse beg ar palu Tregarvan	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Parcelle ZB 388 inconstructible. Demande reclassement constructible car dent creuse entre 2 bâtis et non exploité par un agriculteur.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune. A noter que les demandes cumulées de constructibilité dans le cadre de l'enquête sont supérieures à 0,7 ha sur la commune. Par ailleurs, la parcelle voisine ZB 362 a d'ores et déjà été classée constructible avant l'arrêt du PLUiH à la demande de la pétitionnaire.						
26/08/2024	DEMAT-@-1	Anonyme	CAST	STECAL		Demande de STECAL avec modification du zonage Section ZM 0022 au 46 rue Saint Gildas à Cast. Propriétaire sur cette parcelle d'une maison d'habitation, d'une bâtisse en ruine, d'un poulailler désaffecté et terrain. Projet d'installation d'un chalet et de deux roulottes et abris dans un espace arboré avec accès gravillonné ; d'un verger et d'un potager avec modification du zonage dans la zone grise. Plan en PJ
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Secteur intégré à la TVB, non constructible, d'une surface de plus de 2,5 hectares : les enjeux environnementaux ne permettent pas de répondre favorablement au projet présenté, le déclassement de la protection des EBC n'est pas souhaité (secteur classé "espace boisé" au MOS), l'implantation d'habitations légères de loisirs ne peut être autorisée que dans les parcs résidentiels de loisirs, les terrains de camping, les villages de vacances, les dépendances des maisons familiales de vacances (article R111-38 du code de l'urbanisme).						

26/08/2024	DEMAT-M-1	Madame Véronique FEREC Quimper	CAST	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de repérage « changement de destination » Bâtiment situé sur la parcelle ZE 109, lieu-dit Kernezet à CAST. Bâtiment de 130 m2, ancienne laiterie et salle de traite des années 70, entouré d'habitations. PJ : courrier de demande, plan cadastral, photos du bâtiment concerné et des bâtiments voisins
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les bâtiments présentés ne répondent pas aux critères retenus pour l'identification des bâtis pouvant faire l'objet d'un changement de destination (intérêt architectural ou patrimonial).						
27/08/2024	PLOMO-R-1	Madame ROLLAND. 21 Route de Chateaulin. PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de déclassement de « linéaire bocager à protéger » sur la parcelle n°67 en zone U. Il s'agit d'une haie artificielle de laurier palme espèce considérée invasive.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La haie sera supprimée.						
27/08/2024	PLOMO-R-4	Monsieur et Madame BOULET Serge. Meilh Pont Ar Mor PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Parcelle 318 en zone N. Demande de précisions sur les possibilités et conditions d'aménagement de la parcelle 318 (partie haute hors ZH) pour recevoir occasionnellement un camping-car : approvisionnement en eau, électricité, respect des règles d'évacuation des eaux usées, consolidation du sol par une dalle).
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La zone N correspond à des secteurs à protéger en raison notamment de la qualité des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue écologique. Aucun aménagement destiné à accueillir un camping-car ne pourra être autorisé.						
27/08/2024	PLOMO-R-5	Monsieur J KERSALE 3 Lestrevet PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Parcelles 197/198/205 au lieudit Ti Job (zone agricole) . Contestation du classement en zone A (2AUc au PLU précédent). Demande de constructibilité. Les parcelles sont entourées de constructions, constituent une dent creuse et ne sont pas exploitables en agriculture
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Surface de plus de 1,75 hectare, classée "terre agricole" au MOS : incompatible avec l'enjeu de réduction de la consommation des espaces et avec les besoins en constructibilité de la commune.						
27/08/2024	PLOMO-R-3	Monsieur BLOUET Germain. Kerharo. PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Parcelle YH0155 (+ YH0143 et YH0136) en ZA dans le hameau de Kerharo. Demande de construction de logement dans des bâtiments repérés « changement de destination » et précisions sur les possibilités de destinations autres que le logement.

						La demande concerne les bâtiments 60-61-62. Un projet d'habitation avait été déposé en 1992 pour le bâtiment 61. La parcelle est alimentée en eau, raccordable à l'électricité et reliée à l'assainissement collectif
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le changement de destination est autorisé uniquement pour la création d'un logement, sous réserve de respecter le règlement du PLUiH, et sous réserve de l'avis conforme de la CDPENAF en zone A et de la CDNPS en zone N.						
27/08/2024	PLOMO-R-2	Monsieur GUIDAL Jacques. Maner ar Vern. PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de « changement de destination » d'un ancien corps de ferme sur la parcelle ZL 77. La demande porte sur 2 longères anciennes constituant des éléments de patrimoine à préserver. PJ Photo
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâtiment sera identifié comme possible changement de destination.						
27/08/2024	PLONE-R-1	VEIRMAN Michel 1 Keryado 29550 PLONEVEZ-PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Demande de constructibilité en zone A Parcelles 192-193- 194 à Keryado. Propriétaire des parcelles 192-193- 194 à Keryado constructibles avant 2015. Demande la possibilité de construire considérant qu'il s'agit d'une dent creuse.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral.						
27/08/2024	PLONE-R-2	Indivision SIBERIL Chateaulin	PLONEVEZ-PORZAY	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité en zone A Parcelle 180 au Bon coin près de Sainte Anne La Palud à Plonevez-Porzay Parcelle située en zone constructible avant 2015. Demande la possibilité de construire considérant qu'il s'agit d'une dent creuse.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral.						
28/08/2024	PLEYB-R-1	Madame LE GALL Maryvonne 200, allée du Petit Kervao 29200 BREST	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Demande le classement en zone 1AUH de la parcelle XV 585 (actuellement en zone A) d'une superficie de 198 m2 pour l'intégrer à la parcelle XV 381(zone 1AUH). Il s'agit de la même unité foncière et du même propriétaire. Plan joint
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La commune est soumise au principe de l'urbanisation limitée. Le classement de la parcelle en zone 1AUH nécessite une demande de dérogation, qu'il n'est pas envisagé de réaliser avant l'approbation du présent PLUiH (délai de prise en compte supérieur à 6 mois). Cette demande pourrait être intégrée ultérieurement lors d'une future évolution						

du PLUiH.						
28/08/2024	PLEYB-R-2	LE SAUX Roger adjoint au maire urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Donne un avis favorable au nom de la commune à la demande de madame LE GALL s'agissant d'une erreur matérielle. Inclure la parcelle dans la zone 1AUH et dans l'OAP
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse PLEYB-R-1						
28/08/2024	DEMAT-M-2	Monsieur Matthieu MOREAU Rozellig PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Demande de modification du règlement (p 87 du règlement écrit) pour pouvoir agrandir son annexe de 30m <sup>2</sup> située en zone agricole, à 50m <sup>2</sup> . Demande que la surface maximale des annexes soit égale à la superficie d'une piscine soit 50 m2. PJ extrait du règlement
<b>Réponse de la CCPCP :</b> A noter que l'extrait du règlement joint à la demande est sans lien avec le PLUiH. Il est précisé qu'il n'est pas envisagé de modifier les règles pour la création des annexes en zone agricole. Il est précisé que la rédaction du règlement s'appuie notamment sur la doctrine de la CDPENAF.						
29/08/2024	DEMAT-M-3	Jean LE DU	PLEYBEN	ZONES ECONOMIQUES		Regrette que les surfaces disponibles pour l'implantation d'activités sur Pleyben soient insuffisantes pour pouvoir répondre à des opportunités d'installation ou d'extension d'entreprises existantes. Prends acte que le développement du tissu artisanal se fera sur Châteaulin.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les choix de la CCPCP en matière de développement des zones d'activités économiques sont présentés dans le PADD et justifiés dans le rapport de présentation. Afin de limiter la consommation des espaces, il n'est pas envisageable de poursuivre l'urbanisation de toutes les zones d'activités de la CCPCP.						
30/08/2024	PLOMO-R-6	CORMIER Jean Louis 34 rue St Pol Roux 29000 QUIMPER	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Parcelle ZI 251 14-16 rue Pennale.. Les lineaires bocagers ne correspondent pas à la réalité.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le linéaire de haie sera actualisé.						
30/08/2024	PLOMO-R-6	CORMIER Jean Louis 34 rue St Pol Roux 29000 QUIMPER	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Parcelle ZI 251 14-16 rue Pennale. Parcelle divisée en deux suite à un PA. N'apparaît pas au zonage. Le périmètre de centralité est à modifier

<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les données sont produites par la DGFIP pour le cadastre. Les plans seront actualisés lors de l'approbation si des données plus récentes existent. Le périmètre de centralité n'a pas vocation à être modifié.						
30/08/2024	PLONE-R-3	HENAFF Marc Tréfundec PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Interdiction construction loi littoral. Sentiment de spoliation.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
31/08/2024	DEMAT-@-62	Anonyme	PLONEVEZ-PORZAY	CONTESTATION ZONAGE		Parcelles YA 302, 21 et 89 à Plonévez Porzay Contestation du classement en zone NI autorisant les hébergements, ce qui constitue un "cadeau et une plus value à l'exploitant de ces terrains". Demande de reclassement en zone spécifique "interdit aux hébergements".
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le secteur ne comporte actuellement pas d'hébergement touristique. Concernant les hébergements touristiques, le règlement de la zone NI autorise soit l'extension des constructions existantes à la date d'approbation du PLUiH, soit ceux existants à la date d'approbation du PLUiH. Enfin, les terrains de camping sont autorisés sous réserve de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral. L'application du règlement revient donc à l'interdiction de nouveaux hébergements sur les parcelles listées dans l'observation. Ajouter une règle semble donc superfétatoire.						
02/09/2024	<a href="#">DEMAT-@-3</a>	Monsieur Christophe COTTEN Kerandon CONCARNEAU	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	RESEAUX	"Observations d'intérêt général » sur les réseaux électriques et de télécom. et leur non adaptation aux risques "aléas climatiques" Le PLUiH peut légalement résoudre cet état de fait." Demande de modification du règlement écrit : il stipule que « les lignes et réseaux doivent être installés en souterrain chaque fois que les conditions techniques le permettent ». demande d'imposer l'enfouissement dans tous les contextes (zones boisées, voiries) pour éviter les risques tempêtes, préserver les arbres qui stockent le carbone et le paysage. Cet enfouissement doit être imposé pour tous les équipements : nouveaux, existants, et en renouvellement. PJ Courrier explicatif (17 pages) Article OF 2 avril 2021 : formation des salariés EDF sur le changement climatique (2 PJ) Arrêt Cour de cassation 19 juin 2002. Résumé du rapport du GIEC à l'intention des décideurs (3 PJ page

						de garde et pages 1 et 2) Cahier des charges RTE : dimensionnement géométrique des lignes aériennes HTB (4 PJ 4 pages)
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note des observations. Il est précisé que le PLUiH prend d'ores et déjà en compte certains éléments évoqués. Il est précisé que le PLUiH n'a pas vocation à lister toutes les règles de tous les codes ayant un lien avec l'aménagement du territoire.						
03/09/2024	PLOMO-R-7	LE BERRE Michele 2 lieu dit Treguer 29550 PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Parcelle ZA 7 - Demande rectification linéaire bocager. Les haies n'existent que sur la limite nord.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le linéaire de haie sera actualisé.						
03/09/2024	PLOMO-R-9	SALAUN 54 résidence Ar Ven Vrick 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conteste un classement en 2AUh d'une partie de la parcelle 10. Souhaite un maintien en zone A. Perte de vue en cas de constructions et voisinage
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La parcelle ZL 10 est d'ores et déjà classée en zone A.						
03/09/2024	PLOMO-R-10	EUZEN Claudine lieu dit Keraléon 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Propriétaire de la parcelle 188 classée en zone 1AUe. Ne souhaite pas vendre son bien. Demande un maintien en zone agricole. Parcelle exploitée. Propose une extension de la zone artisanale sur parcelle 186
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La localisation de la zone 1AUe est située en continuité de l'agglomération, dans le respect des dispositions de la Loi littoral. La parcelle 186 est située en discontinuité de l'agglomération.						
03/09/2024	PLOMO-R-8	PENNANEACH Alain lieu dit Keraléon 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Ne comprend pas pourquoi la zone 1 Aue s'étend sur la parcelle 188 plutôt que sur la parcelle 186 qui jouxte la zone artisanale existante
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La localisation de la zone 1AUe est située en continuité de l'agglomération, dans le respect des dispositions de la Loi littoral. La parcelle 186 est située en discontinuité de l'agglomération.						

03/09/2024	PLONE-R-4	GARREC Jean Yves Bécherel PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Exploitant agricole de la parcelle ZK 76 classée pour partie en zone 1AUh et A. Zonage déjà existant au PLU actuel. Transmission à son fils. Demande modification de la limite zone A/zone 1AUh selon plan joint pour donner une parcelle plus facilement exploitable. Propriétaires auraient donné leur accord en 2023 et chambre d'agriculture soutiendrait la demande.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La Commune précise être actuellement en discussion avec l'OPAC Quimper-Cornouaille pour travailler sur le projet d'aménagement du secteur. Il n'y a à l'heure actuelle pas de volonté de remettre en cause le périmètre de la zone et de l'OAP. A noter que le PLU classe d'ores et déjà le secteur en zone à urbaniser.						
03/09/2024	PLOMO-R-8	PENNANEACH Alain lieu dit Keraleon 29550 PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Parcelle 19 : classé en A. Demande constructibilité. Terrain en agglomération et bordé de terrains constructibles
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Surface de plus de 1,5 hectare, classée "terre agricole" au MOS : incompatible avec l'enjeu de réduction de la consommation des espaces et avec les besoins en constructibilité de la commune.						
03/09/2024	PLOMO-R-11	LE BERRE Albin Kerrien PLOEVEN	PLOEVEN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande pastillage du bâtiment numéro 53 avec une étoile et non un rond.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâtiment est identifié pour un potentiel changement de destination.						
04/09/2024	DEMAT-M-6	Anonyme	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Demande de précision sur la classification des parcelles YL0219(a,b,c), YL031, YL0220 et YL084. Sont-elles classifiées en zone humide ou en 1AUEc zone à urbaniser à court et moyen terme. Dans tous les cas, opposition à l'urbanisation.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les parcelles sont classées en zone N et partiellement en zones humides. Elles n'ont donc pas vocation à être urbanisées.						
04/09/2024	DEMAT-M-5	Anonyme	PLOMODIERN	AUTRES	HORS PERIMETRE	Quatre dépendances situées sur la parcelle cadastrale YL0214 (numérotées 216,217,218 et 219), ne sont pas et ne seront pas à vendre.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> L'identification n'entraîne aucune obligation pour le propriétaire. Il s'agit seulement de lui offrir la possibilité, s'il le souhaite, de demander un changement de destination du bâtiment.						

04/09/2024	DEMAT-M-4	Anonyme	PLONEVEZ-PORZAY	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Parcelles 82/83 au bourg de PLONEVEZ-PORZAY Demande de classement d'une partie de la parcelle 2AUH en Uh ou au moins 1AUH Ces deux parcelles ont un accès sur la voie publique, sont reliées au tout à l'égout, et distribuée par l'électricité et l'eau et constituent une "dent creuse". Projet de construction d'au moins une maison pour sa fille handicapée sur la partie 2AUH. Nous demandons donc dans le cadre de cette enquête publique PJ : Extraits du règlement graphique ; du document OAP p124 et de l'échéancier prévisionnel p 125 ; agrandissement sur la parcelle et fléchage de la partie concernée.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La commune souhaite qu'un projet d'ensemble soit proposé sur ce secteur sensible, localisé en limite d'une zone agricole et à proximité d'une zone d'activité. Il s'agit d'assurer une densification maîtrisée du site et de maintenir son caractère paysager. Par ailleurs, il n'est pas souhaité modifier l'équilibre entre les zones classées en 1AUH et celles classées en 2AUH.						
04/09/2024	CCPCP-C-1	Madame Anne-Marie BLOUET Kerroc'h CAST	SAINT-COULITZ	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Demande de constructibilité Parcelle ZA10 au lieudit Kerroc'h Vihan à saint COULITZ. PJ : extrait cadastral
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Parcelle située dans le milieu rural (hors bourg), incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune (environ 1500 m², classement au MOS en terre agricole).						
05/09/2024	PLEYB-R-3	Monsieur Yoann PAVEC. Penno'ch. PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Demande de reclassement de la parcelle XA-42-43 (classée EBC) en parcelle agricole pour y installer une prairie permanente plus adaptée. M BOICHARD de l'EPAGA confirme qu'elle ne correspond pas aux caractéristiques de l'EBC (friche suite à une déprise agricole avec saules) et qu'une prairie favoriserait la biodiversité. PJ 2 photos végétation.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La parcelle sera maintenue en zone N car elle fait partie intégrante de la trame verte longeant l'Aulne. Néanmoins, le classement en EBC sera modifié pour les parcelles XA 42 et 43.						
05/09/2024	CHATE-R-1	Ty HornerBras DINEAULT	DINEAULT	CHANGEMENT DE DESTINATION		Parcelle ZC 12 Ty HornerBras DINEAULT Demande d'étoilage (changement de destination) du bâtiment en face de la maison d'habitation, ce bâtiment n'apparaît pas sur le plan graphique et était précédemment étoilé.

<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les 2 bâtiments identifiés au PLU seront ajoutés au PLUiH.						
05/09/2024	CHATE-R-2	Indivisions CAMUS et COCAIGN	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité en zone A Intégration des parcelles 358 et 359 à l'OAP n°1 (proximité du bourg, des réseaux, éloignement du bâtiment agricole). PJ Plan cadastral
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune. A noter que les demandes cumulées de constructibilité dans le cadre de l'enquête sont supérieures à 0,7 ha sur la commune.						
05/09/2024	CHATE-R-3	Indivisions CAMUS et COCAIGN	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité en zone N Partie Nord de la parcelle proche des habitations PJ Extrait PLui H avec indication de la partie demandée.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> À la suite d'une demande de la Commune, environ 850 m <sup>2</sup> seront classés dans la zone urbaine pour permettre la création d'un atelier communal (cf. CCPCP-R-004).						
05/09/2024	PLEYB-R-4	Monsieur Jean LE DU	PLEYBEN	ZONES ECONOMIQUES		DOUBLON DE DEMAT-M-003 Regrette que les surfaces disponibles pour l'implantation d'activités sur Pleyben soient insuffisantes pour pouvoir répondre à des opportunités d'installation ou d'extension d'entreprises existantes. Prends acte que le développement du tissu artisanal se fera sur Châteaulin.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. Réponse DEMAT-M-3						
06/09/2024	PLOMO-R-12	Madame Muriele LE DOARE 2 impasse de l'Iroise PLOMODIERN	PLOMODIERN	ASSAINISSEMENT	ASSAINISSEMENT	Conteste la construction sur Pors Ar Vag sans la mise en place de structures adaptées pour un assainissement correct
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Ce secteur est inconstructible dans le PLUiH.						

09/09/2024	DEMAT-@-4	Madame AUTRET	PLOMODIERN	REGLEMENT ECRIT	HABITAT LEGER	<p>Questions relatives au règlement écrit (habitat léger)</p> <p>1 : Le règlement du PLUIH permet-il d'installer un habitat léger (type tinyhouse mobile), et si oui sous quelles conditions : 1) sur un terrain constructible et viabilisé ? 2) sur un terrain constructible et non viabilisé ? 3) sur un terrain non constructible et non viabilisé.</p> <p>2 : les habitats légers déjà installés (sur terrain constructibles ou non constructibles au PLUIH) avant la mise en service du PLUIH pourront-ils être maintenus à partir de la date de validité du PLUIH ?</p> <p>3 : Un habitat léger installé sur une zone A 2024 dans une commune soumise à la loi littoral à proximité d'une habitation existante, et situé à 20M de l'habitation existante et n'excédant pas 20 M2 de surface au sol peut-il être considéré comme une annexe autorisée par le règlement du PLUIH ?</p>
<p><b>Réponse de la CCPCP :</b></p> <p>1. Une distinction est à faire selon que le projet soit de l'habitat permanent ou de l'hébergement de loisirs. S'il s'agit d'hébergement de loisirs, le projet ne peut être réalisé que dans les terrains de camping, les villages de vacances, les parcs résidentiels de loisirs, les dépendances des maisons familiales de vacances (article R.111-38 du code de l'urbanisme). S'il s'agit d'habitat permanent, l'habitat léger est intégré à la sous-destination "logement". La CCPCP ne souhaite pas autoriser ce type d'habitat de façon diffuse dans les zones urbaines des communes. Néanmoins, la CCPCP envisage, au cas par cas et selon les projets qui pourraient exister, la création ultérieure de sous-secteurs (zones dédiées en zone urbaine ou STECAL en zones A ou N) dans lesquels ce type d'habitat serait autorisé. Afin de clarifier le règlement écrit, il sera précisé que sont interdits : "les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, l'habitat léger et les résidences démontables".</p> <p>2. Le PLUIH n'a pas vocation à régulariser des situations irrégulières. Les habitats légers déjà installés doivent donc avoir fait l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme pour avoir une existence légale.</p> <p>3. Une annexe est une "construction détachée ou non de la construction principale, à caractère accessoire et non habitable" (cf. définition dans le règlement écrit), ce qui ne permet pas d'envisager qu'un habitat léger soit considéré comme une annexe.</p>						
09/09/2024	DEMAT-M-26	Indivision BOURRET	PLOMODIER N	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		<p>Demande de constructibilité. Parcelles YS 202 et YS 263 Chemin de Reluyen à Plomodiern.</p> <p>YS 263 : acquise en 2002 en terrain constructible. Projet de construction pour la retraite d'une maison pour deux couples.</p> <p>YS 202 : projet de construction de 3 maisons écologiques.</p>
<p><b>Réponse de la CCPCP :</b></p> <p>La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral.</p>						

10/09/2022 4	DEMAT-@-7	Anonyme	PLEYBEN	AUTRES	VOIRIE	<p>Salut les efforts d'accessibilité réalisés le long du canal et la qualité des pistes réservées aux vélos et piétons.</p> <p>Regrette l'absence de continuité vers les centres bourgs de Gouezec et de Pont-Coblanc notamment pour les voies piétonnes.</p> <p>Déplore la disparition de tous les commerces et le grand nombre de logements vides et plus entretenus. Comment y remédier ?</p> <p>Hors périmètre de l'enquête :</p> <p>Vitesse excessive dans la zone de circulation à 30Km/h à Pont Coblanc, manque de visibilité du panneau quand on arrive de Gouezec. Problème de sécurité et de nuisance sonore avec le passage des poids lourds et tracteurs. Nécessité de collaboration à avoir avec Gouezec pour que la vitesse soit ralentie de manière efficace avant le pont.</p> <p>Suggestion d'amélioration de la signalétique pour mettre en valeur les lieux touristiques (Roche du feu).</p>
<p><b>Réponse de la CCPCP :</b></p> <p>Le schéma directeur modes actifs prévoit la création d'une piste cyclable (chaucidou et piste bidirectionnelle) entre le bourg de Gouezec et Pont-Coblanc. Il s'agit d'un des axes prioritaires de la CCPCP (travaux réalisés dans les 5 années).</p>						
10/09/2022 4	DEMAT-M-7	Madame Gwenaelle LE BOUDEC Kerdraon SAINT SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	VOISINAGE	<p>Propriétaire d'une maison ancienne sur la commune de St Ségal, hameau de Kerdraon, inquiétudes concernant une parcelle voisine (Parcelle 275 entre le 2 et le 6)</p> <p>Elle comprend une maison à usage d'habitation et une grange agricole en ruine depuis plus de 25 ans, et pour laquelle le propriétaire tente une vente pour rénovation de la grange agricole en habitation principale et destruction de la maison actuelle (risque de mэрule avec demande d'attestation de conformité non reçue).</p> <p>Il n'y a ni eau ni électricité, ni assainissement, ni bornage, la végétation existante a bien poussé et des travaux de remise en état seraient très complexes pour nos propriétés actuelles.</p> <p>PJ dans le corps de l'observation : courrier envoyé début juillet à la CCPCP</p> <p>NDLR : le bâtiment fait partie du recensement changement de destination. (n°21)</p>
<p><b>Réponse de la CCPCP :</b></p>						

La CCPCP prend note de l'observation. Elle ne souhaite pas donner suite à l'observation.						
10/09/2024	DEMAT-@-6	Mairie de PORT-LAUNAY Monsieur Gaël CALVAR	PORT-LAUNAY	STECAL		Afin de pouvoir installer des activités ludiques, un commerce ambulant ou saisonnier ou une activité d'hôtellerie de plein air, il est nécessaire de prévoir un STECAL sur la parcelle AB60 à Guilly Glaz à Port-Launay.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La parcelle sera classée en zone NI. Le bâti existant sera identifié pour permettre un changement de destination en lien avec le projet envisagé. Aucune nouvelle construction ne pourra être bâtie sur le site, le secteur n'est donc pas considéré comme STECAL.						
10/09/2024	DEMAT-@-19	Mairie de PORT-LAUNAY Monsieur Gaël CALVAR	PORT-LAUNAY	STECAL		Afin de pouvoir installer des activités ludiques, un commerce ambulant ou saisonnier ou une activité d'hôtellerie de plein air, il est nécessaire de prévoir un STECAL sur la parcelle AB60 à Guilly Glaz à Port-Launay
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La parcelle sera classée en zone NI. Le bâti existant sera identifié pour permettre un changement de destination en lien avec le projet envisagé. Aucune nouvelle construction ne pourra être bâtie sur le site, le secteur n'est donc pas considéré comme STECAL.						
11/09/2024	DEMAT-@-5	Michaël DECODTS 46 rue St Gildas 29150 CAST	CAST	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Demande d'ajout de zone constructible sur la parcelle ZM0022
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-@-1						
11/09/2024	DEMAT-@-8	Marie Claude HERVE 142 Route de Bel Air 29560 TREGARVAN	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité des parcelles ZB 214 et ZB 215 les considérant comme faisant partie intégrante du hameau de Goulénez et à ce titre étant dans le périmètre du centre urbain de celui-ci.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Surface supérieure à 2500 m² : incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune. A noter que les demandes cumulées de constructibilité dans le cadre de l'enquête sont supérieures à 0,7 ha sur la commune.						
12/09/2024	CHATE-R-11	Annaïg TREGUER Jahez L'HARIDON Runs ar Puns CHATEAULIN	CHATEAULIN	AUTRES	CONSULTATION SANS OBS	Consultation des règlements graphiques et écrits
<b>Réponse de la CCPCP :</b> -						

12/09/2024	PLEYB-R-11	Monsieur Jean-Noël CAM Arc'hann PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conteste le classement en zone humide des parcelles 110-111-131 rue de la Gare à PLEYBEN. Demande que les zones indiquées sur le plan en PJ soient remises en zone constructible comme à l'origine afin d'avoir accès à la parcelle 131.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> L'inventaire des zones humides est réalisé hors PLUiH. La méthode est présentée dans le rapport de présentation. Le PLUiH n'a pas vocation à remettre en cause cet inventaire. De plus, il est rappelé que la commune est soumise au principe de l'urbanisation limitée.						
12/09/2024	CHATE-R-9	ESAT Les Genêts d'Or Jean Paul URIEN 114, impasse du vieux bourg 29150 CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande à revoir le zonage et le règlement car la zone AE ne correspond pas d'une part à l'activité présente sur le site (hébergements, séminaires, restauration) et d'autre part à la dimension touristique qui est un axe de développement du site (hébergement touristique et de loisirs). Souhait de conserver la constructibilité existante et d'avoir une extension sur les parcelles AM 97 et 98 (carrières équestres). Souhait de conserver la vocation hébergement (projet de résidence pour personnes âgées autonomes, structures d'accueil à caractère Medico social). Deuxième remarque sur les conditions d'accès au site. Envisager un second accès par la parcelle AM94 et AM91 au niveau du site dit du Lentocho.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1. Afin d'éviter le blocage du développement de l'ESAT et au regard du caractère urbanisé du site, le secteur sera reclassé en zone UHc. 2. Il n'est pas envisagé d'étendre la zone constructible, ce qui ne serait pas compatible avec l'objectif de réduction de la consommation des espaces. 3. La parcelle AM91 est protégée au titre des EBC.						
12/09/2024	CHATE-R-7	Monsieur Loïc PERROT 17 Rue de Guilly Glaz PORT-LAUNAY	PORT-LAUNAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de changement de zonage (classement en zone Ae) Propriétaire des parcelles 132-133 à Port-Launay et 265-350 à Saint Segal. Demande de classement en zone AE pour permettre une activité économique. Ces parcelles correspondent à l'ancienne usine DOUX. Terrains artificialisées (bitumés et bétonnés) avec un hangar. Demande de modification du zonage des parcelles 265, 350, 132 et moitié de 133, pour permettre une activité de stockage dans le bâtiment existant
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La partie bâtie de la parcelle AB133 est classée UHc. Les parcelles OE265 et 350 étant artificialisées et bâties, elles seront reclassées en zone AE.						

12/09/2024	CHATE-R-6	CORNIC Bernard Roslan 29150 CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Parcelle ZB 67. Demande pourquoi la parcelle n'est pas classée entièrement en zone d'activités économiques mais seulement une bande.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le secteur est soumis aux marges de recul le long des routes à grande circulation.						
12/09/2024	PLEYB-R-5	Indivision YAOUANC- JACQ GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Propriétaires indivis des parcelles 956-957 à GOUEZEC. 3 bâtiments sont étoilés sur cette parcelle (135-136-137). Projet de rénovation sur le bâtiment 135 (certificat d'urbanisme 029 062 24 00016 du 29 juillet 2024). Demande de confirmation de la possibilité de réaliser une extension de la surface existante et d'ouvrir fenêtres et portes à l'arrière (cf plan). Demande d'information sur les démarches à réaliser.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Il est conseillé de se rapprocher des services instructeurs de la CCPCP. Les extensions des bâtis pouvant faire l'objet d'un changement de destination ne sont pas autorisées (cf. article L151-12 du code de l'urbanisme). Le projet devra également respecter l'article 2.2.2 du règlement écrit.						
12/09/2024	CHATE-R-4	DREAU Dominique Kerascoet 29590 St SEGAL	SAINT-SEGAL	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande confirmation usage habitation maison du fermier inhabitée depuis 1983 demande que la longère sous broussailles soit "étoilée" changement de destination. Deux pièces jointes
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La "maison du fermier" n'est pas cadastrée (cette donnée est produite par la DGFIP). Le secteur comporte d'ores et déjà 3 bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, la CCPCP ne souhaite pas ajouter d'autres possibilités sur le secteur. Il est précisé que les bâtis identifiés sur le site présentent potentiellement un état de ruine. L'avis favorable de la CDPENAF est considéré comme incertain.						
12/09/2024	CHATE-R-8	VELLY Johann HICHER Gwenaëlle 1 Kermorvan LENNON	LENNON	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'"étoiler" un penty actuellement à usage de garage sur parcelle E 1050 à LENNON. Plan cadastral et photos jointes.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâti sera identifié pour permettre un éventuel changement de destination.						
12/09/2024	CHATE-R-10	MIOSSEC Jacques Linrer 29150 St Coulitz	SAIN-COULITZ	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoiler 2 bâtiments sur la parcelle 205 (pièces jointes). Serait acté par la commune mais ne figure pas sur les plans.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les bâtis seront identifiés pour permettre un éventuel changement de destination.						

12/09/2024	CHATE-R-5	Monsieur Erwan MAHE Kergudon CHATEAULIN	CHATEAULIN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Parcelle ZE0172 n°1 à CHATEAULIN Propriétaire sur cette parcelle d'un bâtiment étoilé pour lequel il a un projet de construction. Les raccordements eau et électricité (+fibre) sont faits. Quelles sont les démarches à effectuer pour réaliser ce projet ?
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Il est conseillé de se rapprocher des services instructeurs de la CCPCP. Une demande de changement de destination devra être formulée. Les extensions des bâtis pouvant faire l'objet d'un changement de destination ne sont pas autorisées (cf. article L151-12 du code de l'urbanisme).						
12/09/2024	DEMAT-@-9	Association IZELLA	SAINT-SEGAL	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'inscription au cadastre de bâtiments au lieudit Traou Izella à Saint Segal (NDLR : plutôt une mise en conformité du plan avec la présence des bâtiments ?).  L'association est propriétaire des parcelles (zone N) et des bâtiments dont un ancien gîte de halage construit au 19ème siècle), situé sur la parcelle 000 ZA 2 et 3 cadastré. Un ensemble de bâtiments anciens en pierre (ancienne ferme, antérieure au 19ème) situé sur la parcelle 000 ZA 05 quant à lui n'a pas été indiqué sur le nouveau PLUIH en cours. L'association projette de réhabiliter le hameau "Traon Izella" dans la commune de Saint-Ségal et d'y créer d'activités Le projet est exposé dans la PJ et appuyé par le maire de St Segal). NDLR : Demande d'étoilage des bâtiments ; le projet correspondrait éventuellement à une demande de STECAL
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les données sont produites par la DGFIP pour le cadastre. La CCPCP estime, malgré la qualité du projet, que l'état d'une partie des bâtis concernés permet difficilement d'envisager sa mise en œuvre sur le secteur retenu par l'association.						
12/09/2024	PLEYB-R-6	SAS Lezalain Lieudit Lezalain PLEYBEN	PLEYBEN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Les parcelles 68-69-74-109 à PLEYBEN sont situées en zone AE (centre équestre). Demande d'étoilage des bâtiments 1-2-3-4-5 (cf plan et photos en pièces jointes). Les bâtiments 1 et 2 correspondent à un futur gîte, le bâtiment 3 à une annexe du gîte et les bâtiments 4-5-6 à des besoins fonctionnels.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le secteur sera reclassé en zone A. La commune est favorable à l'identification de 2 bâtiments pour un changement de destination sur le secteur. Il est précisé qu'un gîte appartient à la destination habitation et à la sous-destination logement.						

12/09/2024	PLEYB-R-7	SAS Lezalain Lieu dit Lezalain PLEYBEN	PLEYBEN	STECAL		Au lieu-dit Keryekel à PLEYBEN (zone A) : demande de changement de zonage pour une activité économique ; possibilité de zonage Ae ou de STECAL ? Projet de destruction/reconstruction d'un bâtiment agricole en vue de production d'énergies renouvelables (photovoltaïque et bois déchiqueté). Le projet a reçu le soutien des élus locaux. PJ : présentation du projet ; compte-rendu de la réunion avec les élus ;
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâtiment est situé en zone A. Dans cette zone, le règlement écrit autorise les dispositifs de production d'énergies renouvelables. Il ne semble pas nécessaire d'apporter de modification du zonage pour permettre le projet souhaité.						
12/09/2024	PLEYB-R-8	Indivision YAOUANC- JACQ GOUEZEC	GOUEZEC	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Au lieudit Menez Vrizet à GOUEZEC, demande de constructibilité des parcelles 629-630-631. Elles sont raccordées à 'assainissement, constituent une dent creuse dans le hameau et sont trop petites pour être exploitées.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune.						
12/09/2024	PLEYB-R-9	Indivision YAOUANC- JACQ GOUEZEC	GOUEZEC	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoilage de bâtiments sur les parcelles 357-363-358 au lieudit Kerhelv à GOUEZEC.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les bâtis seront identifiés pour permettre un éventuel changement de destination.						
12/09/2024	PLEYB-R-10	Madame Jeanne CAM Arc'hann PLEYBEN	PLEYBEN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoilage de la longère située sur la section n°170.à PLEYBEN.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâti sera identifié pour permettre un éventuel changement de destination.						
12/09/2024	DEMAT-@-18	Monsieur Yves GUEDES CHATEAULIN	CHATEAULIN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande de constructibilité. Parcelle AB49 située en bordure de la rue des Genêts à Port-Launay. Cette parcelle est divisée en deux zones, une zone boisée en partie haute et une zone en herbe en partie basse, non cultivable. La partie basse, classée en zone UHc, est en bordure de la rue des Genêts et desservie en eau, électricité et assainissement. Elle se

						trouve dans l'alignement de trois maisons déjà existantes, et une nouvelle construction vient d'être réalisée sur la parcelle AB125 se trouvant en face de AB49. En conséquence il me paraît normal que la partie basse de cette parcelle soit en zone constructible. NDLR : il s'agit vraisemblablement de la parcelle 46 et non 49
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le PLUiH intègre la partie basse de la parcelle en zone UHc.						
12/09/2024	CCPCP-C-4	Madame LE BERRE-AUDREN Au nom de la copropriété AUDRUN-BAUGUEN-LE ROUX	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Même sujet que CCPCP-0-3 Statut de la copropriété des tennis du LEURE, à PENTREZ SAINT NIC. Demande de remise en constructibilité à PENTREZ-SAINT NIC des parcelles AB4 et AB190, terrain considéré comme une dent creuse, considérant l'importance des demandes de terrains constructibles sur la commune. PJ plan
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le secteur n'est pas intégré à l'enveloppe urbaine de Pentrez et n'est pas constructible au regard de la Loi littoral.						
13/09/2024	DEMAT-M-11	Monsieur Cédric FERTIL 29 rue de Paris 29200 Brest	PLOEVEN	AUTRES	HORS PERIMETRE	Le contenu du courrier (contentieux de succession) ne concerne pas l'enquête publique. Demande de suppression de la mention de l'exploitation de Monsieur René Chevalier à Coat Meur PLOEVEN dans la liste des ICPE (Tome 1 du rapport de présentation)
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le PLU de Ploéven sera remplacé par le PLUiH à son approbation. A noter que la demande porte principalement sur un sujet hors PLUiH, la CCPCP ne souhaite pas faire de remarque particulière dans le cadre de la présente enquête publique.						
13/09/2024	CCPCP-C-2	Monsieur et Madame PENNANEAC'H 3 Bécherel PLONEVEZ-PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	AUTRES	VOIRIE	Demande de l'aménagement de l'entrée du bourg au niveau de leur domicile : sécurisation de la vie notamment pour les piétons, réduction de la vitesse
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Il pourrait être envisagé, dans le cadre de l'urbanisation du secteur prévu à l'est du bourg, d'intégrer l'aménagement de l'entrée de bourg. A noter que la rue Saint-Michel permet également de rejoindre le bourg depuis l'ouest du hameau de Bécherel.						

13/09/2024	DEMAT-@-11	Monsieur Alexis CHRISTEL Ty Anquer PLOEVEN	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	<p>Demande d'explication sur les zonages zone humide, N , NL, Ns sur des parcelles situées sur les communes de PLOEVEN et de PLONEVEZ-PORZAY</p> <p>- Délimitation de la zone humide du lieudit Ty Anquer à Ploéven. Pourquoi contourne-t-elle les parcelles 1139 et 1150 à Plonévez Porzay ?</p> <p>- Classement N de la parcelle 180 (Plonévez Porzay) alors qu'elle est rattachée au Camping de la mer à Ploéven classé NL. Serait-il possible que l'ensemble des parcelles appartenant au camping ait la même classification ?</p> <p>- Classement NS des parcelles de 260 à 264 et 253 (PLOEVEN) alors qu'elles sont utilisées en parkings publics. Le seul effet de la classification de ces parcelles en Ns est d'interdire tout travaux d'entretiens.</p>
<p><b>Réponse de la CCPCP :</b></p> <p>1. La délimitation des zones humides est réalisée hors PLUiH, la méthode utilisée est présentée dans le dossier.</p> <p>2. La parcelle OA 180 ne présente pas d'aménagement en lien avec le camping, qu'il est à terme envisagé de délocaliser. Il n'est pas envisagé la modification du classement de cette parcelle.</p> <p>3. L'article R.121-5 du code de l'urbanisme autorise les aires de stationnement (sous conditions) dans les espaces remarquables.</p>						
13/09/2024	PLOMO-R-21	Thierry PELLO, Domoina ANDRIAMANANA, Didier ROSPARS, Françoise ROSPARS Moulin de Lézaff DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	<p>Observation sous forme de courrier avec plans.</p> <p>Demande un classement en zone N des parcelles YE 3,4,5,6,7,8,9,10,11,64,70,72,74 et 130 au lieu de la zone NS pour permettre des travaux et extension limitée sur les bâtiments du moulin de Lézaff.</p> <p>Demande suppression de la zone humide et de l'EBC sur la parcelle au sud des batiments.(plans joints)</p>
<p><b>Réponse de la CCPCP :</b></p> <p>1. Les parcelles seront reclassées en zone N.</p> <p>2. Les données sont produites par la DGFIP pour le cadastre. Les tracés des cours d'eau sont tirés de l'inventaire départemental des cours d'eau du Finistère. Ces données n'ont pas vocation à être modifiées dans le cadre du PLUiH. Les inventaires des zones humides et des EBC n'a pas vocation à être modifiés dans ce secteur intégré à la TVB.</p>						
13/09/2024	PLOMO-R-18	Consorts LAROUR Porsmorean SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	<p>Observation sous forme de courrier</p> <p>Prennent acte du classement de la parcelle 358 en 1Auh mais informe d'un contentieux en cours avec la propriétaire riveraine sur la surface exacte de la parcelle et sa vraie limite. Souhait que l'ensemble de la parcelle soit bien en 1AUh, une fois le contentieux terminé.</p>

<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
13/09/2024	DEMAT-@-10	Madame Michelle AUTRET PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Possibilité d'installation d'un mobilhome en zone A2024 L'installation d'un mobilhome (isolé, non compris dans un établissement de camping) est-elle possible en zone A 2024 ? Au cas où un mobilhome aurait été installé en zone précédemment constructible au regard des documents d'urbanisme en vigueur avant la mise en place du PLUIH, celui-ci devra-t-il être enlevé à partir de la mise en vigueur du PLUIH ?
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-@-4						
13/09/2024	DEMAT-@-13	Hélène HUGUENIN LENNON	LENNON	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Souhaite s'assurer que le classement EBC de la parcelle 571 lieu-dit Kermargon est compatible avec les activités "Cirque en forêt" proposées sur ce site. Le but de cette pratique va dans le sens d'un respect de l'espace naturel et boisé. Il est nécessaire de pouvoir procéder à l'entretien du site (débroussaillage, abris...)
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La parcelle est située en zone N2000 au titre de la directive habitat. Son classement en EBC est justifié. Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements. A noter que l'entretien des bois classés en EBC est autorisé, dans le respect des dispositions du règlement écrit.						
13/09/2024	DEMAT-@-12	Mr et Mme SEVERE JEAN LENNON	LENNON	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de changement de destination. Parcelles 0054, 0055 et 0544. Hameau de Quenecadec à LENNON. Bâti est aujourd'hui vacant ou utilisé en annexe de l'exploitation agricole, par le passé utilisé à usage d'habitation. 2J : Vue aérienne et extrait cadastre
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Il n'est pas utile d'identifier des bâtiments ayant déjà eu un usage d'habitation par le passé. Il n'y a en effet pas de demande de changement de destination à prévoir en cas de réhabilitation car la destination du bâti n'est pas modifiée.						
13/09/2024	PLOMO-R-13	Monsieur et Madame SAUTRON 3 lieu dit Kérégard PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Observation sous forme de courrier. Propriétaires des parcelles YP 135 et 188 à Plomodiern. Demande le reclassement de leurs parcelles en zone constructible comme aujourd'hui. Pas de vocation agricole du terrain. Habitation sur la parcelle YP 135 et épandage sur la parcelle YP 188. Ont acquis en 2020 un terrain constructible. Souhait de construire une habitation principale neuve plus écologique sur la parcelle YP 188 et rénovation ultérieure de la maison peu économe en énergie de

						la parcelle YP 135 et la proposer en location à l'année pour une famille. Le chemin qui sépare la future zone constructible de la zone A est entretenu par eux et ne constitue pas une séparation physique avec le village.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP estime qu'il y a un risque juridique à intégrer ces parcelles dans le périmètre du village de Croaz Diben (application de la Loi littoral). Par ailleurs, au regard de la superficie des parcelles, le nombre d'habitations envisageables pourrait poser des difficultés en matière d'assainissement. Il n'est donc pas souhaité répondre favorablement à cette demande.						
13/09/2024	PLOMO-R-17	Monsieur et Madame THEOTEC Louis 5 Ruyen SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Observation sous forme de courrier avec plans. Demande le classement de la parcelle 230 en zone urbaine car elle se situe dans un lotissement. Ne comprend pas le classement de la parcelle 20 à proximité en zone U.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral. La CCPCP indique que le secteur pourrait être reclassé en zone urbaine suite à l'urbanisation de la parcelle AB20 dans le cadre d'un futur document d'urbanisme.						
13/09/2024	DEMAT-@-16	MEYER Stéphane et Emilie ST SEGAL	SAINT-SEGAL	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoiler un ancien four à pain sur parcelle 709 en vue d'un éventuel changement de destination
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP indique qu'un four à pain n'a pas vocation à être transformé en habitation.						
13/09/2024	PLOMO-R-15	LASTENENET Geneviève 2, rue de la Chartreuse 63770 Les Ancizes comps	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande la constructibilité du lot ZK 120 devenu inconstruitible car en ZA. Parcelle viabilisée et assainissement collectif
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral (discontinuité avec l'enveloppe urbaine de Pentrez).						
13/09/2024	PLOMO-R-16	LASTENENET Geneviève 2, rue de la Chartreuse 63770 Les Ancizes	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande la réintégration en zone constructible des parcelles 108 à 111 sur Plomodiern

		comps				
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral (discontinuité avec l'enveloppe urbaine de Croaz Diben).						
13/09/2024	PLOMO-R-19	M. Mme DEWAEGHEMAECKE R Kerdamoy 29550 St NIC	SAINT-NIC	STECAL		Création d'un golf 9 trous sur une partie des 23 ha de terres autour de la propriété au lieudit Kerdamoy sur la commune de St NIC. Parcelles en zone agricole (ZE 108, AK 61, AI 61 et 3) à mettre en zone NL
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Le projet pourrait être intégré au PLUiH dans le cadre d'une évolution future du document d'urbanisme, après validation du projet de golf par toutes les parties prenantes (dont les services de l'Etat). La CCPCP estime qu'intégrer ce projet après l'enquête publique risque de fragiliser juridiquement le PLUiH. Il est précisé que les STECAL ne peuvent pas être créés sur les communes soumises à la Loi littoral. Les constructions nouvelles sont interdites en discontinuité des agglomérations et des villages. Le projet devra donc certainement être retravaillé.						
13/09/2024	PLOMO-R-20	FEREZOU Jean-Claude 126, route du Ster 29560 TREGARVAN	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande d'intégration d'une quinzaine de terrains constructibles pour le village de Goulénez, sur une commune qui ne compte qu'une habitation nouvelle depuis les années 70, 80 et un bourg d'une dizaine d'habitants à l'année.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune.						
13/09/2024	PLOMO-R-22	TREANTON Guy Plomodiern	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Constructibilité de la parcelle 84 (700 m2) viabilisée et située entre deux maisons.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral.						
13/09/2024	PLOMO-R-23	LE GOFF André 48, Ave de l'école Navale 29200 BREST	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Constructibilité de la parcelle (3700 m2) YR 218 (à Croaz Diben), actuellement en zone agricole.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune. Parcelle localisée dans les espaces proches du rivage.						

14/09/2024	PLONE-R-6	Hervé L'HELGOUALC'H Ty Moal 29180 QUEMENEVEN	PLONEVEZ-PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Précise qu'il n'est pas vendeur de la parcelle 120 classée en 1AUh dont il est propriétaire indivis avec son frère. Succession au tribunal judiciaire.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
14/09/2024	PLONE-R-5	Jean Claude GIRARD 22 rue de l'Argoat PLONOVEZ PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	AUTRES	COMMERCE	Constate la fermeture de nombreux commerces (garage, restaurants) sur Plonevez Porzay et le manque de services en informatique. Propose que la commune s'implique dans la recherche de repreneurs.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
14/09/2024	DEMAT-@-15	MEYER Stéphane et Emilie ST SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	PATRIMOINE	Bâtiment d'habitation (parcelle 708) classé comme élément de patrimoine à protéger. Souhaite avoir des informations sur la nature de la protection et les raisons qui ont conduit à cette identification. Souhaite connaître les incidences par rapport à d'éventuels travaux sur le bâtiment.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les bâtiments ont été repérés par les élus communaux sur la base des bâtis présentant un intérêt d'ordre historique ou architectural. Dans le cas présent, il s'agit de deux maisons de maître. Concernant les règles applicables, se référer au règlement écrit (chapitre 3 des dispositions générales et article A2024 2.2.2).						
14/09/2024	DEMAT-@-14	MEYER Stéphane et Emilie ST SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	VOISINAGE	Inquiétudes sur projet de construction du voisin (nuisances travaux, propagation mûre et fibres amiantées).
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Elle ne souhaite pas donner suite à l'observation.						
14/09/2024	PLONE-R-8	LE PAPE Jacques	PLONEVEZ-PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conseiller municipal et agriculteur, M.Le Pape ne comprend pas le classement en zone naturelle d'une partie d'une parcelle située "en bas de la Chapelle de St Nicodème" sur Plonevez, laquelle est "travaillée" et cultivée depuis 40 ans !
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La question concerne la commune de Ploëven. Le classement en zone N ne présage pas de l'usage des sols (l'exploitation agricole sur des parcelles classées en zone N est très courante), mais détermine les droits à construire. Le classement en zone N du secteur concerné vise notamment la protection du cours d'eau et des zones humides associées.						
14/09/2024	PLOMO-R-14	Corentin ROGNANT 4 Ty Nevez Guénané 29460 DIRINON	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande que son terrain n° 169 hameau de Pentrez, commune de St Nic redevienne constructible. Constate la constructibilité près du château d'eau de pentrez. Estime donc que la

						constructibilité peut s'étendre jusqu'à la route de Manoir Leuré permettant le comblement de plusieurs dents creuses. Réseaux existants.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral. La CCPCP indique que le secteur pourrait être reclassé en zone urbaine suite à l'urbanisation de la parcelle AB20 dans le cadre d'un futur document d'urbanisme.						
14/09/2024	PLONE-R-7	LE GAC Yves 1 chemin de Kernafren PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Souhait de l'ancien maire de voir achevé le lotissement créé sous son mandat, lequel a fait l'objet d'une action en justice.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
16/09/2024	DEMAT-M-8	Madame Anne LOUSSOUARN	CHATEAULIN	RISQUES		Alerte et demande de dispositifs de protection contre les inondations. Propriétaire de la maison, située au 212 route du Moulin de Kerguestec à CHATEAULIN, à la limite de Saint Ségal et Port Launay (ancien moulin qui jouxte le ruisseau et passe sous la D770 en amont de Port Launay). Maison et jardin inondés lors de fortes précipitations. Le bassin versant de Saint Ségal, a été fortement artificialisé du fait de la construction de la zone d'activité qui ci va s'étendre. Demande de renforcer les dispositifs de protection tels que les bassins de rétention en amont.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Le PLUiH indique dans le règlement écrit les règles devant être prise en compte pour la bonne gestion des eaux pluviales et du ruissellement. Il est précisé que les études techniques nécessaires doivent être réalisées en amont de la phase opérationnelle de l'opération.						
16/09/2024	DEMAT-@-17	Indivision BEULLIER	PLEYBEN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande de constructibilité parcelle YE 142 (Zone A) à PLEYBEN La Parcelle YE 142, quartier de la Gare, est passée de « constructible » à « agricole » lors de la dernière révision du PLU de Pleyben. L'exploitation agricole de cette parcelle n'apparaît ni probable, ni possible et nous demandons le retour de cette parcelle YE 142 en zone constructible. PJ « situation générale » 1 et 2 ; photo « Accès », cadastre, photo aérienne

<b>Réponse de la CCPCP :</b> Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune (parcelle supérieure à 4500 m², classement au MOS en terre agricole).						
18/09/2024	DEMAT-M-9	Me DOUERIN pour époux DECODTS	CAST	STECAL		<p>Doublon DEMAT--01 Parcelle cadastrée ZM 0022 située 46 rue Saint Gildas à CAST.</p> <p>Contestation du classement en EBC et en zone naturelle et demande de reclassement en zone constructible ou en STECAL.</p> <p>Me DOUERIN rappelle les articles du code de l'urbanisme ainsi que la jurisprudence</p> <p>Classement EBC : la parcelle ZM 022 ne comprend pas de plantations et de végétations de qualité méritant une protection de type EBC : il s'agit d'un terrain essentiellement enherbé comportant quelques plantations et arbres. (cf photos):</p> <p>Classement en zone N :</p> <p>A été jugé illégal le classement en zone naturelle d'une parcelle desservie par différents réseaux publics, située dans le voisinage d'autres constructions (cf jurisprudence citée), ses caractéristiques ne justifient pas un classement en zone naturelle.</p> <p>Les constructions situées sur la parcelle cadastrée ZM 22 (notamment les roulottes et le chalet) sont modestes et ne portent nullement atteinte au caractère naturel du secteur.</p> <p>Madame et Monsieur DECODTS sollicitent la suppression de l'espace boisé classé identifié sur la parcelle ZM 0022 ; l'identification d'un STECAL sur la parcelle ZM 0022 ou son classement en zone urbaine.</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-@-1						
18/09/2024	DEMAT-M-10	Mr Mme Dewaeghemaeker Kerdamoy ST NIC	SAINT-NIC	CHANGEMENT DE DESTINATION		<p>Demande de changement de destination d'un bâtiment en complément des demandes antérieures. L'« Ex porcherie » n'avait pas été pris en compte.</p> <p>PJ Plan des bâtiments</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâti sera ajouté à la liste des changements de destination.						

19/09/2024	DEMAT-@-21	Monsieur Christophe COTTEN Concarneau	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	RESEAUX	<p>Complément de l'observation DEMAT-@-003</p> <p>Dans l'article du 3 Juin Ouest France(En PJ) le groupe EDF prévoit 200Mds d'€ d'investissement sur les réseaux, il n'y a donc aucun problème pour satisfaire les demandes de l'observation DEMAT-@-003.</p> <p>NDLR : enterrement des réseaux.</p> <p>La demande de la Pref29, de supprimer des EBC des bandes bien plus larges que n'imposent les règlements nationaux est à l'exact opposé des enjeux cités dans l'enquête RTE de juillet dernier (S3RENr Bretagne cf PJ) de Juillet. Ces demandes de déclassement n'ont d'autre but que la déforestation de ces EBC, plus simple et plus économique que de modifier les lignes.</p> <p>2 PJ : article OF et évaluation environnementale du S3RENr Bretagne).</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-@-3						
19/09/2024	DEMAT-@-20	Anonyme	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	<p>Dans le cadre du développement d'un camping, est-il possible d'installer/construire librement des zones de jeux (de types : terrain pétanque, minigolf, jeux gonflables, toboggan, etc..) en zone A ?</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Il serait nécessaire de présenter un projet plus précis et contextualisé pour pouvoir apporter une réponse à cette interrogation. La CCPCP invite le pétitionnaire à se rapprocher de ses services compétents.						
20/09/2024	PLEYB-R-13	Monsieur Hubert YAOUANC Kerhervé GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	<p>Parcelles 116-119-120 au lieu-dit Tréguron à GOUEZEC.</p> <p>Parcelles actuellement en friche. Souhaite réaliser un boisement</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
20/09/2024	PLEYB-R-14	Indivision YAOUANC GOUEZEC	GOUEZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	<p>Demande de modification de la délimitation de l'espace réservé 70 (parcours VTT) au lieudit Menez Vrised.</p> <p>La parcelle 640 est en limite de l'ER et les VTTistes ne respectent pas le limite de propriété et abîment le muret. Demande de décalage vers le sud de la limite de l'ER afin de préserver le bien et ne pas de créer de servitude.</p> <p>La parcelle 637 est un chemin privé en copropriété avec servitude</p>

						vers la parcelle 620. Elle doit être retirée de l'ER. Parcelles 636-620-632-633 : elles sont exploitées en boisement cultivé et doivent être retirées de l'ER. PJ : Extrait du PLUi avec indication des parcelles à retirer de l'ER.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Il est prévu de revoir la délimitation de l'emplacement réservé.						
20/09/2024	PLOMO-R-28	Anne Marie ROIGNANT 17 place de la mairie PLOEVEN Marie Paule ROIGNANT 164 Hent Lesvern 29170 FOUESNANT	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	Demande d'information sur l'emplacement réservé sur la parcelle ZC 516. Nature de l'équipement, délais de réalisation. Faute d'avoir ces éléments, défavorable à l'ER qui bloque le devenir du terrain et demande sa suppression.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La Commune souhaite maintenir l'emplacement réservé destiné à la création d'un équipement public, en lien avec l'école et la mairie.						
20/09/2024	PLOMO-R-29	Madame LE JOLLEC-TANGUY PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Demande de déclassement de l'espace boisé sur les parcelles ZC 72 et ZC 15 à PLOMODIERN et de classement de la zone en N. Ces boisements ont été réalisés en 1997 pour une exploitation forestière, opération préconisée alors par le CRPF et financée par le fonds forestier national. Lors d'une réunion de la CDNPS en 2013 la représentante de la DDTM a confirmé la mauvaise qualité du peuplement réalisé et le fait que ce peuplement s'est révélé une erreur. Les pins se sont révélés inadaptés au sol et ont été ravagés par la dernière tempête. PJ : Courrier explicatif, compte-rendu de la réunion de la CDNPS Dépôt d'un courrier de 5 pages
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Ce classement a fait l'objet d'une analyse de la part de la CDNPS. Il n'est pas envisagé de retirer le classement EBC. A noter que les boisements sont identifiés en EBC dans le PLU.						
20/09/2024	DEMAT-M-14	Monsieur Cédric FERTIL	PLOEVEN	AUTRES	HORS PERIMETRE	En doublon des observations DEMAT- @-025, DEMAT-M-015, Hors périmètre de l'enquête publique

<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-M-11						
20/09/2024	DEMAT-@-26	Monsieur Cédric FERTIL	PLOEVEN	AUTRES	HORS PERIMETRE	En doublon des observations DEMAT- @-025, DEMAT-M-015, Hors périmètre de l'enquête publique
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-M-11						
20/09/2024	PLEYB-R-12	Monsieur Hubert YAOUANC Kerhervé GOUZEC	GOUZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de correction du linéaire bocager sur les parcelles 332-333-334, lieudit Kerhervé : les talus n'existent plus ; PJ : extrait du PLUiH avec indication des linéaires à supprimer.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les talus seront supprimés.						
20/09/2024	PLEYB-R-15	Société CMGO Olivier Guillou Responsable foncier 56 390 GRAND CHAMP	CAST	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression de linéaires bocagers à l'intérieur et au voisinage de la carrière du Hinguer. Les haies n'existent plus (Plan joint)
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les haies seront supprimées.						
20/09/2024	PLOMO-R-28	Anne Marie ROIGNANT 17 place de la mairie PLOEVEN Marie Paule ROIGNANT 164 Hent Lesvern 29170 FOUESNANT	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression de la haie bocagère à protéger parcelle ZC 514 car ce sont quelques vieux pommiers. Demande de suppression de la haie bocagère à protéger parcelles ZC 9 et 10 car c'est un simple taillis.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La Commune ne souhaite pas faire évoluer les protections paysagères situées dans le bourg.						

20/09/2024	DEMAT-@-22	Madame Julie-Mary BOEZENNEC 9bis Rue du Porz ar Vag PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Parcelles YS 487 et YS 181 à PLOMODIERN Ces parcelles sont classées en zone N (zone naturelle à protéger) dans le projet de PLUIh. Elles sont déjà aménagées en tant que terrain de loisirs (terrain multisports, aire de jeux pour enfants, terrain de pétanque, restauration). Bien que la majorité des installations soient sur la parcelle YS 531, ce terrain fait partie intégrante du camping et est nécessaire à notre activité. Demande de revoir le classement des parcelles YS 487 et YS 181 en zone NI (zone naturelle à vocation d'activités sportives, touristiques et de loisirs). PJ Plan cadastral Géoportail
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les parcelles seront intégrées au périmètre du camping en zone NI.						
20/09/2024	DEMAT-M-13	Mesdames Anne CENTUR et Marie-Claire BLOUIN SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification du zonage pour la parcelle AD 138 au lieudit BENIEL à PENTREZ, SAINT NIC : passage d'un zonage NL à un zonage UL comme la parcelle voisine 137. PJ : courrier explicatif et extrait PLU St Nic
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Ce secteur UL a vocation à accueillir du stationnement. Il n'est pas souhaité aller au-delà de la délimitation retenue, ce qui pourrait présenter une fragilité juridique pour le document d'urbanisme.						
20/09/2024	PLEYB-R-15	Société CMGO Olivier Guillou Responsable foncier 56 390 GRAND CHAMP	CAST	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Demande de modification du règlement de la zone A qui autorise l'exploitation de la carrière mais pas celle de l'Installation de Stockage de Déblais Inertes (ISDI). Intégrer une disposition pour permettre les activités d'enfouissement, de dépôt, tri et recyclage de matériaux inertes. (Arrêtés préfectoraux du 2/11/2009 et 5/07/2012). Pièces jointes.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le règlement écrit sera modifié pour autoriser les activités d'enfouissement, de dépôt, tri, et recyclage de matériaux inertes.						

20/09/2024	DEMAT-@-23	Madame Sabrina HASCOUET 11 Kerharo PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité des parcelles YH 199 et 200. Bourg de PLOMODIERN</p> <p>Les parcelles YH 199 et 200 constituaient des zones constructibles dans le PLU de Plomodiern et sont devenues inconstructibles.</p> <p>Demande de constructibilité pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les parcelles sont proches du bourg et raccordées à l'assainissement collectif.</li> <li>- Elles jouxtent une zone 1AUE ouverte à l'urbanisation pour des logements et une zone 2AUE.</li> <li>- Elles sont en continuité d'urbanisation</li> <li>- La prise en compte de ces parcelles dans une zone urbanisable est cohérente avec les orientations du SCOT et du PADD de densifier les bourgs,</li> </ul> <p>Remise en cause de l'extension d'urbanisation (par artificialisation de terres agricoles) autorisée dans le "village" de Croas Diben, en zone d'assainissement non collectif et loin du bourg (zone jouxtant les espaces proches du rivage), alors que le dossier de notification du SCOT précise que "La sensibilité du site est très forte sur ce sujet de l'assainissement qui subit une pression importante en période estivale du fait de la présence de campings à proximité. Ainsi, le document d'urbanisme local devra s'assurer de la capacité épuratoire du secteur avant de prévoir son extension."</p> <p>PJ extrait de l'ancien PLU</p>
<p><b>Réponse de la CCPCP :</b></p> <p>Les parcelles ne sont pas en continuité de l'agglomération. Par souci de respecter les dispositions de la Loi littoral, il apparaît préférable de ne pas classer ces parcelles en zone urbaine. Il est précisé qu'en cas d'urbanisation de la zone 1AUE, les parcelles YH199 et 200 pourront ultérieurement être reclassées en zone UH.</p>						
20/09/2024	DEMAT-@-24	Madame Sabrina HASCOUET 11 Kerharo PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Doublon de DEMAT-@-023
<p><b>Réponse de la CCPCP :</b></p> <p>Cf. réponse DEMAT-@-023</p>						

20/09/2024	DEMAT-M-12	Mesdames Anne CENTUR et Marie-Claire BLOUIN SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité des parcelles 249, 259, 251, 252, 254 (anciennement constructibles) à ST NIC. (SORTIE DU BOURG)</p> <p>Ces parcelles faisaient partie d'un ensemble de 10 lots issus d'une seule parcelle divisée pour un projet de lotissement en 2008. 5 lots repassent en ZA alors qu'ils sont en continuité de l'urbanisation. Ont le projet d'urbaniser à moyen-long terme et demandent la constructibilité.</p> <p>Interrogation sur le fait que des parcelles situées de l'autre côté de la D 63 soient restées constructibles alors qu'il n'y aucune habitation à cet endroit.</p> <p>Demande de modification de l'ER N°6 qui passe dans la parcelle 256 leur appartenant : souhait qu'il soit dévié le long de la « vieille route de Pentrez » ou le long de la parcelle 153 pour rejoindre l'ER n) 7.</p> <p>PJ : courrier explicatif, courrier au Maire et extrait PLU St Nic</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1. Il n'est pas souhaité étendre l'urbanisation plus au sud du bourg que la limite fixée dans le PLUiH (intérêt paysager, cf. OAP sectorielles). Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols. 2. Le parcours de l'ER n°6 est modifié.						
20/09/2024	DEMAT-@-25	Monsieur Patrice BOTHOREL Treuscoat Vihan CAST	CAST	CHANGEMENT DE DESTINATION		<p>Demande de changement de destination de 2 bâtiments au lieu-dit Treuscoat Vihan à CAST,</p> <p>PJ extrait du cadastre, photos des deux bâtiments concernés, relevé de biens, indication des parcelles.</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les bâtiments seront identifiés comme possible changement de destination.						
20/09/2024	PLOMO-R-24	Monsieur et Madame DUFLOS 23 Ster an Alé PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité de la parcelle ZK 115 au lieu-dit Ster an Allé à PLOMODIERN (sortie de bourg)</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La Commune n'a pas priorisé le développement urbain sur la partie nord de l'agglomération (urbanisation linéaire). Il est précisé que la parcelle est concernée par une zone humide.						

20/09/2024	PLOMO-R-25	Monsieur Christian LASTENNET 14 Rue de la Villemarqué 29 GUILERS	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Biens situés à SAINT NIC - Demande que le bâtiment situé sur la parcelle ZL 62 au 3 Porscarzin à Saint Nic (Pentrez) soit bien reconnu comme une maison d'habitation (taxes foncière et taxe d'habitation fournis ainsi que des photos, mail du centre des finances de Châteaulin confirmant l'imposition pour une maison). Le précédent PLU de Saint NIC n'en avait pas tenu compte. - Demande de constructibilité de la parcelle ZK 120 à Pentrez : elle est située dans le lotissement « les Korrigans » à PENTREZ et entourée de maisons. Le voisinage se plaint du défaut d'entretien.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1. La remarque ne concerne pas le PLUiH. Ce n'est pas le PLUiH qui détermine la destination des bâtiments. 2. La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral (discontinuité avec l'enveloppe urbaine de Pentrez).						
20/09/2024	PLOMO-R-25	Monsieur Christian LASTENNET 14 Rue de la Villemarqué 29 GUILERS	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité de la parcelle YR 109, Ty Guen à PLOMODIERN
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral (discontinuité avec l'enveloppe urbaine de Croaz Diben).						
20/09/2024	PLOMO-R-26b	Monsieur et Madame LE BLEIS Yves Lanlean PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de changement de destination du bâtiment au sud-ouest (ancienne étable et porcherie). Parcelle YI 0063. Lieudit Lanlean à PLOMODIERN PJ : 2 Photos
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâti sera identifié pour permettre un éventuel changement de destination.						
20/09/2024	PLOMO-R-27	Monsieur et Madame MOSCOVITCH Maner Rib PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR A et N		Demande de constructibilité de la parcelle 202 (521 m2) à Kreac'h Gwennou. PLOMODIERN.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral.						
20/09/2024	PLOMO-R-30	Madame LE JOLLEC-TANGUY	PLOMODIERN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de changement de destination pour une ancienne habitation en pierre sur la parcelle ZR 50 au lieudit Toulhoad.

		PLOMODIERN				L'occupation était effective dans les années 70.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Il n'est pas utile de pastiller les habitations existantes. A noter que le bâti évoqué n'apparaît pas sur le cadastre.						
20/09/2024	PLEYB-R-16	Anonyme	PLEYBEN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Le bâtiment repéré 430 ne correspond pas à la photo affichée ou inversement la photo ne correspond pas au plan. Demande de vérification.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Après vérification de la Commune, il ne semble pas y avoir d'erreur.						
20/09/2024	PLOMO-R-26	M. Mme JEGU Jean Francois	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Propriétaire du terrain YS 567. Refus de permis de construire le 23/03/24 sur la base du projet de PLUi alors que le terrain est constructible au PLU actuel. Le projet prévoit un reclassement en zone A de l'ensemble du hameau. Sentiment d'injustice par rapport au terrain attenant pour lequel un permis a été obtenu. Recours en cours. Demande un reclassement en U (dent creuse)
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral.						
20/09/2024	CCPCP-C-5	Bertrand PILLET 199 Rhunez CHATEAULIN	CHATEAULIN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande à retrouver constructibilité de la parcelle C 1056
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La parcelle est classée en zone urbaine dans le PLUiH.						
21/09/2024	CHATE-R-12	Alain MIGNON	TREGARVAN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Propriétaire des parcelles 95-24 et 21. (lieudit Garrec Venn). Demande le classement de la parcelle 21 partiellement arborée en zone A comme actuellement.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Il est précisé que la parcelle ZB21 intègre la trame verte et bleue et est localisée en continuité d'une zone N2000. Il n'est pas souhaité modifier la zone proposée. Néanmoins, il est précisé que le classement en zone Ns ne présage pas de l'usage des sols (l'exploitation agricole sur des parcelles classées en zone N est très courante), mais détermine les droits à construire.						
21/09/2024	CHATE-R-13	Consorts ROIGNANT René, Michel, Anne PLOEVEN	PLOEVEN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Souhait que son terrain ZC 503 soit classé en zone 1AUH et non en 2AUH. Aujourd'hui entouré d'habitations, il est une contrainte pour l'exploitation agricole (exclu de l'épandage). Demande une constructibilité immédiate vu la situation cohérente avec l'enveloppe urbaine. Courrier d'une précédente demande de 2023 joint.

<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP souhaite que l'urbanisation des communes se fasse de façon maîtrisée. Un échéancier prévisionnel à l'urbanisation a été fixé pour répondre à cette orientation. Les terrains classés en zone 2AUH ont vocation à être urbanisés lorsque les possibilités de construction définies pour le court et moyen terme seront épuisées.						
22/09/2024	DEMAT-@-27	Ronan PATROM 14 rue Neuve CHATEAULIN	CHATEAULIN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoilage de bâtiment parcelle 349 à Chateaulin, Le Gaouennec. Plan et photo joints
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Il n'est pas utile de classer des bâtiments ayant déjà eu un usage d'habitation par le passé. Il n'y a en effet pas de demande de changement de destination à prévoir en cas de réhabilitation car la destination du bâti n'est pas modifiée.						
22/09/2024	DEMAT-@-28	Ronan MOREAU 94 rue de Varenne 75007 PARIS Anne MOREAU 32 Quai de Béthume 75004 PARIS	SAINT-COULITZ	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande le classement en zone 1AUH de la parcelle ZA 38 au lieudit Kerroch-Bihan enclavé dans une zone construite. Terrain de 2133 m2 équipé et en bordure de voie. Zone A au projet de PLUi.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Parcelle située dans le milieu rural (hors bourg), incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune (environ 2100 m²).						
22/09/2024	CCPCP-C-6	Ronan MOREAU 94 rue de Varenne 75007 PARIS Anne MOREAU 32 Quai de Béthume 75004 PARIS	SAINT-COULITZ	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Courrier de la demande portée au registre numérique @28. Demande le classement en zone 1AUH de la parcelle ZA 38 au lieudit Kerroch-Bihan enclavé dans une zone construite. Terrain de 2133 m2 équipé et en bordure de voie. Zone A au projet de PLUi.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-@-28						
23/09/2024	DEMAT-@-29	Franz PARYS 13 Résidence Kostež Ar Mor PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Conteste le zonage 1AUh prévu sur la parcelle YP 22 secteur CROAS DIBEN (OAP/site n°8). Cette extension résulte du classement de ce secteur en "village" au SCoT. Or conteste ce classement (absences de commerces et services, absence de réseau d'assainissement collectif. Pourrait être un SDU permettant une densification mais pas une extension. En tant que riverains directs de la parcelle, conteste densité, impact visuel et la manque d'assainissement collectif.

<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP ne souhaite pas remettre en cause le classement en tant que village de Croaz Diben. Le SCoT y autorise des extensions de l'urbanisation et le PLUiH est compatible avec ce principe. Le rapport de présentation justifie les choix d'aménagement de la CCPCP en matière de développement urbain.						
23/09/2024	DEMAT-@-30	Francois CROZON 9 Domaine de l'ile Huric 56000 VANNES	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Propriétaire sur la commune de Chateaulin des parcelles C 730, 733 et 734. Suite au désir de la commune d'y réaliser de nouvelles installations, sollicite de modifier le zonage concernant ces 3 parcelles. Plans joints.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les parcelles seront classées en zone 1AUS.						
23/09/2024	DEMAT-@-31	Claude LARVOL Keryar CAST	CAST	CHANGEMENT DE DESTINATION		Parcelle YI 58. Dépendance étoilée. Or selon le demandeur, il s'agit d'une habitation. Demande la suppression de l'"étoilage" afin de faciliter un futur projet de rénovation. Photos Jointes.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâtiment n°87 sera retiré de la liste des changements de destination.						
23/09/2024	CCPCP-C-3	Indivision AUDRUN-BAUGUEN-LE ROUX PLOMODIERN	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité Copropriétaires des parcelles AB 4 et AB 190 (2719 m2). Terrain en zone 1NA et constructible dans le POS. Cabanon sur le terrain.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le secteur n'est pas intégré à l'enveloppe urbaine de Pentrez et n'est pas constructible au regard de la Loi littoral.						
24/09/2024	DEMAT-@-34	Madame Nathalie RENARD 38 Yeun Grac PLEYBEN	***Toutes communes** *	AUTRES	ENR	L'encadrement de l'installation des différents dispositifs d'énergie renouvelable, existants ou à venir, est très peu développé.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de la remarque.						
24/09/2024	DEMAT-@-32	Laure HALNA du FRETAY Avocate Pour le compte de Cyril ELMKAYES Sarl Manoir de Moellien PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Hotel du manoir de Moellien. Demande suppression de l'EBC qui bloque des projets d'aménagement du site (mini-golf, parcours santé). Demande suppression de la prescription terrain cultivé à protéger (accès, parkings et jardins des chambres). Courrier explicatif et plans.

<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1. Ce classement a fait l'objet d'une analyse de la part de la CDNPS. Il n'est pas envisagé de retirer le classement EBC. 2. La protection sera retirée.						
24/09/2024	DEMAT-@-34	Madame Nathalie RENARD 38 Yeun Grac PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de modification du linéaire bocager. Entre Lost ar Yeun et Yeun Grac (Pleyben) une partie du linéaire bocager n'existe plus, dont une partie depuis très longtemps (signalé en jaune sur extrait de plan, et photos jointes) et l'autre partie (marquée en fuchsia sur l'extrait du plan) a été arrachée en juin 2024. Ces linéaires ont un rôle important à jouer, tant par la préservation de la biodiversité que par celle des sols en évitant l'érosion due à l'eau et au vent.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note des observations. Le rapport de présentation explique les méthodes utilisées pour les inventaires et justifie les choix et les outils retenus par les élus pour élaborer le projet.						
24/09/2024	DEMAT-@-33	Monsieur Jean-Baptiste HENRY Hameau de Kerdraon SAINT SEGAL	SAINT-SEGAL	AUTRES	VOISINAGE	Opposition en tant que voisin au projet de changement d'affectation de la grange située sur la parcelle n°275 du plan cadastral de Kerdraon (Saint-Ségal) en une maison d'habitation et démolition d'une maison d'habitation sur la même parcelle. Raisons : - absence de diagnostic mэрule alors qu'il y a une forte probabilité de contamination par ce champignon. Risque de propagation si les travaux ne sont pas réalisés par des professionnels. - protection des maisons du patrimoine breton : La parcelle n°275 se trouve entre deux maisons classées comme maisons du Patrimoine Breton. La transformation de cette grange en habitation ainsi que la destruction de la maison d'habitation pourraient dénaturer le cadre architectural et historique de ce site, mettant en péril l'intégrité visuelle de ce hameau. - Impact sur l'activité locale : activité de chambres d'hôtes dans l'une des maisons adjacentes à la parcelle N°275 compromise par l'ampleur des travaux dans une propriété laissée à l'abandon depuis plus d'une quinzaine d'années.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Elle ne souhaite pas donner suite à l'observation.						

24/09/2024	DEMAT-@-32	Laure HALNA du FRETAY Avocate Pour le compte de Cyrille ELMKAYES Sarl Manoir de Moellien PLONEVEZ PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	STECAL		Hôtel du Manoir de Moellien. Souhaitent la création d'un STECAL sur le périmètre de la zone NI pour d'une part déroger à la limite de 250 m2 sur les extensions (les bâtiments font tous plus de 200 m2) et d'autre part permettre un changement de destination. Si pas possible de créer un STECAL, demande une dérogation à la règle des 250 m2 et une identification des bâtiments pouvant faire faire l'objet d'un changement de destination. Courrier explicatif avec plans
<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1. Le règlement écrit de la zone NI sera modifié pour que la règle "la surface de plancher ne doit pas excéder 250 m <sup>2</sup> (existant + extensions)" ne s'applique pas aux bâtiments ayant une vocation économique d'une surface de plancher supérieure à 250 m <sup>2</sup> sur le secteur du manoir de Moëllien. 2. La Commune ne souhaite pas répondre favorablement à la demande d'identifier de possible changement de destination. Il est souhaité le maintien de l'activité existante, sans risque que le secteur se transforme en lieu d'habitation.						
24/09/2024	DEMAT-@-34	Madame Nathalie RENARD 38 Yeun Grac PLEYBEN	***Toutes communes** *	CHANGEMENT DE DESTINATION		A l'heure de la diminution drastique de l'artificialisation des surfaces, pourquoi avoir établi une liste de bâtiments pouvant éventuellement changer de destination. Peut-être que le changement de destination pourrait-être étudié au cas par cas. Certains bâtiments, de caractère, à moins de 1,5 km du bourg de Pleyben, ont été écartés de cette liste (je ne suis pas concernée par la mesure, aucun de mes bâtiments ne peuvent prétendre à un changement de destination).
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note des observations. Le rapport de présentation explique les méthodes utilisées pour les inventaires et justifie les choix et les outils retenus par les élus pour élaborer le projet.						
25/09/2024	DEMAT-@-36	Michel NEDELEC 22 rue Joséphine Pencalet 29100 DOUARNENEZ	PLONEVEZ-PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Concernant Lesvren Izella (parcelle 36), le bâtiment est incomplet sur le plan, il en manque la moitié. Photo jointe. Concernant le moulin de Lesvren (parcelle 46), le cours d'eau mentionné au PLU est en réalité plus éloigné des bâtiments (plus de 25 mètres). Photo jointe. La classification mériterait d'être mise à jour entre zone humide et zone boisée.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Ces éléments ne sont pas réalisés dans le cadre du PLUiH. Les données sont produites par la DGFIP pour le cadastre. Les tracés des cours d'eau sont tirés de l'inventaire départemental des cours d'eau du Finistère. Ces données n'ont pas vocation à être modifiées dans le cadre du PLUiH.						

25/09/2024	DEMAT-@-38	Nathalie et David FALCHIER 11 Kroaz Dibenn PLOMODIERN Dominique LE DUFF Emmanuelle et Yannick TARDIVEL Sophie et Yann BOUCHER	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Contestent le zonage 1AUh prévu sur la parcelle YP 22 secteur CROAS DIBEN (OAP/site n°8). Cette extension résulte du classement de ce secteur en "village" au SCoT. Or contestent ce classement, selon eux contraire aux dispositions de la loi littoral (absences de commerces et services, absence de réseau d'assainissement collectif). Pourrait être un SDU permettant une densification mais pas une extension. En tant que riverains directs de la parcelle, contestent impact visuel et estiment que ce projet leur fait grief.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP ne souhaite pas remettre en cause le classement en tant que village de Croaz Diben. Le SCoT y autorise des extensions de l'urbanisation et le PLUiH est compatible avec ce principe. Le rapport de présentation justifie les choix d'aménagement de la CCPCP en matière de développement urbain.						
25/09/2024	<a href="#">DEMAT-@-35</a>	Didier PLANTE Mairie de PLOEVEN	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	A la demande de l'Etat une étude de renaturation de la zone humide de Ty Anquer est lancée par L'EPAD. Cette zone comprend le camping de la mer et des parkings. La commune demande le maintien de la zone NI prévue pour la relocalisation du camping et des parkings nécessaires à la réalisation du projet.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La zone NI sera maintenue.						
25/09/2024	DEMAT-@-37	Gildas L'HARIDON Dor Venez 29150 DINEAULT	DINEAULT	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'inscription en changement de destination 3 bâtiments lieu-dit Dor Venez, parcelles YI 44, 45 et 54. Demande déjà formulée en 2022. Le conseil municipal de Dinéault a accepté cette demande par délibération du 4 avril 2024. Des photos ont été transmises le 8 juillet 2024. Délibération jointe + courrier
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les bâtiments seront identifiés comme possible changement de destination.						
25/09/2024	DEMAT-@-39	Albin LE BERRE Kerrien 29550 PLOEVEN	PLOEVEN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'étoiler parcelle ZK 31. Selon lui, bâtiment inscrit sur la liste transmise par la mairie lors de la révision du PLU de 2017. S'étonne qu'il ne soit pas reporté vu l'intérêt patrimonial. Rapport de 10 pages justifiant l'étoilage du bâtiment.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâtiment est déjà intégré à la liste des changements de destination (bâti n°53 : cf. pièces 5b et 5d du PLUiH).						
26/09/2024	DEMAT-@-40	Anonyme	***Toutes communes** *	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Demande de précision sur la procédure applicable au cas où, postérieurement à la mise en application du PLUiH, une commune souhaite obtenir une modification (y compris mineure) de son zonage.

<b>Réponse de la CCPCP :</b> Il existe plusieurs procédures possibles, selon l'objet de l'évolution souhaitée. Dans le cas d'une remise en cause de l'économie générale du projet, une procédure de révision est nécessaire. Dans les autres cas, une procédure de modification (L153-41 du code de l'urbanisme), de modification simplifiée (L153-45 du code de l'urbanisme) ou de révision allégée (L153-34 du code de l'urbanisme) est envisageable selon le cas de figure.						
26/09/2024	DEMAT-M-19	Maître JOSSELIN Conseil des consorts GUEGUENIAT SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Demande de correction du règlement graphique : Parcelles ZK 162, ZL 19, ZL 25 sur un élevage porcin sis Pors Ar Goff. SAINT NIC Demande d'indication des lagunes et équipements de la station d'épuration qui étaient indiqués au PLU de 2017. (Plans à l'appui).
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le plan de zonage sera complété avec l'indication des lagunes.						
26/09/2024	DEMAT-M-18	Madame Anne LAUMONNIER Atelier Lann LA ROCHE- BERNARD	SAINT-NIC	REGLEMENT ECRIT	COMPLEMENT	Concepteur paysagiste, membre de l'équipe de maîtrise d'œuvre mandatée par la mairie de Saint Nic pour les études de rénovation du Chemin des Dunes à Pentrez. La charte des terrasses et des devantures pour les commerces dont le pas de porte et la terrasse donne sur le chemin est en cours de finalisation. Demande que ce document soit mentionné dans le règlement du PLUi-h, sur le secteur de l'agglomération de Saint Nic.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP précise que le règlement pourra être modifié ultérieurement, dans le cadre d'une évolution du PLUiH. Le présent PLUiH sera, en effet, approuvé avant la charte.						
26/09/2024	DEMAT-@-46	Monsieur Mickaël BOUGUYON PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Signalements et demandes de modifications du règlement graphique : EBC - Parcelle ZK 62 : elle est classée dans vos documents en zone boisée, or c'est une parcelle agricole ; lié à la tempête, le propriétaire fait du bois de chauffage avec les arbres tombés. Sur cette même parcelle, dans le cadre du programme d'action volontaire de la baie de Douarnenez, il a été stipulé qu'elle ne comprenait pas de zone humide ou de cours d'eau en date du 27/03/2024. - Pourquoi les parcelles ZK 59, ZK 63, ZK 65, qui sont limitrophes et non exploitées, ne sont-elles pas classées ? - Sur la parcelle YK 157, vous n'avez pas bien dissocié sur le plan le numéro 184 : celui-ci comprend une maison et une longère attenante qui devraient être distinguées.

<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1 et 2. La CCPCP prend note de l'observation. Ce classement a fait l'objet d'une analyse de la part de la CDNPS. Il n'est pas envisagé de retirer le classement EBC. 3. Cet élément n'est pas réalisé dans le cadre du PLUiH. Les données sont produites par la DGFIP pour le cadastre.						
26/09/2024	DEMAT-@-50	Monsieur Pierre BERNARD 1 Cosquinis PLONEVEZ-PORZAY	PLONEVEZ-PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ESPACE BOISE CLASSE Déclassement	Demande de rectification du règlement graphique : Une parcelle de 1 hectare à Keroutous est classée en tant que bois, alors qu'il s'agit d'une parcelle cultivée depuis toujours (photo en PJ).
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La parcelle n'est pas classée en espace boisé dans le PLUiH. Le classement en zone N vise à protéger le corridor écologique, sans remettre en cause la vocation agricole de la parcelle.						
26/09/2024	DEMAT-@-46	Monsieur Mickaël BOUGUYON PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Signalements et demandes de modifications du règlement graphique : Linéaires bocagers : - Entre ZI 227 et ZI 53 : la haie transversale en haut de parcelle n'existe plus - Entre YL 38 et YL 37 : la haie n'existe plus - Parcelle YK 117 : les arbres en périphérie ont été abattus pour raison de sécurité sur demande des services d'EDF - Parcelle YK 39 : la haie bocagère est du mauvais côté de la parcelle. Suite au passage de la tempête CIARAN, cette parcelle sera remise en herbe - Parcelle YK 03 : les arbres en périphérie ont été abattus pour raison de sécurité suite au passage de la tempête CIARAN
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les haies seront supprimées ou corrigées sur le plan de zonage.						
26/09/2024	CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression de linéaires bocagers des parcelles 268, 109, 162
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les talus et haies sur ce secteur ont vocation à assurer l'intégration paysagère de l'activité économique par rapport au voisinage. Si les talus/haies ont été détruits, la CCPCP souhaite qu'ils soient recréés.						

26/09/2024	DEMAT-@-45	Monsieur Jean-Marie GUYADER PONT DE BUIS LES QUIMERCH	***Toutes communes** *	AUTRES	MOBILITES DOUCES	<p>Mobilités douces.</p> <p>Le projet manque d'ambition et de projets concrets.</p> <p>Les mobilités douces sont évoquées à quelques reprises (pages 2, 10, 25, 28 du PADD) mais de façon insuffisante et avec une vision utilitariste. Il manque un réseau de cheminements doux à taille humaine pour les habitants et les visiteurs. Les indications sont trop floues et les emplacements réservés ne concernent que 6 communes et ne permettent pas des voies en site propre.</p> <p>Demande d'étudier les liaisons suivantes : entre le bourg de Plonévez-Porzay et le sud de la commune ainsi que vers Tréfeuntec, sur le secteur de Pont Réal à saint Segal, entre le bourg de Pleyben et la frange nord de la commune et également le lien Lohéy – Gouézec entre les villages de Poulhazeg et Lezvreac'h, la jonction du chemin de halage du canal de Nantes à Brest entre Saint-Ségal et Pont-de-Buis lès Quimerc'h (via Rospirou, Traon Izella et le bois du Roscoat), le lien entre le bourg de Ploéven et l'espace côtier de cette commune, le lien entre le sud de la commune de Gouézec et celle de Briec (secteur Kerlann vers Hellen).</p> <p>La création de nouvelles liaisons douces dans les secteurs ruraux où elles ont été détruites dans le courant du XXème siècle mériterait une attention toute particulière. Il conviendrait d'assurer une meilleure prise en compte des besoins en randonnée pédestre et cheminements doux à l'échelle de l'intercommunalité et vers les itinéraires existants dans les EPCI adjacents et de préciser les liens avec le plan départemental des itinéraires de randonnées pédestres (PDIPR).</p> <p>Proposition concrètes pour la traversée du canal de Nantes à Brest : passerelles au niveau des écluses, pont piéton sur le viaduc de la RN 165, passerelle mobile activée par les usagers.</p>
<p><b>Réponse de la CCPCP :</b></p> <p>La CCPCP prend note de l'observation. Elle rappelle qu'un schéma directeur modes actifs a été élaboré sur le territoire parallèlement au PLUiH.</p>						

26/09/2024	DEMAT-M-15	Consorts QUERE Garlazan GOUÉZEC	GOUÉZEC	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Requête déposée au nom de l'avocate Estelle DOUERIN. Parcelle AC 249 rue du château cité de l'Aulne, lieudit Garlazan. Permis d'aménager délivré en avril 2022 pour 19 lots. Travaux démarrés et interrompus car la commune ne souhaite pas réaliser les travaux d'extension de réseau d'eau potable. Contestent le classement pour partie en zone UHc et l'autre en A. Erreur manifeste d'appréciation selon l'avocate. Prolongement zone urbanisée et absence de potentiel agricole. Demande retour en zone U. Courrier et plans.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La Commune a supporté le projet d'aménagement porté par les consorts QUERE, comme en témoigne la délivrance du permis d'aménager. Dans son principe, la Commune serait encore favorable à ce que ce projet de lotissement aboutisse, lequel contribue à densifier un secteur urbanisé tout en ayant un impact limité sur la consommation d'espaces agricoles utiles. En réalité, le changement de zonage projeté est un choix contraint pour la Commune de GOUÉZEC, qui découle de deux facteurs. Premièrement, le réseau d'eau est insuffisant pour réaliser 19 lots sur ce terrain et la CCPCP n'envisage pas de financer la réalisation de l'extension du réseau nécessaire à l'aboutissement de l'opération. Aussi, le double zonage de ce terrain vise à permettre de réaliser, sur la zone classée UHc, un nombre de constructions nouvelles compatible avec l'état du réseau d'eau existant tout en préservant le reste de la parcelle. Deuxièmement, le classement de la partie Sud du terrain en zone agricole est également la conséquence des objectifs de réduction de la consommation foncière imposée par la loi ZAN et le schéma de cohérence territoriale du Pays de Châteaulin et du Porzay. Cette proposition de classement s'inscrit dans le parti d'urbanisme décidé à l'échelle communautaire, contre lequel la Commune de GOUÉZEC ne peut pas s'opposer.						
26/09/2024	DEMAT-@-50	Monsieur Pierre BERNARD 1 Cosquinis PLONEVEZ-PORZAY	PLONEVEZ- PORZAY	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Demande d'inconstructibilité de parcelle Opposé au classement en terrain constructible de la parcelle limitrophe du bourg (voir photo parcelle bourg), qu'il exploite. (OAP n°3 en 2AU).
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. A noter que la parcelle est classée 2AUH.						
26/09/2024	CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Demande d'explication du classement du haut des parcelles 9_10-11-12 à la Croix du Guilly DINEAULT en zone à protéger.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Il s'agit de maintenir le caractère rural de la frange urbaine.						

26/09/2024	CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification de zonage de la parcelle 53 (zone N) à Kericard DINEAULT : passage en zone 1AUe ou Ae pour une création de plateforme de valorisation des matériaux inertes issus du BTP
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP indique que cette activité ne semble pas avoir fait l'objet d'une déclaration, ni avoir reçu d'accord. Il n'est donc pas souhaité régulariser cette situation.						
26/09/2024	CCPCP-C-7	Monsieur Sébastien GOASGUEN 12 rue de Menez Lor 29150 DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification de zonage de la parcelle 268 (zone N) à DINEAULT : passage en zone 1AUe ou Ae car liée à son activité économique
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP ne souhaite pas que cette parcelle soit constructible pour maintenir le caractère rural de cette frange urbaine. A noter que la parcelle est classée de la même manière dans le PLU.						
26/09/2024	DEMAT-@-41	Monsieur Morgan LEBAUT ARGOL	CAST	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONE HUMIDE	Contestation de classement « zone humide » des parcelles ZK 60 et YI 20 à CAST. Pour preuve : ces terres sont exploitées en céréales, colza, féverole et pommes de terre, cultures incompatibles avec les zones humides Un consultant indépendant a réalisé des carottages sur ces zones et conteste le caractère ZH (numéro joint). PJ : Photo du carottage.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> L'inventaire des zones humides est réalisé hors PLUiH. La méthode est présentée dans le rapport de présentation. Le PLUiH n'a pas vocation à remettre en cause cet inventaire. Il est rappelé que l'identification en zone humide ne limite pas l'usage des terres en matière d'agriculture.						
26/09/2024	DEMAT-M-19	Monsieur et Madame Miranda LACARIN 139 Gouesnarc'h SAINT COULITZ	SAINT- COULITZ	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONE HUMIDE	Approbation de la protection Zone humide Propriétaires au lieudit Gouesnarc'h à SAINT COULITZ de parcelles d'un total de 7ha23a58ca classées en zone humide dont certaines sont louées à un agriculteur. D'accord avec le fait que ces lieux ne sont pas appropriés pour un développement d'urbanisation. Remarque sur les conditions d'entretien : la Smatah intervient de façon ponctuelle et insuffisante côté canal ce qui a des

						conséquences sur la partie basse des parcelles.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
26/09/2024	DEMAT-@-43	Anonyme	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Remarque sur le règlement écrit : - En zone N, la hauteur des extensions n'est pas précisée. Quelle règle appliquer ?
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le règlement écrit sera complété en reprenant la règle retenue dans la zone A.						
26/09/2024	DEMAT-@-42	Anonyme	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	ZONES A ET N	Remarques sur le règlement écrit : -Zone A et zone N : ne sont réglementées que les annexes non accolées à l'habitation. Qu'en est-il des annexes accolées à l'habitation ? -En zone A et en zone N, la rédaction de l'article relatif à l'emprise au sol (2.1.4) est ambiguë, car elle suggère que l'emprise au sol pourrait ne pas être réglementée. -En zone A et en zone N, le PLU de Saint-Nic dispose que pour les habitations de plus de 250m <sup>2</sup> de surface de plancher, une extension peut être autorisée si elle est réalisée dans les bâtiments existants, sans création de logement nouveau. Il pourrait être intéressant de reprendre cette règle dans le règlement du PLUiH.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1. Le règlement écrit sera modifié en supprimant la mention "non accolées". 2. Le règlement écrit sera modifié comme suit : "L'emprise au sol des constructions est réglementée selon les dispositions définies à l'article A2024 1.1." 3. Le règlement écrit sera complété en indiquant que pour les habitations de plus de 250m <sup>2</sup> de surface de plancher, une extension peut être autorisée si elle est réalisée dans les bâtiments existants.						

26/09/2024	DEMAT-M-17	Jean Michel et Maryvonne TREANTON Magalie TREANTON Stéphanie TREANTON Creac'h Guennou PLOMODIERN Christophe TREANTON	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Contestent classement en zone agricole parcelle YS 524. Permis obtenu pour 3 maisons en 2004. Une seule a été bâtie. Transmission familiale. Souhait de poursuivre le projet de construction Terrain situé dans un hameau urbanisé et raccordé aux réseaux. Ne comprennent pas le projet de PLU qui classe des terrains agricoles en zone constructible (parcelle YE 9 citée en exemple) et à l'inverse des terrains constructibles en zone agricole qui sont inexploitable et situés dans des hameaux. Pourquoi ne pas utiliser des dents creuses plutôt que réaliser des extensions urbaines sur terres agricoles. Documents joints.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral.						
26/09/2024	DEMAT-@-44	Anonyme	TREGARVAN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Inventaire des bâtiments susceptibles de changer de destination. TREGARVAN. Numéro sur le plan : 20, Parcelles cadastrales ZC0251 et 0252 et pas seulement 0252. Les bâtiments susceptibles de changer de destination ne sont pas seulement ceux figurant sur la photo de votre plan, il y a en réalité 4 bâtiments concernés. Ce corps de ferme à la forme d'un U et il n'y a à l'heure actuelle aucun espace entre les bâtiments. L'emprise au sol totale de ces bâtiments est d'environ 370 m2. PJ photos des bâtiments concernés.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Au regard des photographies transmises, 1 bâtiment supplémentaire semble répondre aux critères retenus dans le PLUiH pour un possible changement de destination. Ce bâtiment sera ajouté à la liste des changements de destination.						
26/09/2024	DEMAT-@-45	Monsieur Jean-Marie GUYADER PONT DE BUIS LES QUIMERCH	***Toutes communes** *	PROCEDURE		Dossier et procédure Salue le travail engagé par les différents acteurs. Regrette la durée trop courte de l'enquête au vu de l'importance du dossier.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
26/09/2024	DEMAT-M-19	Maître JOSSELIN Conseil des consorts GUEGUENIAT SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité des parcelles AD 0155, AD 1056, AD 0157 (ex 140) situées en front de mer, ZL 0355 et ZL 0356 situées en bordure de lotissement, dans le village de Pentrez à SAINT NIC. Ces parcelles étaient toutes classées en zone constructible dans le PLU de 2009 ; dans le PLU de 2012, les parcelles ZL 0355 et 356

						<p>faisaient partie d'une OAP dans le secteur de Pors Moreau ; en 2017, elles étaient classées en zone naturelle, restreignant toute possibilité d'urbanisation.</p> <p>Le projet de PLUiH maintient ce classement alors que les terrains voisins ont un classement plus avantageux.</p> <p>La demande de constructibilité s'appuie sur les arguments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Incohérence du classement avec l'environnement (continuité de Pentrez, constructions de part et d'autre) et l'équipement en réseau.</li> <li>- Situation d'enclaves dans des espaces urbanisables.</li> <li>- Le Scot du pays de Chateaulin-Porzay reconnaît la possibilité de construire dans la continuité de Pentrez défini comme agglomération et village.</li> </ul> <p>Indication d'un bâtiment qui n'existe plus sur une propriété voisine.</p>
<p><b>Réponse de la CCPCP :</b> Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols.</p>						
26/09/2024	DEMAT-@-47	Monsieur Christophe TREANTON Kerherry CAST	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		<p>Demande de constructibilité pour la parcelle YS524 à PLOMODIERN</p> <p>La parcelle YS524 a été classée en zone agricole alors qu'elle devait accueillir un projet de construction pour lequel une demande de permis de construire a été déposée le 24 décembre 2003 et acceptée le 23 janvier 2004. Les trois maisons prévues sur le terrain familial avaient pour objectif d'être transmises aux trois enfants de Monsieur et Madame TREANTON Jean-Michel mais à ce jour, une seule maison a été bâtie.</p> <p>En 2014, la maison existante et le terrain nous a été transmise aux enfants qui souhaitent reprendre projet. Ils contestent le classement en zone agricole pour les raisons suivantes : le terrain fait partie d'un hameau existant et urbanisé ; la voirie, l'accès direct au terrain et les raccordements divers (eau, téléphone, électricité) existent ; le projet ne nuira pas à la sécurité des habitations se trouvant à proximité, ni à la salubrité du hameau ; son impact environnemental ne sera pas plus important, voire moindre, que la construction qui se fait actuellement au bord de</p>

						<p>la plage de Porz Ar Vag (cf. plan de situation joint).</p> <p>Vouloir protéger le littoral et limiter l'urbanisation est parfaitement compréhensible mais certaines décisions sur le classement des parcelles sont complètement insensées et incohérentes : reclassement de parcelles agricoles exploitables (YE 009) en terrains constructibles à Plomodiern, et à l'inverse, classement de terrains constructibles en agricoles alors que non exploitables car trop petits et se situant dans des zones urbanisées.</p> <p>Pour lutter contre la réduction des terres agricoles, il faudrait laisser constructibles les terrains disponibles dans les hameaux et les lotissements, et proches des centres bourgs.</p> <p>PJ : vue aérienne, projet de construction, demande de permis de construire de 2003</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-M-17						
26/09/2024	DEMAT-@-48	Monsieur Christian LASTENNET 3 Pors Carzic SAINT NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		<p>Demandes relatives aux parcelles ZK120, YR109, ZL62 et ZL233 à SAINT NIC</p> <p>Complément observation PLOMO-R-25</p> <p>Maison située 3 Porz Carzic (parcelle ZL62) : demande que ce bâtiment soit considéré comme une maison d'habitation conformément à sa situation fiscale et que la parcelle ZL233 soit associée à la parcelle ZL62 comme terrain bâti du fait qui s'y trouve le système d'assainissement de la maison.</p> <p>Terrain à Pentrez (parcelle ZK120) dans le lotissement des Korrigans : demande de constructibilité car situé entre deux maisons, viabilisé et prêt à la construction de plus problèmes de voisinage pour son entretien.</p> <p>Terrain à Plomodiern (parcelle YR109) : demande de constructibilité car la zone de Ty Gwen, à proximité de la parcelle, est déjà une zone urbanisée et ne semble pas subir la loi littorale.</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse PLOMO-R-25						

26/09/2024	DEMAT-@-49	Madame Odile LE BERRE PLOMODIERN	***Toutes communes** *	CHANGEMENT DE DESTINATION		Changement de destination L'ambiguïté de la légende du règlement graphique entre étoile et rond laisse penser que seuls les "élément de patrimoine à protéger" peuvent changer de destination alors que de nombreux bâtiments dans les anciennes exploitations pourraient se transformer en logement. Le changement de destination permettra la valorisation touristique et diminuera l'artificialisation.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
26/09/2024	DEMAT-@-51	Monsieur Thierry PELLO DINEAULT	DINEAULT	HABITAT		<p>Réflexions sur les restrictions du PLUiH sur l'habitat et les activités économiques pour les communes rurales.</p> <p>Surpris de l'étendue des restrictions pour quasiment toutes les zones en dehors de la zone U du centre bourg. Où vont s'installer les repreneurs des exploitations agricoles ? Pourront-ils recruter des salariés prêts à accepter les contraintes du travail agricole sans pouvoir loger à proximité ? Avec toutes les restrictions imposées, compte tenu de la quasi impossibilité de faire évoluer le bâti existant, couplé à une pyramide des âges montrant une forte proportion de retraités, qui acceptera de vivre dans leurs maisons après leur départ ?</p> <p>Surpris des faibles surfaces prévues dans le PLUi-H, pour les activités économiques, du moins au niveau de Dinéault, et des restrictions qui s'y appliquent. Où implanter des activités génératrices d'emploi, y compris de transformation locale des productions agricoles ?</p> <p>La conservation du caractère rural et agricole est louable mais les restrictions aboutiront à l'abandon des maisons isolées dont la rénovation énergétique sera trop coûteuse, ce qui réduira d'autant l'offre de biens habitables, et ne fera qu'aggraver la crise du logement. Qui entretiendra les abords de ces maisons abandonnées ? Les personnes qui habitent en habitat dispersé ne sont pas de dangereux destructeurs de milieux naturels, ce sont dans leur grande majorité des « conservateurs du patrimoine »</p>

						<p>qui entretiennent celui-ci à leurs frais.</p> <p>Il faudrait au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettre que les exploitants agricoles puissent se loger à proximité immédiate de leur exploitation dans les zones et qu'il puisse exister, 2 voire 3 logements par exploitation pour permettre à deux générations d'exploitants de vivre sur leur exploitation.</li> <li>- Ne pas limiter autant les possibilités d'extensions mineures et d'aménagements pour les constructions existantes.</li> <li>- Faciliter la division de « grandes maisons » en plusieurs logements plus petits (ce qui ne consomme aucune surface...</li> </ul>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
27/09/2024	CCPCP-R-14	Monsieur et Madame L'HARIDON Dor Venez DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Faire figurer sur les plans les bâtiments existants sur les parcelles Yi54 et Yi 45, et le bâtiment en rénovation sur la parcelle Yi 54 PJ : courrier explicatif, plan annoté, délibération du conseil municipal de Dinéault du 4 avril 2024.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-@-37						
27/09/2024	CCPCP-R-8	Morgane MENEC Conseillère municipale DINEAULT	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Manque certains batiments "étoilés", notamment à Dornevez et Ty Hornec. La limite des Espaces Proches du Rivage a été modifiée par rapport au PLU actuel. Supprimer ER n°61 car une construction est présente sur la parcelle et ne permet pas la réalisation du projet. Intégrer l'Aire Terrestre Educative en zone US comme l'école et non dans l'OAP n°2 destinée pour du logement.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1. La CCPCP prend note des observations. 2. La Commune souhaite maintenir l'emplacement réservé.						
27/09/2024	DEMAT-@-58	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	S'interroge sur la classification A 2024 sur les transactions immobilières à savoir si il y a obligation d'une consultation de la SAFER sur une vente de maison individuelle située en zone agricole mais n'ayant pas d'activité en lien avec une exploitation.

<b>Réponse de la CCPCP :</b> A la lecture de l'article du code rural et de la pêche maritime, la réponse semble positive.						
27/09/2024	DEMAT-@-60	Marcel TOULGOAT 5 La Gare LENNON	LENNON	REGLEMENT GRAPHIQUE	AUTRES	Considère également que les hameaux dont l'artificialisation est déjà faite pourraient être urbanisables sur les dents creuses en dehors du simple inventaire des bâtiments susceptibles de changer de destination.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. L'urbanisation des hameaux est contraire aux principes du PADD et à la volonté de recentrer l'urbanisation dans les centralités des communes de la CCPCP.						
27/09/2024	CCPCP-R-12	Madame Danielle LE PANN Monsieur Gérard LE BRIS 12 Menez Vrised GOUZEC	GOUZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT T RESERVE	Opposition à l'espace réservé « VTT » Propriétaire de la parcelle 618 située dans cet ER et desservie par une servitude sur la parcelle 617, riveraine de l'activité (maison sur la parcelle 674 en lisière du GR 34). Le projet d'espace VTT représente des nuisances pour les riverains, la dégradation des lieux par les passages, et contraires à l'objectif de protection des milieux et de la biodiversité.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
27/09/2024	CCPCP-R-9	Aurélien HUGAIN Kermerien PLOEVEN	PLOEVEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT T RESERVE	Concernant l'emplacement réservé n°20 porté sur la parcelle 46, et n'ayant pas été informés, souhaitent avoir des précisions sur cet ER et sont défavorables à la destination prévue. (Aménagement d'un espace public paysagé)
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Il n'est pas souhaité remettre en cause l'emplacement réservé.						
27/09/2024	DEMAT-M-23	Annie KERHASCOET Maire 12 rue du Menez Hom SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT T RESERVE	La commune de Saint Nic demande : - la suppression de l'ERV2 existant réalisé et inscription d'un ERV2 du chemin des Dunes à la route de Bénél quartier Menez Bichen (voie verte). - la création d'un ERV4 du chemin des Dunes quartier Dour Vroud à la route de Bénél (voie verte) - la transformation du tracé ERV7 du bourg à Cosquerou.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les demandes seront prises en compte dans le dossier approuvé.						

27/09/2024	DEMAT-@-52	Madame Cécile NAY Maire de la commune de GOUZEC	GOUZEC	AUTRES	ENR	Règlement A l'heure de la loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables qui fait de la planification territoriale des énergies renouvelables une priorité, la commune de Gouezec déplore que les zones de protection de captages à faible potentiel agricole ne puissent être utilisées pour implanter des panneaux photovoltaïques.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le PLUiH n'est pas contraignant à ce sujet.						
27/09/2024	DEMAT-@-59	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	HABITAT LEGER	Apporte une proposition de règlement adapté aux habitats légers ou réversibles en complément à l'observation @ 54
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
27/09/2024	PLOMO-R-31	Monsieur et Madame Jean-Christophe MARCHADOUR May Goug PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression linéaire bocager en bordure de route sur la parcelle ZB 101 (arbres détruits par la maladie).
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La haie sera supprimée.						
27/09/2024	PLOMO-R-34	Madame Sylvie HENAFF Keravel-ar-Goulit PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande de suppression du linéaire bocager sur la parcelle YS 464 O2. Ce linéaire n'est pas en bordure mais au milieu de la parcelle et a été décimé par la tempête Ciaran.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La haie sera retirée du plan de zonage.						
27/09/2024	DEMAT-@-57	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	LINEAIRE BOCAGER Suppression ou correction	Demande modification du linéaire bocager à Maez Gouez entre parcelles ZB 118/121 et ZB 82 car disparu en partie. Plan et photos joints.

<b>Réponse de la CCPCP :</b>						
27/09/2024	DEMAT-@-53	Monsieur Christophe COTTEN Kerandon CONCARNEAU	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	RESEAUX	Complément observations DEMAT-@-3 et DEMAT @-21 Ni EDF, (Enedis, RTE) pas plus que les opérateurs télécom n'ont pris la peine d'émettre la moindre contestation à mes observations du 2 et du 19 Septembre, elles en avaient la possibilité. Il n'y a donc pas d'obstacle pour en tenir compte Nous payons déjà la facture de l'inaction par le biais de tous nos contrats d'assurance, sans omettre les coûts publics de réparation ou d'aménagement des infrastructures. PJ la Une d'Ouest France de Patrice MOYON du 25 Septembre 2024
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-@-3						
27/09/2024	CCPCP-R-8	Morgane MENEC Conseillère municipale DINEAULT	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	TOUTES ZONES	Fait état d'un certain nombre de remarques sur le règlement. (Zones UH, UE, US, A, N et UL)
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Il est précisé que le règlement écrit a été écrit en concertation avec le service instructeur de la CCPCP. Les évolutions suivantes seront intégrées au règlement écrit : - article UH 2.2.1 : « alternance du type de clôture » sera remplacé par « alternance de clôture végétalisée et non végétalisée ». - article A 2.1.5 : reprise de l'interdiction des toitures-terrasses et des toitures végétalisées à Châteaulin, Ploëven, Saint-Nic et Trégarvan. - articles 2.1.2 : évolution de la règle d'implantation par rapport aux limites séparatives en modifiant 2,60 mètres par 3 mètres.						
27/09/2024	CCPCP-R-15	Olivier LAUTROU Ty Gamevet DINEAULT	DINEAULT	AUTRES	VOIRIE	En tant que riverain, soulève une vitesse excessive sur la VC5 et souhaite des aménagements de sécurité. Souligne un problème sur le seul point de collecte des eaux de ruissellement se situant à 800 mètres du centre bourg.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
27/09/2024	DEMAT-@-61	Pierre COMBAZ SAINT NIC	SAINT-NIC	AUTRES	VOIRIE	Circulation sur la route du bord du mer : propose de limiter seulement ponctuellement les stationnements pour laisser 1,20 mètres à la circulation des piétons. (GR 34). Préférable à l'aménagement de stationnement sur les zones naturelles. Met en avant des difficultés de circulation en été sur la route littorale entre Pentrez et Plonevez Porzay et des problèmes de sécurité. La réflexion et les aménagements ne devraient t'ils pas

						être portés par la CCPCP ?
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
27/09/2024	DEMAT-@-52	Madame Cécile NAY Maire de la commune de GOUZEC	GOUZEC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Contestation	Demande de modification du zonage : La parcelle AC 162, située 1, rue Park an Dour est située à proximité d'une cavité ardoisière située sur la parcelle AC 163. Nous préconisons de ne pas ouvrir à la construction la partie Sud de la parcelle A162 ainsi qu'une bande à proximité immédiate de la parcelle AC 163 à l'Est de la parcelle AC 162. Il s'agit d'un problème de sécurité car la cavité est profonde. Nous émettons un doute sur la constructibilité de la parcelle AC 27 à Pont-Coblant. Cette parcelle est constituée d'un apport ardoisier et surplombe un accès au bord du canal.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le document présenté à l'enquête publique prévoit la constructibilité de ces parcelles. Afin d'éviter tout contentieux, il apparaît préférable de maintenir les parcelles en zone urbaine. Toutefois, dans le cas où un projet serait envisagé sur les parcelles concernées et au regard des risques connus, il sera conseillé au porteur de projet de réaliser une étude de sol.						
27/09/2024	CCPCP-R-4	Monsieur Rémi CARPENTIER Maire de TREGARVAN	TREGARVAN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification du zonage Inclure dans le projet du bourg, une partie de la parcelle ZA63 qui sera achetée par la commune pour la construction d'un atelier communal. PJ : Plan de la commune avec indication de la parcelle concernée, vue Géoportail, relevé de biens.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Environ 850 m <sup>2</sup> seront classés dans la zone urbaine pour permettre la création de l'atelier communal.						
27/09/2024	CCPCP-R-5	Monsieur Mikaël NICOLAS SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande de modification de zonage pour la parcelle ZB 233 à SAINT NIC. Monsieur NICOLAS exerce une activité artisanale sur cette parcelle depuis 2013 et demande son classement en zone AE (et non N). Demande appuyée par Madame la Maire de Saint Nic. PJ : courrier explicatif, plan cadastral et dossier de vente.

<b>Réponse de la CCPCP :</b> La parcelle sera reclassée en zone AE						
27/09/2024	CCPCP-R-6	Monsieur Raymond FEILLANT CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	<p>Demande de modification de zonage des parcelles ZB 210, ZB 212 et ZB 213 à CHATEAULIN.</p> <p>Demande de classement de ces parcelles en zone AE (et non A). Monsieur FEILLANT dans la suite de son activité agricole exerce sur ces parcelles et dans ses bâtiments une activité de stockage et de prestation de services aux entreprises voisines depuis 2006. Cette activité profite aux nouveaux arrivants et bénéficie à la CCPCP.</p> <p>Le classement en zone A dans le précédent POS n'est plus adapté, la restructuration des bâtiments étant indispensable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bâtiment 2 : construction de bureaux en dur en remplacement d'un Algeco</li> <li>- Bâtiment 3 : nécessité de division de la surface</li> <li>- Bâtiment 4 : doit être rasé et reconstruit.</li> </ul> <p>A noter l'arrêt définitif de l'activité agricole voisine (élevage de porcs).</p> <p>PJ : Courrier explicatif et plan des bâtiments.</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les parcelles ZB210, 211 et 212 seront classées en zone AE. La partie artificialisée de la parcelle ZB213 sera classée en zone AE.						
27/09/2024	CCPCP-R-2	Gaelle NICOLAS Maire de Châteaulin	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	<p>Reprend les mentions inscrites dans la délibération du conseil municipal du 11 avril 2024.</p> <p>Souhaite la création d'une zone US sur les parcelles C 730,733 et 734 pour l'implantation d'un équipement public et y interdire la construction de logements, d'hébergements et d'entrepôts.</p> <p>Demande à identifier arbres classés, talus plantés et alignements d'arbres et espaces verts au titre des éléments naturels à protéger. (Article L 151-23)</p> <p>Demande la rectification du zonage du PPRI au niveau der la ville Jouan.</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les éléments seront intégrés au PLUiH, comme indiqué dans le document D3. Observations sur les avis. Le plan de zonage sera actualisé sur le secteur de la ville Jouan pour correspondre au PPRI						

27/09/2024	CCPCP-R-13	Jean GUEGUENIAT Pors Ar Goff ST NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Dépôt du courrier de son avocat transmis par mail . M-19 Demande le report des deux lagunes sur les plans. (parcelles ZK 172, ZL 19 et 25).
<b>Réponse de la CCPCP :</b> CF. réponse DEMAT-M-19						
27/09/2024	DEMAT-@-56	Anthony NORMANT Normant Agencement 171 rue de la Croix SAINT COULITZ	DINEAULT	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande le classement de la parcelle YA 73 Pont Ars Goff correspondant à son activité artisanale compte tenu du permis de construire accordé en janvier 2024 pour un changement de destination d'un bâtiment agricole pour un bâtiment de menuiserie et bureaux. Demande également une adaptation pour pouvoir développer un projet de logements pour personnes âgées pour les personnes de la commune et en lien avec la mairie.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâtiment ayant fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme sera reclassé en AE. Il n'est pas envisageable de classer le reste de la parcelle en zone constructible : incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune.						
27/09/2024	DEMAT-M-23	Annie KERHASCOET Maire 12 rue du Menez Hom SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	La commune de Saint Nic demande : - le changement de zonage de la parcelle ZB 233 pour un commerce situé en zone N. Classement en AE. - le classement en zone NL des terrains de Kerdamoy pour un golf de 9 trous et une construction légère pour le club house.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1. Le plan de zonage sera modifié dans le dossier approuvé. 2. Cf. réponse PLOMO-R-19						
27/09/2024	DEMAT-M-24	Alain SCHLESSER	CAST	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Demande le classement des terres du Grannec en zone A au lieu de N. Le Grannec est devenu siège d'exploitation en 2019 avec reconquête de terres agricoles et des terres cultivées aux alentours toutes éligibles à la PAC. De même les parcelles ZN 8, 35, 41, 60, 62, 63 sont à vocation agricole (vergers, jardins de thé). Demande également le classement de la parcelle ZN 2 en A et le déclassement de la partie en EBC car elle ne contient pas d'arbres et leur réexploitation est envisagée en verger et jardin de thé.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le secteur cité est largement compris dans un périmètre de protection rapproché d'un captage (cf. plan de zonage thématique). La CCPCP souhaite maintenir le classement						

en zone N (à noter que le PLU classe également ces parcelles en zone N). Il est indiqué que le classement en zone N n'a pas d'impact sur l'usage agricole des parcelles concernées. La parcelle ZN2 n'est pas couverte par des EBC.						
27/09/2024	DEMAT-M-25	Run Ar Puns Association Vendero Fonds de dotation Annaik MORVAN Stéphane MONTEL Jakez L'HARIDON	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Demande de modification pour activités spécifiques	Run Ar Puns est un café-concert basé à Chateaulin. Le fonds de dotation Vendero assure le portage foncier et immobilier et met à disposition son patrimoine à Run Ar Puns pour la mise en œuvre d'un projet culturel et social (concerts, création, partenariats, café bar, éco restaurant). Site classé en zone NL. Demande que le zonage reprenne les contours naturels de la parcelle C 484. Demande d'intégrer la parcelle C779 à la zone NL (projet d'une zone atelier nécessaire à la maintenance du site). Demande à vérifier si possibilité d'installer un hangar nécessaire à la culture maraîchère sur parcelle ZE 363. Souhait d'identifier les bâtiments de valeur patrimoniale comme éléments de patrimoine bâti à protéger. (C 772,773 et 780)
<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1. La zone NI sera élargie. 2. Le PLUiH ne gère pas cette problématique. L'association est invitée à se rapprocher de la CCPCP pour étudier ce cas de figure. 3. Le bâtiment de la parcelle C780 est déjà identifié comme patrimoine bâti. Un bâti sur la parcelle C774 sera ajouté à la liste du patrimoine bâti. Les autres bâtis ne semblent pas avoir les caractéristiques suffisantes pour un classement en patrimoine bâti.						
27/09/2024	PLOMO-R-33	Monsieur Gillian MORE GAEC ARMOR et GFA ARMOR Sainte Marie du Ménez Hom PLOMODIERN	PLOMODIERN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Demande le maintien des parcelles ZE 36 et 37 en zone agricole protégée pour pérenniser l'outil de production. Parcelles exploitées en élevage laitier et polyculture.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le plan de zonage sera actualisé. A noter que le classement en zone N n'est pas contraignant pour l'usage agricole des parcelles.						
27/09/2024	CCPCP-R-11	Jean Yves NICOLAS 840 rocade Parc Bihan CHATEAULIN	CHATEAULIN	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONAGE Modification délimitation	Propriétaire de la parcelle 14 au lieudit Parc Bihan Bras. Demande la suppression de sa parcelle de la zone 1AUS car elle constitue le jardin de son habitation. Demande à ce qu'elle soit zonée comme sa maison.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Il n'est pas souhaité remettre en cause la vocation de la parcelle. Il est précisé que la parcelle présente la même vocation dans le PLU.						

27/09/2024	PLOMO-R-32	Madame Odile LE BERRE	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	Complément de l'observation DEMAT-@-47 PJ : Rapport de la Chambre d'Agriculture, règlement zone A, contenu de l'observation DEMAT-@-47.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						
27/09/2024	DEMAT-@-60	Marcel TOULGOAT 5 La Gare LENNON	***Toutes communes** *	REGLEMENT ECRIT	ZONE A	S'interroge sur le règlement de la zone A qui interdit le développement de petites activités de services en annexe ou dans les habitations, notamment la non possibilité d'exercer sa propre activité d'architecte. Selon lui, ne compromet pas l'activité agricole, la distance au tiers étant déjà établie dans des espaces déjà urbanisés.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Les activités libérales peuvent s'installer dans le milieu rural dans une habitation existante. Il n'est toutefois pas souhaité que des bâtiments nouveaux puissent accueillir des activités dans le milieu rural (cf. PADD et rapport de présentation).						
27/09/2024	CCPCP-R-17	Madame Isabelle LEFORT Pour l'Association LEB Liberté, Environnement, Bretagne PLONEVEZ PORZAY	***Toutes communes** *	REGLEMENT GRAPHIQUE	ZONE BLANCHE	Zonage Demande d'intégration de zones blanches dans la PLUiH pour servir de refuge aux EHS (Electro Hyper Sensibles) et d'abaissement des émissions. Les symptômes et contraintes sont rappelés. Demande de suspendre la campagne de détection des zones blanches et d'installation systématique d'antennes relais.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Cette problématique n'a pas été prise en considération dans le présent PLUiH. Elle pourrait faire l'objet d'une étude dans un futur document.						
27/09/2024	DEMAT-@-61	Pierre COMBAZ SAINT NIC	SAINT-NIC	REGLEMENT ECRIT	ZONE N	Fait part d'observations sur le règlement de la zone NS sur les aires de stationnement (protection des zones humides).
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Il est précisé que le règlement de la zone Ns est rédigé de manière à respecter les dispositions du Code de l'urbanisme.						
27/09/2024	CCPCP-R-2	Gaëlle NICOLAS Maire de Châteaulin	CHATEAULIN	REGLEMENT ECRIT	ZONE U	Reprend les mentions inscrites dans la délibération du conseil municipal du 11 avril 2024. Demande gestion des eaux pluviales à la parcelle. Reprendre la formulation du règlement du PLU de 2017. Demande à revoir les dispositions concernant le stationnement en zone UHc. Demande à modifier le règlement de la zone UE (zone de Lospars)

						pour exclure les restaurants avec dérogation pour les restaurants d'entreprises uniquement.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse CCPCP-R-2						
27/09/2024	DEMAT-M-24	Alain SCHLESSER	CAST	REGLEMENT ECRIT	ZONES A ET N	<p>Signale des bâtiments qui n'apparaissent pas sur le plan (serre et hangar sur ZN 60, abri voiture sur ZN 52).</p> <p>Souhaite que les zones éoliennes classées en zone N ne permettent pas leur renouvellement.</p> <p>Aimerait avoir l'ancien zonage NCp, NC et ND antérieur au PLU pour voir l'évolution.</p> <p>Souhaiterait savoir s'il est possible de réaliser des forages ou des bassins d'eau libre dans ces zones A et N.</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> 1. Le cadastre n'est pas réalisé dans le cadre du PLUiH. Les données sont produites par la DGFIP pour le cadastre. 2. La CCPCP prend note de l'observation. Il n'est pas souhaité y donner suite. 3. L'intitulé des zones a été harmonisé à l'échelle de la CCPCP. Certaines spécificités des communes sont désormais répertoriées sur les plans thématiques, dans un souci de lisibilité des plans de zonage. 4. Ce type d'aménagement est principalement encadré par le code de l'Environnement.						
27/09/2024	CCPCP-R-3	Madame Sylvie MONJOUR	CHATEAULIN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		<p>Demande de constructibilité des parcelles E 921,E-179,E-181 à CHATEAULIN au lieudit Le Vastil, considérant leur proximité avec le centre de Châteaulin.</p>
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols et avec les besoins en constructibilité de la commune.						
27/09/2024	CCPCP-R-7	Famille LE MAO 7 Chemin de Reluyen PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		<p>Demande de constructibilité des parcelles Ys 364, Ys 25, Ys 571, Ys 572 à Reluyen, PLOMODIERN</p> <p>Cette demande a été déposée par le passé sans résultat alors que des dizaines de parcelles du secteur ont été construites. Demande d'équité de traitement.</p> <p>Objectif : une maison neuve pour une famille monoparentale sur les parcelles Ys 364, Ys 25 ; une maison pour une personne âgée sur les parcelles Ys 571 ou Ys 572.</p> <p>PJ : courrier explicatif et plan géoportail.</p>

<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral.						
27/09/2024	CCPCP-R-10	Madame FERTIL 516 Route du Vieux Bourg LOTHEY	LOTHEY	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de « changement de destination » du penty situé sur la parcelle OA 201.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâtiment sera identifié comme possible changement de destination.						
27/09/2024	CCPCP-R-16	Monsieur Cédric FERTIL Douarinou PLOEVEN	PLOEVEN	DOSSIER		Demande de correction de l'inventaire des ICPE (Tome 1 du rapport de présentation, p 207) : suppression de l'ICPE de Monsieur René CHEVALIER Coatmeur à PLOEVEN qui n'est plus en activité depuis plusieurs années.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le rapport de présentation sera actualisé.						
27/09/2024	PLOMO-R-34	Madame Sylvie HENAFF Keravel-ar-Goulit PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande de constructibilité pour la parcelle YS 464 ; elle assurerait la continuité entre 2 zones urbanisées comme dans l'ancien PLU.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande de constructibilité ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral.						
27/09/2024	PLOMO-R-34	Madame Sylvie HENAFF Keravel-ar-Goulit PLOMODIERN	PLOMODIERN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande de changement de destination d'un deuxième bâtiment sur la parcelle YS 508. PJ Photo
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le bâti sera ajouté à la liste des changements de destination.						
27/09/2024	CCPCP-R-8	Morgane MENEC Conseillère municipale DINEAULT	***Toutes communes** *	OAP THEMATIQUES		Les OAP thématiques sont très louables mais elles demandent une sensibilisation des particuliers pour une meilleure prise en compte. Envisager des réunions d'information.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation.						

27/09/2024	CCPCP-R-13	Jean GUEGUENIAT Pors Ar Goff ST NIC	SAINT-NIC	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Demande classement en zone UL des parcelles AD 155, 156, 157 et en zone UHc les parcelles ZL 355, 356. Courrier de plusieurs pages développant argumentaire extension zone urbaine en continuité de Pentrez
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols.						
27/09/2024	DEMAT-@-54	Amélie THEBAULT PLOMODIERN	***Toutes communes** *	STECAL		Trouve que l'habitat réversible n'est pas abordé dans le PADD alors qu'il permet d'attirer des jeunes et des familles à revenus modestes, d'accueillir de nouvelles activités économiques souvent agricoles, de réduire l'empreinte écologique et d'offrir à des personnes ce nouveau choix de mode de vie. Demande d'allouer un ou plusieurs STECAL pour résidences démontables ou faire une OAP pour réserver une zone constructible à des résidences démontables (en zone littorale par exemple). Exemple de Combrit cité.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-@-4						
27/09/2024	DEMAT-@-55	Séverine LE PESANT Michel DELAUNAY Camping Le Kergorz PLOMODIERN	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Propriétaires du camping le Kergorz. Demandent à modifier le classement de la parcelle 297 appartenant au camping en UL au lieu de NS dans l'objectif de réaliser 8 à 10 emplacements nus sans électricité et sans eau pour campeurs, randonneurs. Demandent la constructibilité de la parcelle 119 appartenant au camping pour installer leur résidence principale de type chalet HLL de manière à assurer le gardiennage et l'entretien du camping toute l'année. Plan joint.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Il n'est cependant pas envisageable d'étendre le camping sur un espace remarquable, ni rendre constructible une parcelle située en discontinuité d'une agglomération ou d'un village.						
27/09/2024	DEMAT-M-20	Julie FAVENNEC Stanguivin CHATEAULIN	CHATEAULIN	CHANGEMENT DE DESTINATION		Demande d'"étoilage" de la parcelle ZC 160 lieudit Stanguivin. Demande formulée en mairie en 2022 avec courrier de confirmation en réponse.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Un bâti est bien identifié sur le plan de zonage sur la parcelle ZC160 : n°39.						

27/09/2024	DEMAT-M-21	Nathalie KERVENNIC 148 Gwarem Vras DINEAULT	DINEAULT	STECAL		Demande le classement d'un terrain agricole en zone constructible (parcelle ZY 76 Cast Tous Banel) pour projet de tiny houses et locations insolites (roulottes, tipis,...) et aire de camping-car. Courrier et plan joints
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Incompatible avec l'enjeu de limitation de l'artificialisation des sols. A noter que la parcelle est située à l'écart du bourg. Les projets d'hébergement touristique sont encadrés par le Code de l'urbanisme et le PLUiH.						
27/09/2024	DEMAT-M-22	Marie Claude HERVE 142 Route de Bel Air 29560 TREGARVAN	TREGARVAN	CONSTRUCTIBILITE LITTORAL		Complément à l'observation @8 du 9 septembre. Apporte des photos et plans pour illustrer sa demande de constructibilité.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Cf. réponse DEMAT-@-8						
27/09/2024	DEMAT-@-61	Pierre COMBAZ SAINT NIC	SAINT-NIC	ENERGIES RENOUVELABLES		En zone A, propose de répertorier les anciens bâtiments agricoles et d'encourager la création de fermes solaires sur les bâtiments ou au sol après démolition. Opportunité de résorption d'anciennes toitures en amiante-ciment.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Elle précise que les friches agricoles constituent des opportunités pour inscrire les territoires ruraux dans une trajectoire de sobriété et de résilience nécessaire à l'atteinte de l'objectif ZAN. Selon l'évolution de la législation et des financements possibles, la CCPCP pourrait être amenée à accompagner et encourager ce type de projet.						
27/09/2024	DEMAT-@-62	Suzanne LECH 1 Danziger Strabe 71638 LUDWIGSBURG	PLOMODIERN	CONSTRUCTIBILITE SECTEUR U (HORS LITTORAL)		Demande la constructibilité de la parcelle YS 450 devenue 582 pour de l'habitat. Continuité entre deux zones urbanisées. Comblerait une dent creuse. Plan cadastral joint.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La demande ne peut être prise en compte car non conforme à la Loi littoral.						
27/09/2024	PLEYB-R-17	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONES U ET UE	Demande de clarification du règlement sur les "commerces à protéger et linéaire commercial" (P 26 §11). "Le changement de destination [...] est interdit à partir de l'approbation du présent PLUiH ou à partir de la cessation de la dernière activité (7 ans à Châteaulin et Port-Launay, 5 ans ailleurs). Sujet à interprétation quand la cessation d'activité a eu lieu avant l'approbation du PLUiH.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le règlement écrit sera précisé en indiquant que la règle retenue sera la disposition la plus restrictive pour le pétitionnaire.						

27/09/2024	PLEYB-R-18	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONES U ET UE	Règlement zone UE L'extension des constructions existantes (artisanat et commerce) est autorisée dans la limite de 15%. Cette limite est trop restrictive. Demande de réévaluation de ce pourcentage.
<b>Réponse de la CCPCP :</b> L'observation est liée à une incompréhension sur les sous-destinations du Code de l'urbanisme. Les artisans (menuisiers, plombiers, etc). sont intégrés à la sous-destination "Industrie".						
27/09/2024	PLEYB-R-19	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT ECRIT	ZONES A ET N	Zone A Des propriétaires de constructions en zones agricoles souhaiteraient les utiliser pour une activité artisanale et se voient opposer un refus, ce qui condamne ces locaux à l'abandon. Cette règle est-elle intangible ?
<b>Réponse de la CCPCP :</b> La CCPCP prend note de l'observation. Elle propose de lancer une réflexion sur ce sujet dans le cadre de la réflexion sur la trajectoire ZAN. Ce travail pourrait être utilement mobilisé dans le cadre d'une évolution du document d'urbanisme.						
27/09/2024	PLEYB-R-20	Monsieur Roger LE SEAUX Adjoint urbanisme PLEYBEN	PLEYBEN	REGLEMENT GRAPHIQUE	EMPLACEMENT RESERVE	La commune de Pleyben souhaite acquérir la parcelle YN 170 (Zone A) pour une zone de stationnement naturelle, non imperméabilisée. Est-ce possible ?
<b>Réponse de la CCPCP :</b> Le règlement écrit l'autorise sous conditions (cf. article A 1.2.2)						

## 2- Réponses aux questions de la commission d'enquête

### 2-1 Le dossier

La légende portée au plan de zonage pour l'identification des bâtiments pouvant changer de destination signalée par un rond rouge, est différente de celle portée sur les documents détaillés de recensement des bâtiments par commune identifiés par une étoile. Cet « étoilage » porte à confusion avec la légende distinguant les éléments de patrimoine bâti à protéger.

- Pouvez-vous revoir ces légendes pour d'une part harmoniser entre plan de zonage et documents détaillés des changements de destination et d'autre part éviter la confusion avec la protection de patrimoine bâti.

**Réponse de la CCPCP :** Les plans de zonage seront actualisés pour harmoniser les symboles identifiant les bâtiments pouvant changer de destination.

- Est-il possible de joindre au dossier une liste des éléments de patrimoine bâti à protéger en complément de leur inscription sur le règlement graphique qui ne donne pas la nature de l'élément identifié.

**Réponse de la CCPCP :** Cette donnée n'a pas été produite dans le cadre de l'étude. L'inventaire a été réalisé par les Communes sur le principe du volontariat et a permis d'identifier des éléments de petit patrimoine et du patrimoine bâti (manoirs, châteaux, etc.).

Les plans de zonage sont divisés en plusieurs secteurs selon la taille de la commune.

- Pour une meilleure lisibilité et identification du secteur concerné sur la commune, le cartouche pourrait faire apparaître le découpage de la commune par secteurs.

**Réponse de la CCPCP :** Les cartouches des plans de zonage seront actualisées.

### 4-2 La compatibilité avec les documents supra communaux

Le dossier fait état du SDAGE 2016-2021. Le nouveau SDAGE 2022/2027 qu'il faut intégrer dans ce projet a été approuvé en 2022.

- Ce document apporte-t-il des modifications substantielles susceptibles de remettre en cause l'analyse présentée pour ce projet ?

**Réponse de la CCPCP :** À la suite des avis PPA, des données actualisées seront apportées dans le PLUiH en lien avec le SDAGE 2022/2027 : ajout de précisions et actualisation de données relatives à la ressource en eau et à la qualité des masses d'eau. A noter que le nouveau SDAGE 2022/2027 n'implique pas de revoir la mise en compatibilité du PLUiH arrêté.

De même, le PGRI cité est celui de la période 2016-2021. Le nouveau PGRI a été arrêté en mars 2022 pour la période 2022-2027.

- Pouvez-vous confirmer que ce nouveau document n'a pas d'incidence sur le projet arrêté ?

**Réponse de la CCPCP :** A l'instar du SDAGE 2022/2027, le nouveau PGRI n'implique pas de revoir la mise en compatibilité du PLUiH arrêté.

Le SCoT du pays de Brest auquel appartient la CCPCP est en cours d'élaboration. Il prendra d'autres critères de développement (hypothèses démographiques, consommation d'espace, densité, changement de destination de bâtiments agricoles ...)

- Quelles sont les conséquences prévisibles pour l'équilibre de ce projet de PLUiH?

**Réponse de la CCPCP :** Il n'est pas envisageable dans le cadre de l'élaboration du PLUiH d'anticiper des éléments discutés dans un SCoT non approuvé. Selon les orientations du futur SCoT, le PLUiH sera mis en compatibilité dans le respect des dispositions du Code de l'urbanisme. La CCPCP précise que le PLUiH est plus vertueux que les objectifs du SCoT en vigueur en termes de densité, de renouvellement urbain, de réduction de la part de la vacance dans le parc de logements et de réduction de la consommation des espaces. Cela devrait aller dans le sens du futur SCoT du Pays de Brest.

#### 4-3 Les projections démographiques

Le rapport de présentation fait état d'un ralentissement de la dynamique démographique par rapport à la période précédente qui semble se confirmer avec des données plus récentes. Les données détaillées du rapport sont très antérieures (2016) à la date prévisible d'entrée en vigueur du PLUiH même si celles-ci ont été partiellement complétées par des données plus récentes de 2020.

De même les données sur le marché de la construction datent de 2015 et ne prennent pas en compte des données plus récentes notamment marquées par la période Covid et après Covid. Cela risque d'affecter la fiabilité des prévisions.

La CCPCP a retenu une croissance annuelle à 0,45 % équivalente à la tendance observée entre 1999 et 2019 qui semble ambitieuse par rapport aux prévisions INSEE et au Scot du pays de Brest, et qui suppose un solde migratoire largement positif.

- La commission souhaite connaître les dernières informations, mêmes partielles ou pas encore officielles (recensements complémentaires, évolution des effectifs scolaires, nombre de mutations immobilières, permis de construire, demandes de logement en cours non satisfaites...), qui aideraient à justifier les prévisions démographiques et par conséquent les besoins de logements du projet de PLUiH.

**Réponse de la CCPCP :** La justification de l'ambition de la CCPCP en matière d'évolution démographique est présentée dans le tome 2 du rapport de présentation. Le scénario d'aménagement est élaboré à partir d'une hypothèse de travail et de la volonté politique de la CCPCP de poursuivre son développement démographique et de participer au dynamisme du Pays de Brest et du Finistère dans les années à venir.

La CCPCP précise que l'élaboration d'un PLUiH est un travail long. Il n'est pas possible pour les élus d'intégrer au scénario démographique des éléments non connus à l'étape de l'élaboration du PADD. Les élus sont conscients du « décalage » entre le projet du PLUiH et les projections démographiques les plus récentes (le scénario central Omphale 2018-2050 est proche d'une croissance nulle sur la CCPCP). Néanmoins, ils souhaitent souligner le fait que le PLUiH s'engage sur une meilleure maîtrise de l'urbanisation de son territoire. Il est par ailleurs rappelé que le PLUiH doit être compatible avec le SCoT du Pays de Châteaulin, basé sur une croissance annuelle de 1,1 %.

La CCPCP, de part sa situation géographique au nœud routier des RN 164 et 165, constitue un réel bassin de vie. L'ambition du territoire d'accueillir de nouvelles entreprises, notamment dans le domaine des énergies renouvelables et plus particulièrement de l'hydrogène sur le pôle économique de Châteaulin, suppose d'être en mesure de loger les salariés qui seront recrutés par ces entreprises.

Le fichier commun de la demande locative sociale fait état de délais d'attente pour l'obtention d'un logement social sur le territoire qui s'allongent notamment sur les pôles. Le délai d'attente moyen est de 21 mois et une croissance des demandes insatisfaites est observée. Au 31 décembre 2023, 290 personnes étaient en attente d'un logement social (demandes externes) dont 143 à Châteaulin en priorité 1. Ces demandes portent essentiellement sur des T2 et T3. Les typologies de logements disponibles dans le parc privé ne sont pas en adéquation avec les besoins, car trop grands et trop onéreux. Le desserrement des ménages couplé à un vieillissement de la population implique d'être en mesure de produire de plus petits logements adaptés à cette nouvelle demande.

- En l'absence de données plus précises, la commission souhaite savoir comment la CCPCP entend planifier ses secteurs ouverts à l'urbanisation ou faire évoluer si besoin son document d'urbanisme (à partir de quels indicateurs et dans quel délai).

**Réponse de la CCPCP :** Le rapport entre les zones 2AUH et 1AUH vise une urbanisation maîtrisée dans le temps et à respecter la trajectoire fixée par la Loi Climat et Résilience pour la période 2021-2031. Cela assure à la CCPCP une bonne maîtrise du suivi de sa consommation d'espaces avant la révision du PLUiH d'ici février 2028. La programmation d'ouverture à l'urbanisation est présentée par Commune dans les échéanciers prévisionnels définis dans les OAP sectorielles. Cette programmation s'appuie largement sur le principe d'une priorisation des secteurs situés dans les enveloppes urbaines.

Enfin, il est rappelé que l'article L. 153-38 du Code de l'urbanisme indique que « Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée [...] justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. ».

#### 4-4 L'habitat

Le projet de PLUiH prévoit de produire en moyenne 125 logements par an.

- Le calcul du besoin en logements neufs peut-il être détaillé et explicité entre ce qui résulte des besoins liés à l'accroissement naturel, à l'accueil d'une population nouvelle et à ceux liés au desserrement des ménages ?

**Réponse de la CCPCP :** La CCPCP précise que le PLUiH est calibré à partir de la méthodologie de l'Adeupa, notamment utilisée pour la définition du Programme Local de l'Habitat (cf. tome 2 du rapport de présentation). Ce choix permet une approche harmonisée avec les autres territoires du Pays de Brest.

Les précisions suivantes sont apportées :

- La baisse envisagée de la taille des ménages nécessite la création d'environ 55 logements par an pour maintenir la population de la CCPCP.
- L'augmentation envisagée de la population nécessite la création d'environ 65 logements par an.

La proportion des résidences secondaires est jugée stable à échéance du PLUiH.

- Des actions sont-elles envisagées pour réduire la part des résidences secondaires ?

**Réponse de la CCPCP :** Le scénario du PLUiH se base sur une stabilisation de la part des résidences secondaires dans le parc de logements. A moyen terme, seule une évolution de la législation (par exemple par un changement de la fiscalité) pourrait faire évoluer sensiblement la part des résidences secondaires. La CCPCP a néanmoins intégré dans son POA deux actions pour réfléchir aux outils mobilisables susceptibles de maîtriser la part des résidences secondaires sur son territoire :

- Etudier l’opportunité d’une majoration de la taxe d’habitation sur les résidences secondaires.
- Etudier les incidences des résidences secondaires et des meublés touristiques sur le marché de l’habitat.

La réduction de la vacance fait partie des objectifs du POA.

- Les logements vacants remis sur le marché du logement sont-ils comptabilisés dans le nombre de logements à produire ?
- Pouvez-vous rappeler les actions mises en place pour réduire la proportion de logements vacants ?
- L’OPAH en cours à l’échelle de la CCPCP doit s’achever le 31 octobre 2025. Une suite est-elle envisagée ?

**Réponse de la CCPCP :** Le scénario du PLUiH envisage une baisse de la part des logements vacants sur la durée de vie du PLUiH. Cela traduit la volonté de la CCPCP d’agir sur cette problématique, en lien avec les actions prévues dans le POA (notamment via les actions 4.1 et 4.4). Comme présenté dans le tableau « Le scénario appliqué à la CCPCP sur la période d’application du PLUiH » (cf. tome 2 du rapport de présentation) le projet s’appuie sur une baisse de la part des logements vacants dans le parc de logements pour atteindre 7 % à l’échéance du PLUiH (contre 9,6 % observé en 2019 par l’Insee). Cela correspond à une baisse du nombre de logements vacants de 223 logements sur la durée de vie du PLUiH. L’OPAH s’achève au 31 octobre 2025. Un nouveau « Service Public de Rénovation de l’Habitat » (SPRH) sera défini en 2025 dans le cadre de la réforme nationale France Rénov’ et du Pacte Territorial avec l’Anah. Ce dernier regroupera la plateforme de rénovation de l’habitat Tinergie et le nouveau dispositif qui sera défini en matière d’accompagnement des ménages. En parallèle une OPAH renouvellement urbain vient d’être engagée sur les centres-villes de Châteaulin et de Pleyben et prévoit une animation spécifique visant à la remise sur le marché de logements vacants.

Dans la répartition du nombre de logements, certaines communes semblent avoir des potentiels importants au regard de leur poids démographique (Plonévez-Porzay, Cast, St Nic, Ploéven).

- Pouvez-vous préciser comment s’est effectuée la répartition entre le pôle structurant, les pôles d’appui et les bourgs ruraux.
- Y a-t-il une corrélation entre le poids démographique de la commune à l’échelle de la CCPCP, sa situation dans l’armature urbaine, son évolution démographique récente et le nombre de logements ?

**Réponse de la CCPCP :** Dans le respect des orientations du PADD et en compatibilité avec le SCoT du Pays de Châteaulin et du Porzay, le projet prévoit une répartition des 125 logements à produire annuellement par type de communes. L’objectif est de renforcer l’armature du territoire en corrélant l’accueil résidentiel au niveau de services proposés par les communes et renforcer, en priorité, la vitalité des centralités. La répartition retenue est la suivante :

- 59,5 % de la production de logements (hors changements de destination) sur les pôles Châteaulin / Port-Launay, Pleyben, Plomodiern et Plonévez-Porzay (représentant 57 % de la population).

- 40,5 % aux autres communes (représentant 43 % de la population) en fonction de leur niveau d'équipement et de leur poids démographique. La clef de répartition est modulée en fonction des programmes engagés, des potentiels repérés et des ambitions politiques des Communes en matière d'accueil de nouveaux habitants.

L'accueil en hébergement temporaire pour les jeunes et les saisonniers apparaît être une problématique du territoire.

- Quelles sont les actions que la CCPCP entend mener pour proposer des solutions adaptées à ce public ?

**Réponse de la CCPCP :** La CCPCP souhaite se donner les moyens d'étudier et d'expérimenter les solutions d'hébergement les plus adaptées au territoire. L'action 3.5 du POA prévoit de « proposer des solutions d'hébergement temporaire pour les jeunes et les saisonniers ».

Il ressort des observations du public un questionnement sur l'habitat léger ou réversible.

- Quelles suites entendez-vous donner à ces demandes ? Le projet de règlement du PLUIH dans sa rédaction actuelle permet-il d'y répondre ?

**Réponse de la CCPCP :** La CCPCP ne souhaite pas autoriser ce type d'habitat de façon diffuse dans les zones urbaines. Néanmoins, la CCPCP envisage, au cas par cas et selon les projets qui pourraient lui être présentés, la création ultérieure de sous-secteurs (zones dédiées en zone urbaine ou STECAL en zones A ou N) dans lesquels ce type d'habitat serait autorisé. Afin de clarifier le règlement écrit, il sera précisé que sont interdits en zone urbaine : "les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, l'habitat léger et les résidences démontables".

La proportion de logements sociaux est estimée à 5 % sur la durée du PLUiH (7 % sur la période du Programme d'Orientations et d'Actions). Ce pourcentage peut paraître faible au vu de la demande observée en locatif.

- Pouvez-vous préciser comment ont été déterminés les objectifs de production pour les quatre pôles identifiés (10% et 7%) et les autres communes (5% de la production totale) ? Sont-ils de nature à satisfaire la demande ?

**Réponse de la CCPCP :** Les objectifs fixés visent la compatibilité avec le SCoT. Ils reprennent également l'objectif retenu dans le PLH 2019-2024. La CCPCP précise que le territoire présente le taux le plus élevé de logements locatifs sociaux du Pays de Brest (hors Brest métropole). La CCPCP continue d'accompagner le développement du parc social pour améliorer la réponse à la demande locative sociale.

#### 4-5 La consommation foncière

Pour la construction de logements, le projet prévoit la répartition suivante : 35 % par mobilisation de l'existant dont environ 20 % par des opérations en cours (entre 9 et 10 logements par an) et 80 % en renouvellement urbain (entre 33 et 34 logements par an).

- Pouvez-vous préciser ce que recouvre la notion d'opération en cours (autorisation accordée, travaux engagés) ? Intègre-t-elle des terrains situés en extension d'agglomération dans les documents en vigueur ou identifiés consommant de l'espace naturel ou agricole au MOS (Mode d'Occupation des Sols) ? Si oui, pour quelle surface ?

**Réponse de la CCPCP :** Les opérations en cours comptabilisent principalement les lots disponibles dans les lotissements communaux et privés. Les cartes présentées dans le référentiel foncier permettent d'identifier les secteurs concernés. Comme indiqué dans le tome 2 du rapport de

présentation (cf. chapitre « Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation des espaces et lutte contre l'étalement urbain »), une partie de ces secteurs sont classés au MOS en tant que « terre agricole ». Le calcul de la consommation des espaces liée à l'habitat intègre 16,50 hectares de consommation liée à des opérations en cours ou réalisées sur la CCPCP.

Le projet intègre la trajectoire ZAN de la loi Climat et Résilience sans la respecter totalement, notamment sur la période 2031-2041. L'obligation est fixée au 22 février 2028.

Aussi, la consommation foncière est présentée globalement à l'échelle de la CCPCP par grande masse habitat, activités économiques et autres.

- Il aurait été intéressant d'avoir des informations plus précises à l'échelon communal avec les enveloppes consommées sur chaque territoire et le potentiel foncier disponible en consommation d'espace naturel et agricole. Avez-vous ces informations ?

**Réponse de la CCPCP :** Ces données sont présentées dans le tome 2 du rapport de présentation, dans le chapitre « Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation des espaces et lutte contre l'étalement urbain » (cf. tableau intitulé « Liste des secteurs concernés par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers »).

- La commission souhaiterait à minima qu'un tableau compare à l'échelle de la CCPCP la répartition des différentes zones U, AU, A et N entre les PLU communaux et les cartes communales actuellement en vigueur, le projet de PLUiH et le projet éventuellement modifié suite aux remarques des PPA.

**Réponse de la CCPCP :** La CCPCP n'est pas intégralement couverte par des documents d'urbanisme. La donnée ne peut donc pas être produite. Toutefois, il est rappelé, en comparaison des 11 documents d'urbanisme en vigueur sur la CCPCP, que le PLUiH permet notamment :

- Le reclassement de 35,50 hectares de zones AU en zone A,
- Le reclassement de 1,30 hectares de zones AU en zone N,
- Le reclassement de 53,50 hectares de zones U en zone A,
- Le reclassement de 55 hectares de zones U en zone N,
- La réduction de 47 % des réserves foncières à vocation d'habitat en extension de l'urbanisation.
- Par ailleurs pouvez-vous préciser le nombre total d'hectares prévus en 1AU et en 2AU pour le logement et pour l'économie ?

**Réponse de la CCPCP :** Ces informations sont fournies dans le bilan des surfaces des différentes zones (tome 2 du rapport de présentation) :

- Zone 1AUH : 38,13 hectares
- Zone 2AUH : 26,81 hectares
- Zone 1AUE : 34,36 hectares
- Zone 1AUEc : 3,35 hectares
- Zone 2AUE : 2,25 hectares

En matière de renouvellement urbain, le POA ne prévoit pas d'action pour encourager une densification douce type « BIMBY ».

- Pouvez-vous préciser si des actions sont envisagées dans ce sens ?

**Réponse de la CCPCP :** Plusieurs dispositions visent à soutenir une dynamique de densification « spontanée », notamment :

- L’affichage des potentiels de densification dans l’annexe référentiel foncier, permettant l’information des pétitionnaires en quête d’un terrain d’implantation. Plusieurs possibilités de division parcellaire sont identifiées.
- La recherche de l’optimisation de l’usage des terrains de « taille critique » à savoir de plus de 500 m<sup>2</sup> en cas d’assainissement collectif et 1000 m<sup>2</sup> en cas d’assainissement individuel dans le règlement.
- L’obligation de respecter une densité minimale de 16 logements/hectare pour les terrains d’une surface supérieure à 1000 m<sup>2</sup> et concernés par l’assainissement collectif.
- L’absence de règle d’implantation pour les constructions en second rang.
- Actions du POA : permanence d’un architecte conseil pouvant accompagner les projets de division parcellaire, sensibilisation des élus sur des opérations exemplaires.

Les bâtiments agricoles désaffectés constituent des surfaces artificialisées en zone A qui ne sont pas recensées.

- Certains suggèrent de les “échanger” contre des surfaces UE contre renaturation. Qu’en pensez-vous ?
- Envisagez-vous une action dans le sens de l’orientation 12 du PADD (assurer la qualité des paysages construits) et de l’OAP Paysage ?

**Réponse de la CCPCP :** Les friches agricoles constituent des opportunités pour inscrire les territoires ruraux dans une trajectoire de sobriété et de résilience nécessaire à l’atteinte de l’objectif ZAN. La renaturation des friches est néanmoins souvent un préalable coûteux (du fait des coûts de dépollution, déconstruction, désamiantage, etc.), ce qui peut contraindre à l’abandon de projets de renaturation. Selon l’évolution de la législation et des financements possibles, la CCPCP pourrait être amenée à accompagner et encourager ce type de projet.

#### 4-6 Le règlement graphique

De nombreuses observations concernent le classement en zone constructible de parcelles en frange de la zone urbaine ou en dent creuse entre des habitations.

On constate sur certaines communes des parcelles non bâties le long des voies classées en zone urbaine (secteur Prateganné à Plomodiern, hameau Kergaradec à Cast) ou en 1 AUh en urbanisation linéaire (OAP 2 à Plomodiern, route de Dour Bihan).

- Pouvez-vous rappeler les critères qui ont conduit à délimiter les zones urbaines et zones agricoles et/ou naturelles dans les franges avec les zones urbaines (distance entre deux habitations, surface de la parcelle, existence de projets, réseaux, valeur agronomique...).

**Réponse de la CCPCP :** Les enveloppes urbaines sont délimitées en fonction de la continuité du bâti et de l’occupation du sol. Il ne s’agit pas uniquement de réaliser une délimitation en fonction du cadastre : certaines parcelles sont comprises dans leur intégralité et d’autres non. La méthode consiste à repérer sur la base d’une orthophotographie récente les deux critères mentionnés précédemment puis de délimiter les enveloppes à l’aide du parcellaire (le parcellaire est un support de travail et non un critère de délimitation). Ce travail ne s’appuie pas sur une méthode automatisée, mais sur un travail sensible associant les élus communaux.

Selon les projets connus par les élus et les autorisations d’urbanisme accordées au stade de la définition des enveloppes urbaines, certains secteurs au caractère « linéaire » ont pu être maintenus.

De même des observations contestent le classement en zone agricole de certains hameaux, alors qu'ils sont urbanisés et qu'ils ne disposent que de peu de parcelles « nues ». Ces parcelles enclavées sont d'ailleurs difficilement exploitables pour l'agriculture.

- Pouvez-vous préciser les critères qui ont conduit à délimiter certains hameaux en zone U et d'autres en zone A ou N. A titre d'exemples, des hameaux sont délimités en zone U sur les communes de St Ségal, St Coulitz, Plomodiern, Lennon, Cast et Gouazec.

**Réponse de la CCPCP :** Les secteurs retenus sont ceux pouvant être considérés comme des pôles d'urbanisation secondaire. Ce sont des entités bâties indépendantes qui ne sont pas rattachées au pôle d'urbanisation principal et qui constituent un espace de vie à l'échelle locale. Il s'agit, d'une part d'un secteur listé par le SCoT du Pays de Châteaulin et du Porzay au titre de la Loi Littoral (Croaz Diben à Plomodiern) et, d'autre part, de villages « non littoraux » considérés comme constitutifs d'espaces urbanisés. A noter que la CCPCP n'a pas retenu de secteur qualifié de secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) à vocation d'habitat. Les critères retenus pour la délimitation des villages « non littoraux » sont :

- Une quarantaine de constructions groupées ;
- Une structuration autour de voies ou d'espaces publics ;
- La capacité du sol à recevoir un assainissement individuel si le secteur n'est pas raccordé à l'assainissement collectif.
- Sur l'extension urbaine envisagée sur le hameau de Croaz Diben à Plomodiern, pouvez-vous donner les éléments de justification à la création de cette zone 1 AUh ?

**Réponse de la CCPCP :** En compatibilité avec le SCoT, le PLUiH identifie un village au titre de la Loi littoral : Croaz Diben à Plomodiern. Le SCoT y autorise des extensions de l'urbanisation et le PLUiH est compatible avec ce principe. La Commune a fait le choix de se saisir de cette possibilité pour offrir des opportunités variées sur son territoire.

- Pouvez-vous également préciser les critères qui ont conduit à délimiter la zone 1AUe de Plomodiern en discontinuité de la zone d'activités existante.

**Réponse de la CCPCP :** Le critère ayant conduit la délimitation de la zone 1AUe est le respect de la Loi littoral, c'est-à-dire une urbanisation en continuité de l'agglomération. La zone d'activités existante n'est pas extensible au regard de ce principe.

#### 4-7 Le règlement écrit

##### Dispositions générales :

- Pouvez-vous compléter les définitions des zones (p 19) avec les « sous-zones » par ex UHc, UHcsdu, UHe etc ...telles qu'exposées dans le rapport de présentation (Tome 2 p 97).
- Pouvez-vous mettre en exergue les législations relatives à l'occupation et l'utilisation des sols notamment les prescriptions relatives aux zones inondables, littorales, EBC, zones humides ?

**Réponse de la CCPCP :** La définition des zones sera complétée pour indiquer qu'il existe des sous-secteurs UHa , UHc, UHcsdu et UHi. Concernant la mise en exergue des autres législations, le règlement écrit précise que « les autorisations d'urbanisme sont délivrées sous réserve du droit des tiers et du respect des autres réglementations et des règles du droit privé ». Cette rédaction assure la sécurité juridique du document dans le temps.

##### Dispositions en zones U et AU :

- Les sous-destinations industrie, entrepôt sont autorisées en zone 1AUH. Ne devraient-elles pas être réservées à la zone 1AUE ?

**Réponse de la CCPCP :** La mixité des fonctions est une caractéristique historique des zones urbaines et essentielle à la création d'une vie de quartier. La sous destination industrie concerne également les activités artisanales telles que la plomberie, la peinture...

- Est-ce qu'une extension peut être autorisée pour une construction existante en zone 2AU, dès lors qu'elle ne compromet pas l'urbanisation future ?

**Réponse de la CCPCP :** Ce cas de figure ne s'applique pas dans le cadre du projet de la CCPCP.

Le règlement prend en compte les mesures de protection du paysage urbain.

- Les mesures définies pour la commune de Châteaulin (interdiction des toitures-terrasses et des toitures végétalisées, prescription pour les façades, bardages, garde-corps, menuiseries extérieures etc...) ne sont-elles pas à réserver au périmètre du centre historique et patrimonial ?
- Concernent-elles toutes les constructions (commerces, services, bureaux, bâtiments publics...) ?
- La même question se pose pour Ploéven, St Nic et Trégarvan avec l'interdiction de toitures terrasses et végétalisées.

**Réponse de la CCPCP :** Les règles retenues dans le règlement écrit ont été validées par les Communes, dans le respect des orientations du PADD. Il n'est pas souhaité les remettre en cause. Les règles listées dans la question s'appliquent sur la totalité des zones concernées et sur l'ensemble des constructions autorisées. La CCPCP précise que le règlement écrit a fait l'objet d'une relecture attentive du service instructeur. La commune de Châteaulin a souhaité définir un certain nombre de règles visant à garantir une urbanisation de qualité en dehors du périmètre du Site Patrimonial Remarquable .

- Ces mesures ne vont-elles pas à l'encontre d'une architecture mieux adaptée aux changements climatiques (constructions compactes, gestion des eaux pluviales au niveau des toitures, installation de panneaux solaires...) ?

**Réponse de la CCPCP :** Il n'y a pas de lien entre la forme urbaine et la performance énergétique du bâti ou la gestion des eaux pluviales d'un projet.

Gestion des eaux pluviales :

« Toute construction neuve supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher doit comporter un dispositif destiné à la récupération et le stockage des eaux pluviales »

- Pourquoi ne pas imposer le dispositif de récupération et de stockage à toutes les constructions individuelles ?

**Réponse de la CCPCP :** Cette règle a été validée par le comité de pilotage. Il n'est pas souhaité étendre cette obligation à toutes les constructions individuelles.

En zone UHA, « 50 % de la superficie de l'unité foncière non affectée aux constructions doit être traitée en espaces végétalisés et de manière à rester perméable aux eaux pluviales, hormis pour les terrains d'une superficie inférieure à 150 m<sup>2</sup> »

- La mesure peut-elle être complétée par une limite de surface imperméabilisée pour les grandes parcelles ?
- En complément, peut-on inciter au recours aux revêtements perméables sur toutes les surfaces y compris les accès et abords de construction ?

**Réponse de la CCPCP :** Le règlement précise « En zone UHc l'emprise des constructions (y compris les annexes) ne pourra excéder 70 % de la surface du terrain ». Il indique également que « sur l'ensemble des espaces non-bâti, et en dehors des accès et des abords des constructions (terrasse, margelle, cour intérieure...), l'aménagement doit être conçu pour limiter l'imperméabilisation du sol et favoriser l'infiltration pluviale. Il doit faire l'objet d'un traitement paysager ».

Densité de logement

- Pouvez-vous préciser à chaque mention, si les densités mentionnées sont nettes ou brutes ?

**Réponse de la CCPCP :** L'article UH 2.2.5 du règlement écrit sera complété pour préciser qu'une « densité brute minimale de 16 logements par hectare sera imposée pour les unités foncières de plus de 1 000 m<sup>2</sup> ».

Dispositions en zone UE :

Destination « Artisanat et commerce de détail » : (P 44)

- La limitation des possibilités d'extension des constructions existantes et des implantations concerne-t-elle toutes les activités ou seulement les surfaces commerciales ?
- Les activités artisanales pourraient-elles être autorisées à s'étendre suivant leurs besoins de développement, dans un objectif d'économie d'espace et de densification ?

**Réponse de la CCPCP :** La règle s'applique à toutes les constructions appartenant à la sous-destination « Artisanat et commerce de détail ». Il est nécessaire de se référer à la définition des destinations et des sous-destinations pour définir à quelle catégorie la construction appartient. Un artisan « classique » (menuisier, maçon...) intègre la sous-destination « Industrie ». Les extensions des activités artisanales sont autorisées dans le respect des dispositions du règlement écrit.

Dispositions en zone A :

- Pouvez-vous rappeler les raisons de l'indice 2024 à la zone agricole ?
- Confirmez-vous l'interdiction de modifier ce zonage sur une durée de 20 ans ?

**Réponse de la CCPCP :** La zone agricole est indicée sous la forme A « 2024 » pour garantir la pérennité sur 20 ans de l'activité agricole dans la zone A. Cela donne une lisibilité à long terme aux exploitants sur les potentialités d'évolution des constructions et du foncier dédié à l'agriculture. Ce principe est une reprise des orientations du SCoT du Pays de Brest que la CCPCP a souhaité intégrer dans son projet.

La définition de la zone agricole est très précise en ce qu'elle concerne la protection de l'activité agricole et sa pérennité. Elle ne correspond pas totalement à l'usage qu'il est fait des terrains en bordure de zones urbanisées ou situés en « dent creuse » de la zone urbaine.

- Pouvez-vous clarifier la définition pour lever toute ambiguïté sur le classement des terrains en bordure de zone urbaine qui n'ont pas un usage agricole lié à une exploitation ?

**Réponse de la CCPCP :** L'article R.151-22 du Code de l'urbanisme prévoit que peuvent être classés en zone agricole, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

La notion de « potentiel » permet d'ouvrir le classement en zone A aux terrains qui ne présentent pas une utilisation agricole avérée à l'approbation du PLUiH. Cette approche est commune à l'ensemble des PLU existant. La régularité du zonage A est reconnue pour des terrains dépourvus de potentiel agricole, mais qui participent à la préservation du potentiel agricole global de l'espace au sein duquel ils sont plus largement inclus. Le zonage A peut donc couvrir des parcelles partiellement bâties, dès

lors que celles-ci appartiennent à un compartiment agricole plus vaste et que ce choix permet de concourir à la satisfaction des objectifs fixés par les auteurs du PLU, comme la lutte contre le mitage des espaces agricoles et la limitation de l'artificialisation des sols.

Article A1.1 Logement lié au siège d'une exploitation agricole (qualifié de logement de fonction) :  
Les conditions ne paraissent pas claires et ne pas recouvrir toutes les situations :

- Différencier les exploitations individuelles (construction d'un seul logement) et les exploitations sociétaires (deux logements par site d'élevage en priorisant lorsque cela est possible l'utilisation de bâtiments existants ?) ;
- Ne pas accorder la construction à un exploitant à moins de 5 ans de la retraite ou spécifier que ce logement ne pourra être destiné à un logement de loisir ou à un autre usage.

**Réponse de la CCPCP :** La rédaction de l'article A 1.1 s'appuie largement sur la doctrine de la Chambre d'agriculture. Elle a été validée par le comité de pilotage. De plus, les points évoqués n'ont pas fait l'objet d'observations de la part des PPA. Il n'est pas souhaité intégrer ces remarques.

Zone AC2024 :

Pour la sous-destination logement page 114, seule est autorisée « l'extension des constructions à usage d'habitation existantes » et les annexes ainsi que la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans.

- Pourquoi dans ce cas reprendre les prescriptions des « constructions à usage d'habitation » dans l'article AC2024 2.1.5, ce qui peut prêter à confusion.

**Réponse de la CCPCP :** Le règlement écrit sera corrigé pour éviter toute confusion. Seules les dispositions relatives aux reconstructions, aux rénovations et aux extensions des constructions existantes seront maintenues.

Zone Ae

Dans les sous zones Ae (zone d'activité économique située dans l'espace agricole) dans laquelle seules les extensions de constructions existantes (industrie, entrepôts, bureaux) sont autorisées.

D'autres activités pourraient être localisées en zone A (activités et équipements sportifs de loisirs et culturels, activités de tourisme avec possibilité de logement et hébergements hôteliers et touristiques isolés (comme pour la zone NI), ainsi que des activités hors exploitation agricole nécessitant des espaces isolés ou une proximité avec le secteur agricole (centre équestre, pension canine...) ?

- Comment seront traitées les demandes de création de ce type d'activités ?

**Réponse de la CCPCP :** Le règlement n'autorise pas de nouvelles activités économiques dans le milieu rural. Il s'agit de stopper le mitage du milieu agricole, dans le respect des dispositions du PADD. Si la CCPCP souhaitait autoriser de nouvelles activités à la suite de l'approbation du PLUiH, elle devrait prévoir une évolution de son document d'urbanisme.

L'interdiction d'aire de camping-car n'est mentionnée que pour la zone AC 2024.

- Cela signifie-t-il qu'elle est autorisée dans toutes les autres zones ?

**Réponse de la CCPCP :** La sous-destination « hébergement hôtelier et touristique » est autorisée dans les zones UH, UL, 1AUH, 1AUL et NI (sous condition). La CCPCP rappelle qu'un secteur est ciblé pour la création d'une nouvelle aire de camping-car à Pentrez sur la commune de Saint-Nic.

La règle interdisant la création d'aire de camping-car en zone AC étant superfétatoire, elle sera supprimée.

Dispositions en zone N

Les résidents ont de fortes interrogations sur les possibilités d'utilisation de leurs parcelles. Le règlement n'interdit pas et n'autorise pas explicitement les aménagements suivants : serres, terrain de loisir, stationnement de caravane ou camping-car, aire de jeux privée, hébergement léger (cabane, yourte...).

- Confirmez-vous que ces aménagements sont autorisés ?

**Réponse de la CCPCP :** Le stationnement de caravane ou de camping-car et les hébergements légers sont encadrés par le Code de l'urbanisme (articles R.111-31 à R.111-50). Il n'est pas possible de les installer sur un terrain classé inconstructible par un document d'urbanisme. Ils ne sont donc pas autorisés dans le milieu rural.

La CCPCP précise que l'article R.421-23 du Code de l'urbanisme s'applique. Pour clarifier cette application le règlement écrit des zones A et N (chapitre 1.2.1) sera complété par la règle suivante : **Sont interdits « Le stationnement de caravanes et de camping-cars isolé, durant plus de trois mois par an consécutif ou non, sauf dans les bâtiments et remises et sur les terrains où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur ».** Concernant les autres cas listés, cela dépendra si l'aménagement envisagé doit faire l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme et sera donc géré au cas par cas.

#### Serres en zone A et N

- Les serres à usage privé sont-elles considérées comme des annexes ? Auquel cas, sont-elles extraites du décompte comme les piscines ?
- Si oui, peut-on revoir les règles de distance et de surface ?

**Réponse de la CCPCP :** Une serre de jardin peut être considérée comme une annexe extérieure et donc être soumise à une autorisation d'urbanisme. Cela dépend principalement de la surface de celle-ci, de sa hauteur et si elle est installée de manière permanente ou non. Selon le projet proposé, les règles du PLUiH s'appliqueront.

#### 4-8 Les STECAL

Les 15 secteurs correspondent principalement à des installations d'intérêt public.

L'enquête a permis d'identifier des projets privés d'installations économiques type transformation, stockage, quelques projets d'hébergement en habitats légers, l'agrandissement d'une activité hôtelière, un aménagement de loisirs (golf).

- Comment seront traités les projets qui ressortent des observations du public ainsi que les futurs projets ? Quelles seront les démarches ?

**Réponse de la CCPCP :** Cf. réponses individuelles apportées aux observations du public.

- Est-il possible d'avoir une rubrique STECAL dans le règlement pour fixer les contenus possibles et définir leurs conditions ?

**Réponse de la CCPCP :** Les conditions d'urbanisation des STECAL sont d'ores et déjà définies dans le règlement écrit,

#### 4-9 Les changements de destination

Les critères mis en œuvre lors du recensement par les communes ont été les suivants : Intérêt architectural ou patrimonial ; ne pas être une ruine ; capacité à réaliser un assainissement individuel ;

raccordement possible aux différents réseaux ; la construction ne doit pas être située en zone inondable, en zone humide, ou dans un secteur présentant des nuisances.

Le changement n'est possible qu'avec l'avis conforme de la CDPENAF ou de la CDNPS et en respectant les règles de réciprocité applicables aux exploitations agricoles.

- Pourquoi ne pas avoir retenu un critère de surface minimum ?

**Réponse de la CCPCP :** Le seuil de 60 m<sup>2</sup> fixé par la CDPENAF n'est pas jugé pertinent par la CCPCP. Cette règle est en contradiction avec le besoin de développer les petits logements sur le territoire et apparaît discriminante pour les propriétaires. La CCPCP entend défendre ce point de vue lors des demandes de changement de destination.

Le lexique du règlement définit la "ruine" : « un bâtiment présente le caractère d'une ruine dès lors que l'essentiel du gros œuvre est détruit. Pour qu'un bâtiment ne soit pas qualifié de ruine, il doit comporter à minima trois pans de murs entiers (pignons inclus). Une ruine ne peut pas être considérée comme une construction existante »

- Le recensement semble avoir dépassé cette définition et qualifié des « ruines », certains n'apparaissant même plus sur le cadastre. Est-il possible de le revoir sur ce critère ?

**Réponse de la CCPCP :** Le recensement des bâtis a été réalisé par les Communes. Certaines ont choisi d'identifier des bâtis malgré le « risque » d'un avis négatif de la CDPENAF ou de la CDNPS. Les Communes sont conscientes que la désignation sur le règlement graphique ne présage pas de l'avis conforme qui sera donné par la CDPENAF ou la CDNPS au moment de l'instruction des demandes (ce que rappelle le règlement écrit).

La distance des bâtiments agricoles a-t-elle été fixée à 100 m.

- Cette prescription correspond-elle à celle envisagée dans le cadre du SCoT du pays de Brest ?
- Si ce n'est pas le cas, comment sera prise en compte une distance plus grande qui de facto va exclure certains bâtiments "étoilés" ?

**Réponse de la CCPCP :** Il n'est pas envisageable dans le cadre de l'élaboration du PLUiH d'anticiper des éléments discutés dans un SCoT non approuvé. Selon les orientations du futur SCoT, le PLUiH sera mis en compatibilité dans le respect des dispositions du Code de l'urbanisme.

- Un changement de destination de bâtiments situés au siège d'une exploitation est-il possible au regard de la règle de distance de bâtiments d'élevages ?

**Réponse de la CCPCP :** Non.

Du fait de ces critères très larges, beaucoup de bâtiments sont recensés (2500 + une trentaine de demandes formulées dans le cadre de l'enquête), ce qui suscite beaucoup d'espoirs pour les demandeurs sans certitude de voir leur projet recevable.

- Le recensement sera-t-il revu compte-tenu de l'avis défavorable de la chambre d'agriculture, de la CDPENAF et de l'État ?

**Réponse de la CCPCP :** Il n'est pas prévu de revoir les critères qui ont permis l'identification des bâtiments susceptibles de changer de destination.

- Comment comptez-vous traiter les demandes supplémentaires ?

**Réponse de la CCPCP :** Les bâtiments répondant aux critères fixés par le PLUiH seront intégrés à la liste des possibles changements de destination.

- Les habitations en état d'abandon depuis une longue période, peuvent-elles perdre leur destination initiale et leurs propriétaires devront-ils demander un "étoilage" pour les réhabiliter ?

**Réponse de la CCPCP :** L'appréciation de ces situations ne peut se faire qu'au cas par cas.

#### 4-10 Les activités économiques

Le rapport de présentation (Tome 1 Page 82) mentionne la répartition des postes salariés par secteur en 2015.

- Pouvez-vous actualiser ces chiffres ?

**Réponse de la CCPCP :** Les données Insee disponibles témoignent d'une certaine stabilité entre 2015 et 2021.

Postes salariés par secteur d'activité agrégé et taille d'établissement fin 2021 (Insee)	Total	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
Agriculture, sylviculture et pêche	294	240	33	21	0	0
Industrie	1062	128	86	85	87	676
Construction	297	139	42	116	0	0
Commerce, transports, services divers	2406	745	276	703	112	570
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	2082	238	231	383	845	385

Le tissu économique est décrit comme sous-dimensionné par rapport au nombre d'habitants avec en perspective une fragilisation des industries agroalimentaires. Le développement passe par des industries « innovantes ».

- Pouvez-vous préciser les projets en cours ou à venir ?

**Réponse de la CCPCP :** Sous réserve d'aboutissement des projets à l'étude, l'extension du Pôle économique du Pouillot à Châteaulin via l'aménagement des 18 ha fléchés sur la ZA de Lospars pourrait contribuer à structurer la filière de l'hydrogène au service de la décarbonation des transports à l'échelle de l'ouest de la Bretagne. Pourrait-être accueillie sur ce site la société EHM créée en 2022 à Châteaulin. EHM, aujourd'hui incubée en pépinière d'entreprises par la CCPCP, est une startup industrielle, spécialisée dans le développement d'un moteur à combustion hydrogène innovant, destiné au marché du retrofit de véhicules lourds (poids lourds, bus, benne à ordures ménagères, etc.) pour décarboner le secteur des transports. Des discussions sont également en cours avec un opérateur spécialiste des énergies renouvelables pour l'implantation sur la ZA de Lospars d'une unité industrielle de production d'hydrogène vert par électrolyse de l'eau d'une puissance de 10 Mégawatts.

- De façon générale, quel lien établissez-vous entre le développement d'activités et l'évolution démographique ?

**Réponse de la CCPCP :** La volonté politique de la CCPCP est de participer au dynamisme économique du Finistère et à son évolution démographique. Poursuivre le renforcement de l'autonomie du territoire en termes d'emplois permet d'affirmer et renforcer l'échelle de bassin de vie de la CCPCP et réduit la vulnérabilité due aux déplacements domicile-travail.

Vous mentionnez le fait que 30% des très petites entreprises (TPE), qui représentent environ 80 % des entreprises locales, pourraient être concernées par un problème de transmission, avec un risque élevé de fermeture faute de repreneurs.

- L'accompagnement mis en place comporte-t-il l'accessibilité à des terrains pour un transfert des ateliers ?

**Réponse de la CCPCP :** Le pôle économique du Pouillot, les zones d'activités dites d'équilibre de Pleyben (Le Drevers), Lothery (Ty Hémon) et Saint-Ségal (Menez Bos), de même que les zones d'intérêt local de Plonévez-Porzay (ZA du Porzay) ou de Plomodiern (Kerharo) disposent toujours de petites et moyennes parcelles (surfaces unitaires de 1 000 à 5 000 m<sup>2</sup>) susceptibles d'accueillir le transfert d'ateliers dans le cadre d'opérations de reprises de TPE existantes sur le territoire. Pour autant, cette offre de petites parcelles de proximité tend à se réduire (à ce jour une 12aine de lots actuellement disponibles pour une surface cumulée de 3 Ha à l'échelle des zones d'activités communautaires en cours de commercialisation, hors projet d'extension industrielle de la ZA de Lospars). La vacance d'atelier artisanaux étant quasi inexistante au sein de ces zones d'activités, l'accompagnement des transferts d'ateliers dans le cadre de reprises de TPE passera nécessairement par la remobilisation des locaux d'activités présents au sein de l'enveloppe urbaine des villes est bourgs (le service développement économique tient à jour un répertoire de ces offres de locaux disponibles). Une réflexion va être engagée, dans le cadre de la mise en œuvre du ZAN, sur l'opportunité de mobiliser certains bâtiments d'exploitation agricoles délaissés par l'agriculture, sous réserve que ces changements de destinations ne nuisent pas à l'activité agricole environnante.

Le pôle du Pouillot/Lospars concentre les perspectives de développement.

- Comment s'est fait l'arbitrage avec la commune de Pleyben qui dispose également d'un bon positionnement par rapport aux axes routiers ?

**Réponse de la CCPCP :** Il s'agit d'un choix politique, exprimé dans le PADD et motivé par l'intérêt départemental, voire régional du site Pouillot / Lospars. Il est situé à proximité des axes stratégiques et possède une très forte accessibilité. Ce site est considéré comme la véritable locomotive de l'économie locale, dont le dynamisme se répercute sur l'ensemble du territoire. La CCPCP travaille depuis plusieurs années à son développement pour répondre aux demandes des entreprises, en compatibilité avec les orientations du SCoT.

#### 4-11 L'environnement

Un certain nombre de demandes portent sur le déclassement d'espaces boisés et de linéaires bocagers, considérant qu'ils ne répondent pas ou plus aux caractéristiques attendues.

- Comment ces demandes sont-elles prises en compte ?

**Réponse de la CCPCP :** Cf. réponses individuelles apportées aux observations du public.

- En dehors des campings, y-a-t-il d'autres constructions menacées par le recul du trait de côte ?

**Réponse de la CCPCP :** Le PCAET fait état d'une érosion côtière ces 10 à 90 dernières années de la plage de Lestrevet et de l'anse de Kervijen d'environ - 0,5m/an. De plus, une grande partie des falaises sont prédisposées à l'érosion, avec des glissements de terrain enregistrés vers Pentrez et Kervell Isella. Ces aléas pourraient s'aggraver avec la hausse du niveau de la mer. Dans les décennies à venir, il y aura donc sans doute de nouveaux secteurs menacés. A noter que le PLUiH approuvé intégrera une zone UHi sur la partie urbanisée de Pentrez où le risque est connu.

Les besoins en eau ne sont pas satisfaits localement avec un déficit entre 50 et 85 % que le nouveau captage prévu à Saint Coultiz devrait réduire.

- L'augmentation de la population et des besoins industriels est-elle compatible avec ce déficit ?

**Réponse de la CCPCP :** La distribution en eau potable, sur la CCPCP comme sur la majorité des territoires, est liée à un réseau fait d'interconnexions. Il existe à l'échelle du Finistère un schéma départemental d'alimentation en eau potable des collectivités. Ce schéma définit les enjeux et les recommandations pour l'amélioration de la qualité des services, des propositions de solutions techniques, une hiérarchisation et une planification par territoire. La CCPCP est approvisionnée en eau potable en grande partie par l'eau produite à Châteaulin et Saint-Coulitz par le Syndicat Mixte de l'Aulne dont elle est adhérente et par les 13 unités de productions d'eau communales.

6 communes sont placées en niveau prioritaire pour leur assainissement et certaines sont en risque de saturation notamment en période estivale ; la projection démographique retenue risque d'aggraver ces problèmes.

- Quel est l'échéancier des mises à niveau des stations d'épuration et quelles seront les conséquences sur la délivrance des permis de construire et d'aménager ?

**Réponse de la CCPCP :** Les terrains non raccordables à l'assainissement collectif seront équipés d'un dispositif d'assainissement individuel. Une réflexion sur les stations d'épuration de Pentrez à Saint-Nic et Gouézec est en cours.

A quelle échéance est prévu le Schéma directeur de gestion des eaux usées et pluviales à l'échelle de la CCPCP ?

**Réponse de la CCPCP :** Le Schéma directeur assainissement est en cours de finalisation. La gestion des eaux pluviales est de compétence communale.

Tri à la source des biodéchets :

- Comment la nouvelle réglementation sera-t-elle prise en compte ?
- Le document intègre-t-il ces nouvelles dispositions ?

**Réponse de la CCPCP :** La CCPCP assure le service de la gestion des déchets ménagers au sein des 17 communes depuis le 1er janvier 2017. Elle mène une politique qui vise la bonne prise en compte de cette thématique. L'objectif de la CCPCP est de poursuivre et améliorer les politiques de gestion des déchets, ce qui est affiché dans le PADD. Les déchetteries présentes sur le territoire, à Péré (Châteaulin), Croix-Neuve (Plonévez-Porzay) et à Kozkéro (Pleyben) sont classées en zone As. Elles autorisent l'accueil de la sous-destination « Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ». A Plonévez-Porzay, le périmètre de la zone est élargi pour permettre notamment le développement du réemploi et du stockage sécurisé des DMS et D3E. Une extension de la déchetterie est prévue à Châteaulin pour assurer la mise aux normes et pour répondre aux nouveaux besoins.

Le règlement écrit intègre un chapitre relatif à la gestion des déchets (cf. articles 3.2.5) avec notamment une règle de validation du mode de collecte dans les opérations d'ensemble par l'organisme en charge de la collecte et du traitement des déchets.

La CCPCP a réalisé une étude sur le tri à la source des biodéchets. Trois axes ont été retenus : le compostage individuel, le compostage partagé et la collecte en points d'apports volontaire sur une trentaine de points sur le territoire. Plus de 800 composteurs ont été acquis par des usagers et guide du compostage a été remis lors des distributions. Ce document est accessible sur le site internet et peut être transmis sur demande auprès du SPED. Deux composteurs partagés sont en place et une trentaine à l'étude. Actuellement, la CCPCP étudie avec l'aide du SIDEPAQ la possibilité de traiter les biodéchets sur la plateforme de co-compostage de Plonévez Porzay.

#### 4-12 La mobilité

Le rapport de présentation mentionne 76 places de covoiturage au Pouillot et quelques aires dispersées. La liste des emplacements réservés ne mentionne pas explicitement de nouvelles aires.

- Les aires actuelles répondent-elles aux besoins ? Envisagez-vous de les développer ?

**Réponse de la CCPCP :** Les aires de covoiturages en projet et en réflexion sont envisagées dans les centralités, sur des espaces publics classés UH dans le PLUiH. Il n'a donc pas été considéré comme nécessaire de prévoir une traduction réglementaire supplémentaire dans le PLUiH.

- Le projet d'extension de l'aire du Pouillot sera-t-il repris ?

**Réponse de la CCPCP :** L'extension de l'aire de covoiturage est toujours envisagée. Le Département a intégré cette extension dans ses futurs projets, avec 30 à 50 places supplémentaires envisagées.

- La plateforme OuestGo est-elle effective ?

**Réponse de la CCPCP :** La CCPCP adhère à la plateforme de promotion du covoiturage Ouestgo depuis 2019.

- Quel est le bilan du transport à la demande ?

**Réponse de la CCPCP :** 139 usagers ont été transportés en 2023 quasi exclusivement à destination de Châteaulin. Le service de transport vers Quimper n'a pas été déclenché. Le service fonctionne principalement pour des usagers réguliers (12 personnes différentes utilisatrices) résidant sur les communes de Cast, Plomodiern, Plonévez-Porzay, Saint-Nic et Le Cloître-Pleyben.

Les mobilités douces sont mises en avant et un certain nombre d'espaces sont réservés à leur développement.

- Avez-vous prévu des stationnements et des aménagements pour les vélos dans l'espace public ?

**Réponse de la CCPCP :** Les Communes et la CCPCP intègrent systématiquement dans les projets d'aménagement la place du vélo dans l'espace public. A ce titre, la CCPCP a élaboré un schéma directeur des modes actifs. Améliorer les possibilités de stationnement des vélos sur le territoire est l'un des axes de travail de ce schéma. Ce schéma détermine également les tronçons à aménager pour les vélos et fixe un calendrier de mise en œuvre du réseau cyclable de la CCPCP. Lorsque cela a été jugé nécessaire, le PLUiH a traduit réglementairement le schéma directeur des modes actifs par la création d'emplacements réservés.

Le développement de Châteaulin comme « ville centre » est un axe fort du projet avec notamment la relocalisation des commerces.

- Les capacités de stationnement de la ville sont-elles suffisantes ?
- Avez-vous des projets pour résoudre les problèmes d'accessibilité de la ville ?

**Réponse de la CCPCP :** Les besoins des habitants en centre-ville en matière de stationnement ne sont pas les mêmes qu'en campagne. Les habitants faisant le choix de vivre en ville ne possèdent pas forcément de véhicule. Une réflexion est engagée pour favoriser les mobilités piétonnes et renforcer la liaison entre la gare, le centre-ville et le pôle économique. En complément, une aire de covoiturage est en cours de réalisation à Ty Glaz en sortie de Châteaulin en direction de Crozon.

Les capacités de stationnement des véhicules de tourisme et des camping-cars sont insuffisantes près du littoral.

- Qu'avez-vous prévu pour y remédier ?

**Réponse de la CCPCP :** Le PLUiH intègre la création d'une aire de campings cars d'environ 35 emplacements à Pentrez. Il existe des aires de services dans les bourgs de Plonévez-Porzay et Plomodiern. En complément, le développement de nouvelles aires est envisagé sur Pleyben et Port-Launay.

- Envisagez-vous la mise en place d'un Plan de Déplacement Urbain ou d'un Plan de Mobilité à l'échelle de la CCPCP ?

**Réponse de la CCPCP :** Suite à la prise de compétence mobilité la réalisation d'un plan de mobilité simplifié pourrait être engagé.

#### 4-13 Les énergies renouvelables

Les énergies renouvelables sont abordées comme un point de l'OAP thématique paysage.

- N'auraient-elles pas mérité une OAP spécifique compte tenu des enjeux climatiques ?
- La CCPCP a-t-elle procédé à une identification des zones d'accélération pour l'implantation d'installations de production d'énergie renouvelable ?
- Des secteurs préférentiels sont-ils identifiés pour le développement du photovoltaïque, de l'éolien et d'unités de méthanisation sur le territoire de la CCPCP ?

**Réponse de la CCPCP :** L'étude du PLUiH n'a pas intégré de travail spécifique sur cet axe. Toutefois, la CCPCP pourrait envisager de réaliser ce travail pour l'intégrer ultérieurement au PLUiH. A noter que le PLUiH n'oppose pas de contraintes particulières pour le développement des énergies renouvelables sur le territoire. Les communes sont en cours d'élaboration de leurs zones d'accélération des énergies renouvelables.

#### 4-14 La communication sur le PLUiH

Pour accompagner la mise en œuvre du projet et son appropriation par la population, quelle communication sera mise en place ?

- Communication sur la mise en ligne du rapport d'enquête et accessibilité du mémoire en réponse.
- Conséquences du classement des haies et des espaces boisés. Les propriétaires s'inquiètent des contraintes liées au classement : peut-on les utiliser pour le bois de chauffage, le reboisement est-il imposé après les dégâts de la tempête, quelle est la responsabilité du propriétaire en cas de chute d'arbres ?
- Procédure pour les changements de destination (éventuellement avertissement sur de possibles retraits de la liste suite aux prescriptions du SCoT)
- Motivation du zonage (notamment zonage agricole quand il est situé sur une parcelle jouxtant une zone U ou sur un hameau d'habitation).
- Plus globalement sur les objectifs de modération foncière et les prescriptions de la Loi Littoral qui peuvent aller à l'encontre d'intérêts particuliers.

**Réponse de la CCPCP :** À la suite de l'approbation du PLUiH, la CCPCP entend mener une phase de communication dans le respect des dispositions prévues par le Code de l'urbanisme et le Code de l'environnement. Si des besoins spécifiques étaient identifiés, la CCPCP s'engage à mettre en place toutes les actions jugées utiles pour assurer la bonne compréhension du projet par les habitants

